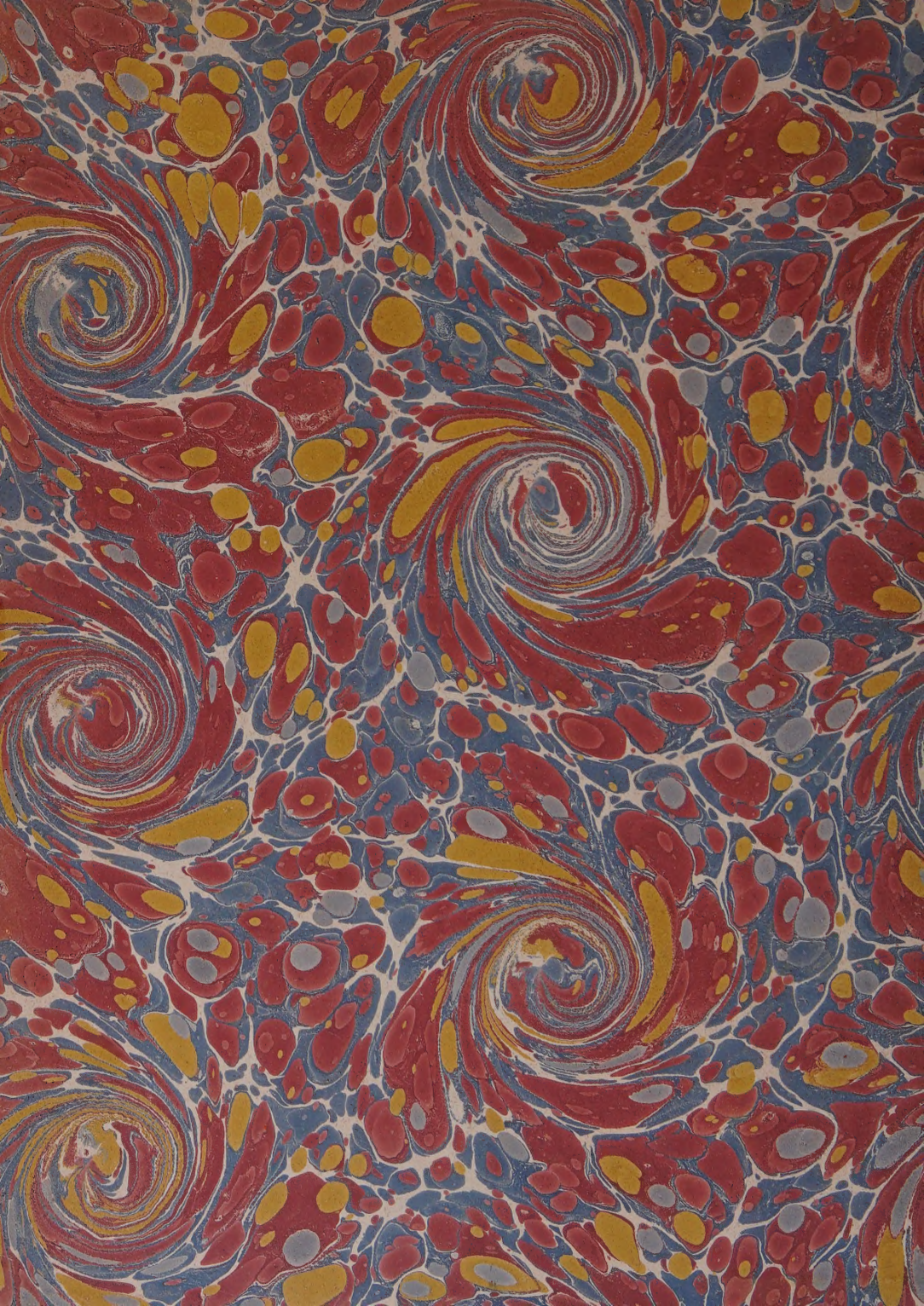
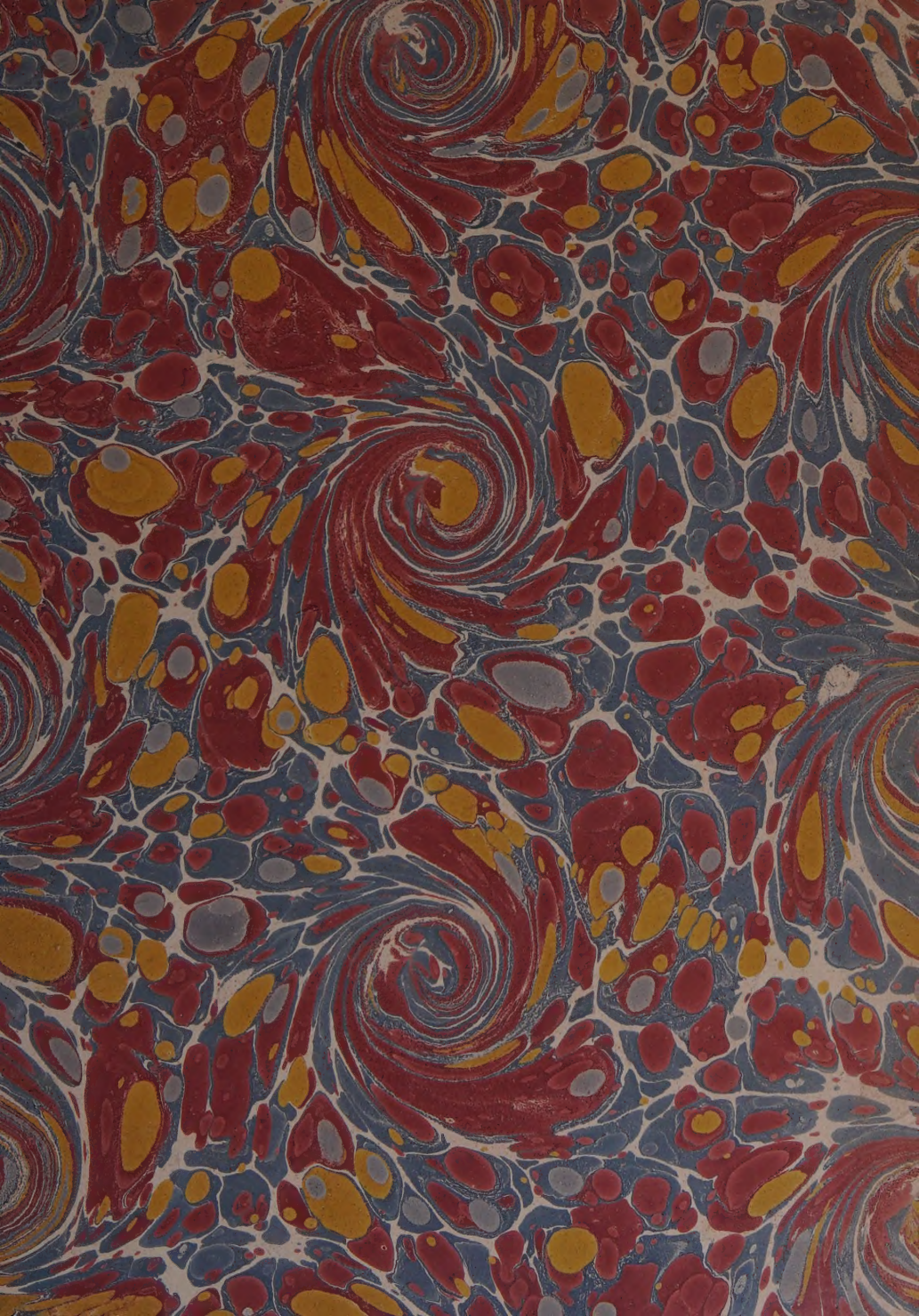




511-AAF-835

511-AAF-835





L'HISTOIRE DE FRANCE RACONTÉE A TOUS
PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION
de Fr. Funck-Brentano

LA
TROISIÈME
RÉPUBLIQUE

PAR
RAYMOND RECOULY



LIBRAIRIE HACHETTE

79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

**LA
TROISIÈME
RÉPUBLIQUE**

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- La bataille de Foch.** Un volume in-16. Hachette, 1920 (25^e mille).
(Couronné par l'Académie française.)
- Foch, le vainqueur.** Un volume in-16. Hachette, 1919 (20^e mille).
- Le pays magyar.** *Impressions et études sur la Hongrie.* Un volume in-12. Alcan, 1903.
- Dix mois de guerre en Mandchourie.** *Impressions d'un témoin.* Un volume in-12. Juven, 1906.
- Le Tsar et la Douma.** Un volume in-12. Juven, 1906.
- En Angleterre.** Un volume in-12. Fasquelle, 1905.
(Ouvrage couronné par l'Académie française.)
- L'assassinat de Gaston Calmette.** Une brochure. Plon-Nourrit et C^{ie}, 1914.
- La bataille dans la forêt d'Argonne.** (Jean-Léry.) *Impressions d'un combattant.* Un volume in-12. Hachette, 1916.
- Maréchal Foch and his battles.** Un volume in-12. Scribners, New-York, 1916.
- M. Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin.** Un volume in-12. Plon-Nourrit et C^{ie}, 1918 (6^e édition).
- Où en est l'Allemagne ?** Un volume in-12. Hachette, 1922 (10^e mille).
- Itinéraires algériens.** Un volume illustré in-12. Paris, 1922 (publié par les soins du gouvernement général de l'Algérie).
- Les heures tragiques d'avant-guerre.** Un volume in-18. Paris, 1923. La Renaissance du Livre (10^e mille).
- La Ruhr.** Un volume in-18. Paris, 1923. Flammarion (8^e mille).
- La barrière du Rhin.** Un volume in-18. Paris, 1923. Hachette (15^e mille).
- Le Printemps rouge.** *Episode de guerre et de révolution en Russie.* Un volume in-18. Paris, 1924. Les Editions de France (15^e mille).

L'HISTOIRE DE FRANCE RACONTÉE A TOUS
PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION
de Fr. Funck-Brentano

LA
TROISIÈME
RÉPUBLIQUE

PAR
RAYMOND RECOULY



DIXIÈME MILLE

LIBRAIRIE HACHETTE
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright by Librairie Hachette, 1927.

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'EFFONDREMENT D'UN TRÔNE

La nouvelle du désastre. — Chute du régime. — Carence du Corps législatif. — A l'Hôtel de Ville. — Le nouveau Gouvernement. — Un incident significatif. — La paix impossible. — Bismarck et Jules Favre. — Situation diplomatique et militaire.

La nouvelle du désastre.

Le samedi 3 septembre 1870, le lendemain du jour où elle s'est produite, la catastrophe de Sedan commence, de-ci de-là, à être connue dans Paris. Cet événement formidable, autant qu'inattendu, produit une impression d'accablement, de stupeur et, bientôt après, de fureur.

Depuis quelques semaines, certes, et sur un rythme des plus rapides, les défaites succédaient aux défaites. Après Reichshoffen, Spicheren, puis Borny, Gravelotte, Saint-Privat. Toutes les fois qu'elle se rencontrait avec les Allemands, l'armée française était battue. Mais ces défaites, loin de là, ne paraissaient pas irrémédiables. A deux ou trois reprises, on le savait, à Saint-Privat notamment, elles auraient pu, elles auraient dû, si les généraux de Napoléon avaient marché au canon, se transformer en victoires.

Bazaine gardait une puissante armée autour de Metz, le meilleur de nos camps retranchés. Une autre, sous le commandement de Mac-Mahon, se constituait à Châlons.

Or, de ces deux armées, celle à qui incombait la tâche principale, protéger Paris, venait subitement d'être rayée de l'existence, engloutie dans un désastre dont notre histoire militaire n'offrait pas de précédent.

L'armée de Mac-Mahon tout entière obligée de capituler ;

l'Empereur prisonnier ! Telles étaient les deux nouvelles qui venaient de s'abattre sur la capitale.

Chute du régime.

Aucune dynastie, moins que tout autre celle de Napoléon, d'abord et avant tout, chef de guerre, ne pouvait survivre à un coup aussi violent.

Quand un régime tombe, sa chute, presque toujours, est due beaucoup moins à la force de ceux qui l'attaquent qu'à la mollesse, au découragement de ceux qui sont chargés de le défendre. Jamais révolution ne fut, autant que celle du 4 Septembre, simple, facile. C'est que le régime impérial ne fut défendu littéralement par personne. Le vide se fit tout à coup autour de ce trône qui s'effondra de lui-même. L'Empereur entre les mains de l'ennemi ; l'Impératrice prenant, sans hésitation, le chemin de l'exil. Parmi les membres du gouvernement, dans l'entourage de la famille impériale, nul ne songe un instant à la résistance, tout le monde étant convaincu de sa parfaite inutilité.

Le pouvoir était là, par terre. Qui donc allait le saisir ?

Carence du Corps législatif.

Le Corps législatif, constitué par les représentants élus de la nation, paraît, à première vue, tout désigné pour cela. Mais l'essentiel est d'aller vite. Or, c'est le propre des assemblées parlementaires, surtout dans les moments de crise, de se mouvoir avec lenteur. Elles écoutent des discours, nomment des commissions qui discutent, tâtonnent, se perdent dans des questions de procédure ou des querelles de personnes. Pendant ce temps, les événements se précipitent. Quand elles essaient de les rattraper, il est trop tard.

Le soir du 3 septembre, à peine connue la capitulation de Sedan, le général de Palikao annonce, en termes prudemment enveloppés, la nouvelle au Palais-Bourbon. On tient une courte séance de nuit qui est levée sans qu'aucune décision ait été prise.

Nouvelle séance le lendemain, 4 septembre, au commencement de l'après-midi. Jules Favre présente sa motion de déchéance, déclarant que Napoléon et sa dynastie ont cessé de régner. Thiers soumet une autre motion où le mot « déchéance » est remplacé par celui de « vacance du trône », ce qui est au

fond à peu près la même chose. Tandis que les députés hésitent, délibèrent, une foule de manifestants, de minute en minute grossie, s'est amassée devant le Palais.

C'est un dimanche de Paris, par une radieuse journée d'été. Cette foule enfiévrée veut des décisions immédiates, la déchéance, la République ; elle s'impatiente des lenteurs des députés. Elle force sans difficulté les grilles du Palais, envahit la salle des séances. En vain les chefs de la gauche, Gambetta, Jules Favre, Picard, Crémieux, exhortent les manifestants au calme, essaient de faire respecter l'enceinte du Parlement, s'efforcent d'obtenir une solution légale. Le peuple est de plus en plus pressé. La majorité des députés, ceux du Centre et de la Droite, quittent la salle. Le Président Schneider lève la séance. La République n'a pas pu être proclamée au Corps législatif, tombé en carence, trop lent à se déterminer. Elle va l'être, selon la tradition révolutionnaire et jacobine, à l'Hôtel de Ville.

A l'Hôtel de Ville.

C'est là que se rendent en toute hâte les chefs des partis de gauche, les futurs membres du gouvernement, pêle-mêle avec les manifestants, Gambetta, Jules Ferry, Jules Favre, Jules Simon, Crémieux, Pelletan, Ernest Picard.

Entre temps le Palais des Tuileries, d'où l'Impératrice est déjà partie, a été, lui aussi, comme le Palais-Bourbon, comme l'Hôtel de Ville, occupé par la foule. Les voltigeurs de la garde, commandés par le général Mellinet, qui le défendaient, se sont retirés sans qu'un seul coup de fusil ait été tiré, grâce au sang-froid, à la décision de Victorien Sardou, alors tout jeune homme, qui a raconté cet épisode avec sa verve accoutumée.

Arrivés à l'Hôtel de Ville, les députés dressent, aussi vite que possible, dans la crainte d'être une fois encore débordés, une liste du nouveau gouvernement. Elle comprend tous les députés de la Seine et ceux qui, élus à Paris, ont opté pour un département. Ils décident de donner la présidence au général Trochu qui aura pleins pouvoirs pour assurer la défense nationale.

Tandis que cette liste se forme hâtivement, arrive en coup de vent Henri Rochefort, député de Paris lui aussi, que ses collègues avaient oublié. Ses électeurs n'avaient pas commis le même oubli. Ils s'étaient empressés d'aller le délivrer à Sainte-

Pélagie où il était détenu. Sans empressement, en se serrant un peu, les membres du nouveau gouvernement lui font une place au milieu d'eux. Trochu, particulièrement, éprouve quelque hésitation à siéger à côté de lui. Comme le dit avec philosophie quelqu'un : « Mieux vaut l'avoir dedans que dehors ! »

Le nouveau gouvernement.

Ce gouvernement, bien qu'il soit presque uniquement formé de députés, se constitue en dehors de l'Assemblée parlementaire qui, dès lors, n'a plus qu'à disparaître. Elle disparaît en effet. Le soir même, le Corps législatif et le Sénat ont cessé d'exister. Mais, tandis que le gouvernement venait au monde à l'Hôtel de Ville, les révolutionnaires, réunis dans une salle voisine, s'occupaient eux aussi de dresser leur liste où se trouvent les noms de Blanqui, Pyat, Delescluze, Flourens, tous les futurs chefs de la Commune.

C'est là un fait très significatif et gros de conséquences.

Ce gouvernement de la Défense Nationale apparaît ainsi, dès son origine, comme un compromis hâtivement réalisé entre des tendances différentes et même contradictoires, entre l'esprit du Parlement et celui de la Commune de Paris, entre la province et la capitale. Il est modéré, très modéré même par certains de ses éléments, Trochu par exemple, un Breton catholique, très pratiquant ; très avancé par d'autres, Henri Rochefort, qui, d'ailleurs, ne tardera pas à le quitter. Thiers, tout en promettant son concours, refuse d'en faire partie, ce qui ne laisse pas d'être assez préoccupant. Issu d'un compromis, ce gouvernement ne peut qu'en avoir tous les inconvénients, toutes les faiblesses.

Un incident significatif.

Un incident qui se produit quelques minutes après son baptême le prouve mieux que tout le reste. Beaucoup d'ouvriers qui se trouvaient à l'Hôtel de Ville réclament violemment le drapeau rouge. Ils en ont déjà arboré un sur l'édifice. Gambetta, non sans peine, fait prévaloir le drapeau tricolore, celui de 92 et de 93. Quelqu'un dans la foule crie :

« C'est un drapeau bâtard. Il a la couleur des Bourbons ! »

Un autre ajoute :

« C'est un drapeau sali ! »

A quoi de la foule, une voix répond :

« Eh bien, nous le laverons ! »

*
*
*

Comme un fleuve sort de sa source, les révolutions tirent des circonstances au milieu desquelles elles naissent, leur caractère, leur marque originelle qui en détermine fatalement le cours.

Cette Révolution du 4 Septembre — c'est là un de sestraits essentiels — est faite par le peuple de Paris, par la rue. Comme au temps de la grande Révolution, comme en 1830 et en 1848, c'est Paris qui, une fois de plus, donne le branle, impose sa solution, met la province en présence du fait accompli. Le mouvement déclenché, des professionnels de la politique, des chefs parlementaires essaient aussitôt de le contenir, de l'endiguer, et, si possible, de le diriger. Mais voilà qui n'est pas très facile. Ces chefs de l'opposition, devenus d'une minute à l'autre, membres du nouveau gouvernement, sentent et sentiront de plus en plus peser sur eux de terribles responsabilités. Ils sont, par leur charge même, inclinés à la prudence, à la modération. Or, le propre des mouvements révolutionnaires est d'aller immédiatement aux extrêmes. Entre eux et une partie des troupes qui les ont portés au pouvoir, un fossé se creuse aussitôt qui ne peut qu'aller en s'élargissant.

Considérez par exemple la Révolution russe de 1917. Elle est née, elle aussi, dans la rue, d'une collusion instantanée entre les manifestants socialistes et les régiments de la capitale, passant les uns après les autres du côté des émeutiers. Des membres du Parlement, des hommes de la Douma, essaient comme en 1870, de canaliser le mouvement. Ils s'emparent du pouvoir, ou plutôt ils croient s'en emparer. Car le pouvoir véritable n'est pas en eux, mais hors d'eux. Il réside dans le *Soviet*, le conseil des ouvriers et des soldats, qui se constitue aussitôt et qui est, au fond, le véritable maître. Cela est si vrai qu'à peine la révolution accomplie, la Douma disparaît d'elle-même. Le Soviet seul subsiste. Il dicte ses décisions aux ministres. Kerensky est son homme et lui obéit docilement. Il pousse le gouvernement vers une politique de plus en plus avancée qui détend toute discipline militaire et sociale, désorganise le pays, détruit l'armée, prépare les voies au coup d'État bolchevique.

Caractère du nouveau gouvernement.

Le gouvernement du 4 Septembre, constitué à l'Hôtel de Ville, épousait par cela même toutes les traditions, toutes les

habitudes révolutionnaires. Il poussait automatiquement à la continuation de la guerre, de la lutte à outrance. Un gouvernement issu du Palais-Bourbon, qui aurait eu Thiers à sa tête, aurait décidé peut-être d'arrêter tout de suite une guerre inutile qui était, quoi qu'on fit, à peu près irrémédiablement perdue, de signer sans retard une paix qui ne pouvait être que plus désastreuse à mesure qu'on attendait. Thiers était partisan d'une paix immédiate, et si l'on ne considère que la raison seule, il avait évidemment raison.

Mais le gouvernement de l'Hôtel de Ville ne pouvait que s'engager tout de suite dans la guerre à outrance, la levée en masse, etc..., etc..., tous les souvenirs de la Révolution. Ce gouvernement était en outre, de par ses origines, moralement obligé de ne pas quitter la capitale, même lorsqu'elle allait être investie.

C'était pour lui, militairement et politiquement, une faute des plus graves de demeurer dans Paris assiégé. Il s'isolait par là du restant du pays ; il se coupait toutes les communications avec la province, il préparait ainsi ce divorce qui aboutit à la Commune. Mais, pour ceux qui le constituèrent, la question d'abandonner la capitale ne se posait même pas. Gambetta qui, seul, eut la vision très nette des nécessités militaires, était partisan de transporter le gouvernement en province où d'ailleurs il alla lui-même quelque temps après. Mais son avis ne fut pas une minute écouté.

Voici le nouveau gouvernement en place. Il se laisse enfermer dans Paris, se bornant à envoyer en province une délégation très faiblement composée, deux vieillards sans énergie, avec laquelle il n'aura qu'un contact des plus intermittents. Dans la capitale elle-même son autorité est loin d'être indiscutée. Les éléments les plus avancés, ceux chez qui les révolutions parisiennes ont recruté de tous temps leurs principaux adhérents, se dressent déjà et se dresseront de plus en plus contre lui.

Avant de prendre, en ce qui concerne la continuation de la guerre, la politique intérieure, les élections, des résolutions qui peuvent être grosses de conséquences, il lui faut procéder en toute hâte à un examen rapide de la situation. C'est ce que les marins appellent : « faire le point ».

La paix impossible.

Une paix honorable pour la France, acceptable pour ses nouveaux chefs, les Prussiens n'en veulent pas. Par son origine même, révolutionnaire et jacobine, souvenirs de 93, le gouverne-

ment de la Défense Nationale, comme d'ailleurs son nom seul l'indique, a pris position. Trois jours après la proclamation de la République, le 7 septembre, Jules Favre, ministre des Affaires Etrangères, écrit, dans une circulaire, aux agents diplomatiques :

« Le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre non à la France, mais à la dynastie impériale.... *Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.* »

Or, Bismarck, dès le début des hostilités, avait fort clairement laissé entendre qu'il revendiquerait Strasbourg et Metz.

Il y a une opposition absolue entre ces deux thèses. Tout compromis apparaît impossible. Jules Favre a cependant avec Bismarck deux entrevues secrètes, au château de Ferrières (18, 20 septembre).

Bismarck et Jules Favre.

Nul n'était moins propre que lui à négocier avec le chancelier. Il est impossible d'imaginer entre deux caractères, deux tempéraments, un contraste plus éclatant.

L'Allemand, réaliste et sec, habitué à ne tenir compte que des forces et des faits, jugeant fort bien d'un coup d'œil les hommes et les situations, terrible adversaire dans les négociations, n'ayant pas son pareil pour asséner au moment opportun l'argument décisif qui, comme un coup de massue, démonte son partenaire. Le Français, avocat et rien qu'avocat, — ce qui n'est pas beaucoup, quand il s'agit non point de convaincre un auditoire, mais de discuter avec un adversaire qui sait ce qu'il veut et qui le veut bien, — facilement impressionnable, impuissant à dissimuler ses émotions, allant à l'occasion jusqu'à verser des larmes. Or, rien de pire qu'un homme d'État qui pleure trop facilement !

A son interlocuteur qui demande les conditions de l'armistice, Bismarck les communique aussitôt par écrit : occupation de Strasbourg, des forteresses des Vosges, d'un fort dominant Paris, les habitants de l'Alsace et de la Lorraine exclus du vote pour l'Assemblée Nationale.

L'entrevue de Ferrières n'ayant donné aucun résultat, il ne reste qu'une ressource : se battre.

Situation diplomatique et militaire.

Dans quelles conditions va s'engager cette lutte ?

Le gouvernement doit dresser rapidement l'inventaire de ses ressources diplomatiques et militaires.

Diplomatiquement, la situation est aussi mauvaise que possible. On décide d'envoyer Thiers en mission dans les diverses capitales, sans se faire beaucoup d'illusions sur ses chances de succès.

L'Angleterre, où les libéraux avec Gladstone sont au pouvoir, regarde sans déplaisir la défaite de la France. Opportuniste d'instinct, ne voulant ni ne sachant prévoir de loin les événements, elle ne s'alarme aucunement des conséquences que peut avoir l'agrandissement de la Prusse. Cet agrandissement lui paraît plutôt de nature à établir en Europe un équilibre des forces, dont elle aura lieu de se féliciter.

L'Autriche, libre de ses mouvements, se serait peut-être portée à notre secours ; mais elle est ligotée d'abord par la Hongrie devenue un État dans l'État et penchant nettement du côté de l'Allemagne ; plus encore par la Russie où le Tsar a signifié clairement qu'il riposterait du tac au tac à toute mobilisation autrichienne par une mobilisation russe.

Du côté russe, Bismarck a pris toutes ses précautions. C'est la partie la plus soignée, la plus réussie d'un long travail diplomatique qui doit aboutir à l'isolement de la France. Il n'a rien négligé pour mettre dans son jeu les Russes, au moment où la partie décisive s'engagera. Il s'est servi à merveille des affaires de Pologne, où la diplomatie velléitaire et brouillonne de Napoléon III avait, selon ses habitudes, accumulé les erreurs.

Quant à l'Italie, une seule chose l'intéresse : l'achèvement de son unité nationale et l'occupation de Rome que Napoléon III, si peu conséquent avec lui-même, s'obstine à lui refuser.

Ainsi la France, prise à la gorge par un adversaire implacable, se trouve seule en Europe, sans alliés, sans amis. C'est ce que Thiers, au cours d'une terrible mission qui ressemble à un calvaire, ne peut que constater. On lui donne, en maints endroits, de bonnes paroles ; nul ne veut ni ne peut lui promettre le moindre appui.

*
* *

Tel est l'aboutissement logique de six-huit années de gouvernement impérial, un des plus funestes que la France, *en ce qui concerne la politique extérieure*, ait jamais eus. On peut caractériser d'un mot ce gouvernement, cette diplomatie en disant que ce qui leur manque avant tout, *c'est le sens des*

intérêts français. A travers ses rêveries confuses et ses visions fumeuses, tour à tour partisan de l'unité italienne et de l'unité allemande, Napoléon III ne paraît pas se demander un instant en quoi la réalisation de cette unité affecte les intérêts vitaux de la France. Il fait toutes les guerres qu'il ne fallait pas faire et ne fait pas la seule à laquelle il aurait dû se décider sans retard : contre la Prusse, au moment de Sadowa.

*
* *

Au point de vue militaire, la situation n'est pas meilleure. Un seul corps de l'armée active, le treizième, qui, après le désastre de l'armée Mac-Mahon, s'est replié en faisant un détour par Mézières. Tout le reste est fait de pièces et de morceaux. Les hommes à coup sûr ne manquent pas. Ce qui manque ce sont les cadres, les armes, l'organisation, le commandement, c'est-à-dire la partie essentielle de l'armée.

Seuls les esprits superficiels peuvent être trompés par les souvenirs de la grande Révolution où la France, avec des troupes improvisées, tint tête victorieusement à une coalition d'ennemis.

Les ennemis d'alors, *qui s'entendaient très mal* entre eux, attaquèrent avec une extrême mollesse, laissant ainsi aux forces révolutionnaires le temps de se constituer, de prendre confiance en elles-mêmes et en leurs chefs. Ces troupes possédaient des cadres solides composés des officiers et sous-officiers de l'Ancien Régime.

La guerre, d'autre part, à mesure qu'elle se perfectionne, qu'elle devient plus savante, plus compliquée, laisse moins de place aux improvisations.

Sous la Révolution, notre territoire fut à peine envahi. En 1870, deux puissantes armées allemandes se trouvent déjà sous les murs de la capitale.

*
* *

Il reste une issue, une seule, la crainte, on peut même dire la terreur qu'éprouve Bismarck de voir la guerre se prolonger. C'est là notre unique carte. La guerre en se prolongeant peut donner le temps à des interventions diplomatiques de se produire en notre faveur. Bismarck, très averti des choses de l'Europe, ne l'ignore pas. Toute l'entreprise germanique, militaire et politique, est basée sur la rapidité, une rapidité foudroyante.

Il en sera d'ailleurs de même en 1914.

Si donc l'on veut obliger les Allemands à modérer leurs exigences, les contraindre à une paix raisonnable, c'est dans le sens d'une guerre prolongée qu'il faut orienter tous les efforts. Voulant la fin, il faut vouloir énergiquement les moyens.

Un homme, qui fut un vrai chef, eut de cela l'intuition très nette : Gambetta. Il essaya de soulever, de galvaniser le pays, de concentrer toutes ses ressources en vue d'une lutte à outrance. Malheureusement il lui manqua le noyau de généraux, d'exécutants, capables de faire passer son énergie et ses visions du plan politique sur le plan militaire.

Bibliographie. — *Ouvrages généraux.* Les principaux journaux quotidiens, les publications hebdomadaires, surtout *l'Illustration* très précieuse à consulter. — De la Gorce. *Histoire du Second Empire* (1896-1905). — E. Ollivier. *L'Empire libéral* (1894-1902). — G. Hanotaux. *Histoire de la France Contemporaine* (4 vol.) (1903-08). Une nouvelle édition contenant de nouveaux documents est en cours de publication. — Zévort. *Histoire de la troisième République* (4 vol.) (1896-1901). — Larousse. *Histoire contemporaine de la France* (1913). — Lieutenant-colonel Roussel. *Histoire de la troisième République* (1912). — Zevaes. *Histoire de la troisième République* (1926).

Travaux divers. — Bismarck. *Pensées et souvenirs* (traduction française (3 vol.) (1899). — *Mémoires de Bismarck* recueillis par Maurice Busch 2 vol.) (1899). — *Mémoires du roi de Roumanie* (1905). — J. Simon. *Le Gouvernement de la Défense Nationale* (1874). — J. Favre. *Le Gouvernement de la Défense Nationale* (3 vol.) (1873). — Thiers. *Notes et souvenirs* (1903. — Daniel Halévy. *Le courrier de M. Thiers* (1921).

CHAPITRE II

LA GUERRE A PARIS ET EN PROVINCE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TRAITÉ DE FRANCFORT

L'investissement de Paris. — Le plan de Trochu. — L'effervescence dans la capitale. — La délégation de Tours. — Capitulation de Metz. — L'armistice. — L'Empire allemand. — Caractère de l'unité allemande. — Le jugement de Foch. — Les élections. — La paix avant tout. — Thiers, chef de l'Assemblée. — Le traité.

L'investissement de Paris.

Tandis que les armées allemandes investissent, par un cordon assez mince, à cause de son étendue, la capitale, la résistance s'organise. Deux corps d'armée, l'un revenu de Mézières, l'autre formé hâtivement de réservistes, soldats échappés, gendarmes, gardes, douaniers, agents de police, constituent les forces actives. La garde mobile et la garde nationale fournissent des masses d'hommes considérables.

Cette armée vaut par la quantité plus que par la qualité. Cependant beaucoup de ses éléments sont bons. Sa valeur dépendra surtout des chefs chargés de la conduire.

Mais ceux-ci, à commencer par Trochu, n'ont pas confiance en elle. Voilà le point essentiel et qui explique tout. Militaires de carrière, ayant au plus haut degré *le pli professionnel*, ils sont convaincus qu'une armée digne de ce nom ne peut pas s'improviser de la sorte, en quelques semaines.

Le jour où les armées allemandes achèvent tant bien que mal l'investissement de Paris, le 19 au matin, un grave incident ne fait que donner plus de force à cette opinion. Les zouaves qui, sous les ordres de Ducrot, défendent le plateau de Châtillon, se débandent. Une troupe de fuyards en désordre parvient jusqu'aux portes de la ville.

Cette affaire a les plus désastreuses conséquences. Le manque de confiance des chefs dans leurs troupes va désormais peser sur toutes les opérations. Trochu a beau entreprendre, ou plutôt faire semblant d'entreprendre l'exécution de son plan, au fond, *il n'a jamais cru à un succès possible.*

Quand un chef militaire n'a pas cru au succès, il est sans exemple qu'il l'ait remporté.

Le plan de Trochu.

En quoi consiste ce fameux plan, qui ne tarde pas à devenir un objet de moquerie pour les Parisiens ? A exécuter, avec le gros des forces assiégées, une sortie dans la direction de l'ouest pour donner la main à l'armée de la Loire. Lorsque celle-ci a remporté la victoire de Coulmiers, très éphémère au demeurant, Trochu, sur les instances pressantes de Gambetta, modifie son projet et décide d'opérer par le sud.

Ici apparaît, en pleine lumière, la lourde faute commise lorsqu'on a fait de Paris le pivot de la défense nationale. Nos armées sont coupées en deux. Pour arriver à s'unir, elles sont obligées d'attaquer, elles sont condamnées à l'offensive contre un adversaire qui a eu le temps de se retrancher solidement. L'offensive est très difficile, presque impossible, avec des troupes improvisées, insuffisamment entraînées, médiocrement encadrées.

Toutes ces sorties finalement échouent. Quelque léger succès est-il remporté au début : Villejuif et prise de la Redoute des Hautes-Bruyères (23 septembre), Le Bourget (28-30 octobre), il n'a jamais de lendemain.

La sortie de Champigny, la plus importante de toutes par le nombre d'hommes engagés, donne lieu à une véritable bataille (30 novembre-3 décembre). Ducrot, qui la commande avec énergie, est impuissant à briser la résistance des assiégeants. Après trois journées de combat et de dures souffrances, par un froid glacial, il est contraint de se replier sous les murs de la capitale.

Les Prussiens, de leurs pièces à longue portée, bombardent les quartiers de la rive gauche. Ils comptent sur l'effet de terreur produit par ce bombardement, destiné dans leur esprit à affoler la population, à peser de la sorte sur le moral de ses chefs, à les amener promptement à la capitulation.

C'est un calcul analogue qu'ils feront lors de la grande guerre en 1918.

Qu'il s'agisse de diplomatie ou de guerre, l'esprit germanique

peu varié dans ses inventions, recourt presque toujours aux mêmes méthodes et aux mêmes procédés.

L'effervescence dans la capitale.

On se tromperait d'ailleurs si l'on croyait que, dans Paris assiégé, l'attention, les préoccupations du gouvernement sont toutes tournées vers la continuation de la guerre. Loin de là. La politique, l'agitation de la capitale où fermentent déjà toutes les passions qui doivent aboutir à la Commune, l'organisation du pouvoir donnent au gouvernement autant de soucis que les Prussiens eux-mêmes.

Un proverbe russe dit : « Celui qui prend le bâton devient caporal ». Les hommes du 4 Septembre avaient pris le bâton. Ils exerçaient le pouvoir de fait, un pouvoir d'ailleurs, dans Paris tout au moins, assez faible et assez vacillant. Seules, des élections régulières pouvaient consacrer ce gouvernement, lui donner une base solide.

La question des élections se pose donc tout de suite. Mais comment y procéder en pleine bataille avec les deux tiers du territoire envahi, une capitale investie, où les partis avancés disposent d'une si grande puissance? Autre conséquence de la faute commise en enfermant le gouvernement, organe de la défense nationale, dans Paris. Militairement les effets en sont désastreux; ils ne le sont pas moins politiquement.

Des nécessités impérieuses obligent le gouvernement à renvoyer les élections de semaine en semaine, d'où le mécontentement, bientôt l'exaspération d'un certain nombre de Parisiens. Cette exaspération, ce mécontentement se traduisent par l'émeute du 31 octobre pendant laquelle la foule des manifestants envahit l'Hôtel de Ville aux cris de : « Pas d'armistice, les élections, la Commune. » Cette journée du 31 octobre a une importance capitale; elle est l'annonce des graves événements qui vont se dérouler quelques mois plus tard. Le gouvernement tout entier est prisonnier. On s'en tire par une transaction d'abord, puis par l'essai d'une politique de répression.

Paris étant devenu, par la décision initiale d'où les faits découlent avec une logique impitoyable, le centre de la résistance, lorsque la capitale, à bout de forces et de vivres, est réduite à capituler, la guerre est forcément finie. En vain Gambetta essaie-t-il de lutter contre cette nécessité inéluctable, en vain prétend-il continuer la lutte; ses efforts sont inutiles.

Entre lui et les autres membres du gouvernement un conflit aigu se produit. Il se résout par sa démission.

La délégation de Tours.

Gambetta, demeuré d'abord dans Paris, est envoyé par le gouvernement à Tours avec pleins pouvoirs pour organiser la résistance. Il part en ballon et à peine arrivé prend en mains la direction de la guerre.

Gambetta est le type de l'homme d'Etat latin avec ses qualités et ses défauts. Fils d'un petit commerçant génois établi dans le sud de la France, devenu Français d'adoption et de cœur, il est envoyé, jeune étudiant, à Paris, par sa famille qui s'impose pour son éducation les plus durs sacrifices. Ses lettres à son père montrent une nature attirante et généreuse. Ses succès oratoires le rendent célèbre au Quartier Latin. Sa plaidoirie au procès Bonin consacre sa notoriété. Elu député de Paris en 1869, il est le jeune chef indiqué de la France républicaine, tendant toute son énergie vers la sauvegarde du territoire. L'impétuosité et l'élan sont tempérés par le bon sens, la clarté de son jugement sur les hommes et sur les choses, l'art de susciter, parmi ceux qui l'approchent, le dévouement et l'affection.

Partout où ses efforts peuvent se faire sentir directement, sans intermédiaire, dans la direction politique et administrative de la guerre, les résultats sont remarquables. Le feu sacré qui l'anime, son intelligence, l'art de manier les hommes, surmontent la plupart des obstacles, parviennent à réaliser ce qui paraissait impossible.

Pour la direction militaire, il est bien obligé de s'en remettre à ses exécutants. Il se heurte à la mauvaise volonté, à la défiance d'un grand nombre de chefs qui considèrent la partie comme perdue.

Avec les éléments les plus disparates, on arrive à improviser des armées, ou quelque chose qui y ressemble, à les doter d'un matériel à peu près suffisant.

Mais ces armées une fois constituées, il faudrait, pour les mettre en état de remplir leur tâche, leur laisser le temps de s'aguerrir. Or, le plan stratégique, toujours par l'effet de la faute première, ne le permet pas. Il exige impérieusement qu'elles soient, du jour au lendemain, épreuve redoutable entre toutes, jetées au feu, lancées à l'offensive, contre des troupes de métier, admirablement disciplinées.

Sous le commandement de d'Aurelle de Paladines, la première armée de la Loire franchit le fleuve, remporte la victoire de Coulmiers (9 novembre) et reprend aux Allemands Orléans. Peut-être un général plus audacieux, plus jeune, aurait-il mieux profité de ce succès et marché de l'avant.

D'Aurelle laisse aux Allemands le temps de se ressaisir. La reddition de Metz, d'autre part, libère une de leurs plus puissantes armées, qui accourt à marches forcées.

Dès ce moment, l'issue de la guerre, telle qu'elle est engagée, n'est plus douteuse. Les Français sont battus à Beaune-la-Rolande et à Longwy. Orléans est de nouveau perdue. L'armée de la Loire est coupée en deux. Celle de l'Ouest, sous les ordres de Chanzy, un chef plein d'allant, se replie sur Le Mans, au cours d'une retraite mémorable, où le terrain est disputé pied à pied, où des prodiges de valeur sont accomplis, mais qui ne peut changer le résultat.

L'armée de l'Est commandée par Bourbaki essaie de se porter vers l'Alsace et le Rhin, de débloquer Belfort où le colonel Denfert-Rochereau fait une défense héroïque, de menacer ainsi les lignes de communication ennemies. C'est reprendre partiellement le plan de Napoléon, lorsqu'en 1814 il tenta de se jeter sur le derrière des Alliés, de les coincer de la sorte entre son armée et Paris.

Mais ici encore des troupes improvisées, si braves soient-elles, ne sauraient avoir raison d'une armée régulière, très en main, surtout lorsque, par surcroît, elle s'appuie sur de bonnes positions préparées d'avance et solidement fortifiées. Bourbaki, dans sa marche vers Belfort, se heurte aux lignes d'Héricourt qu'il est impuissant à enlever. Pris entre ces lignes et une autre armée allemande commandée par Manteuffel qui s'est lancée à sa poursuite, il risque de se trouver bloqué. Par une négligence inexplicable, Jules Favre omet de le comprendre dans l'armistice ; il n'aura d'autre ressource que de se réfugier en Suisse.

Dans le Nord qui n'est qu'un théâtre secondaire, Faidherbe, avec une armée peu nombreuse, remporte un léger succès à Bapaume, mais est finalement battu à Saint-Quentin.

En somme, la situation est la même partout. Les mêmes causes reproduisent inexorablement les mêmes effets.

Capitulation de Metz.

Que s'est-il passé à Metz, où la résistance de Bazaine devait avoir une influence directe sur le résultat de la guerre ?

Tant que la forte citadelle lorraine tient, elle accroche, elle éloigne du théâtre principal des opérations, une des plus fortes armées allemandes.

Malheureusement, celui qui la commande est un des plus mauvais chefs militaires à qui Napoléon III, déplorable connaisseur d'hommes, ait confié un commandement aussi important.

Les qualités intellectuelles, chez Bazaine, sont au niveau du caractère, et ce niveau est des plus bas. Il avait de l'allant, du cran tant qu'il était jeune, il a perdu ces quelques dons avec l'âge qui l'a alourdi et épaissi. Seuls, ses défauts demeurent. Son attitude lors de l'expédition du Mexique, ses manœuvres et ses intrigues auraient dû le tenir en suspicion. Il n'en fut rien. On le fait maréchal, on le pousse au premier plan. Il jouissait, nul ne saurait dire pourquoi, d'une grande popularité dans l'armée, ce qui prouve à quel point la popularité d'un chef, civil ou militaire, est sujette à caution.

Bazaine ne sait pas le premier mot de son métier. Il se sent incapable de diriger une grande armée. Aussi ne la dirige-t-il point. Sa conduite à Saint-Privat, où il aurait pu remporter une éclatante victoire, ne s'explique pas autrement. Il n'a qu'une idée : se replier sous les canons de la citadelle et attendre.

Au lendemain de Sedan, il ne songe plus à se battre, à sauver son armée et le pays, mais uniquement à négocier. Il se laisse entraîner par Bismarck dans de louches pourparlers politiques que sa conscience de chef, son devoir de Français auraient dû lui interdire. Dès qu'un soldat a mis le doigt dans cet engrenage, il est perdu.

Bismarck, qui voit clair dans son jeu, qui n'a qu'un dessein : gagner du temps, l'amuse avec ces parlottes. Les jours s'écoulent; les rations diminuent. Il n'y a plus qu'une issue, la capitulation pure et simple, une capitulation déshonorante. Toute une grande armée est ainsi, par la faute de celui qui la commande, obligée de se rendre avec ses drapeaux, ses officiers, ses canons dont elle ne demandait qu'à se servir.

Après Sedan, Metz : vraiment la France méritait mieux !

L'armistice.

Lorsque la capitale, où tout espoir de délivrance a disparu, où les vivres se font de plus en plus rares, est obligée de capituler, la guerre, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, est terminée.

La population qui souffre du froid et déjà de la faim, excitée

par les meneurs révolutionnaires dont l'audace s'accroît, réclame à cors et à cris, une sortie, *une sortie torrentielle*, capable de balayer tous les obstacles. La sortie a lieu et elle échoue (19 janvier). Après l'échec de Buzenval, les révolutionnaires enhardis, avant à leur tête Flourens qu'ils sont allés délivrer dans sa prison de Mazas, essaient, le dimanche 22 janvier, de s'emparer de l'Hôtel de Ville. La garde nationale, restée fidèle au gouvernement, tire sur les manifestants et sauve, pour cette fois, la situation.

Cette échauffourée, connue de Bismarck, a naturellement pour effet de le rendre plus intraitable au moment où les négociations pour la capitulation et l'armistice vont s'engager. Jules Favre se rend auprès de lui à Versailles. Le Prussien impose toutes ses conditions que l'on est bien obligé d'accepter : deux cents millions d'indemnité, le désarmement des troupes de ligne et de l'enceinte fortifiée, l'occupation de tous les forts. L'armistice, conclu le 28 janvier, est valable pour vingt et un jours. C'est la fin.

L'Empire allemand.

Il s'était déroulé entre temps un événement d'une portée considérable. Le 18 janvier, dans la Galerie des Glaces, à Versailles, l'Empire allemand a été proclamé. Tous les princes germaniques confédérés ont offert la couronne impériale au roi de Prusse, Guillaume I^{er}. Ils le reconnaissent pour leur souverain héréditaire sous le titre d'Empereur allemand : *Deutscher Kaiser*.

Quelque résistance s'était manifestée de la part des princes de l'Allemagne du Sud : Bavière et Wurtemberg. Bismarck, qui n'était pas homme à reculer devant aucun moyen, en avait eu raison aisément. Sa Majesté le Hasard, comme disait Frédéric II, le servit encore une fois. Pendant toute la durée de la guerre, politiquement, militairement, il fut sans cesse du côté des Allemands. Des documents ultra-secrets, saisis dans un château français, mirent entre ses mains la preuve des négociations engagées, durant les années qui précéderent la guerre, entre le gouvernement français et certains États de l'Allemagne du Sud. Bismarck de les utiliser aussitôt comme un moyen de pression, on peut même dire de chantage envers les princes qui résistaient. Il les menaçait, si leur résistance ne cessait pas immédiatement, de rendre publics ces documents, établissant leur collusion avec la France.

Hommes d'État et diplomates devraient avoir pour règle essentielle de brûler toujours, lorsque, dans une période de crise, ils quittent leur domicile, les pièces secrètes qui sont en leur pouvoir. Négligent-ils cette précaution élémentaire, leur négligence risque de coûter cher aux intéressés.

Aux premières semaines de la guerre, en 1914, un consul général des puissances alliées, à Beyrouth, oublia pareillement dans sa maison des papiers établissant ses rapports avec un certain nombre de notables syriens. Les Turcs s'en emparèrent et ces Syriens furent pendus aussitôt.

Caractère de l'unité allemande.

L'Empire allemand était fondé de la sorte en pleine guerre et en pleine victoire, à Versailles, dans le palais de nos rois. Fruit de la guerre et de la victoire, il doit à cette double origine ses caractères principaux. La guerre d'où il sort, comme un fleuve sort de sa source, ayant été voulue de longue main, préparée, cuisinée et gagnée par la Prusse, elle consacre, elle assure définitivement l'hégémonie prussienne sur le restant de la Germanie. Bava-rois, Wurtembergeois, Badois, etc... etc..., ne peuvent que s'incliner devant le fait accompli. D'ailleurs, la puissance matérielle et morale que l'Allemagne, unifiée sous le joug de la Prusse, retire de son triomphe est telle que ses peuples, plus encore que ses rois, ne seront pas longs à se féliciter de cette unification.

*
* *

Les efforts du gouvernement de Tours, en prolongeant la guerre de quelques mois, ne tardèrent pas à frapper d'étonnement les Allemands eux-mêmes. Les Mémoires de Bismarck, les souvenirs de Moltke en portent la preuve : « Je compte très prochainement aller tirer des lièvres à Creissau », écrivait ce dernier à son frère, dès les premiers jours d'octobre. Or, cette partie de chasse fut reculée de plusieurs mois, jusqu'à l'année suivante.

Que la France, privée de toute son armée régulière, ait pu si longtemps lutter contre ses envahisseurs, les tenir en haleine, c'est là un phénomène inattendu, surprenant, que Moltke *et les chefs militaires* n'arrivent pas à s'expliquer. Il modifie, bouleverse toutes leurs opinions sur la guerre.

C'est que les Allemands, piètres psychologues, n'ont jamais

rien compris et ne comprendront jamais rien à l'esprit, au caractère, au tempérament français. Non seulement ils sous-estiment leur adversaire, mais ce qui est plus grave, ils ignorent un de ses traits essentiels, l'élasticité, la faculté de rebondissement.

En 1870, du jour où ils ont battu ses armées à Sedan, puis à Metz, ils considèrent que la guerre est terminée. La résistance des troupes organisées en toute hâte, improvisées par le gouvernement de Tours, les déconcerte. C'est pourquoi von Der Goltz a rendu à Gambetta un si éclatant hommage.

Quarante-quatre ans plus tard, en 1914, ils retomberont dans la même erreur. La bataille des frontières gagnée par eux, ils s'imagineront pareillement que tout est fini. Von Klück, commandant une des principales armées, se lancera tête baissée en avant, n'ayant qu'une idée, qu'un dessein : aller vite, dans une marche quelque peu échevelée, négligeant sur sa droite, *très vulnérable*, non seulement la garnison de Paris, mais la nouvelle armée que Joffre vient, en quelques jours, d'y constituer.

Leur grand État-Major fera pis encore. Pour calmer les clameurs des hobereaux teutoniques, furieux de voir leurs biens saccagés par les Russes en Prusse Orientale, il expédiera à la veille presque de la grande bataille, sur ce théâtre très secondaire, deux de ses corps d'armée qui, s'ils avaient été là, auraient pu changer l'issue de cette bataille.

Ces erreurs, qui furent parmi les causes de notre victoire, dérivent toutes de la conviction qu'après les batailles des premiers jours, la France est désormais incapable de résistance.

Une fois encore, la psychologie des Allemands se trouvait en défaut.

Le jugement de Foch.

Le vrai caractère de cette guerre entreprise par le gouvernement du 4 Septembre, l'esprit dans lequel il la livrait, les fautes commises, la conséquence qui en découlait fatalement, la défaite, ont été mis en lumière par un des plus grands soldats de tous les temps : Foch.

« Quelle allure, dit-il dans son livre : *La manœuvre pour la bataille*, pouvait prendre la lutte avec un gouvernement qui, comprenant la guerre nationale, eût en entier couru aux armées de province, c'est-à-dire de France ; qui, séparant le sort de Paris de celui du pays, eût saisi que là est possible la résis-

taïce, où l'on dispose de la mer qui fournit les armes et le grain, du sol qui fournit les hommes, les ressources de toute nature, comme aussi l'espace pour se battre, pour manœuvrer malgré l'ennemi ?

« En présence d'un pareil gouvernement, que restait-il à faire à nos adversaires, sinon à passer la Loire, à entreprendre, avec une armée épuisée, la conquête méthodique du territoire, sur 600 kilomètres, jusqu'à notre frontière méridionale et à prier la fortune de se montrer constante jusqu'aux Pyrénées, ce qui était peut-être lui demander plus qu'elle ne voulait donner ?

« Là sera dans l'histoire la gloire de Gambetta d'avoir compris que le centre de la puissance d'un État n'est pas sa capitale, mais bien la nation elle-même avec ses ressources de toute nature ; que si la première contient deux millions d'habitants, bientôt investis d'ailleurs, la seconde comprend trente-cinq millions d'hommes libres encore de manœuvrer et d'attaquer ; d'avoir sur ces bases organisé la guerre nationale, la lutte à outrance.

« Malheureusement, après avoir organisé des armées nationales, il ne saura pas faire la guerre nationale, échapper à l'opinion qui lie le sort de la nation à celui de la capitale. A ces armées qu'il a magiquement créées, il donnera comme premier but la délivrance de Paris ; il les épuisera ainsi à l'attaque de troupes nombreuses, instruites, victorieuses ; dans une offensive au-dessus de leurs forces ; à la recherche d'une décision immédiate et complète dont elles sont incapables ; à travers un pays (la Beauce) entièrement défavorable à de jeunes troupes inexpérimentées.

« Tout autre eût été un programme entendu de la lutte nationale, visant d'abord la défense pied à pied du territoire qui fournit les ressources, visant ensuite la délivrance du pays. L'exécution en eût comporté au début la défensive, seule forme possible à de jeunes levées parce qu'elle use de l'espace, du temps, du terrain, et permet de refuser la décision des armes à un adversaire qui a besoin de victoires décisives pour briser les résistances et par là conquérir le pays. Elle eût comporté l'offensive en fin de compte, avec des armées aguerries et remises en confiance, contre un ennemi forcément étendu, dispersé, épuisé en efforts stériles, frappé de misère par suite de la longueur de ses communications ; là était bien la tactique à pratiquer.

« À cette tâche, le grand patriote, le puissant organisateur ne pouvait suffire faute de connaissances spéciales. Comme les

autres, en effet, les institutions et les conceptions militaires n'ont de rendement qu'appuyées sur une base solide : ici, la possession complète de la nature de la guerre et de la troupe. C'est pour avoir connu l'une et l'autre que Carnot put au contraire, en son temps, faire sortir du principe de la levée en masse, la victoire. »

L'Assemblée Nationale et le traité de Francfort.

Les élections.

L'armistice signé, la guerre terminée, il importe de substituer à un régime de fait, un régime de droit, de convoquer une Assemblée Nationale. Les élections sont fixées au 8 février 1871. Elles se déroulent dans une atmosphère de tristesse résignée. Le divorce entre la capitale et la province, prélude de la Commune, apparaît de plus en plus aigu. Paris encore enfiévré d'une lutte qui lui a coûté de lourdes pertes, des sacrifices et des souffrances, sans rien lui rapporter en échange, est pour la continuation de cette lutte. Il proteste d'avance contre la paix qu'on pourrait signer.

La province, dans sa grande majorité, se prononce pour la cessation immédiate de la guerre, quelles que doivent être les conditions. Les Prussiens, sous les yeux de qui se font les élections, ne s'y trompent pas. Ils savent qu'ils peuvent demander à peu près tout ce qu'ils veulent. Thiers, le futur négociateur, a d'avance les mains liées.

A Paris, une alliance se forme, on dirait aujourd'hui un cartel, entre les différents groupes du parti républicain. Une liste de fusion est élue avec, outre des modérés en tout petit nombre, des radicaux, des socialistes et des révolutionnaires. Les grandes villes, surtout dans l'est et le sud-est, élisent, elles aussi, des républicains. La masse des campagnes, les « ruraux », comme on devait les appeler quelques semaines plus tard, non sans une nuance de mépris, cherchent instinctivement des chefs. Les bonapartistes étant entièrement discrédités ils retournent, à défaut d'autres, à leurs anciens bergers. Ils se rallient autour des personnalités royalistes dont l'influence locale est demeurée assez grande : châtelains qui vivent au milieu de leurs terres, grands et moyens bourgeois. C'est en leur faveur que le clergé, évêques et curés, emploie tout son crédit. Sur les six cent trente élus, les républicains sont à peine un tiers. En dehors

d'une trentaine de bonapartistes, tout le reste, soit quatre cents, se partage entre les deux branches du parti royaliste : les orléanistes et les légitimistes.

La paix avant tout.

Ce serait cependant une erreur de croire que le pays, en votant de la sorte, a donné une adhésion formelle au rétablissement rapide, sinon immédiat de la monarchie. Cette adhésion est beaucoup plus apparente que réelle. La question qui a dominé toutes les autres est celle de la paix, les candidats royalistes se prononçant en sa faveur, les républicains au contraire étant pour la guerre à outrance. Celle du régime à établir ne vient que bien après. Parmi ces royalistes élus, d'autre part, beaucoup ne l'ont pas été en tant que royalistes, mais parce que leur situation locale, leur fortune, leur crédit, les ont tout naturellement désignés.

Si l'on ne tenait pas compte de ce fait important, on s'étonnerait que le parti royaliste, disposant d'une énorme majorité, ne soit pas arrivé, en dépit des dissensions de ses chefs, à rétablir la monarchie. Ce serait là une sorte de miracle. Or, l'histoire ne connaît pas de miracles.

La candidature multiple étant admise, un certain nombre de candidats, particulièrement marquants, sont élus dans plusieurs départements à la fois. Thiers est nommé dans vingt-six, Gambetta et Trochu dans neuf. C'est là, en faveur de certains chefs, une manière de plébiscite.

Thiers, chef de l'Assemblée.

L'Assemblée à peine réunie à Bordeaux, tous les regards se tournent vers Thiers. Il est, par une décision spontanée et unanime, le chef naturellement reconnu. Grand vainqueur des élections, il va être le porte-parole de la France tout entière.

Thiers a à ce moment-là soixante-treize ans. Son énergie physique et intellectuelle, sa résistance, la vivacité de son esprit sont demeurées intactes. L'âge, au lieu de le diminuer, l'a grandi. Il a rendu plus ferme son jugement, moins mobile, moins impressionnable son caractère. Il est pareil au bon vin qui s'améliore en vieillissant. Ce qui domine en lui, c'est la rapidité de l'intelligence. L'étude approfondie de l'histoire, en même temps qu'elle développait, à la manière d'une gymnastique, son esprit, l'enrichissait d'une masse considérable de connais-

sances, le rendait capable de s'assimiler aisément les questions les plus complexes et les plus diverses : politiques, économiques, financières, militaires.

Quand, vers les dernières années de la Restauration, ce jeune méridional arrive à Paris au sortir de Marseille sa ville natale, d'Aix où il vient de terminer ses études, il se pousse dans la capitale, en homme qui n'a pas de temps à perdre, qui, sûr de sa supériorité, entend parvenir le plus vite possible au premier rang. Quelle énergie, quelle confiance, quel entregent ! Louis-Philippe, dont il a contribué à faciliter l'avènement, ne tarde pas à faire appel à ses services. La vie politique et ministérielle telle que l'offre la monarchie constitutionnelle de Juillet, c'est pour lui le champ d'activité rêvé. Cette activité est telle qu'elle ressemble, par moment, à de l'agitation. Thiers est assez porté à croire que tout va très mal, dès qu'il n'est plus le chef et il n'est pas toujours un chef excellent. Dans les moments, de crise, il manque d'équilibre et de pondération. Sa rivalité avec Guizot contribua à ébranler un trône déjà chancelant par lui-même, à qui un point d'appui solide faisait défaut.

Thiers et Guizot, a-t-on dit justement, ressemblent à deux hommes qui joueraient au whist sur le dos d'une baleine. Brusquement la baleine plonge, voilà nos deux hommes à l'eau et le pays avec eux.

L'avènement de Napoléon III le rend à ses études et à l'histoire. Vers la fin de l'Empire, il entre au Corps législatif. Il ne cesse dès lors, surtout après Sadowa, de multiplier les avertissements prophétiques, aussi inutiles que ceux de Cassandre. Finesse d'esprit, grande expérience politique, autorité, bon sens, l'âge a mûri toutes ces qualités. Pourtant, dès qu'il s'agit de négocier avec Bismarck, elles ne pèsent que d'un poids léger. Pour tenir tête à ce terrible adversaire, il faudrait un homme plus réaliste, plus sec, plus jeune aussi peut-être. Ses cartes à coup sûr ne sont pas bonnes. Elles lui permettraient cependant de se défendre, à condition de bien savoir les employer.

La négociation d'un traité ressemble à une bataille qui, selon le mot de Foch, se gagne avec des résidus. Le vainqueur est celui qui tient bon jusqu'à la dernière minute, se cramponnant pour ainsi dire à toutes les branches.

Dans les pourparlers qui s'engagent, Bismarck paraît le maître de la situation, libre d'imposer ses exigences. En réalité il ne l'est pas entièrement. Son partenaire peut toujours lui

dire : « Vous me demandez l'impossible. Je m'en vais, je laisse le pouvoir ; débrouillez-vous comme vous pourrez ! »

La prolongation de la guerre mettait à tous les points de vue, politique, militaire, diplomatique, l'Allemagne dans un grand embarras. Quelque intervention extérieure risque toujours de se produire, celle de l'Autriche, celle de l'Angleterre que Bismarck redoute par-dessus tout. Et puis la France a déjà tant perdu, elle est menacée de perdre tant, qu'une résistance prolongée ne peut guère lui faire perdre beaucoup plus.

Mais pour jouer cette carte-là, il faudrait être décidé à prolonger la résistance. Depuis longtemps déjà et même dès le début, Thiers ne la croit pas possible. Gambetta, lui, avait une vision plus juste. Le pays, dans sa grande majorité, il faut le reconnaître, est de l'avis de Thiers. Il veut la paix à tout prix, ce qui ne rend pas faciles les négociations.

Le Traité

Bismarck, on l'a su plus tard de source à peu près sûre, s'il avait senti chez son adversaire la volonté ferme de continuer la guerre, aurait peut-être fini par renoncer à Metz. Tout ce que Thiers put obtenir, c'est Belfort.

L'Alsace et la Lorraine, cinq milliards de francs, ce qui paraît à cette époque un chiffre colossal, invraisemblable, l'occupation de notre territoire jusqu'au paiement intégral, telle fut la rançon de la paix. On ne pouvait pas en imaginer de plus lourde !

Les préliminaires sont signés à Versailles le 20 février ; le 4^{er} mars ils sont ratifiés par l'Assemblée Nationale à Bordeaux. Le traité est conclu à Francfort, le 10 mai 1871.

Bibliographie. — Voir le chapitre précédent.

Grande histoire de la guerre par l'État-Major allemand. — *Der Deutsch-Französische Krieg* (3 vol.) (1872-81). — Von Moltke. *Gesch. Deutsch-Französischer Kriege* (1891). — H. Welschinger. *La guerre de 1870* (2 vol.) (1910). — A. Chuquet. *La guerre 1870-71* (1895). — E. Gay. *La guerre en province* (1908). — Von Der Goltz. *Gambetta et ses armées* (1877). — Trochu. *Œuvres posthumes. Le siège de Paris* (1896). — A. Ducrot. *La défense de Paris* (4 vol.) (1875-78). — Faïdherbe. *La campagne du Nord* (1871). — Chanzy. *La campagne 1870-71* (1872). — J. D'Arcay. *Notes inédites sur M. Thiers* (1898). — Ed. Simon. *L'Empereur Guillaume et son règne* (1886). — Falloux. *Mémoires d'un royaliste* (1888). — Ottokar Lorenz. *Kaiser Wilhelm Und die Begründung des Reichs* (Lena, 1902). — Marquis de Dampierre. *Cinq années de vie politique.*

CHAPITRE III

LA COMMUNE ET SES CONSÉQUENCES

Les causes de la Commune. — L'enlèvement des canons. — Un précédent. — La décision de Thiers. — Jules Ferry à l'Hôtel de Ville. — Le Gouvernement de la Commune. — Le personnel de la Commune. — Le programme de la Commune. — Les actes de la Commune. — Versailles contre Paris. — Entrée des Versaillais. — Les excès des communards. — L'acharnement de la lutte. — La répression de la Commune.

La Commune.

Les causes de la Commune.

Après la guerre étrangère, la guerre civile. La première à peine terminée, la seconde, bien plus terrible, commence.

L'insurrection de la Commune provient avant tout d'une rupture d'équilibre entre Paris et le reste de la France, entre la capitale et la province. L'une et l'autre, par suite de la guerre, étaient restées sans contact. Leur évolution s'était poursuivie séparément. Plus encore que leur point de départ, leur point d'arrivée était différent, presque opposé.

La Commune est la résultante de causes nombreuses et diverses, à la fois morales et matérielles. C'est une eau trouble dans laquelle bouillonnent une prodigieuse quantité de ferments.

Tout d'abord, la déception et la fureur provoquées par la paix, une des plus douloureuses, des plus humiliantes qui soit : deux provinces arrachées à la France, une indemnité formidable. Par surcroît, voici l'humiliation suprême : l'entrée des Prussiens dans Paris, que Bismarck, avec une cruauté, une perfidie diaboliques, comme s'il avait prévu et désiré d'avance les conséquences qui devaient en sortir, avait imposée à Thiers, en échange de son renoncement à Belfort.

Ainsi, c'était pour en arriver là qu'on s'était battu, qu'on avait enduré toutes les souffrances, toutes les privations d'un siège prolongé.

Cette paix, qui l'avait décidée ? Une assemblée de « ruraux » ennemis de la République, ennemis de Paris dont ils jaloussaient et redoutaient la suprématie, dont ils se défiaient au plus haut point, puisqu'ils venaient d'installer à Versailles le siège du gouvernement.

C'est sur cette population aigrie, mécontente, atteinte de ce qu'on a appelé la « folie obsidionale », que vient mordre la propagande des vieux partis révolutionnaires, les professionnels de l'émeute et de l'insurrection, Blanqui, Delescluzes, Pyat, Vallès, etc..., celle des socialistes, des affiliés de l'« Internationale » récemment fondée par le Prussien Karl Marx.

Aussitôt après la Révolution du 4 Septembre, ces divers éléments ont essayé de s'emparer du pouvoir; ils ont recommencé leur tentative le 31 octobre et elle fut, cette fois, à deux doigts de réussir.

A ces causes morales, s'ajoutent toutes sortes de causes matérielles : mesures maladroites votées par l'Assemblée, déclarant exigibles dans les quarante-huit heures les échéances prorogées pendant tout le siège, ce qui, selon le mot d'un journaliste, marque « la reprise des affaires pour les huissiers » ; refus de s'occuper de la question des loyers ; imprudence des partis monarchistes qui ne cachent pas leur désir « d'étrangler la Gueuse », c'est-à-dire la République, d'où la colère de Paris fermement républicain ; affluence d'étrangers de toutes nationalités qui n'ont rien à perdre et tout à gagner au désordre. Sur deux des généraux en chef de la Commune, l'un se prétend citoyen américain : Cluseret ; l'autre est un Polonais : Dombrowski.

Enfin, et voici le plus grave, toute cette population est armée, terriblement armée. Elle a des fusils, des canons en grande abondance. On a distribué des armes à qui en voulait, presque à qui n'en voulait pas.

La guerre finie, rien n'est plus urgent que de reprendre ces armes inutiles qui bientôt deviendront dangereuses; voilà qui n'est point chose aisée. Bismarck propose à Jules Favre de désarmer la Garde Nationale. Ce dernier regrettera amèrement plus tard de ne pas s'être prêté à cette suggestion. Le désarmement intégral n'aurait guère pu s'exécuter qu'avec l'aide des Prussiens. C'était là, pour un homme d'Etat français, une bien lourde responsabilité.

*
* *

La paix est signée, le gouvernement et l'Assemblée s'installent à Versailles. Thiers, comme s'il sentait la nécessité d'établir un trait d'union entre le siège du gouvernement et la capitale, se tient au ministère des Affaires Étrangères, qui est pour lui comme un pied-à-terre. Le fil qu'il essaie de nouer ainsi est bien mince ; il ne va pas tarder à se rompre.

L'enlèvement des canons.

L'armée allemande doit faire son entrée dans Paris. A peine la nouvelle en est-elle connue, que la Garde Nationale, pour empêcher les canons qu'elle considère *comme son bien* de tomber entre les mains de l'ennemi, met la main sur les deux parcs d'artillerie de Passy et de la place Wagram et emmène les pièces à Montmartre.

Il se crée aussitôt un *Comité central* de la Garde Nationale qui donne des ordres, usurpe l'autorité et fait figure de gouvernement.

Ces deux faits, enlèvement des canons, constitution d'un Comité central, noyau de la future Commune, sont aussi graves l'un que l'autre. Ils sont la conséquence immédiate de l'entrée des Prussiens. Bismarck avait vu très juste lorsqu'il avait exigé cette entrée.

Va-t-on laisser ces canons à des gens qui contestent l'autorité du gouvernement, qui sont à la veille de se dresser contre lui ? Thiers et ses collègues décident que tout travail, toute existence sont impossibles, tant que cette épée de Damoclès demeure suspendue sur leur tête. Il faut, coûte que coûte, reprendre les canons. Entreprise difficile et qui ne pouvait réussir que par un coup de surprise, minutieusement préparé, vigoureusement exécuté. Or, préparation et exécution furent, dans cette affaire, également mauvaises.

Napoléon, dont Thiers connaît mieux que personne l'histoire, eut à surmonter tout au début de sa carrière, un obstacle de même nature. Il s'agissait là aussi de canons à enlever. Les mémoires dictés à Sainte-Hélène font voir avec quel esprit de décision il procéda à cet enlèvement.

Un précédent.

C'est à la veille du 13 Vendémiaire. Les sections de Paris qui jouent un rôle analogue à celui de la Commune sont insur-

gées contre la Convention ne disposant que de troupes peu nombreuses et peu sûres. Le général qui les commande, Menou, est un incapable qui subit un grave échec.

La Convention le destitue sur l'heure, et lui cherche un successeur. Des soldats, des officiers de l'armée de Toulon proposent Bonaparte qu'ils ont vu à l'œuvre. Au milieu d'une grande agitation, on le nomme commandant en second, sous les ordres de Barras. Barras, général en chef de Bonaparte ! L'histoire offre de ces ironies.

Bonaparte aussitôt nommé se rend aux Tuileries pour obtenir de Menou les renseignements nécessaires. L'armée compte à peine 5 000 hommes. Le parc de 40 pièces est aux Sablons, sous la garde de 25 hommes. Ici, il faut céder la parole à Napoléon.

« Il était une heure après minuit ; le général expédia aussitôt un chef d'escadron, Murat, avec trois cent six chevaux, en toute diligence aux Sablons, pour en ramener l'artillerie dans le jardin des Tuileries ; un moment plus tard, il n'eût plus été temps. Cet officier arriva à trois heures aux Sablons ; il s'y rencontra avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier qui venait saisir le parc ; mais il était à cheval et en plaine ; les sectionnaires jugèrent toute résistance inutile ; ils se retirèrent et à cinq heures du matin, les quarante pièces entrèrent aux Tuileries. »

C'est avec elles que, le lendemain, Bonaparte mitraille et disperse les insurgés.

* *

Le général Vinoy ressemble beaucoup plus à Menou qu'à Bonaparte. Ses troupes, mises en mouvement pendant la nuit, s'emparent aisément des canons. Mais on s'aperçoit alors que les équipages manquent pour les enlever. On avait tout simplement oublié les chevaux. Les soldats restent ainsi l'arme au pied pendant toute la matinée. L'effet de surprise est manqué. La Garde Nationale, les insurgés ont le temps de se ressaisir. La générale bat dans les quartiers. Une foule considérable s'amasse, entoure les soldats qui se trouvent submergés, noyés au milieu d'elle. L'incident qui est à redouter se produit. Des hommes du 88^e, un des régiments de la brigade Lecomte à qui les officiers donnent l'ordre de tirer sur les assaillants, pactisent avec eux. Lecomte et son État-Major sont arrêtés.

L'opération a complètement échoué. Les chefs décident fort sagement de ramener en arrière leurs troupes.

Thiers, comme il l'a raconté, a passé toute la matinée au ministère des Affaires Etrangères où il attend anxieusement les nouvelles. D'heure en heure elles deviennent plus mauvaises. Bientôt ce n'est pas pour les canons, dont il a fait son deuil, mais pour la troupe qu'il conçoit les plus vives inquiétudes. Enfin une division tout entière, les soldats bien alignés, débouche du pont de la Concorde. Thiers, quand il les aperçoit, pousse un soupir de soulagement.

La décision de Thiers.

Thiers, à qui l'histoire est familière, a beaucoup médité sur les révolutions.

Il s'est formé là-dessus toute une doctrine. Il l'exposait volontiers à ses collaborateurs, Paul et Jules Cambon entre autres, qui l'ont racontée à l'auteur de cet ouvrage.

Aucune insurrection ne peut finalement réussir, quels que soient ses succès du début, tant qu'il existe un gouvernement décidé à la combattre et des troupes sur qui il peut s'appuyer. L'essentiel, ce n'est pas la capitale, ainsi que l'ont cru à tort Charles X et Louis-Philippe, mais l'armée.

Avec elle, on est toujours certain de reconquérir la capitale. Dès qu'on n'est pas sûr de l'armée, au contraire, tout est perdu. Or, une troupe laissée trop longtemps en contact avec les émeutiers risque de se désagréger. Il faut l'arracher à ce contact, la reconstituer afin de pouvoir ensuite engager victorieusement la lutte.

Thiers en citait de nombreux exemples : Charles V, Henri III, Mazarin, Louis-Philippe enfin, qui, en 1848, aurait fort bien pu quitter Paris avec ses troupes pour y rentrer ensuite. C'est ce que firent Windischgraetch la même année à Vienne et Radetsky à Milan.

Fort de cette doctrine, Thiers décide de se retirer à Versailles avec les troupes et le gouvernement.

Jules Ferry à l'Hôtel de Ville.

Cependant, Jules Ferry, préfet de la Seine, en compagnie de son frère Charles, est resté à l'Hôtel de Ville. Les deux jeunes Cambon sont auprès d'eux. Ils sont à demi-assiégés par les insurgés.

Des soldats jettent leurs cartouches et s'entretiennent familièrement avec les manifestants.

Vers le soir, Ferry expédie à Thiers une lettre qu'il fait porter par un garde municipal. A peine celui-ci a-t-il paru sur la place de l'Hôtel-de-Ville qu'il est abattu d'un coup de fusil. Un second expédié de même a le même sort.

On tient un rapide conseil. Ferry veut demeurer à son poste, se laisser assassiner sur sa « chaise curule ». Son entourage lui démontre l'inutilité de ce sacrifice. Lui et ses compagnons partent en cachette, dans la nuit, par les quais, et se réfugient à la mairie du 1^{er} arrondissement, place Saint-Germain l'Auxerrois. En présence du maire, on examine la situation. Il y a là un bataillon de mobiles qui a repris, lors de l'échauffourée du 31 octobre, l'Hôtel de Ville sur les insurgés de Flourens. Les deux Cambon interrogent successivement chacun des officiers pour savoir s'ils consentiront à marcher une fois encore. Ils refusent parce que, disent-ils, ils ne sont pas sûrs de leurs hommes.

Un des adjoints, entre temps, est allé annoncer la présence de Ferry aux insurgés qui viennent en foule assiéger la mairie. Des hommes avec des lanternes examinent minutieusement ceux qui sortent. Ferry et son frère, les Cambon s'échappent par une petite cour aboutissant à l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois dont ils se font ouvrir une porte par le sacristain. Au moment où ils partent, la cloche de l'église sonne le tocsin. « Monsieur le Préfet, dit le curé, c'est la cloche qui sonnait la nuit de la Saint-Barthélemy. Je prie Dieu que cette nuit ne voie pas de pareilles catastrophes. »

*
* *

La résolution de Thiers a été souvent critiquée. Certains lui reprochent d'avoir abandonné Paris aux émeutiers, rendant ainsi possibles toutes les violences, toutes les horreurs de la guerre civile. D'autres, allant plus loin, prétendent qu'il a souhaité cette guerre, parce qu'il désirait *une saignée*.

En réalité, Thiers, pour qui connaît son esprit, son tempérament, ne pouvait pas agir autrement qu'il l'a fait. S'il faut un point d'appui pour soulever le monde, pour se battre, il faut une armée. Or, à demeurer dans Paris, il risquait de se trouver, du jour au lendemain, sans armée.

Le départ du gouvernement pour Versailles laisse donc les insurgés maîtres de la capitale.

Le général Lecomte, un autre général, Clément Thomas, reconnus parmi la foule, sont fusillés le même jour à Mont-

martre, sans jugement. Leur assassinat, c'en est un, va, dès les premiers jours, donner à la lutte ce caractère de férocité impitoyable qu'elle conservera jusqu'à la fin.

Ainsi que l'écrit un contemporain : « Entre Paris et Versailles, il y a un abîme ». Toutes les tentatives de conciliation qui furent faites, maires de Paris, Francs-Maçons, échouent, et elles devaient échouer, la bonne volonté de quelques hommes venant se briser contre la force fatale des événements.

Le gouvernement de la Commune.

A Paris, le gouvernement de la Commune se constitue tant bien que mal. Les élections ont lieu le 26 mars. Les députés de Paris, les maires et adjoints conseillent aux électeurs d'y prendre part. C'est reconnaître par là l'autorité des futurs élus. Le comité central de la garde nationale remet ses pouvoirs aux nouveaux mandataires.

Le 28 mars, dans une atmosphère de fiévreux enthousiasme, sur la place de l'Hôtel de-Ville, en présence d'une foule immense, a lieu la proclamation des résultats. Un grand drapeau rouge voile la statue équestre « du seul Roi dont le peuple ait gardé la mémoire ». Les membres du comité central, le pouvoir sortant, les uns en habit noir et cravate blanche, les autres en uniforme de la garde nationale, une écharpe rouge à la ceinture, sont là sur une estrade. Les musiques militaires jouent la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*. Tout le monde, civils et soldats, se congratule, ces derniers revêtus des uniformes les plus variés : gardes républicains, estafettes, gardes nationaux, francs-tireurs, Garibaldiens, portant chemise rouge, poignard à la ceinture, plume au chapeau, sans oublier quelques cantinières, en jupe courte, le baril en bandoulière.

Il y a, dans ces manifestations extérieures de la Commune, un côté Opéra-Comique très marqué. C'est qu'à Paris, le théâtre perd rarement ses droits.

Le personnel de la Commune.

Le conseil exécutif compte 90 membres, un par quartier. Les représentants du parti révolutionnaire sont de beaucoup les plus nombreux. Les modérés donnent leur démission ou ne siègent pas.

Très vite, ainsi qu'il arrive presque toujours, le courant se dessine qui entraînera cette assemblée vers la politique extrême.

miste et les solutions les plus violentes. Les hommes qui prennent la tête du mouvement sont Delescluze, Félix Pyat.

Aux premières élections du 26 mars, il y a eu 224 000 votants, soit plus de la moitié des inscrits. C'est beaucoup, si l'on songe qu'un grand nombre de gens sont partis.

Aux élections complémentaires du 18 avril, 53 000 seulement prennent part au vote. En moins de trois semaines, le nombre des votants a donc diminué des quatre cinquièmes. Rien ne souligne davantage la déception ressentie par la plupart des Parisiens.

Un honnête homme comme Rogeard, le célèbre auteur des *Propos de Labénius*, la droiture en personne, n'accepte pas ce semblant d'élection et donne sa démission.

Au sein du comité exécutif, une âpre discussion s'engage à ce sujet entre Delescluze, Pyat et Vermorel.

Le programme de la Commune.

Rien de plus confus, de plus nébuleux et surtout de plus chimérique que ce programme. On y trouve un peu de tout : idées de Rousseau, vieilles doctrines révolutionnaires, thèses socialistes. La *Déclaration au Peuple français*, qui est une sorte de manifeste officiel, revendique « l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de France ».

Elle affirme que « l'unité telle qu'elle a été imposée jusqu'à ce jour par l'Empire, la Monarchie et le Parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse ».

« L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané et libre de toutes les énergies individuelles en vue d'un but commun : le bien-être, la liberté et la sécurité de tous. »

Ces phrases sont à peu près vides de sens. On peut en dire autant de tous les documents de la Commune.

S'il y a de tout dans le programme, il y a de tout dans le personnel, les idées qui le meuvent, les passions qui l'animent. Il est à la fois partisan de l'unité et de la fédération, individualiste et socialiste. Un journaliste du temps, Georges Duchesne, fait le tableau suivant de ces tendances contradictoires :

« A peine échappé des griffes des avocats, Paris tombe aux mains des idéalistes, comme qui dirait de fièvre en chaud mal. Les membres de la Commune représentent une foule de sectes à dénominations plus ou moins barbares : le Communisme, le

Babouvisme, le Collectivisme, l'Individualisme, le Jacobinisme, etc... »

Les actes de la Commune.

Ce prétendu régime libre ne tarde pas à confisquer la plupart des libertés. Le nombre des journaux suspendus ou saisis ne cesse de s'accroître.

Le citoyen Raoul Rigault, un bohème échoué à la Préfecture de Police, multiplie, au gré de sa fantaisie, les mesures arbitraires.

Le 21 avril, sous prétexte de rechercher des armes cachées, on perquisitionne à la Compagnie du Gaz. Comme la perquisition ne donne aucun résultat, on saisit dans la caisse deux cent mille francs.

La somme est d'ailleurs restituée le lendemain. Toute une suite de prêtres et de religieux sont arrêtés; un certain nombre d'églises sont fermées au culte; des perquisitions ont lieu dans les maisons religieuses et les couvents.

Entre temps on brûle en grande pompe les bois de la guillotine, sans se douter que cet instrument n'est pas le seul qui permette de faire, d'une manière violente, passer de vie à trépas. Une nombreuse équipe d'ingénieurs, de contremaitres et d'ouvriers s'occupent de jeter à bas la Colonne Vendôme. C'est le côté théâtral de la Commune.

Il y a dans tous ces actes un mélange de gravité tragique et d'enfantillage.

En ce qui concerne les questions d'argent, ce personnel, il faut le reconnaître, se montre en général très honnête. La propriété individuelle presque toujours est respectée. On ne songe pas à toucher aux réserves énormes de la Banque de France.

Versailles contre Paris.

Tout essai de conciliation étant inutile, la force seule va décider. Une guerre s'engage, plus terrible et plus atroce à mesure qu'elle s'approche de sa fin. Entre Versailles et Paris c'est la lutte au couteau. L'issue de cette lutte n'est pas douteuse. Le gouvernement de Versailles a avec lui toute la France. Les quelques tentatives de mouvement communiste qui se sont produites en certaines grandes villes de province, suivant l'exemple de la capitale, ont été assez rapidement réprimées.

Le gouvernement de Versailles possède l'organisation et la

discipline. La Commune de Paris est incapable de se donner l'une et l'autre.

Thiers, que les questions militaires ont toujours passionné, a pris en mains la reconstitution de l'armée qui doit avoir finalement raison de la Commune. Les divisions retirées de Paris sont matériellement et moralement réformées. Les hommes bien nourris, tenus à l'écart dans des casernes ou des baraquements confortables, sont pourvus de cadres excellents. Les prisonniers de guerre (officiers et soldats) que la signature de la paix a rendus disponibles, arrivent en grand nombre. Thiers nomme le maréchal Mac-Mahon commandant en chef. Les différents corps, Ladmirault, Cissey, Clinchant, Vinoy, sont répartis autour de Paris qu'ils investissent. C'est un second siège qui commence.

En regard de cette force très sérieuse et qui s'accroît sans cesse, l'armée de Paris n'a de l'armée que le nom. Ici éclate l'incapacité générique d'un gouvernement insurrectionnel à se créer, en peu de temps, une puissance militaire véritable. S'il ne la trouve pas toute faite, il lui est à peu près impossible de l'improviser.

Ce n'est pas la quantité de soldats qui manque à la Commune, mais la qualité. Au début, ses troupes sont sensiblement plus nombreuses que celles de Versailles. La garde nationale que Cluseret s'occupe d'organiser, atteint un chiffre de 150 à 200.000 hommes; mais ce chiffre est purement théorique. Il est constitué des compagnies de marche et des compagnies sédentaires. C'est à ces dernières que vont les préférences de la plupart. Ceux qui marchent sont de plus en plus la minorité. Aucune cohésion, aucune discipline, aucune confiance des troupes dans leurs chefs, et réciproquement.

La fameuse sortie en masse du 3 avril échoue. Du Mont Valérien demeuré en possession des Versaillais, la canonnade arrête net une des colonnes commandées par Bergeret et Flourens. Ce dernier, cerné dans une maison de Rueil, est tué à coups de sabre par un officier de gendarmerie. La colonne opérant au sud par Châtillon et Meudon est repoussée également après quelques succès initiaux. Duval, qui la commande, est fait prisonnier et fusillé.

Ainsi dès les premiers engagements, l'armée communiste a perdu ses positions et quelques-uns de ses chefs. Elle a perdu, de plus, tout espoir de vaincre les Versaillais. C'est en vain que le comité central changera de jour en jour les généraux dont il se fait une effroyable consommation. Cluseret, un Français

devenu citoyen américain après la guerre de Sécession, Dombrowsky, un Polonais ayant servi dans l'armée russe comme officier d'Etat-Major, Rossel, officier français échappé de l'armée de Metz, sont essayés tour à tour, usés en un rien de temps, discrédités. En désespoir de cause, la Commune finit par donner le commandement à un civil, Delescluze.

Cette hécatombe de généraux rappelle aux Parisiens ce couplet de 1848 :

« On sait d'une façon réelle
Combien elle croque de gigots.
Mais nul ne sait encore c'qu'elle
Dévorera de généraux ! »

Après l'abandon du fort d'Issy (9 mai) qui fait accuser Rossel d'incapacité et même de trahison, le fort de Vanves est occupé le 14 mai par les Versaillais.

Pour éviter les horreurs d'un bombardement, l'effusion de sang, surtout la lenteur d'un siège en règle, Thiers songe à s'emparer d'une des portes grâce à la complicité non désintéressée de quelqu'un des assiégés. Un de ces derniers s'offre, moyennant une assez grosse somme, à livrer une d'elles. Une partie de l'armée versaillaise occupe en silence, pendant la nuit, le Bois de Boulogne, prête à entrer dans Paris au premier signal. Thiers lui-même est sur place aux côtés du général Douai. Mais le signal promis ne se produit pas. Il faut ramener les troupes à l'aube et renoncer à l'opération.

Entrée des Versaillais.

Huit jours plus tard, le 21 mai, alors que l'assaut est décidé pour le surlendemain, un piqueur du service municipal, Ducatel, agite un mouchoir blanc sur les remparts près de la porte de Saint-Cloud. Des assiégeants s'approchent. Il leur apprend que la porte est sans défenseurs. Les troupes y pénètrent sans rencontrer aucune résistance. Thiers, qui se tient sur les hauteurs du Mont Valérien avec le maréchal Mac-Mahon, observe à la lunette un mouvement de troupes inaccoutumé.

Un quart d'heure après, la bonne nouvelle se confirme. Une division du corps Douai pénètre en deux colonnes dans l'enceinte.

Toute l'armée de Versailles entre ainsi dans Paris. Nul doute qu'une avance rapide et audacieuse de sa part, prenant à l'improviste les insurgés, n'eût fait tomber rapidement, sinon en

quelques heures, du moins en quelques jours la capitale entre ses mains. Mais l'avance se poursuit méthodiquement, lentement, avec une prudence excessive. Les chefs craignent que la plupart des quartiers ne soient minés.

Les insurgés ont ainsi tout le temps de préparer la guerre de barricades, de se porter aux résolutions les plus violentes, de mettre à exécution les desseins criminels des exaltés et des fous.

Leur résistance est conduite sans coordination, sans méthode, au gré des initiatives individuelles.

Le plus violent, Delescluze, essaie de ranimer les énergies, de conduire la lutte jusqu'au bout.

Alors qu'on croyait en avoir fini, un nouveau siège commence, plus terrible, plus acharné que le premier. Il faut enlever quartier par quartier. Une guerre de rues s'engage.

Les excès des Communards.

La Commune vaincue se porte aux pires excès. Les otages, l'archevêque de Paris, le président Bonjean, le curé de la Madeleine sont massacrés.

Des prisonniers, gardes de Paris, sergents de ville, religieux et prêtres, sont saisis par les fédérés et fusillés pêle-mêle dans un enclos de la rue Haxo.

En même temps que se déroulent ces crimes contre des innocents, voici d'autres crimes contre la capitale elle-même.

Pour retarder l'avance des Versaillais et plus encore pour assouvir leur haine, les fédérés incendient un à un les édifices publics : Tuileries, Palais-Royal, Hôtel de Ville, etc.

Le pétrole était en abondance en vue d'une disette de charbon. Il en avait été fait d'amples distributions.

Le hasard sauve le Louvre, Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, la Bibliothèque Nationale.

Barricades, fusillades, incendies, soldats qui s'avancent avec précaution, rasant les murs par crainte d'un coup de fusil tiré des fenêtres, défenses improvisées enlevées d'assaut ou tournées, maisons qu'on perquisitionne; quiconque est pris les armes à la main ou seulement soupçonné de s'en être servi, collé au mur et fusillé séance tenante; l'excitation, l'énervement des uns et des autres augmentant à mesure que la résistance se prolonge; prisonniers s'entassant par milliers dans tous les locaux disponibles, telles sont les dernières convulsions de la Commune.

Un de ses chefs, Delescluze, se fait tuer en haut d'une barricade. Tous ceux qu'on arrête sont immédiatement exécutés; un grand nombre se cachent et se sauvent.

Il a fallu toute une semaine, la semaine rouge, pour reconquérir ainsi Paris, depuis les quartiers de l'Ouest jusqu'aux Buttes Chaumont et au Père-Lachaise où l'on assiste aux derniers soubresauts.

Le 29 mai le fort de Vincennes est rendu. Le gouvernement régulier est maître de toute la capitale.

Conséquences de la Commune.

L'acharnement de la lutte.

La Commune fut, de part et d'autre, l'occasion de terribles excès. A aucune autre époque de notre histoire où émeutes, révolutions, guerres civiles ne manquent pas, on ne vit des Français se combattre et s'exterminer avec une pareille férocité.

Cette fureur s'explique par les circonstances au milieu desquelles elle se déroula. Cette guerre civile qui se poursuivait sous les yeux de l'envahisseur avait rendu les uns et les autres enragés. Les « Versaillais » et, avec eux, les neuf dixièmes de la France, étaient pleins d'horreur à l'idée que ces convulsions, ces soubresauts risquaient de mettre en péril l'unité, l'existence de la Patrie.

Désireux d'en finir au plus vite, ils frappaient de plus en plus fort, sans ménagement.

La Commune vaincue les armes à la main, la répression s'étant faite sans quartier ni merci, il en résulta de curieuses conséquences pour la tranquillité et la stabilité du régime que la France venait de se donner.

Tout le parti de l'insurrection avait été supprimé, les uns fusillés, les autres envoyés par milliers dans les prisons et les bagnes; tous ceux qui avaient pu s'échapper avaient passé la frontière. Aucun soulèvement, aucune révolte n'étaient désormais possible contre le gouvernement, quel qu'il fût.

C'était là, pour la France du XIX^e siècle, un état de choses tout nouveau.

La répression de la Commune assure la tranquillité intérieure.

Au cours de ce siècle, seuls les gouvernements napoléoniens, parce qu'ils étaient des *gouvernements à poigne*, res-

treignant ou confisquant sans hésiter les libertés publiques, n'hésitant pas, dès la moindre alerte, à employer la fusillade ou la mitraille (Bonaparte avait donné l'exemple dès ses débuts), avaient connu la tranquillité intérieure.

Tous les autres gouvernements, au contraire, Restauration, Louis-Philippe, République de 1848, s'étaient vus, à tout instant, exposés aux soulèvements de la capitale.

Louis XVIII, Charles X n'avaient aucune chance de s'implanter solidement en France. Entre leur régime, tel que le concevait le souverain, son entourage d'anciens émigrés, et les aspirations, les habitudes, l'état d'esprit de la France telle que l'avaient faite la Révolution et l'Empire, il y avait au point de vue politique, religieux, social, intellectuel, un véritable abîme.

Issu d'un soulèvement populaire en faveur des libertés reconquises, le régime constitutionnel de Louis-Philippe aurait pu, lui, réaliser un compromis entre la royauté et la France libérale. Seulement, il était issu d'une révolution, ce qui l'exposait au mécontentement, aux attaques des partis avancés, furieux d'avoir vu cette révolution confisquée par lui.

Il ne pouvait se maintenir qu'en dosant, dans une heureuse proportion, les concessions et la résistance, la manière douce et la manière forte.

Cette mesure, d'ailleurs difficile, Louis-Philippe ne sut pas la trouver. Vers la fin de son règne, notamment, mal conseillé, il s'enferma dans une résistance obstinée, refusant d'une manière inopportune et maladroite l'extension du suffrage universel que réclamait une importante partie du pays, qu'il aurait fallu au contraire accorder, parce que c'était la *seule soupape de sûreté*.

Combien, dix-huit ans plus tôt, les dirigeants de l'Angleterre monarchiste s'étaient montrés plus avisés! Chez eux aussi la grave question de l'extension du droit de vote s'était posée. Les partisans de l'ancien état de choses, les bénéficiaires des privilèges essayèrent tout d'abord de résister. Dès qu'ils sentirent que les assaillants étaient trop forts, que le mouvement de révolte risquait de les déborder, ils s'empressèrent de céder, ils accordèrent à temps les concessions indispensables.

Il en est des privilégiés comme de ces voyageurs qui ne voient pas avec plaisir entrer de nouveaux occupants dans leur compartiment où ils se trouvent à leur aise. S'ils peuvent les en empêcher, tant mieux. S'ils ne le peuvent pas, la sagesse leur commande d'en laisser entrer quelques-uns, de les associer à leurs privilèges afin d'utiliser ces nouveaux venus pour se

défendre contre une nouvelle invasion. C'est ce que les Anglais comprirent à merveille. C'est ce que Louis-Philippe ne fit pas, bien à tort ; car son gouvernement étant issu des barricades, il n'avait vraiment pas le droit de se montrer aussi intransigeant.

Des cinq régimes différents que connut la France au cours du xix^e siècle (c'est beaucoup), les deux gouvernements napoléoniens, celui du grand et celui du petit, périrent par les fautes, on peut même dire les folies de leur politique extérieure. Ce sont les soldats étrangers qui, arrivés jusqu'à Paris, se chargèrent eux-mêmes d'y mettre fin. Les trois autres, la Monarchie absolue, la Constitutionnelle et la République de 1848, moururent des erreurs de leur politique intérieure.

Les deux rois, Charles X et Louis-Philippe, ne surent se montrer ni assez libéraux quand le peuple était calme, ni assez énergiques quand il était en mouvement. Plutôt que d'engager la lutte contre une partie de leurs sujets révoltés (un tel scrupule après tout les honore ; un Napoléon, lui, n'aurait pas hésité), ils s'embarquèrent stoïquement pour l'exil, dont d'ailleurs ils savaient le chemin.

La première République et celle de 1848, s'étant montrées incapables d'assurer au pays l'ordre, la tranquillité, la discipline, ce qui est le devoir fondamental d'un gouvernement, quel qu'il soit, c'était là, de leur part, une terrible infériorité.

Or, voici que la répression impitoyable de la Commune lavait le régime naissant de tout reproche, de toute faiblesse. Bien des gens qui se seraient détournés de la République, parce qu'ils y voyaient une ère commençante de désordres, d'insurrections, de barricades, s'accoutumèrent à elle maintenant que ce danger-là paraissait pour longtemps écarté.

Ce fut autant de perdu pour les partisans d'une restauration monarchique.

Sans la Commune, le nouveau gouvernement aurait connu les mêmes dangers que celui de 1848. Dès les premiers soulèvements, le pays effrayé se serait immanquablement rejeté du côté de la royauté. On sait le fameux mot : « La République sera conservatrice ou elle ne le sera pas ». C'est la Commune seule qui permit à la République d'être conservatrice. Elle n'aurait pas pu l'être sans cela.

Bibliographie. — *Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars 1871* (3 vol.) (publication de l'Assemblée Nationale). — J. Claretie. *Histoire de la révolution de 1870-71* (5 vol.) (1875-1876). — Lissagaray. *Histoire de la Commune* (1876). — L. Fiaux. *Histoire de la guerre civile de 1871* (1879). — G. Bourgin. *La Commune* (1907). — M. Vuillaume. *Mes cahiers rouges au temps de la*

Commune (1910). — Général Vinoy. *L'armistice et la Commune* (1872). — D'Hérissou. *Nouveau journal d'un officier d'ordonnance. La Commune* (1889). — Général Appert. *Rapport d'ensemble sur les opérations de la justice militaire relatives à l'insurrection de 1871* (1 vol.). — A. Arnaud. *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris* (3 vol.) (Bruxelles, 1878). — Cluseret. *Mémoires* (3 vol.) (1887-1888). — Da Costa. *La Commune vécue* (1903-1905). — F. Jourde. *Souvenirs d'un membre de la Commune* (Bruxelles, 1877). — Maréchal de Mac-Mahon. *L'armée de Versailles depuis sa formation jusqu'à la complète pacification de Paris* (rapport officiel). — Camille Pelletan. *La semaine de Mai* (1880). — V. Rossel. *Papiers posthumes* (1 vol.) (1871). — L. Dubreuil. *La Commune*. — H. Rochefort. *Les aventures de ma vie* (1896). — M. Du Camp. *Les convulsions de Paris* (4 vol.) (1878).

CHAPITRE IV

LE GOUVERNEMENT DE THIERS L'ÉCHEC DE LA RESTAURATION MONARCHIQUE

République ou monarchie ? — Le drame de Frohsdorf. — La psychologie d'un exilé. — La fusion. — L'œuvre de relèvement. — La libération du territoire. — Premier incident. — Traité d'évacuation. — Élection Barodet. — Buffet, Président de combat. — La grande séance. — L'œuvre de Thiers. — L'Assemblée et le Roi. — Le comte de Paris à Frohsdorf. — Le symbole du drapeau blanc. — Dernière tentative. — La Mission Chesnelong. — L'équivoque. — Le séjour du Prince à Versailles. — Le procès Bazaine.

Le Gouvernement de Thiers.

République ou monarchie ?

Au lendemain de la guerre civile, succédant sans interruption à la guerre étrangère, après tant de ruines matérielles et morales, la France est dans l'état d'un homme qui relève d'une maladie très grave, dont l'existence vient d'être en péril, mais qui se reprend à vivre et recouvre ses forces rapidement.

Avant de procéder à la réorganisation qui dans tous les domaines s'impose : financier, politique, administratif, militaire, il s'agit de savoir au nom de qui cette œuvre de relèvement va s'accomplir, sous quel régime et avec quel chef.

La question du régime se pose tout de suite. Si l'on s'en tenait aux apparences, il semble que la réponse ne saurait être douteuse.

L'Assemblée Nationale, expression de la volonté du peuple, est, pour ses deux tiers environ, composée de monarchistes : légitimistes et orléanistes. Deux sur trois représentant une majorité incontestable, il n'y a plus, semble-t-il, qu'à tirer la conclusion de cet état de choses et à rétablir la monarchie.

Mais il se passe alors quelque chose de très surprenant. Cette

majorité monarchique qui a tous les pouvoirs, qui tient dans ses mains les destinées du pays, loin de rappeler le roi, laisse au contraire la France sous le régime d'une *république de fait* qui tend fatalement, peu à peu, à se transformer en une *république de droit*.

Comment expliquer ce paradoxe ? En voici un autre aussi difficilement explicable. Loin de le renverser sans retard, ainsi qu'elle en a les moyens, elle tolère au pouvoir un chef provisoire, Thiers, qui visiblement incline vers la République et fait dans tous les cas le jeu, sinon le lit des républicains.

Eclaircir ces deux questions qui s'entremêlent l'une à l'autre, c'est faire en raccourci l'histoire des années qui suivirent la guerre.

Le drame de Frohsdorf.

L'échec de la restauration monarchique est un drame qui se joue entre peu de personnages : le comte de Chambord, chef de la branche aînée, incarnant le principe monarchique ; les Orléanistes, préparés, du moins ils le disent, à la fusion, mais incapables de la réaliser jamais ; Thiers et l'Assemblée Nationale représentant le pays. Le comte de Chambord tient le rôle essentiel, puisque ses hésitations, sa crise de conscience font, en définitive, échouer la restauration.

La psychologie d'un exilé.

Nature droite et généreuse, d'une grande noblesse de sentiments, mais peu porté à l'action et à la lutte, le comte de Chambord est avant tout un exilé, installé dans son exil, qui y a pris racine et hésite à en sortir parce qu'il n'a, au fond de lui-même, aucune confiance dans la solidité de ce trône sur lequel on l'invite à s'asseoir. Son attitude au cours des négociations, ses indécisions, ses atermoiements s'expliquent tous par là.

L'enfant du miracle avait dix ans quand son grand-père Charles X l'emmène avec lui hors de France, au lendemain de la Révolution de Juillet. Chateaubriand qui visite la famille royale à Prague a, dans un chapitre des *Mémoires d'outre-tombe*, fait une peinture saisissante de la vie que menaient les exilés.

« Rien de plus triste, écrit-il, que l'existence des rois tombés ; leurs jours ne sont qu'un tissu de réalités et de fictions ;...

ils ont le double inconvénient de la vie des Cours et de la vie privée : les flatteurs, les favoris, les ambitions de l'une ; les affronts, la détresse, le commérage de l'autre. C'est une mascarade continuelle de ministres et de valets changeant d'habits. Ces aubains détrônés restent en surveillance au milieu du monde, repoussés des Princes comme infestés d'adversité, suspects au peuple comme atteints de puissance... »

Il se dégage de tout ce tableau une vive impression de tristesse. Cette tristesse, ce découragement pèsent de bonne heure sur l'enfant. Ils le façonnent, le modèlent. Devenu homme, il n'arrivera jamais à s'en dégager.

C'est au château de Frohsdorf que le comte de Chambord passe la plus grande partie de son existence. Invité par Don Jaime de Bourbon, prétendant à la Couronne d'Espagne et héritier, par sa grand'mère, du domaine, l'auteur de cet ouvrage fit à Frohsdorf deux séjours assez prolongés.

Frohsdorf, *reliquaire bourbonien* qui fut comme La Mecque du légitimisme, se trouve à quinze lieues de Vienne, dans une vallée prospère et riante. Une grande bâtisse carrée à deux étages, portant sur la façade l'écusson de France, les trois fleurs de lis surmontées de la couronne royale. Dans le grand escalier, deux portraits face à face : Louis XV et Louis XVI en pied, présent des deux souverains à M. de Calonne, puis Charles X dans sa robe du couronnement. Les souvenirs bourboniens commencent dès l'entrée à s'emparer du visiteur ; ils l'entourent, ils l'enveloppent et ne le quittent plus ; les murs sont tapissés de portraits, l'admirable Louis XV enfant, de Van Loo, Philippe V, roi d'Espagne, le duc de Bourgogne, la duchesse de Berry. Dans une vitrine, voici la grosse montre d'argent qui se trouvait sur le carrosse de Louis XVI, le jour de son arrestation à Varenne ; le livre de prières qu'il tenait à la main en marchant à l'échafaud : un signet marque la place où sont les prières des agonisants. Dans la bibliothèque, le registre des chasses de Charles X, les délibérations du Conseil royal, etc...

Parmi tous ces souvenirs, ne lui rappelant guère que l'exil et le malheur des siens, s'écoule la vie du prétendant, le dernier rejeton de la branche aînée. Son état d'âme, au moment où se pose la grave question de son retour en France, la crise du drapeau blanc, se comprennent à merveille pour qui a passé à Frohsdorf quelques heures seulement. Le prince, raidi par l'exil, convaincu que ce qui valait en lui c'était avant tout le *principe*, l'idée, ne pouvait pas ne pas se montrer intransi-

geant, dès qu'il estimait que ce principe, cette idée étaient en cause. Il ne fallait pas poser la question de la manière dont on la posa si l'on ne voulait pas le contraindre à répondre : « Non ». L'erreur de ceux qui désiraient son retour fut de laisser la discussion s'engager sur ce terrain.

Quand on vit exilé dès sa plus tendre enfance, on finit par se faire à l'exil. Le prince, grand chasseur, s'était arrangé une existence supportable. Le vieux burg de Piten, château féodal juché sur son roc à pic, et dominant fièrement la vallée, lui offrait un rendez-vous de chasse pittoresque et plaisant. A quelques kilomètres est le château de Schwartzau où vit, depuis la perte de ses États, son parent le duc de Parme, entouré d'une très nombreuse famille. Deux descendants des Bourbons se trouvent ainsi tout près l'un de l'autre. Ce voisinage, l'étroite amitié qui les lie, est pour chacun d'eux une consolation.

La fusion.

Pour que la restauration de la royauté ait quelque chance de s'accomplir, il faut avant tout que les deux prétendants se mettent d'accord, que l'un s'incline et s'efface devant l'autre. C'est à quoi travaillent les royalistes. Aussitôt l'abrogation des lois d'exil votée, les princes peuvent rentrer en France. Cédant à de vives instances, le comte de Paris écrit à son cousin le comte de Chambord, qu'il est prêt à se rendre auprès du chef de la Maison.

Seulement, cette fusion s'accomplit du bout des lèvres beaucoup plus que du fond du cœur. En réalité, les voix du passé sont les plus fortes; une méfiance indéracinable subsiste. Le comte de Chambord, pour éviter tout malentendu, tient à faire connaître son programme. Il pose tout de suite la question du drapeau, dans le manifeste du 29 janvier 1872 qui se termine ainsi : *Henri V ne peut pas abandonner le drapeau d'Henri IV.*

Dès lors et quoi qu'on fasse, les dés étaient jetés. Le prince, auprès de qui on multiplie vainement les efforts et les démarches, ne démordra pas de son idée : « En dehors de mon principe, déclarait-il obstinément, je ne suis qu'un gros homme boiteux ». Cette obstination, ces scrupules, qui d'ailleurs ne sont pas sans beauté (avec moins de noblesse et de droiture, il aurait pu promettre, quitte à ne pas tenir), traduisent une volonté inébranlable. Le prétendant se rend compte obscurément — c'est une intuition plus qu'une idée — qu'entre la France telle qu'il

la retrouverait et lui, il y a un abîme. Comment le combler ? Le pays ne bougera pas. C'est donc lui, le prétendant, qui devrait accomplir tout le chemin, et à quoi bon ? pour quel résultat ? Pour être obligé de reprendre, d'ici quelques années ou quelques mois, comme son grand-père, le chemin de l'exil ?

Tels sont les sentiments et les réflexions qui, d'une façon plus ou moins confuse, se pressent dans son esprit. Ils lui dictent sa conduite. Depuis, chaque fois que la question renaît, sa réponse et son attitude, en dépit des apparences et des malentendus, sont identiques. Thiers avec son bon sens, son jugement clair et droit, avait vu juste, lorsqu'il refusait de s'engager dans la voie d'une restauration monarchique à laquelle il ne croyait pas, qui était vouée d'avance à l'insuccès. « La République, disait-il, est le régime qui nous divise le moins. » C'est à la consolidation de ce régime qu'il convient donc de s'attacher, doucement, lentement et sans rien brusquer. Mais comment le faire avec une Assemblée dont la majorité ne veut pas de la République, sans trop savoir au juste d'ailleurs comment restaurer ce régime par lequel elle prétend la remplacer ?

L'œuvre de relèvement.

Libération du territoire.

Tant qu'il s'agit de la réorganisation du pays, Thiers par son ascendant, son prestige, impose à peu près ses directions.

Ce qu'il faut avant tout, c'est libérer le sol national de l'envahisseur qui l'occupe jusqu'au paiement intégral de l'indemnité. Un emprunt de deux milliards, souscrit en un seul jour, fournit les fonds nécessaires et permet d'obtenir, bien avant les délais fixés, l'évacuation d'une première tranche. Le pays revient très vite à l'ordre. Une revue passée au Bois de Boulogne fait acclamer l'armée dont on presse la réorganisation, sur le principe du service obligatoire, comme en Prusse.

Organisation des assemblées municipales et cantonales ; réforme des finances ; création d'impôts indirects ; second emprunt de trois milliards, sauf quelques menues frictions, Thiers et l'Assemblée s'entendent là-dessus. De cette collaboration, découlent les plus heureux résultats.

Thiers qui n'était que le chef du pouvoir exécutif est, en septembre 1871, nommé Président de la République. Ce n'est qu'une solution provisoire. Le Président est seulement le délégué

de l'Assemblée qui conserve ses droits souverains. Thiers, en somme, est, en même temps que Président de la République, Président du Conseil. Les élections du 2 juillet 1871 marquent un succès incontestable pour sa politique. Elles sont un échec pour les royalistes. Elles montrent que la consultation qui s'est faite pendant la guerre, dans des circonstances exceptionnelles, ne représente pas la véritable opinion du pays.

L'Assemblée Nationale, dès lors, aurait pu et aurait dû s'installer à Paris où l'ordre est depuis longtemps rétabli, où sont demeurés les Ministères. Mais elle tient, par une volonté nettement délibérée, pour marquer sa défiance de la capitale, à demeurer à Versailles.

Voilà une étrange situation. Paris a toujours été et *demeure la capitale de fait*, rien au monde ne pouvant lui enlever cette primauté. Mais, par l'effet d'une décision arbitraire, par une véritable fiction, Versailles est promue au rang de *capitale constitutionnelle*.

Entre l'une et l'autre, la distance heureusement n'est pas grande, même à cette époque, où le chemin de fer, à défaut de l'automobile, existe déjà. Le va-et-vient incessant de Paris à Versailles, les trains parlementaires, l'arrivée et le départ à la gare Saint-Lazare, les déjeuners à l'hôtel des Réservoirs, l'attente anxieuse des nouvelles, les jours de grandes séances, sont un des traits de la vie politique durant cette période.

Le conflit est latent, inévitable entre Thiers et l'Assemblée qui ne le supporte qu'avec peine. Le succès des républicains aux élections (celles du 9 juin 1872 confirment celles du mois de juillet précédent) mécontente les monarchistes qui sentent que, faute d'une action énergique et décisive, la partie sera définitivement perdue pour eux.

Premier incident.

La première bataille s'engage au sujet de la discussion financière. Impôt sur le revenu, taxes sur les matières premières, mérites respectifs des impôts directs ou des impôts indirects, il est déjà question de tout cela dans cette discussion dont certains traits rappellent celles qui se poursuivront sur le même sujet un demi-siècle plus tard. C'est que lorsqu'un Etat, comme un individu, a besoin de remettre en ordre ses finances, les solutions qui se présentent, les remèdes auxquels il peut recourir sont en nombre strictement limité.

Thiers est mis en minorité à propos d'un vote sur les ma-

tières premières. Il donne sa démission que, sur les vives instances de la plupart des députés, il reprend d'ailleurs aussitôt après. L'incident semble réglé ; mais c'est un signe avertisseur de la crise prochaine. Il prouve que la majorité royaliste et conservatrice de l'Assemblée est résolue à se séparer, dès qu'elle le pourra, d'un chef avec qui, touchant le point essentiel de son programme, elle ne se sent pas d'accord.

L'Assemblée, en somme, se résout à subir Thiers tant qu'elle estime confusément qu'elle ne peut pas se passer de ses services. La tâche primordiale, la libération du territoire n'est pas encore accomplie. Il reste de gros paiements à effectuer à l'Allemagne ; il reste à obtenir d'elle l'évacuation de plusieurs départements de l'Est, y compris Belfort. Ce sont là des négociations difficiles. Les Allemands, surtout Bismarck qui mène tout, sont partagés entre deux désirs : celui de toucher leurs milliards le plus vite possible, ce qui est bon à prendre étant bon à garder, et la France qu'ils jugent toujours beaucoup plus désordonnée, beaucoup plus révolutionnaire qu'elle n'est, pouvant être secouée par quelque nouvelle convulsion, qui retarderait inévitablement les paiements.

Cependant, tout ravis qu'ils sont d'empocher cet argent beaucoup plus vite encore qu'ils ne s'y attendaient, ces règlements anticipés, la facilité avec laquelle ils s'accomplissent, leur démontrent l'étonnante vitalité de leur adversaire, la rapidité miraculeuse de son relèvement. Ils craignent, ou ils font semblant de craindre que ce relèvement trop prompt n'incite à la revanche « l'ennemi héréditaire ».

De là la mauvaise humeur de Bismarck, sur qui les militaires essaient de faire pression, ses accès de brusquerie, parfois de grossièreté, lorsque, notamment au sujet d'un acquittement qu'il jugeait scandaleux (assassinat d'un soldat allemand par un Français), il se laisse aller à publier une note insolente, presque outrageante pour notre pays.

Thiers est le seul homme d'État capable de se débrouiller au milieu de toutes ces difficultés, d'obtenir, avec une fermeté mêlée de souplesse, l'évacuation rapide du territoire. L'Assemblée ne l'ignore pas, et c'est pourquoi elle le laisse au pouvoir.

Traité d'évacuation.

Le traité d'évacuation est enfin signé le 15 mars 1873. Il n'y aura bientôt plus un seul soldat allemand sur le sol français. L'Assemblée décide (elle ne pouvait guère faire autrement)

que Thiers a *bien mérité de la patrie*. C'est pour lui le capitole. La roche tarpéienne est toute voisine.

Chaque victoire des républicains aux élections est pour l'Assemblée monarchiste un coup de fouet qui la pousse à précipiter les événements, à renverser Thiers, à mettre à sa place un homme en qui elle ait pleine confiance pour l'exécution de ses desseins.

Élection Barodet.

L'élection à Paris du républicain Barodet, qui passe grâce à l'intervention agissante de Gambetta, est un échec pour Thiers qui avait soutenu son ami Rémusat. Elle agit sur l'Assemblée comme un épouvantail ; elle la pousse aux décisions immédiates. Rien, mieux que cette élection, ne prouve la situation très difficile dans laquelle Thiers se débat. La politique du juste milieu, qu'il essaie de faire prévaloir, a contre elle les républicains qui la trouvent trop molle, les monarchistes qui lui reprochent de favoriser par trop leurs adversaires.

Buffet, Président de combat.

A la suite d'un incident parlementaire, le Président de la Chambre, Grévy, ayant donné sa démission, est remplacé par Buffet, un Président de combat. Dès lors les événements se précipitent. Les « droites » se réunissent ; un complot contre Thiers s'organise. On est tellement sûr de l'abattre qu'on lui cherche dès maintenant un successeur. Les Orléanistes avaient proposé le duc d'Aumale que les légitimistes font écarter. Un soldat qui donnerait confiance à l'armée, qui au besoin favoriserait un coup de force, paraissant tout indiqué, l'accord des conjurés se fait sur le nom du maréchal Mac-Mahon.

La grande séance.

Les positions sont prises. Thiers, informé de tout, attend la bataille. C'est le duc de Broglie, un des chefs orléanistes, qui l'engage, au cours d'une séance digne des plus grandes journées parlementaires par la beauté des discours et l'élévation des débats. Thiers, en dépit de son âge, est demeuré trop allant, trop combattif pour ne pas se jeter au milieu du combat. Les règles constitutionnelles provisoirement adoptées lui en donnent le droit, pourvu qu'il le demande par un message. Dans un dis-

cours audacieux, et au fond très habile, déchirant les voiles, dissipant les équivoques, il justifie sa politique. Jugeant la restauration royaliste impossible, par suite des divisions des prétendants, il donne, ou plutôt il confirme son adhésion à la République. S'il tombe, il entend, comme on dira plus tard, *tomber à gauche*. Mis en minorité, il donne sa démission le 24 mai 1873. L'Assemblée Nationale, conformément au scénario soigneusement préparé par la majorité, nomme à sa place le maréchal Mac-Mahon.

L'œuvre de Thiers.

La France eut la chance de trouver à l'une des heures les plus sombres de son histoire, ce chef, ce grand chef qui, sous réserve de quelques fautes, d'ailleurs difficiles à éviter, prit en mains ses affaires, les débrouilla, les conduisit avec autant de prudence que de vigueur.

Pour la continuation de la guerre à outrance, pour la conclusion de la paix, peut-être une politique plus obstinée, plus militante, surexcitant toutes les énergies nationales, eût-elle permis au pays d'obtenir des conditions un peu meilleures. La paix signée, le gouvernement de Thiers ne mérite que des éloges. Il tint tête à la Commune et la vainquit. Il releva, il réorganisa avec une rapidité qui surprit tout le monde, à commencer par nos ennemis, un pays ruiné par la guerre civile et la guerre étrangère. Il ramena partout l'ordre et la confiance ; l'administration fut réformée, les finances restaurées. En peu de temps, au dedans comme au dehors, la France reprit la position qu'elle avait perdue. Thiers (c'est en cela qu'il se montra le plus grand), bien que du fond de son cœur il inclinât peut-être vers un régime de monarchie constitutionnelle, un commencement de la Monarchie de Juillet, sentit très vite que la division des royalistes, d'une part, l'évolution très marquée du pays, de l'autre, *rendaient le retour de ce régime impossible*. Il voulut donc, dans l'intérêt national, écarter cette solution qui n'aurait servi qu'à provoquer de nouvelles révolutions, de nouvelles convulsions. La voie la plus sûre consistait à attendre, à faire que la question du régime se posât le plus tard possible. Tout le temps que l'on gagnait ainsi, la République l'employait à s'affermir, à se consolider. Cette politique intelligente, prudente, ce Nestor parlementaire dépensa pour l'appliquer et la poursuivre, un soin, une adresse infinis. « Remettons le plus vite possible notre maison en ordre, semblait-il dire à tous,

nous aurons toujours le temps de nous disputer ensuite pour savoir qui doit en être le chef. » Grâce à lui, les convulsions, le chaos qui auraient pu dès les premiers jours se produire, qui auraient gravement compromis le relèvement national, furent ainsi évités.

L'Assemblée et le Roi.

Voici donc réglée une des deux questions qui s'étaient posées dès les premiers jours : le conflit entre l'Assemblée Nationale et le chef qu'elle s'était donnée. Il reste la seconde : la restauration monarchique. C'est à quoi l'Assemblée va tout de suite s'employer. Ici les difficultés de la solution, on pourrait même dire son impossibilité, résultent non point de la volonté des hommes, mais de la nature des choses.

Le nouveau Président de la République, Mac-Mahon, est avant tout un soldat peu au courant de la politique qu'il n'entend guère. Ses convictions l'entraîneraient vers une royauté constitutionnelle. Mais, loyal et consciencieux, il estime que ce changement, s'il est accompli, doit l'être *par les moyens légaux*, non par un coup de force.

Or, la situation est à ce point embrouillée par les divergences profondes existant entre les deux prétendants, par le refus obstiné de l'un des deux de s'incliner devant les réalités, qu'une solution légale, constitutionnelle, obtenue à la suite d'un accord à l'amiable et par un vote de l'Assemblée, est pratiquement impossible. Seul, un coup de force mettant les uns et les autres en présence du fait accompli, aurait pu surmonter cette difficulté.

La solution réalisée de la sorte aurait-elle été durable ? C'est une autre question. Il est probable que non. Quoi qu'il en soit, on s'obstina à dénouer un nœud qui ne pouvait qu'être tranché.

Le comte de Paris à Frohsdorf.

Du jour où les royalistes de l'Assemblée ont à la Présidence un homme qu'ils croient à eux, leurs efforts pour restaurer la monarchie vont devenir plus pressants. Il faut avant tout mettre enfin d'accord les deux branches dynastiques. Lettres et messages n'ayant donné jusqu'ici que des résultats peu satisfaisants, les princes d'Orléans, sur les vives instances de certains de leurs partisans, se décident à une démarche suprême : ils se rendent à Frohsdorf auprès du comte de Chambord, recon-

naissant par cette visite qu'ils se rangent sous les ordres du chef de leur Maison (octobre 1873).

C'est un événement très important. Le fils de Louis-Philippe qui, pour les légitimistes fidèles aux principes, n'a été qu'un usurpateur, s'incline devant le petit-fils de Charles X. Le schisme entre les deux familles semble avoir pris fin.

Mais c'est là une apparence plus qu'une réalité. Il s'en faut pour les princes d'Orléans, plus encore pour leurs partisans, que cette adhésion au principe légitimiste soit *absolue et sans conditions*. Ils veulent bien suivre le comte de Chambord, mais pourvu que ce dernier sache se résoudre aux sacrifices nécessaires et tenir compte des changements survenus, c'est-à-dire, en somme, accepter une royauté constitutionnelle. Comme le dit l'un d'eux, ils ne veulent pas signer au prétendant un *chèque en blanc*.

Or, ces conditions qu'on cherche à lui imposer, ces limitations de son pouvoir absolu et de droit divin, le comte de Chambord a fait connaître à plusieurs reprises déjà, de la manière la plus formelle, qu'il les repoussait. En vain essaierait-on, grâce à des formules savamment dosées, de voiler cette équivoque. Un moment vient où les voiles se déchirent et l'équivoque apparaît.

Le symbole du drapeau blanc.

La question du drapeau n'est qu'un symbole. Elle recouvre une question fondamentale, celle de la royauté absolue qui, si elle tolère quelques limitations, entend les fixer elle-même au lieu de se les laisser fixer par la nation. Nous voici revenus, un demi-siècle plus tard, à la *charte octroyée*.

Avec cette conception, cet état d'esprit, le comte de Chambord, *le roi des Mérovingiens*, comme l'appelaient ses adversaires, fit aussi bien de ne pas rentrer. Le sort de Charles X, son aïeul, eût été presque à coup sûr le sien.

Beaucoup de ceux qui affectaient de désirer son retour, la plus grande partie des orléanistes, le désiraient-ils vraiment, du fond du cœur ? Tous les doutes sont permis. Il paraît à cette époque un article du *Times*, directement inspiré, à ce qu'on croit, par le chef du Gouvernement, le duc de Broglie en personne, et exposant fort clairement les dispositions des orléanistes. Ceux-ci, disait l'article, forment un parti puissant avec lequel le prétendant doit compter. Ils sont prêts à des concessions, mais ils ne veulent pas être seuls à les faire. Et le pré-

tendant légitimiste était adjuré de ne pas sacrifier la *politique de Henri IV à la bannière de Jeanne d'Arc*.

C'est toujours, on le voit, au même point mort qu'on revient, à cette éternelle question du drapeau qui recouvre et symbolise toutes les autres. Or, là-dessus, tout accord est resté impossible.

Dernière tentative. — La mission Chesnelong.

Rien n'illustre mieux les difficultés au milieu desquelles on se débat, les contradictions auxquelles on se heurte que les dernières négociations entreprises pour amener quand même un accord, pour essayer de concilier ce qui était inconciliable.

Les orléanistes, le groupe le plus important de l'Assemblée Nationale, qui détiennent le pouvoir, sans qui, par conséquent, on ne peut rien, se rallient, sur l'invitation de leur prince, au prétendant légitimiste. Mais ils ne veulent pas le voir revenir *sans conditions*.

Le comte de Chambord répugne à accepter aucune condition. Il a une défiance innée, on pourrait presque dire une horreur du monde parlementaire, de ses tractations, de ses intrigues. Cette défiance est telle qu'elle s'étend même aux députés de son propre parti. Elle est entretenue par son entourage, elle pénètre tous ses sentiments, inspire et explique tous ses actes.

Voilà le point essentiel qu'il faut sans cesse avoir présent à l'esprit, car sans cela tout ce qui se passa alors devient à peu près incompréhensible. Les garanties constitutionnelles qu'on lui demande, ou plutôt qu'on essaie de lui imposer, il les accepterait à la rigueur, du bout des lèvres, bien qu'elles aient pour résultat de le mettre, chaque fois qu'on lui en parle, dans la plus vive irritation. Sur la question du drapeau, qui domine toutes les autres, il se montre, en revanche, irréductible. Toutes les tentatives faites pour l'amener à céder, si peu que ce soit, à accepter une formule transactionnelle, un compromis, un trompe-l'œil, se heurtent à son refus obstiné. En vain essaie-t-on d'envelopper d'obscurités, de nuages, cette antinomie; c'est reculer pour mieux sauter. Au moment décisif, le prince, par quelque démonstration retentissante, une déclaration ou une lettre, déchire ces nuages. La vérité apparaît dans tout son éclat.

Une commission parlementaire composée de neuf membres est chargée d'élaborer les conditions qui doivent être imposées au prince avant que l'Assemblée Nationale rétablisse la

monarchie Les chefs légitimistes les plus autorisés refusent d'y participer, ce qui est déjà très significatif. N'ignorant pas les véritables dispositions de leur roi, ils ne se soucient guère de se mettre en avant, de prendre à leur charge la responsabilité d'un échec qu'ils redoutent et qu'ils prévoient.

Les garanties demandées visent les lois constitutionnelles : pouvoir exécutif du roi, pouvoir législatif des deux Chambres, responsabilité des ministres ; les libertés civiles et religieuses. Sur la demande expresse de Mac-Mahon, fidèle interprète des dispositions de l'armée, une stipulation dernière est ajoutée. Elle se résume dans cette formule : « Le drapeau tricolore est maintenu. Il ne pourra être modifié que par l'accord du roi et de la représentation nationale. »

Sans le drapeau tricolore, avait déclaré nettement le Président, l'armée ne marcherait pas. « Les chassepots, disait-il, partiraient tout seuls. »

Cette stipulation dernière devait inévitablement faire échouer le reste.

Le programme des conditions arrêté, qui se chargerait d'aller se soumettre au prince dans son exil et de le faire agréer par lui ? Sachant cette mission ingrate, pleine d'embûches, les personnages les plus marquants, les plus désignés pour s'en charger parmi les légitimistes et les orléanistes, se défilent prudemment. Un brave homme s'offrit, qui n'avait pour lui que d'être un brave homme, ce qui dans la circonstance n'était pas assez, plein d'intentions généreuses, droites, mais manquant d'expérience : Chesnelong, ancien négociant, rallié de fraîche date à la monarchie. Il ne connaissait pas le prince et ne l'avait jamais vu. Un honnête courtier, rien de plus. Porteur de ce lourd message, il demande une entrevue qu'on lui fait attendre. Le prince le reçoit à Salzbourg, l'écoute longuement, le laisse parler beaucoup plus qu'il ne parle lui-même.

La question du drapeau, la pierre d'achoppement, est enfin abordée. Le premier entretien ne donnant aucun résultat, elle est reprise dans un second, après le dîner, suivi d'un troisième, beaucoup plus court, au moment du départ. Chesnelong, désireux d'aboutir coûte que coûte, se met en mal d'inventions pour trouver malgré tout une échappatoire, un compromis. Le problème paraissant insoluble en bloc, il imagine de le débiter en tranches, de le découper en trois. La question du drapeau ne serait pas posée. Le prince se réserve de la régler d'accord avec l'Assemblée. Un moment, Chesnelong espère avoir converti son interlocuteur. Espérance vaine ! A la dernière minute,

le comte de Chambord refuse son adhésion à la clause essentielle, celle qui envisage, pour le drapeau, son accord avec l'Assemblée. Il entend régler l'affaire du drapeau à lui seul et selon sa propre volonté. Il ne veut pas dépendre en cela de la volonté du Parlement.

L'équivoque.

Novice en ces sortes de pourparlers, prenant ses désirs pour des réalités, Chesnelong revient à Paris s'imaginant de bonne foi qu'il a réussi, alors qu'il a échoué. On se trouve en pleine équivoque qui se prolonge et même s'épaissit durant les semaines suivantes. Les députés royalistes croient (certains d'entre eux, mieux renseignés, font semblant) que tout est réglé, alors que rien ne l'est, que le prince s'est finalement rallié au drapeau tricolore, ce qui n'est pas vrai. Ils s'avancent ainsi sur ce terrain mouvant qui ne peut que se dérober sous leurs pieds. Des préparatifs sont faits presque ouvertement en vue du rétablissement prochain, sinon immédiat de la monarchie. Tout le scénario parlementaire, militaire, protocolaire est réglé. Les chefs de l'Assemblée préparent le projet de loi qui doit faire remonter sur le trône le descendant d'une longue lignée de nos rois. Des carrosses de gala sont commandés. Le maître tailleur a livré l'uniforme fleurdelisé.

Républicains, bonapartistes, tous les adversaires de la royauté vivent dans l'attente et dans la crainte.

A la base de tout cela, cependant, il n'y a qu'un terrible, un tragique malentendu, qui, pour peu qu'on s'explique, ne saurait tarder à se dissiper. Or, il est impossible qu'on ne s'explique pas, trop de gens ayant intérêt à ces explications. Les orléanistes désirent que les engagements du prétendant soient précisés. Mais dès qu'on essaie de les rédiger, de les mettre, comme on dit, noir sur blanc, tout est perdu.

A Frohsdorf, d'où il suit, attentif et quelque peu déçu, toutes ces tractations qui ne lui plaisent guère, le prince a le sentiment qu'on essaie de le ligoter sous un réseau d'intrigues. Sa nature droite, tout d'une pièce, se révolte. Cédant à son tempérament, il écrit la fameuse lettre du 27 octobre, qui, sur son ordre formel, insérée dans *l'Union*, l'organe légitimiste, donne le coup de massue final à ces tentatives de restauration monarchique. Il s'y déclare une fois de plus obstinément fidèle au drapeau blanc.

Dès la lecture de ce message, c'est l'abattement, la conster-

nation parmi les royalistes ; les républicains, eux, sont dans la joie.

Ainsi, malgré les efforts des hommes, des causes toutes-puissantes, sur lesquelles personne ne pouvait rien, produisaient fatalement, inexorablement leur effet. Les voix lointaines et profondes du passé dominaient chez le prince tous les appels du présent. Son esprit, son caractère, tels que l'avaient façonnés les influences ancestrales, son éducation, son milieu, un long exil, ne pouvaient pas se plier aux exigences du moment. Les conditions qu'on prétendait lui imposer lui étaient odieuses, insupportables. Si l'on voulait qu'il s'assît sur le trône de ses pères, il fallait l'y laisser remonter sans condition. Mais alors, selon toute vraisemblance, il n'y serait pas resté longtemps.

Le séjour du prince à Versailles.

Ici se place un curieux épisode qui fait ressembler par moment l'histoire, surtout l'histoire de France, à un roman-feuilleton. Après le message du prince, on pourrait croire que tout est fini pour lui, qu'il a fait son deuil d'une restauration. Il n'en est rien. Dix jours ne se sont pas écoulés que le prince, par un coup de tête qui ressemble à un coup de théâtre, décide subitement de partir en grand secret pour Versailles, afin d'entrer en rapport avec le maréchal de Mac-Mahon, de régler en tête-à-tête avec lui ce que les parlementaires intriguants et brouillons n'ont réussi jusqu'ici qu'à embrouiller. Il s'installe incognito chez un de ses fidèles, M. de Vanssay. Il demande un entretien à Mac-Mahon. Saisi à brûle-pourpoint de cette requête inattendue, le Maréchal, poliment mais fermement, refuse. Il tient, dit-il, tous ses pouvoirs de l'Assemblée Nationale souveraine ; sans l'assentiment de celle-ci, il ne peut rien et il ne fera rien.

Par quels motifs mystérieux, obscurs, s'explique cette décision si imprévue du prétendant ? Il y eut chez lui cette idée juste, en son principe, mais fausse dans son application, que la restauration ne peut être que le résultat d'un fait rapidement accompli. Bien loin de la faciliter, les pourparlers, les négociations des parlementaires ne servent qu'à la reculer, à la rendre impossible. Le roi se montre brusquement au milieu de son peuple, il rentre dans son palais, il s'assoit sur le trône de ses pères au milieu des acclamations de ses sujets surpris et bientôt ravis de cette crâne décision. Quoi de plus simple ? Quoi de plus naturel ? A quoi bon les tractations, les marchan-

dages des hommes politiques, jaloux les uns des autres, pensant beaucoup plus à eux-mêmes qu'à la cause qu'ils affectent de défendre ?

Le prince n'oubliait qu'une chose, cependant essentielle : le fait accompli, le coup de force, ne peut réussir que dans une période de crise, ou lorsqu'il trouve derrière lui une force capable de l'appuyer. Or, cette force-là manquait totalement. En période normale, ce qui était alors le cas, tous les pouvoirs appartiennent à ces parlementaires qu'il avait en horreur, aux ministres, au Président qui n'en sont que l'émanation. Sans leur appui, sans leur coopération, personne ne peut rien. Les événements le lui firent bien voir.

Le procès Bazaine.

Le procès du maréchal Bazaine, qui passionna le pays, s'ouvrit à Versailles le 6 octobre 1873 dans les salons de Trianon.

Sous la pression de l'opinion, Thiers, qui tout d'abord n'en voulait pas, avait dû laisser instituer contre le Maréchal une enquête qui fatalement y conduisait. Le mot fameux de Gambetta : « Bazaine a trahi », était sur toutes les lèvres. Il résu-
mait à peu près l'état des esprits.

Le Conseil de guerre composé de généraux ayant commandé en chef devant l'ennemi et de divisionnaires, était présidé par le duc d'Aumale. L'acte d'accusation lu par le général Séré de Rivière, s'appuyant sur des raisons strictement militaires, reprochait à Bazaine de ne pas avoir, avant de livrer à l'ennemi la forteresse qu'il était chargé de défendre et son armée, fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher cette capitulation.

L'accusé choisit comme défenseur Lachaux, le célèbre avocat d'assises ; il se défendit lui-même avec une lourdeur apathique qui n'était pas dénuée d'habileté. Sa thèse consistait à soutenir que devant la carence d'un gouvernement régulier, tous ses efforts avaient tendu à conserver au pays une armée intacte capable, lors des négociations de paix, de jouer un rôle décisif.

L'incident le plus retentissant fut la réponse du duc d'Aumale à Bazaine, soutenant que la présence d'un gouvernement insurrectionnel le déliait dans une certaine mesure de ses devoirs tels que le code militaire les définit : « Monsieur, lui dit-il, la France existait toujours ! »

A l'unanimité des voix, le Conseil condamna François-Achille Bazaine, maréchal de France, à la peine de mort avec dégradation militaire. Les juges ayant aussitôt demandé par une lettre au Président, de ne pas laisser exécuter la sentence, Mac-Mahon le lendemain commua cette peine en vingt années de détention dans l'île Sainte-Marguerite, en face de Cannes. La douceur de ce site, douceur qui s'accompagna d'ailleurs de quelques autres, rendait peu terrible cette captivité. Poussé, secondé par sa femme, Bazaine s'arrangea pour l'abrégier. Il s'évada sans trop de peine, preuve qu'il n'était pas gardé très sévèrement, se réfugia en Espagne où il mourut dans l'obscurité, presque dans la misère.

Les discussions qu'on a voulu instituer sur le cas « Bazaine », le mystère dont on s'est plu à l'envelopper, n'existent qu'à la condition d'introduire des considérations politiques dans un procès purement militaire, où elles ne devraient avoir aucune place. Si l'on s'en tient à ce seul aspect, la question ne fait aucun doute. La culpabilité de Bazaine apparaît entière, indiscutable.

Ce chef à qui Napoléon III a confié si légèrement le commandement de notre plus puissante armée, ignore tout ou presque de son métier. Foch, dans ses études lumineuses sur la guerre de 1870, l'a établi d'une manière péremptoire. Incapable de conduire la bataille, il ne la conduit pas. Quand elle s'engage en dehors de lui, il fait tout ce qu'il peut pour la rompre. Il éprouve une tendance invincible à ramener toujours ses troupes sous les canons de la citadelle, parce que cette solution paresseuse le dispense de tout effort, de toute responsabilité.

La médiocrité du caractère s'ajoute, ainsi qu'il arrive souvent, à celle de l'esprit. Au lieu de tendre toute son énergie, toutes ses ressources vers la bataille et la victoire, il se laisse entraîner dans de louches tractations politiques où il est le jouet des Allemands. Cette armée, dont il ne doit se servir que pour faire la guerre dans le seul intérêt du pays, il songe à l'utiliser pour son intérêt à lui, afin d'être en état de jouer un rôle soit auprès de l'Empereur ou de l'Impératrice si l'Empire est rétabli, soit auprès du nouveau gouvernement. Il n'accomplit pas son devoir de chef militaire qui consiste à lutter jusqu'au bout, à épuiser tous les moyens pour faire le plus de mal à l'ennemi.

Présentée de la sorte, sous son vrai jour, la question est aussi claire que possible. La condamnation prononcée contre

Bazaine était méritée cent fois. Il ne s'agissait point de savoir s'il avait ou non trahi, ce qui peut, en effet, prêter aux controverses, mais bien s'il avait accompli ou non tout son devoir de chef. La réponse à cet égard n'est pas douteuse. Si Bazaine avait fait ce qu'il ne fit pas, son devoir, le résultat de la guerre pouvait être changé.

Bibliographie. — De Falloux. *Mémoires d'un royaliste* (1888). — De Meaux. *Souvenirs politiques 1871-77* (1903). — Ch. de Lacombe. *Journal politique* (2 vol.) (1907-08). — J. Simon. *Le gouvernement de M. Thiers* (1898). — De Marcère. *L'Assemblée Nationale de 1871* (3 vol.). — H. Pessard. *Mes petits papiers 1871-73* (1888). — E. Daudet. *Le Duc d'Aumale* (1898). — E. Daudet. *Souvenirs de la présidence du Maréchal de Mac-Mahon* (1880). — De Dreux-Brézé. *Notes et Souvenirs* (1903). — Chesnelong. *La campagne monarchique d'octobre 1873*. — Général du Barrail. *Mes souvenirs 1894-1896* (3 vol.). — Gambetta. *Discours et plaidoyers politiques* II et III (1881). — Loth. *L'échec des restaurations monarchiques* (1910). — Du Bourg. *Les entrevues des Princes à Frohsdorf 1873 et 1883* (1910). — *Souvenirs inédits du comte de Vanssay* dont Gabriel Hanotaux donne de nombreux fragments dans l'histoire de la France contemporaine. — P. F. Simon. *A. Thiers, chef du pouvoir exécutif* (1911). *Procès du maréchal Bazaine* (compte rendu des débats, 1874).

CHAPITRE V

LE SEPTENNAT. — LES LOIS CONSTITUTIONNELLES

L'agonie du drapeau blanc. — Conséquences de cet échec. — Pouvoir temporel du Pape et Kulturkampf. — Faire durer le provisoire. — Lutte contre les républicains. — Divergences des partis de droite. — Gambetta manœuvrier parlementaire. — Les lois constitutionnelles. — Chute du ministère de Broglie. — Ministère Cisseï. — Chute du ministère Cisseï. — L'amendement Wallon. — Les pouvoirs du Président. — Le Sénat. — Ministère Buffet. — Caractère de la Constitution. — Un compromis. — Le Président. — Le Sénat.

Le mystérieux séjour à Versailles du prétendant, le comte de Chambord, l'échec de cette suprême tentative, assez légèrement entreprise d'ailleurs, sonnent le glas des espérances monarchiques. Désormais, toute restauration royaliste apparaît impossible : celle de la branche aînée vient de recevoir le coup de grâce ; celle de la branche cadette liguerait automatiquement contre elle les légitimistes, les bonapartistes, les républicains dont les forces s'accroissent sans cesse.

L'agonie du drapeau blanc

Il y a quelque chose de tragique, dans cette « agonie du drapeau blanc ». Le prince est là, à Versailles, caché dans un petit pavillon au fond d'une cour. Une dizaine de familiers au plus connaissent sa présence dans cette cachette où il a plus ou moins l'air d'un conspirateur, mais qui ne saurait ni ne voudrait conspirer.

Il guette les événements, il attend.

Quoi ? Il serait bien en peine de le dire : que le chef de l'Etat, le Président de la République vienne à lui. Mac-Mahon, encore qu'il incline au fond du cœur vers une solution monar-

chique, s'y refuse. Il se sent arrêté par un obstacle insurmontable. Le prince prolonge son séjour qui risque ainsi, d'un moment à l'autre, d'être découvert. Rien n'arrive. L'Assemblée Nationale, dont il se méfie, continue son travail, vote des lois qui établissent, consolident le régime existant, posent les fondements de la République. Sans doute espérait-il, — ce fut très certainement un des motifs de son voyage — que l'Assemblée s'avèrerait impuissante, qu'il ne se dégagerait d'elle aucune majorité, aucune décision, que ce corps, soi-disant *constituant*, serait incapable de constituer quoi que ce soit. Mais cette espérance-là est trahie comme les autres.

Après deux semaines passées ainsi, une courte promenade dans Paris, une cérémonie à Notre-Dame, à laquelle il assiste perdu dans la foule, il part. Entre le pays et lui un abîme s'est creusé, que rien désormais ne pourrait plus combler.

Conséquence de cet échec.

L'échec de la restauration monarchique a pour effet immédiat de rallier à la République un grand nombre de personnes dans la haute et moyenne bourgeoisie, qui, jusqu'ici, étaient restées indécises, hésitantes. Les deux années qui viennent de s'écouler, le travail de libération du territoire et de réorganisation accompli sous la sage direction de Thiers sont la preuve qu'une république conservatrice, au bon sens du terme, sage, prudente, se gardant de tout excès, est possible en France. Voilà certes quelque chose de tout nouveau et même de surprenant, une sorte de miracle. Puisque ce miracle s'est accompli et qu'il dure, puisque ce régime républicain s'avoue capable d'ordre, de discipline, de paix, pourquoi ne pas s'y tenir ? Ce fut dès le début l'opinion de Thiers. C'est maintenant celle d'une partie, de jour en jour plus nombreuse, de la bourgeoisie.

Chose étrange, et qui, quelque temps auparavant, aurait paru paradoxale, les menaces contre la paix ne proviennent pas des républicains mais de leurs adversaires, surtout des légitimistes. Les idées rétrogrades et médiévales de leur prétendant, l'idée de la monarchie « de droit divin » apparaît impossible en France, antipathique et même odieuse à la plupart des Français. Tout effort tenté pour l'imposer à un peuple qui n'en veut pas, ne pourrait aboutir qu'à des réactions, une révolte, probablement une nouvelle révolution. Voilà pour le dedans.

Pouvoir temporel du Pape et Kulturkampf.

Au dehors, les imprudences du parti clérical, représentant la masse principale des légimistes, autorisent des inquiétudes plus grandes encore.

Aussitôt que la France, à peu près seule à maintenir par la force le pouvoir temporel du pape, a été vaincue sur les champs de bataille, il s'est produit ce que rien au monde ne pouvait plus empêcher : l'entrée du roi d'Italie à Rome, le dernier acte de l'unification italienne. Comme il ne peut y avoir deux souverains dans la même capitale, le pape est désormais prisonnier au Vatican. Une partie du clergé français, certains évêques, s'obstinant à ne pas s'incliner devant l'inévitable, rêvent de s'insurger contre cette situation acquise, de rétablir de force le pouvoir temporel de la papauté. Mais alors ce serait la guerre avec l'Italie, probablement avec l'Allemagne qui soutiendrait cette dernière. Et ce n'est pas seulement vis-à-vis de l'Italie que se manifestent ces imprudences des cléricaux. Bismarck, ayant engagé contre les catholiques allemands une lutte violente, le *Kulturkampf*, certains évêques français, par trop oublieux des contingences, n'hésitent pas à s'immiscer ouvertement, officiellement dans cette querelle qui ne les regarde aucunement, à prendre parti en faveur des catholiques persécutés contre le chancelier persécuteur. On pense si ce dernier, qui ne cherche qu'une occasion de nous marquer sa mauvaise humeur, s'empresse de relever vertement cette inconvenance, avive le plus qu'il peut cet incident, adresse à notre gouvernement des remontrances, entremêlées de menaces.

La grande majorité des Français s'indigne avec raison contre cette politique d'aventures qui risque de nous brouiller avec nos voisins et de plonger le pays dans de nouveaux malheurs.

Les excès du parti clérical, les agissements de la *Congrégation* ont été pour beaucoup dans la chute de la monarchie légitime après 1815. Ils sont une fois encore une des raisons pour lesquelles le pays se détourne d'elle maintenant.

Faire durer le provisoire.

Que va faire l'Assemblée Nationale, de majorité monarchique, le jour où elle constate que la restauration de la monarchie est impossible ? C'est la question que se pose tout de suite le chef du gouvernement, le duc de Broglie

La solution à laquelle il s'arrête, consiste à maintenir, le plus longtemps qu'on pourra, la situation actuelle, *à consolider le provisoire*. Cela revient à gagner du temps. Durant cet intervalle, peuvent se produire des événements : mort du prétendant légitimiste, etc., qui rendraient possible une restauration qui aujourd'hui ne l'est pas.

Il s'agit donc de donner une base solide, durable à un régime de fait, de prolonger, pour une longue période, les pouvoirs du Président de la République. Cette solution-là, que le duc de Broglie fait prévaloir, non sans beaucoup d'habileté, est une arme à double tranchant. Elle présente des avantages et des inconvénients.

L'Assemblée Nationale (19 novembre 1873) vote la loi du septennat, prolongeant les pouvoirs du Président pour sept ans. C'est une loi constitutionnelle, un des fondements de la Constitution républicaine actuelle. Une première pierre vient d'être ainsi posée. Les autres suivront. Le pouvoir existant est de la sorte consolidé ; mais la République l'est par cela même, ce pouvoir, qu'on le veuille ou non, étant, dans son principe et dans son essence, républicain. C'est ce que Thiers et Gambetta ont parfaitement discerné. Tout ce qu'on va faire désormais dans cette voie constitutionnelle ne peut que servir la République qui, existant en fait, va recevoir une consécration légale.

Lutte contre les républicains.

Voilà pour les royalistes les inconvénients de cette solution. Les avantages, au demeurant plus apparents que réels, sont les suivants : durant tout cet intervalle, le gouvernement, maître de la situation, disposant de la police, de l'armée, de l'administration, compte engager la lutte avec le parti républicain, faire échec de toute manière à sa propagande. C'est une politique de combat dans laquelle il s'engage, tandis que s'élaborent les diverses lois constitutionnelles.

Cette lutte contre l'idée républicaine, qui ne pouvait qu'aller en s'accroissant, dont l'aboutissement logique était la crise de l'ordre moral, celle du 16 mai, dressant le pouvoir exécutif contre la volonté nettement exprimée de la nation, se marque par un certain nombre de mesures et d'incidents. La loi sur les maires (20 janvier 1874) donne au gouvernement le droit de nommer les maires dans toutes les communes. Ainsi que le déclare un député de l'opposition, ce sont autant d'*agents électoraux* entièrement entre les mains des préfets. Cette mesure

avec un certain nombre d'autres, qui tendent notamment à placer les journaux sous un régime de surveillance sévère, à restreindre la liberté de la presse, se révèlent à l'usage d'une efficacité douteuse. Cette prétendue digue n'empêche aucunement l'eau de suivre sa pente. Le pays est visiblement entraîné vers la république. En dépit de toutes les pressions, chaque élection nouvelle (février-mars 1874) est un triomphe pour les républicains.

Divergences des partis de droite.

Le gouvernement se trouve dans une situation fausse. La majorité sur laquelle il s'appuie ne forme un bloc qu'en apparence; les légitimistes aigris, furieux de voir leurs espérances s'évanouir, ne collaborent qu'à regret à cette œuvre de consolidation, sentant confusément que la république en est au fond le principal bénéficiaire. A tout instant ils se dérobent, contrecarrent les projets gouvernementaux, n'hésitent pas à s'allier aux bonapartistes et aux républicains. Le duc de Broglie se débat comme il peut au milieu de tous ces obstacles. Il est obligé de biaiser, de louvoyer. Ce même embarras pèsera sur tous ses successeurs.

Par là s'explique le caractère de marchandage et de compromis qui marque essentiellement ces lois constitutionnelles, telles qu'elles vont être votées. Elles ne sont pas le résultat d'une volonté claire, nette, mais une moyenne entre des thèses qui s'affrontent, le produit des circonstances et quelquefois du hasard. La commission chargée de mettre sur pied les projets gouvernementaux travaille dans la confusion. Elle est de majorité nettement monarchique (25 royalistes contre 5 républicains). Toutes les mesures élaborées par elle et soumises à l'Assemblée devraient avoir, semble-t-il, un caractère nettement anti-républicain. Il n'en est rien. Les divergences entre les royalistes, la politique du pire, instinctivement, sinon consciemment, suivie par certains d'entre eux, les légitimistes, font la part belle aux républicains.

Gambetta manœuvrier parlementaire.

Ceux-ci ont des chefs derrière lesquels ils se massent avec discipline : Thiers, surtout Gambetta, qui se révèle un manœuvrier parlementaire incomparable. Il a au plus haut point le sens des possibilités. Il guette adroitement, pour s'en saisir.

toutes les occasions, les opportunités. L'opportunisme en politique, auquel s'attacha par la suite un sens péjoratif, était alors, étant donnée la majorité monarchique de l'Assemblée, la seule tactique qui pouvait valoir aux républicains des résultats satisfaisants. Ces derniers avaient tout à perdre en essayant de brusquer l'Assemblée ou le chef du pouvoir exécutif qui, disposant de la force, pouvait être tenté de s'en servir. Ils avaient tout intérêt, au contraire, à se réserver, à attendre (car le temps travaillait pour eux), à laisser les divisions entre les partis monarchiques, s'accroître et produire leur conséquence fatale : la consolidation de la République.

Les légitimistes manquent de chefs. Par là s'expliquent la plupart des événements qui se produisent. Leur chef véritable, le seul, se trouve à Frohsdorf, mécontent, irrité. Il se désintéresse de plus en plus des travaux parlementaires. Quand il intervient, de temps à autre, c'est par quelque lettre ou message autoritaire, courroucé, ressemblant à une encyclique et ne servant qu'à brouiller davantage la situation.

Les lois constitutionnelles.

Parmi les lois constitutionnelles dont la nécessité s'imposait, par quoi commencerait-on : prérogatives du Président ; pouvoir législatif ; assemblées municipales ? La commission parlementaire chargée de préparer le travail se trouvait devant une tâche impossible. La seule chose qu'elle aurait voulu faire : le rétablissement de la monarchie, elle ne le pouvait pas. Ce qu'elle pouvait, elle ne le voulait pas, ou plutôt elle ne savait pas au juste ce qu'elle voulait.

Chute du ministère de Broglie.

Sur une question d'ordre du jour, priorité en faveur de la loi municipale, le ministère de Broglie s'engage à fond, pose la question de confiance, sans s'être assuré préalablement que l'accord des monarchistes était complet. Au moment décisif, les légitimistes le lâchent pour s'allier froidement aux bonapartistes et aux républicains. Cette alliance des deux extrémités culbute le ministère. C'est la première fois que les « chevaux-légers », comme on appelait les partisans du comte de Chambord, passent ainsi ouvertement dans le camp adverse. Ce ne sera pas la dernière.

En plus de ses victoires électorales, le parti républicain rem-

porte des succès parlementaires, qui lui sont grandement facilités par l'appui paradoxal et inespéré qu'il trouve auprès des légitimistes, bien que ces derniers soient, au fond, ses pires adversaires.

Alors, comme au temps de la Restauration, les partisans les plus déterminés de la monarchie de droit divin font preuve d'un manque étonnant de sens politique. Ce sens politique existe au contraire parmi les chefs et les troupes orléanistes : de Broglie, Decaze, etc. ; mais pris, coincés, entre les républicains, les bonapartistes, les légitimistes, réduits à leurs propres forces, ils ne peuvent rien.

Ministère Cissey.

Le ministère de Broglie par terre, Mac-Mahon charge le général de Cissey de constituer un Cabinet dont le duc Decaze, le très adroit, très habile ministre des Affaires Etrangères, et Fourtou sont les deux personnalités les plus marquantes. C'est un gouvernement de combat qui engage vigoureusement la lutte, à la fois contre les républicains et les bonapartistes dont un succès aux élections (le baron de Bourgoing, ancien écuyer de Napoléon III, élu dans la Nièvre) accroît la confiance et qui se livre à une propagande des plus actives en faveur du prince impérial.

Tant qu'il s'agit d'une besogne négative, combattre leurs adversaires, les royalistes sont d'accord. Dès qu'il faut mettre sur pied quelque chose de positif, voter les lois constitutionnelles, les divergences apparaissent. Un nouveau manifeste du comte de Chambord (2 juillet 1874) vient à point nommé les accroître. Il proteste contre « les erreurs et les mensonges », s'étonne que « l'intelligence proverbiale de notre race » n'ait pas mieux compris sa dernière déclaration ; il dénonce les « luttes stériles du Parlement ».

Chute du ministère Cissey.

Le gouvernement se décide à suspendre l'*Union* qui a publié ce manifeste, d'où le mécontentement des légitimistes. La Chambre se sépare jusqu'à la session d'automne. Mac-Mahon, dont les amis désirent accroître la popularité, visite un certain nombre de provinces. Dès la rentrée, les difficultés recommencent de plus belle. De nouveau, sur une question d'ordre du jour, les légitimistes s'allient aux impérialistes et aux républicains. Le ministère est renversé comme le précédent.

C'est une belle revanche pour Thiers qui voit ses pronostics se réaliser et suit d'un œil narquois les difficultés croissantes parmi lesquelles se débattent les gouvernements successifs et l'Assemblée.

Cette impuissance des partis monarchiques favorise les progrès des républicains. Lorsque les chefs, faute de s'entendre, manifestent ainsi leur impuissance, quoi d'étonnant si les troupes se débattent? Elles se débattent en effet de plus en plus.

Brogie ne réussissant pas à constituer un ministère, le cabinet démissionnaire reste en fonction. On se décide à aborder enfin cet obstacle autour duquel on tourne depuis si longtemps : l'établissement légal, constitutionnel, du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, les droits du Président et ceux de l'Assemblée. Ici se pose de toute nécessité cette question qui brûle toutes les lèvres, qu'on avait tout fait pour écarter : celle de la République.

Les Anglais ont un proverbe qu'ils citent volontiers, bien qu'il ne s'applique plus aussi exactement à leur situation présente :

*« Every child who's born-alive
Must be a liberal or a conservative ».*

(« Tout enfant qui n'est pas mort-né, doit être un libéral ou un conservateur. »)

De même, tout régime qui n'est pas monarchique est forcément républicain. C'est le cas de celui sous lequel la France vit depuis la guerre. Orléanistes et légitimistes ont beau monter une garde vigilante pour empêcher le mot de s'introduire dans la place; le fait est là déjà, ce qui pour eux est plus grave, et il faudra bien que, d'une manière ou d'une autre, le mot détesté fasse son apparition lui aussi. Comment le faire apparaître, le plus discrètement, le plus modestement possible, sans que, sur le-champ, ses ennemis ne se jettent sur lui et ne l'étouffent? C'est à quoi travaillent, avec beaucoup d'habileté et de doigté, les chefs républicains de l'Assemblée.

Un certain Ventavon, royaliste et rapporteur de la commission, proposait, afin d'écarter ce péril, d'attendre jusqu'à l'expiration du septennat pour établir la constitution définitive. D'ici là, le Président exercerait les plus larges pouvoirs, nommerait une partie du Sénat et pourrait dissoudre les Chambres. Ce système appelé par dérision le « Ventavonnat » ne réglait rien. Il fut écarté. Le mot de République figurerait-

il ou ne figurerait-il pas dans le texte des lois? Au fond, la principale difficulté était là. C'est là-dessus que se livra la bataille.

L'amendement Wallon.

Un professeur, Wallon, rallié de fraîche date à la République, sentant bien, ce qui était la sagesse même, qu'aucun autre gouvernement n'était possible, proposa, sur le mode d'élection du Président, son fameux amendement ainsi conçu : « Le Président de la République est élu par le Sénat et par la Chambre ».

Cet amendement, bien que repoussé par la commission, fut voté à une voix de majorité.

Jamais régime républicain, on le voit, n'eut, juridiquement tout au moins, des débuts plus modestes et plus humbles. Une seule voix de majorité, voilà, n'est-il pas vrai, une base singulièrement fragile.

Les pouvoirs du Président.

La partie la plus délicate de toute constitution républicaine, concerne le pouvoir exécutif et notamment les prérogatives du chef de l'Etat. Si l'on fait de ce dernier une simple émanation des Assemblées qui le nomment, il est forcément dominé et plus ou moins asservi par elles. Si, au contraire, on le fait élire directement par le peuple, on fonde par cela même un pouvoir distinct qui risque, un jour ou l'autre, de se dresser contre le Parlement.

Un Président élu par le peuple, personne n'y songea, pas plus parmi les royalistes que parmi les républicains. Les souvenirs du 2 Décembre étaient encore beaucoup trop récents. Seuls, les bonapartistes, ce qui est dans leurs traditions, se réclamaient de cet appel à la nation. Le seul fait qu'ils s'en réclamaient était une raison suffisante pour que personne, en dehors d'eux, n'en voulût.

Le Président serait donc élu par les assemblées parlementaires. Quels pouvoirs lui accorderait-on? Les monarchistes tenaient instinctivement à grossir le plus possible ses pouvoirs, bien que sur ce point encore l'accord fût loin de régner entre eux. Les légitimistes boudaient, craignant ou feignant de craindre qu'un prince de la famille d'Orléans ne devînt un jour Président de la République.

L'Assemblée refusa de suivre la commission qui voulait

laisser au Président le droit de dissoudre la Chambre de sa seule autorité. Ce droit fut subordonné à l'assentiment du Sénat. Ce vote, privant ainsi le Président d'un pouvoir très important, ne fut acquis, ce qui est très significatif, que grâce à l'abstention d'un certain nombre de légitimistes. Le droit de reviser la Constitution fut reconnu aux deux Assemblées.

Le Sénat.

Restaient la composition et le mode d'élection du Sénat. Le Président de la République ne pouvant dissoudre la Chambre que d'accord avec le Sénat, celui-ci prenait de ce fait, théoriquement tout au moins, une importance et une autorité considérables. Par qui allait-on le faire élire, et comment? Si on lui donnait, ou à peu près, la même origine électorale que la Chambre, on en faisait quelque chose de plus ou moins ressemblant à cette dernière. On diminuait par là sa force et son autorité. Le duc de Broglie, qui connaissait l'histoire, élaborait un projet très étudié, très remarquable, consistant à faire du Sénat un organe conservateur dans la pleine acception du mot, une représentation de toutes les élites. Le corps électoral, auquel il se proposait de confier son élection, devait comprendre, dans chaque département :

- Les députés et anciens députés;
- Les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement;
- Les représentants de la magistrature;
- Les archevêques, évêques et curés;
- Les présidents de consistoires protestants et israélites;
- Les membres de tribunaux et des chambres de commerce;
- Les bâtonniers et anciens bâtonniers de l'ordre des avocats;
- Les présidents des chambres de notaires et d'avoués;
- Les doyens et professeurs de faculté;
- Les officiers généraux et quelques officiers supérieurs;
- Quelques hauts fonctionnaires en retraite;
- Les grands-croix, grands officiers, commandeurs, officiers de la Légion d'honneur; enfin, les contribuables du département les plus imposés.

C'était, en somme, dans chacune des professions, l'élite qui contribuait à élire une sorte de grand conseil national qui ressemblait, par certains côtés, à une Chambre des Pairs.

Ce projet, qui aurait mérité un meilleur sort, fut, chose

curieuse, accueilli avec indifférence, presque avec dédain. Les républicains, naturellement, n'en voulaient pas. Les légitimistes n'en voulaient pas davantage, pour la simple raison que le duc de Broglie, son auteur, avait laissé transpirer la nouvelle qu'il comptait offrir la présidence de cette Chambre Haute au duc d'Aumale. Il n'en fallut pas davantage pour que les « cheveau-légers » s'en détournassent avec horreur. Broglie commit une imprudence en démasquant prématurément ses batteries ; mais cette imprudence à demi préméditée avait pour objet de lui rallier les orléanistes, qui lui reprochaient d'avoir porté à l'Elysée, au lieu d'un de leurs princes, le maréchal de Mac-Mahon. La position des chefs n'était pas, comme on voit, des plus commodes. Lorsqu'ils essayaient de plaire à Pierre, ils étaient à peu près sûrs de déplaire à Jean.

Gambetta, lui, qui voyait beaucoup plus loin, à peine eut-il connu ce projet : « Si les droites, s'écria-t-il, ont l'intelligence de l'accepter, la démocratie est retardée en France, de cinquante ans. »

Ce projet écarté, on décida, à la suite d'un nouveau compromis (22-24 février 1874), de faire élire le Sénat par un collège spécial où entreraient, en dehors des députés et des conseillers généraux, un délégué de chaque commune. C'était la prédominance assurée des ruraux sur les citadins. Le Sénat devenait ainsi, selon l'expression de Gambetta, le « grand Conseil des Communes ». Un quart des sénateurs, dont le nombre était de trois cents, devaient être désignés à vie par l'Assemblée.

La Chambre des députés serait élue, elle, au scrutin uninominal, contrairement à l'opinion des républicains qui réclamaient, pour des raisons beaucoup plus théoriques que pratiques, le scrutin de liste, encore qu'il eût, assez souvent, tourné à leur désavantage.

Ministère Buffet.

Aussitôt après le vote de la loi organisant les pouvoirs publics (24-25 février), le ministère Buffet avait remplacé le ministère Cisse, depuis longtemps démissionnaire.

Avec Buffet qui, comme Président de la Chambre, avait fait ses preuves d'énergie, le caractère d'un gouvernement de combat, d'un ministère à poigne s'accroissait. Seulement, ce cabinet était fort peu homogène. Il comprenait deux représentants du centre gauche : Dufaure et Léon Say, qui s'accordaient assez mal avec leur chef et qui, à maintes reprises, n'hésitèrent pas à manifester leurs divergences.

Il restait aux monarchistes, qui avaient déjà commis tant de fautes, à en commettre une dernière, peut-être la plus grosse de toutes. Un certain nombre d'entre eux, par lassitude et résignation, par crainte aussi des menées bonapartistes, d'un coup d'Etat impérialiste, finissaient par voter les lois constitutionnelles d'accord avec les républicains. Du moment que le Président de la République devait, de par la Constitution, s'appuyer sur le Sénat pour essayer de résister à la Chambre des députés, et la dissoudre au besoin, les partis de droite avaient le devoir de veiller avec le plus grand soin à la composition du Sénat, et avant tout à l'élection des soixante-quinze membres à vie faite par l'Assemblée.

S'ils se mettaient d'accord, ils pouvaient introduire dans le futur Sénat, soixante quinze hommes à eux, le quart de cette Assemblée, et décider ainsi pendant longtemps de son orientation politique. Une fois encore les monarchistes furent incapables de s'entendre et firent la part très belle aux républicains.

Rien de plus curieux, de plus significatif que les tractations auxquelles l'élection de ces soixante-quinze membres inamovibles donna lieu. On y saisit déjà sur le vif tous les traits et toutes les tares des Assemblées parlementaires. Des questions de personnes se mêlent aux questions de doctrine et le plus souvent les dominant. Les représentants du peuple, au moment où ils sont menacés de ne plus rien représenter du tout, poussent jusqu'aux limites les plus invraisemblables le désir de leur réélection. Ils sont prêts, d'où qu'ils viennent, à quelque parti qu'ils appartiennent, à y sacrifier tout le reste, parfois même leurs convictions et leurs principes. Le microbe de la réélection commence à exercer ses ravages.

Des difficultés, des tiraillements s'étant produits pour la désignation de la liste monarchique, les républicains en eurent vent et ils songèrent à en profiter. Conduits par des chefs très expérimentés : Gambetta, Jules Simon, ils manœuvrèrent avec la plus grande habileté. Ils s'abouchèrent à la fois avec les bonapartistes qui favorisèrent de toutes leurs forces la manœuvre, avec une partie des légitimistes à qui ils promirent, moyennant l'appoint de leurs voix, un certain nombre de sièges de sénateurs. Une douzaine de « cheval-légers » n'hésitèrent pas à conclure ce marché peu reluisant.

Comme le répondit l'un d'eux à un collègue qui lui adressait de vifs reproches : « Je deviens ainsi sénateur à vie, tandis que vous, demain, vous ne serez plus rien. » Il est impossible de s'exprimer avec plus de cynisme.

Si le parti légitimiste avait été un vrai parti, discipliné, organisé, conduit par des chefs dignes de ce nom, jamais ces derniers n'auraient toléré de pareils agissements, dont la conséquence directe était de livrer à leurs adversaires les clés de la citadelle.

Mais tous les partis politiques en France, qu'ils soient monarchistes ou républicains, éprouvent la plus grande peine à s'organiser et se discipliner. Ils ne ressemblent en rien aux partis politiques d'Angleterre ou des Etats-Unis, pourvus d'une armature solide, possédant des règles strictes, des cadres et des chefs. Or, le système parlementaire, tel que les nations continentales l'ont plus ou moins copié sur l'Angleterre « mère des Parlements », suppose comme condition primordiale des partis fortement organisés. L'instinct individualiste, très développé chez les Français, rend des plus malaisées cette discipline et cette cohésion. Cette tendance, le trait essentiel du Parlement français, ne fera que s'accroître.

Le parti républicain, à cette époque, reste assez solidement groupé. C'est d'abord qu'il est conduit par un chef de premier ordre, Gambetta, et aussi que le péril d'une restauration monarchiste ou d'un coup de force bonapartiste rend indispensable cette union. Mais quelques lézards cependant commencent à se dessiner. Le groupe d'extrême gauche menace de se séparer. Pour voter l'amendement Wallon, par exemple, qui fondait la République, il faut adjurer, supplier Louis Blanc et ses collègues, les conduire presque de force jusqu'à l'urne.

Du jour où la crainte ne retiendra plus sondés les uns aux autres ces éléments, lorsque les prétendants seront morts ou hors de jeu, quand la République paraîtra ne plus rien avoir à redouter, ces divergences ne feront que s'accroître.

Par l'alliance paradoxale, le cartel, conclu entre les républicains, les bonapartistes et certains légitimistes, l'élection pour les soixante-quinze sénateurs inamovibles (21 décembre 1875) donna comme résultat : 57 républicains contre 10 légitimistes et 7 orléanistes. Tout le bénéfice de l'opération allait aux républicains ; l'échec fut pour les orléanistes, dont les principaux chefs ne furent même pas élus au Sénat.

Avant de se séparer, l'Assemblée vote une loi sur la paix et la levée de l'état de siège, sauf pour les trois grandes villes : Paris, Lyon et Marseille.

Caractère de la Constitution.

Pour savoir ce que vaut cette Constitution républicaine qui vient d'être votée par une Assemblée monarchique, il faut se

rendre compte des conditions et du moment dans lesquels le vote a eu lieu.

Tout d'abord, il n'y a pas, comme on le dit parfois, une Constitution de 1875, mais un ensemble de lois constitutionnelles votées à des dates différentes, à des intervalles plus ou moins longs.

Un compromis.

La Constitution est avant tout une transaction entre des partis et des doctrines différents, quelquefois même opposés. Là est le trait dominant, la marque caractéristique. Les partis monarchiques n'étaient pas d'accord entre eux. De vieilles et âpres querelles, mal éteintes par des réconciliations superficielles, la divisaient. Ce désaccord permit aux républicains, en plus d'une circonstance, de faire prévaloir leurs vues.

La Constitution républicaine, votée par une majorité qui ne l'était pas, ne procède pas, et pour cause, d'un plan d'ensemble, d'une idée générale, doctrinale. Pour la première fois, le Français qui se plaît aux constructions symétriques, aux développements logiques, est bien obligé de laisser la symétrie et la logique de côté. Il procède au jour le jour, obligé à tout instant de louvoyer, de biaiser, de tenir compte des circonstances. Il ne fait pas ce qu'il veut, mais ce qu'il peut.

La France, vivant depuis la guerre sous une République de fait, un certain nombre de députés monarchistes consentirent, par la force des choses, par lassitude, par désir de sortir du provisoire, à laisser ce régime se transformer en une république de droit. Ils firent naturellement le moins de concessions possible à l'idée, au principe républicains. Cependant, sur les points essentiels : suffrage universel, d'où émane la Chambre des députés, qui est en dernier ressort la maîtresse souveraine, Sénat, élection du Président de la République, c'est le principe démocratique qui, finalement, prévalut. Il n'est donc pas juste de dire, comme on le fait quelquefois, que la Constitution de 1875 se borna à recouvrir d'un pavillon républicain une marchandise monarchique. Les événements prouvèrent d'ailleurs le contraire. Lorsque, après les élections successives, la République ne cessa pas de se consolider, elle s'accommoda fort bien, sauf de légères retouches, du système qui avait à l'origine prévalu. S'il avait été dans son essence monarchique, la force des choses aurait au contraire obligé les républicains à s'en débarrasser.

Le Président.

Le principe du suffrage universel pour la Chambre des députés ayant été admis sans difficulté par tous, même par les royalistes, qui avaient cependant tant de raisons de s'en méfier, les points capitaux de la Constitution étaient d'une part : le pouvoir et le mode d'élection du Président de la République; le mode d'élection du Sénat.

Les souvenirs récents du coup d'Etat inspiraient à la presque totalité de l'Assemblée, la haine, on peut même dire l'horreur du plébiscite. Il fut donc admis sans discussion, que le Président serait élu par les deux Assemblées réunies. Nommé par le Parlement, comment empêcher qu'il ne soit, dans un délai plus ou moins long, soumis, domestiqué par lui? Cette question, pierre d'achoppement de toute constitution républicaine, non seulement ne fut pas résolue, mais même ne fut pas abordée. Ici encore intervinrent les transactions, les compromis et aussi les divergences entre orléanistes et légitimistes, ces derniers ne tenant pas à trop grossir les pouvoirs du chef de l'Etat, par crainte qu'un prince d'Orléans ne fût un jour élu Président et ne trouvât ainsi tout préparé le lit de la royauté.

Dès l'instant où l'on fait du Président une émanation du Parlement, on n'arrive jamais à lui donner un véritable pouvoir, distinct de ce dernier. Toutes les prérogatives qu'on lui reconnaît sont plus apparentes que réelles. Il peut s'appuyer sur elles pour essayer de lutter plus ou moins longtemps contre la volonté de la Chambre, dissoudre au besoin cette dernière. En fin de compte c'est la volonté des députés, directement élus par le peuple, qui prévaut. Un jour vient où, après avoir essayé de lutter, il est obligé de s'incliner.

Ce qui arriva à Mac-Mahon quelque temps après, en fournit une preuve éclatante. « Se soumettre ou se démettre », le mot fameux de Gambetta, représente la vérité même. L'exemple de Mac-Mahon, même appuyé alors par la majorité du Sénat, n'était pas fait pour encourager ses successeurs à se dresser, en n'importe quelle occasion, contre la Chambre. La dissolution, à laquelle il eut une fois recours, aucun d'eux ne devait s'y décider désormais. *Il était fatal qu'il en fût ainsi.* De même, aucun d'eux ne se servit et ne pouvait se servir des pouvoirs plus théoriques que pratiques que la Constitution leur laisse : droit de message, possibilité de retarder la promulgation d'une loi, en imposant un deuxième vote au Parlement, etc., etc...

La défaite infligée à Mac-Mahon, dans sa lutte contre la Chambre, condamnait inexorablement ceux qui viendraient après lui à ne plus entreprendre aucune lutte. Le Président de la République serait ainsi privé de tout pouvoir effectif. Même en temps de crise ministérielle, l'influence qu'il exerce est des plus limitées. Il peut choisir, sans doute, le futur chef du Gouvernement, mais simplement dans le sens qui lui est indiqué par la Chambre, ce qui restreint considérablement son choix.

Lorsqu'on dit que le Président de la République française a autant de pouvoir sinon plus qu'un souverain constitutionnel, mais que ce qui lui manque, c'est la volonté de s'en servir, on ne dit pas une chose très exacte. L'esprit, sinon la lettre, de la Constitution lui interdit d'utiliser ce pouvoir. S'il le laisse tomber en quenouille, c'est qu'au fond, il ne peut guère agir autrement.

Le Sénat.

Après le Président, le Sénat. Ce dernier, peut-il, de son côté, constituer un pouvoir effectif et distinct ? Pour répondre à cette question, il faut se reporter aux difficultés qui se manifestèrent lors du vote de la Constitution.

Thiers, dès 1873, proposait de faire élire le Sénat par le suffrage universel comme la Chambre, mais à la condition que les élus seraient pris dans certaines catégories déterminées, dans une liste comprenant l'élite de la plupart des professions.

Le projet du duc de Broglie envisageait un *Grand Conseil* où le système électif n'intervenait que dans une certaine mesure, qui ressemblait autant à une Chambre des Pairs, qu'à une *Assemblée élue*.

Aucun de ces projets ne fut retenu. On s'achemina, toujours dans le même esprit de transaction et de compromis, vers un Sénat élu pour ses deux tiers, mais par un électorat très restreint.

Cet électorat était si restreint que les républicains, dès qu'ils furent les maîtres, éprouvèrent le besoin de l'étendre. C'est ce qu'ils firent.

En dépit de cette origine, le Sénat n'est pas sensiblement, foncièrement différent de la Chambre. La prédominance des électeurs ruraux dans les collèges sénatoriaux, incline assurément les élus à une certaine modération. La Chambre haute joue le rôle de frein vis-à-vis de la Chambre basse. Pas plus que le Président, elle ne peut, elle aussi, engager la lutte contre cette dernière et elle ne l'a pour ainsi dire jamais engagée. Les

mêmes influences, les mêmes comités dont dépend l'élection des députés, interviennent dans celle des sénateurs. Le Sénat, par la logique des choses, sera de plus en plus composé d'anciens députés. La route du Luxembourg passe par le Palais-Bourbon. Le Sénat devient ainsi pour les députés un asile plus tranquille, un port aux eaux plus calmes et plus sûres, une sorte de maison de retraite.

La Chambre.

C'est donc en dernière analyse dans la Chambre que se concentrent et se concentreront de plus en plus tous les pouvoirs. Ici se fait sentir dans toute sa force un trait essentiel du parlementarisme français que nous avons déjà eu l'occasion de signaler : la division, l'éparpillement des partis et des groupes. Au lieu de deux grands partis comme en Angleterre et en Amérique, les électeurs et les élus ont une tendance invincible à se diviser. Cette tendance se marque dans l'Assemblée Nationale dès les premiers jours. Elle ne fera que s'accroître. Comment, étant donnée la multiplicité de ces groupes, un gouvernement peut-il s'appuyer sur une majorité solide et durable ? Dès que cette majorité lui fait défaut, une crise ministérielle éclate ; une nouvelle combinaison se forme. Mais les mêmes causes produisant exactement les mêmes effets, cette nouvelle combinaison ne saurait avoir plus de consistance et plus de durée que la précédente. On entre ainsi dans une période de changements ministériels incessants, extrêmement dommageables à la bonne administration des affaires publiques.

Un chef de gouvernement, un ministre, n'ayant aucune certitude du lendemain, aucune garantie de durée, peut-il s'atteler à une besogne de longue haleine exigeant un effort prolongé ? Il emploie la majeure partie de son temps à se défendre contre les intrigues et les embûches de ses successeurs éventuels.

En Angleterre, le système parlementaire est tout entier basé sur l'existence de deux grands partis, ayant des cadres très solides, une organisation, une discipline très stricte. Supprimez cette alternance, et rien ne marchera plus. Chacun de ces partis est mené par un comité, une véritable oligarchie qui tient dans ses mains tous les fonds et tous les pouvoirs. C'est elle qui choisit les candidats. Ces candidats élus, elle les maintient dans une stricte dépendance. Le *whip* du parti joue auprès des députés le rôle du chien de berger. Il les oblige à assister aux séances, il est maître absolu de leurs votes ; il va même jusqu'à les empêcher de parler.

Les crises ministérielles, il ne saurait en être question. Les cabinets, une fois formés, durent d'ordinaire autant que la législation. Un peu avant que celle-ci ne touche à son terme, le Parlement est dissout et ce sont les électeurs qui décident. Tel est, dans ses grandes lignes, le système parlementaire en Angleterre.

Le développement, à côté des libéraux et des conservateurs, d'un troisième parti, les socialistes, risquait de jeter dans cette organisation un trouble assez profond. Mais le système a pu fonctionner quand même, d'abord parce que le nouveau parti s'est constitué dans l'esprit des deux précédents, avec ses cadres, son armature, sa discipline, puis parce que par sa force, son importance numérique, il a réduit le parti libéral dont il a pris de plus en plus la place.

En Amérique, également, l'existence et l'alternance de deux grands partis est un des traits essentiels de la vie politique.

La plupart des nations européennes, quand elles copiaient plus ou moins le système anglais, lui empruntaient le dehors, la façade; elles ne prenaient pas ce qui est le plus important : *le dedans*. Faute de ces partis très peu nombreux et très disciplinés, assurant la stabilité, la continuité gouvernementale, tout système parlementaire, où qu'il fonctionne, n'est qu'une *caricature* du système britannique. Quand les ministres sont tout-puissants, leur puissance n'étant limitée que par un vote de la Chambre, comment s'étonner, surtout dans un pays aussi centralisé que la France, où tout se traite et se règle à Paris, où la bureaucratie et le fonctionnarisme sont extrêmement développés, que les portefeuilles ministériels suscitent de la part des candidats parlementaires les plus âpres convoitises? La fréquence des crises ne sert qu'à rendre ces convoitises plus ardentes. Chacun des députés peut se dire : « Après tout, pour-quoi pas moi? »

Cet émiettement dans la durée, cet affaiblissement du pouvoir exécutif est à la rigueur tolérable en temps normal, durant les périodes de prospérité, alors que le pays riche, les budgets aisément équilibrés peuvent s'accommoder d'une certaine déperdition de forces et même de quelque gaspillage.

En temps de crise, au cours d'une guerre, par exemple, au milieu des difficultés économiques et financières, les défauts de ce système apparaissent au grand jour. Où trouver un gouvernement solide, durable, pouvant se permettre les longs desseins et les efforts persistants, seuls capables de produire des résultats? Supposez le pays envahi, menacé, le gouver-

nement qui est au pouvoir, abandonnant la conduite des armées au Généralissime, est dans l'obligation, tant que le péril dure, d'ignorer plus ou moins le Parlement, de se transformer en une véritable dictature.

Bibliographie. — De Freycinet. *Souvenirs (1878-1893)* (2 vol.) (1913). — J. Simon. *Le soir de ma journée* (1904). — E. de Marcère. *Histoire de la République de 1876 à 1879* (2 vol.) (1908). — Ranc. *Souvenirs* (1913). — Debisdour. *L'Eglise catholique et l'Etat* (2 vol.). — Lecanuet. *L'Eglise de France sous la troisième République* (2 vol.) (1910). — Léon Say. *Les finances de la France sous la troisième République* (4 vol.) (1898-1901). — M. Bodet. *Les finances françaises de 1870 à 1878* (2 vol.) (1882). — A. Esmein. *Éléments de droit constitutionnel* (1899). — Faustin Hélie. *La Constitution de la France* (1880). — E. Pierre. *Les lois constitutionnelles de la République française* (1889). — L. Duguit. *Traité de droit constitutionnel* (1909). *La transformation du droit public* (1916). — Louis Passy. *Le Marquis de Blosserille* (Evreux, 1898). — D'Eichtal. *Alexis de Tocqueville et la démocratie libérale* (1897). — L. Jacques. *Les partis politiques sous la troisième République* (1913). — Gambetta. *Lettres* (Rev. de Paris, décembre 1906). — Chausi. *Gambetta. Lettres intimes et souvenirs de famille* (1905). — J. Laffitte. *Gambetta intime* (1879). — F. Laur. *Le cœur de Gambetta*. — A. Barboux. *Gambetta* (1879). — Joseph Reinach. *Léon Gambetta 1887*. — Bertol-Gravil et Plantiez. *Gambetta. Souvenirs* (1883). — Desmarest. *Gambetta* (1882). — Depasse. *Gambetta* (1883). — Sirven. *Gambetta et Chambord* (1883). — Henri Thurat. *Gambetta* (1883). *Discours et plaidoyers politiques* publiés par Joseph Reinach (2 vol. in-8°) (1881-1886). — Grenville-Murray. *Les hommes de la troisième République. Les hommes du Septennat* (Paris. Sandoz. 3 vol.). *Les portraits de Kel-Kun. Nouveaux portraits de Kel-Kun* (Edmond Texier) (1876). — Ignotus (Félix Plate!). *Les hommes de mon temps* (1878). — Tchernoff. *Les partis républicains sous le Second Empire* (1906). — G. Doré. *Album de types de l'Assemblée Nationale*.

CHAPITRE VI

LE SEIZE MAI. — CONSOLIDATION DE LA RÉPUBLIQUE

Le jeu parlementaire. — Le Seize Mai. — Caractère du conflit. — Mac-Mahon. — Le ministère Dufaure. — Démission de Mac-Mahon. — Place aux vieux. — Jules Grévy, Président à favoris. — Mort du prince impérial.

L'Assemblée Nationale disparue, la parole est maintenant au pays. Dans quel sens se prononcera-t-il ?

Si l'on en juge d'après les élections qui ont eu lieu depuis la guerre, le résultat n'est pas douteux. C'est aux républicains en effet que va la majorité des suffrages.

Les élections sénatoriales ont lieu le 30 janvier 1876. Les républicains conquièrent quatre-vingt-douze sièges ; les droites, conservateurs, extrême droite, impérialistes : cent dix-neuf. Il y a en outre dix-sept constitutionnels. Si l'on ajoute ces chiffres à ceux des inamovibles, on trouve au total cent quarante-neuf républicains contre cent cinquante et un conservateurs. Le Sénat se trouve ainsi partagé en deux moitiés presque égales. C'est seulement grâce à leur habile manœuvre, lors des élections des sénateurs inamovibles, que les républicains durent de ne pas avoir un Sénat où les partis de droite auraient une prépondérance très marquée.

Les élections des députés (20 février-5 mars) sont pour la droite une défaite retentissante : trois cent quarante républicains contre cent cinquante-trois conservateurs. Buffet, ce qui est très caractéristique, non élu sénateur, est battu dans les quatre circonscriptions où il se présentait. Tout de suite après, le 23 février, il donne sa démission de ministre. Gambetta triomphe dans quatre circonscriptions : Paris, Marseille, Lille, Bordeaux. Il entre à la Chambre un petit nombre d'hommes nouveaux.

Le jeu parlementaire.

Entre un Président de la République conservateur, un Sénat partagé en deux parties à peu près égales mais penchant plutôt à droite, une Chambre franchement républicaine, comment le jeu parlementaire va-t-il se dérouler ?

Mac-Mahon est monarchiste, mais trop honnête homme pour se prêter à un coup de force contre la majorité de l'Assemblée. Toutes les suggestions qui lui seront faites dans ce sens, il les écartera, de même qu'il a écarté, quelque temps auparavant, les invites du comte de Chambord. Il se trouve dans une situation étrange : il doit collaborer à la consolidation d'un régime qui ne lui inspire aucune confiance. Il faut l'obstination des ministres pour lui arracher la signature des décrets révoquant des fonctionnaires par trop compromis. Ses relations personnelles, son entourage, son secrétaire général d'Abzac, son secrétaire particulier, le vicomte d'Harcourt, le poussent du côté des conservateurs. Il ignore et veut ignorer le monde républicain.

Après ce résultat qui remplit de consternation les conservateurs, que vont faire ces derniers ? Se servir des armes qui leur restent encore et engager la lutte ? Certains y songent. Dans ses intéressants Mémoires, le vicomte de Meaux raconte qu'il se rendit à l'Elysée pour conseiller au Président une résistance immédiate et énergique. Mais celui-ci se range à l'opinion du duc de Broglie, conseillant de voir venir et d'attendre.

Le conflit avec les Chambres n'en est pas moins fatal. Il est non pas écarté, mais différé.

Le Seize Mai.

La politique de temporisation, recommandée au Président par de Broglie, l'amène à essayer de gouverner, si c'est possible, avec la majorité de la Chambre. Il commence par choisir dans cette majorité un homme très modéré : Dufaure.

C'est le type du républicain conservateur. Ces deux mots peuvent-ils s'accorder, ou bien, comme le prétendait J.-J. Weiss, « la République conservatrice est-elle une bêtise ? » En réalité, la République demeura conservatrice tant qu'elle craignit d'être étranglée par ses ennemis. C'est grâce à cette modération du début qu'elle rallia un certain nombre de gens que leurs sentiments, leurs préférences auraient plutôt portés vers la monarchie, mais qui s'en détournèrent parce qu'il manquait à cette dernière une chose absolument indispensable : *le monarque.*

Le jour où la crainte d'une restauration ou d'un coup d'Etat s'évanouirent, la République cessa d'être conservatrice pour devenir de plus en plus démocratique. Rien de plus naturel et même de plus fatal que cette évolution.

Il en fut exactement de même de l'union entre républicains. Un homme comme Gambetta, un radical comme Clemenceau ou quelqu'un de l'extrême gauche comme Louis Blanc, n'avaient que fort peu de ressemblance avec un modéré du type Dufaure. Le sentiment du danger que courait la République, en pleine crise du 16 mai, par exemple, les souda étroitement ensemble, mais pour un temps seulement. Le danger écarté, les divergences reparurent.

Le ministère Dufaure reflétait à peu près les opinions de la Chambre, bien qu'il fût d'une nuance un peu plus pâle. Dufaure allait-il suivre une politique résolument républicaine? Les déclarations du gouvernement (14 mars) semblaient l'indiquer. Seulement, le mot « républicain » était loin d'avoir la même signification pour toutes les fractions des gauches. Dufaure était partisan d'une politique « d'apaisement », Gambetta, lui, se préparait avant tout à réaliser une coalition des gauches dans les deux Assemblées, un parti unique qu'il était sûr de dominer par son talent d'orateur et son prestige. Il posa la question à une réunion du groupe des gauches avant la convocation de la Chambre. Le ministère constitué, il pressa les républicains d'adhérer à son idée. Ni Jules Ferry, ni Grévy, beaucoup plus pour des questions de personne que de doctrine, ne s'y rallièrent. Les gauches restaient donc divisées. Cette division était dans la nature des choses. Seul, le sentiment d'un danger immédiat pouvait provoquer l'union de tous les républicains.

Le ministère se borne à révoquer ou à déplacer un certain nombre de préfets qui s'étaient particulièrement signalés par leur attitude au cours de la lutte électorale.

Le conflit entre les deux Chambres se produit sur la loi municipale proposant de faire élire les maires, dans toutes les communes, sauf Paris, au lieu d'en laisser la nomination au gouvernement. Jules Ferry et le ministère voulaient n'appliquer le principe de l'élection qu'aux seules communes rurales, en maintenant les dispositions de la loi antérieure pour les chefs-lieux de canton, d'arrondissement, de département. La Commission, elle, était entièrement d'accord avec Gambetta. Mais le Président de la République intervint énergiquement dans cette affaire. Il menaça les ministres, ainsi que la nouvelle en

fut révélée par le correspondant parisien du *Times*, d'aller jusqu'à la dissolution si le projet gouvernemental n'était pas voté tel quel. La Commission finit par se rallier à ce projet qui fut adopté par les deux Chambres.

La Commission élit comme président, Gambetta, qui donne dans cette fonction la mesure de son talent et de son activité, intervenant à tout instant dans les discussions, prononçant de très beaux discours, s'occupant avec un soin particulier du budget de la guerre. Le projet de budget déposé par le ministère en avril 1875 était d'esprit nettement conservateur. Gambetta propose l'impôt sur le revenu, la vieille idée des républicains de 1848. Ni la Commission, ni la Chambre ne le suivent. Deux votes simultanés causent la chute du ministère Dufaure. Le 23 novembre, le piquet d'honneur assistant aux obsèques du musicien Félicien David, mort à Lyon, se retire parce que les obsèques étaient civiles. Le 2 décembre, dans un ordre du jour, la Chambre réclame du gouvernement le respect des deux grands principes républicains : liberté de conscience, liberté du culte. Ce jour-là, Dufaure subit un échec devant le Sénat à propos de la loi d'amnistie. Mis en minorité, il démissionne (2 décembre 1876).

Le ministère qui disparaît n'avait jamais été d'accord que superficiellement et en apparence avec la majorité, telle qu'elle sortait des dernières élections. Dufaure, bien qu'il fût lui-même sincèrement républicain, était d'esprit nettement conservateur. Mac-Mahon, après avoir pris conseil du duc de Broglie, convoque les présidents de la Chambre et du Sénat. C'est un précédent que ses successeurs ne manqueront jamais de suivre à chacune des crises ministérielles. Dieu sait s'il y en aura ! Ni Grévy, ni d'Audiffret n'acceptent de former le Cabinet.

Mac-Mahon, après avoir vainement essayé un replâtrage du ministère Dufaure, se résigne à confier le gouvernement à Jules Simon qui prend l'Intérieur, mais se voit obligé de garder les mêmes titulaires à la Guerre et aux Affaires Étrangères. Pour la première fois le chef du gouvernement appartient à un des groupes de la gauche (12 décembre 1876).

Ce ministère ne tarde pas à se trouver aux prises avec les mêmes difficultés que le précédent. S'il suit une politique nettement républicaine qui lui vaudrait l'appui de Gambetta et de ses partisans, il s'aliène le Sénat et surtout le Président. Ce dernier, bien qu'il ait choisi Jules Simon, estime qu'il a le droit de contrôler activement tous ses actes, de s'opposer au besoin

à certains d'entre eux. Il est résolu à lutter contre les tendances de la majorité de la Chambre.

Le conflit.

Dès lors, entre le Président et le parti républicain, maître incontesté d'une des deux Assemblées, le conflit est fatal. C'est sur la question religieuse qu'il éclate. Une loi ayant été votée en Italie contre les agissements du clergé, le Pape (12 mars) invite les évêques à agir auprès de leur gouvernement « pour écarter tout obstacle à la pleine et réelle indépendance du chef de l'église catholique ». C'est le signal en France d'une campagne de mandements et de pétitions, réclamant une intervention en faveur de la souveraineté pontificale. Le journal de l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, se distingue par sa violence. Il adresse une véritable mise en demeure au gouvernement (2 mai). Deux jours plus tard, la Chambre, par 304 voix contre 413, invite le gouvernement, pour réfréner l'agitation cléricale, à user des moyens légaux dont il dispose.

Dès ce moment, Mac-Mahon est décidé à renvoyer le ministère. Il ne s'agit que de trouver un prétexte. Le 15 mai, la Chambre, sans que Jules Simon s'y soit opposé, vote l'abrogation partielle de la loi du 19 septembre 1875 sur la presse : désormais, les offenses aux souverains étrangers et autres délits sont releables, non plus du tribunal correctionnel, mais de la cour d'assises.

Mac-Mahon, mécontent de l'attitude de Jules Simon, après avoir eu pendant la nuit un entretien avec le duc de Broglie, son principal conseiller, écrit le lendemain 16 mai, au chef du gouvernement. Il s'étonne de l'inertie manifestée par le président du Conseil et le Garde des Sceaux dans cette affaire. La lettre se termine ainsi : « Une explication est indispensable ; car si je ne suis pas responsable comme vous devant le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France, dont aujourd'hui, plus que jamais, je dois me préoccuper. »

Jules Simon se rend auprès du Maréchal et lui remet sa démission qui est acceptée. Le ministère, bien qu'il n'ait pas été mis en minorité devant les Chambres, est renvoyé par le chef de l'État qui invoque un pouvoir supérieur, une responsabilité devant le pays, non inscrite dans la Constitution.

Ministère de combat.

Le 17 au soir, le nouveau ministère est constitué. Il appartient entièrement à la droite. Le choix de son chef, le duc de Broglie, et de ses collaborateurs, en indique clairement les tendances. Il comprend uniquement des légitimistes, orléanistes, impérialistes. Il se présente le jour suivant devant les Chambres, portant en manière de déclaration un manifeste du Maréchal justifiant sa politique. Les deux ministères précédents, dit-il, n'ont pu réunir une majorité solidement acquise à ses propres idées. Dès lors, un ministère ne pouvait être constitué qu'en faisant appel à une autre fraction du groupe républicain (union républicaine et radicaux). Le Président se déclare opposé, par sa conscience et son patriotisme, à cet essai qui serait désastreux pour le pays. C'est la raison qui lui a dicté le choix de ce nouveau ministère.

En somme, Mac-Mahon prétend choisir le cabinet dans les groupes politiques qui ont ses préférences. Il laisse prévoir la dissolution à laquelle tout le monde s'attend.

Caractère du conflit.

On a parlé, à propos de cette crise, de l'opposition existant entre le pouvoir personnel et les droits de la Constitution. Ce n'est pas une manière exacte de présenter les faits. Cette opposition n'existait pas nettement dans la réalité. Les choses étaient beaucoup plus compliquées.

A défaut d'un roi, l'Assemblée Nationale avait élu pour sept ans un Président, investi de pouvoirs très considérables. Une Constitution républicaine avait été votée ensuite, dans des conditions embrouillées, obscures, avec une majorité des plus faibles. Le Président estimait, en son âme et conscience, que la Constitution ne supprimait pas ses droits. La majorité de la Chambre entrant dans une voie qui lui paraissait dangereuse, il usait contre elle des armes que la Constitution elle-même lui fournissait. D'accord avec le Sénat, il en appelait au pays. Cela faisant, il prétendait ne sortir aucunement de la stricte légalité. Il n'en serait sorti que si, le pays s'étant prononcé, ayant renvoyé, bien que légèrement diminuée, l'ancienne majorité républicaine, il avait essayé contre elle un coup de force. Il en eut un moment le dessein, mais il y renonça très vite.

Les gauches, sentant venir la lutte, commencent par réaliser

leur union. Au Sénat, le groupe des gauches se déclare convaincu que la Haute Assemblée ne s'associera à aucun acte tenté contre les institutions républicaines. A la Chambre, 345 députés, après le discours de Gambetta, votent un manifeste de protestation. Par un accord tacite, Gambetta est chargé de la direction du parti.

Appel des 363.

Dès qu'il s'agissait d'une bataille électorale, nul choix ne pouvait être meilleur. Le 20 mai, 363 députés adressent aux électeurs l'appel rédigé par Spuller, ami intime de Gambetta, qui les invite à choisir entre une politique de réaction et une politique sage, pacifique, progressive, consacrée par les élections antérieures. Gambetta réunit les directeurs de tous les grands journaux républicains de Paris, et crée, d'accord avec eux, un comité de résistance. De jeunes avocats, des fonctionnaires révoqués forment un second comité, chargé de la propagande, de la distribution des tracts et des brochures, etc... Les 363 signataires du manifeste sont invités à former, dans chaque chef-lieu de canton, des comités d'action.

Le gouvernement prépare la lutte en renouvelant de fond en comble le personnel préfectoral. Du 20 au 29 mai, 207 préfets ou sous-préfets sont révoqués ou déplacés. Dès la convocation des Chambres, le 16 juin, les positions respectives sont prises. La Chambre vote un ordre du jour de défiance contre le gouvernement. Au Sénat, le duc de Broglie apporte la demande de dissolution; acceptée le 20 juin par la commission (six voix favorables sur neuf), elle est combattue par Jules Simon et Béranger. Le décret paraît le 25. D'après la Constitution, les élections doivent avoir lieu dans les trois mois, c'est-à-dire au plus tard le 25 septembre. Une interprétation littérale, d'ailleurs des plus contestables, permet au gouvernement de convoquer les électeurs, par un décret paru le 22 septembre, pour la date du 14 octobre. C'est un délai supplémentaire de quelques semaines que le gouvernement et le Maréchal ont voulu s'accorder afin de mieux préparer, de mieux cuisiner ces élections.

La campagne électorale.

Une campagne extrêmement violente commence aussitôt, où le gouvernement recourt à tous les procédés mis en usage par l'Empire : candidatures officielles recommandées par des affiches

blanches, pression sur tous les fonctionnaires sans exception, même sur ceux que leur charge laisse le plus éloignés des luttes politiques; autorisations de colportage refusées pour éviter la diffusion des journaux républicains; fermeture des cabarets, des débits de boissons; procès de presse; dissolution des conseils municipaux, révocation de maires et de fonctionnaires. Aucune mesure, comme on voit, n'est négligée. Les préfets ont l'ordre d'entreprendre des tournées officielles dans leur département. Le Maréchal lui-même donne l'exemple. Il se montre dans l'Ouest, le Centre, le Sud-Ouest, afin d'agir sur l'opinion publique. La tactique gouvernementale se précise au cours de deux manifestes (19 septembre et 13 octobre). Les Français sont invités à choisir entre le parti de l'ordre et du désordre, entre le principe d'autorité et la démagogie. Pénétré de son devoir, supérieure manifestation du verdict populaire, le Maréchal annonce que les élections favorables au « radicalisme » ne lui feraient pas abandonner son poste. Il espère que ce mot *radicalisme* agira sur les votants comme un épouvantail. Fait qui donne le diapason de cette lutte, le 5 juillet, un candidat de droite, Canéo d'Ornano, écrivait dans le *Suffrage Universel des Charentes* : « Nous ferons des républicains une pâtée dont les chiens eux-mêmes ne voudront pas. »

Pour déjouer cette tactique du Maréchal et du gouvernement, les républicains présentent aux électeurs Thiers comme le successeur désigné du Maréchal si ce dernier est vaincu. La mort de Thiers (3 septembre), de celui qui, dans la mémorable séance du 16 juin avait été salué du titre de « libérateur du territoire », est un coup sensible pour les partis de gauche. Jules Grévy est candidat à Paris. On désire ainsi montrer aux modérés que Gambetta n'est pas le successeur désigné.

En fait, c'est lui qui est l'âme du mouvement. La Chambre dissoute, un comité, formé des représentants des trois groupes républicains du Sénat, dirige les élections. Près de lui, un autre comité juridique publie des avis motivés sur les abus de pouvoir gouvernementaux. Les 363 sortants se présentent tous avec le même programme : à chaque candidat conservateur est opposé un républicain. Les conservateurs n'avaient pu trouver de candidats que dans 490 circonscriptions sur 534 (moins les colonies). Les bonapartistes effraient leurs alliés légitimistes et orléanistes par les excès de langage de leurs journaux, à tel point que le Maréchal est obligé de faire publier des notes destinées à rassurer les modérés.

Gambetta avait prédit que les 363 reviendraient 400. Bien

que cette prédiction ne se réalise pas entièrement, les élections sont une victoire incontestable pour les républicains. Ils obtiennent au total 327 sièges contre 208 aux conservateurs, soit une forte majorité.

Le 4 novembre, les élections de la moitié des conseils généraux confirment cette victoire des gauches. La majorité passe aux républicains dans 45 départements, 41 restant acquis aux conservateurs.

Ainsi, en dépit d'une pression officielle des plus fortes, les élections marquèrent la défaite du Maréchal et de son gouvernement ; elles assurèrent la victoire des républicains. Pourquoi ? C'est d'abord que ceux-ci firent preuve de sens politique et d'habileté. Ils se soumièrent à une discipline très stricte. Les violents, les avancés, d'autre part, eurent la sagesse de s'effacer devant les modérés qui avaient tout ce qu'il faut pour rassurer le pays. Thiers étant mort avant la bataille, c'est Jules Ferry qui prit sa place. Gambetta, bien qu'il eût dépouillé toute violence et tout excès, bien qu'il fût devenu un homme de gouvernement, eut la sagesse de comprendre que son nom, son programme, pouvaient effrayer un certain nombre d'électeurs dont l'appui lui était indispensable. Il s'effaça intelligemment devant un homme plus âgé, moins avancé que lui.

Le parti républicain eut des chefs excellents, un programme, une doctrine. Il savait où il allait, ce qu'il voulait.

Rien de pareil chez ses adversaires. Là est la raison profonde de leur défaite. A supposer qu'ils l'emportent devant les électeurs, que feront-ils ? Quels sont leurs desseins, leur plan ? Si l'on eût posé la question au plus intelligent d'entre eux, le duc de Broglie, il aurait été bien empêché d'y répondre. En réalité, cette campagne des droites n'a pas de but lointain et ne peut pas en avoir. Elle se propose uniquement de consolider le provisoire. Ce n'est pas là un programme qui puisse séduire un pays. Restaurer la monarchie, il n'y faut pas songer. Les mêmes causes qui ont empêché cette restauration il y a trois ans, l'empêcheraient de nouveau, beaucoup plus maintenant qu'avant, puisque la majorité de la Chambre est devenue républicaine.

Maintenir éternellement au pouvoir un Président de la République qui est à la fin de sa vie, qui aura bientôt quatre-vingts ans, ce n'est pas là non plus une politique offrant beaucoup de consistance. Ceux qui engagèrent ainsi la lutte n'y voyaient donc aucune issue. Comment s'étonner, dans ces conditions, qu'ils l'aient assez mal engagée ?

Ajoutez-y les divergences entre les trois fractions : légit-

miste, orléaniste, bonapartiste qui, confondues dans une alliance beaucoup plus apparente que réelle, gardaient, chacune d'elles, ses idées et ses préférences.

Toujours partisans d'un coup de force, d'une politique à poigne, les bonapartistes, par l'excès de leur langage, la violence de leur campagne, effrayaient à juste titre bien des gens qui se souvenaient trop des malheurs apportés par l'Empire pour souhaiter de le voir recommencer.

Les excès des légitimistes, prenant à leur compte l'agitation cléricale, la campagne en faveur du pouvoir temporel du Pape, n'étaient pas moindres. Cette campagne était une menace directe pour la paix. Elle irritait profondément l'Italie. Elle la poussait littéralement dans les bras de l'Allemagne. Bismarck, sentant la Russie lui échapper de plus en plus, surtout depuis que la guerre russo-turque avait commencé en Orient, désireux de remplacer, dans cette triple Alliance qu'il avait rêvée, la Russie absente par l'Italie, se servait à merveille de l'arme excellente qui était ainsi mise entre ses mains.

La modération, la sagesse, la paix au dedans comme au dehors, beaucoup de gens les voyaient non pas dans un gouvernement de droite, mais chez les républicains.

Hésitations de Mac-Mahon.

Qu'allait faire Mac-Mahon après ces élections? S'incliner devant la volonté du pays ou continuer la lutte? Le dilemme posé par Gambetta, se soumettre ou se démettre, bien que parfaitement vrai dans le fond, ne se vérifia pas tout de suite. Le Maréchal, tout en refusant de quitter son poste, songea d'abord à résister. Il y était poussé par une partie de son entourage; mais ici encore ses conseillers n'étaient pas d'accord. Ce désaccord explique les indécisions, les hésitations qui se manifestèrent dans son attitude. Un certain nombre d'orléanistes, à commencer par le prétendant lui-même, le comte de Paris, avaient vu sans aucun enthousiasme la lutte entreprise contre les Chambres. Ils n'en attendaient rien de bon. A plus forte raison, maintenant que les événements leur donnaient raison, désiraient-ils ne pas la voir se continuer.

Si la bataille devait s'engager, sur quel terrain fallait-il l'entreprendre? Sur le terrain politique, parlementaire, elle était perdue d'avance; le bloc solide des républicains à la Chambre détenant la majorité, devait finir, quoi qu'on fit, par imposer son autorité. Restait le coup de force. Les bonapartistes,

certains légitimistes ne cessaient pas de le recommander. Mac-Mahon, au fond, ne se sentait ni le désir ni le courage de l'entreprendre.

Il se décida donc, faute de mieux, pour un moyen terme, une politique de *demi-résistance* qui ne pouvait pas se prolonger bien longtemps.

Le cabinet de Broglie reste en fonctions comme si de rien n'était. Sur un désaccord avec le groupe orléaniste du Sénat, de Broglie, très atteint par les élections, démissionne.

Par qui va-t-on le remplacer ? le Maréchal choisira-t-il un ministre dans la majorité républicaine de la Chambre ? Dans ce cas, c'est la soumission pure et simple, prophétisée par Gambetta. Désireux de gagner du temps, il fait appel à un ministère extra-parlementaire dont il confie la direction à un de ses vieux camarades, le général de Rochebouët, commandant le corps d'armée de Bordeaux.

Considérant non sans raison ce ministère comme un défi, la Chambre refuse d'entrer en rapport avec lui. Le budget reste en souffrance. La machine parlementaire est arrêtée.

Comment sortir de cette impasse ? Il faut, ou que le Maréchal se décide enfin à accepter un ministère républicain, ou bien qu'il fasse appel aux baïonnettes et renvoie le Parlement. Un coup d'État ? avec quoi ? contre quoi ? en faveur de qui ? A cette dernière question surtout, il est impossible de fournir aucune réponse. Cette impossibilité est la raison profonde pour laquelle on renonce au projet. Mac-Mahon, poussé par certains de ses conseillers, songe à faire marcher les soldats. Le général de Rochebouët tenait déjà tout prêt un ordre dans ce sens. Mais l'armée marchera-t-elle sans aucune défection ? Là-dessus les avis sont très partagés. Le mot de la situation est dit par un des généraux présents à ce conciliabule : « A supposer que l'opération réussisse, et après ? »

Le coup de force exclu, il ne restait plus qu'à se soumettre. C'est à quoi se décide Mac-Mahon. Il mande Dufaure, une vieille connaissance, une de ces « utilités » qui, dans un régime parlementaire comportant des crises fréquentes, reviennent périodiquement, tels les figurants du Châtelet ; il lui confie le soin de former un ministère républicain.

Ce ministère comprend surtout des hommes nouveaux : Bardoux, Freycinet ; il marque la défaite définitive du Président ; le système parlementaire a raison du pouvoir personnel.

Le soir à l'Élysée, Mac-Mahon, lorsqu'on lui présente le décret nommant les nouveaux ministres, a un moment d'hési-

tation, après quoi, s'emparant de la plume : « Enfin, s'écrie-t-il, puisqu'il le faut, je signe ». Puis il se lève et s'enfuit plutôt qu'il ne sort.

Dès lors, il ne pourra plus qu'assister en spectateur impuissant, désarmé, aux mesures prises par le nouveau gouvernement. Quand il les désapprouve, ce qui est le cas pour la majorité d'entre elles, il pourra peut-être les retarder quelque temps ; il devra finalement s'y résigner.

Le ministère Dufaure.

Défaite du Maréchal représentant le triomphe du système parlementaire, comportant un affaiblissement du pouvoir exécutif, révocable désormais par le Parlement, et d'ailleurs souvent révoqué ; consolidation de la victoire républicaine qui se marque, ainsi qu'il est naturel, par quelques représailles exercées envers les vaincus : invalidations assez nombreuses, modification de la loi sur la presse. Les élections complémentaires, en vertu de la vitesse acquise, ne manquent pas d'accroître encore la majorité républicaine.

Freycinet, qui fut dans le gouvernement de la Défense Nationale le collaborateur intime de Gambetta, est un des hommes marquants du nouveau ministère. Il est impossible d'imaginer, par le caractère et le tempérament, quelqu'un d'aussi différent de Gambetta. Petit, fluët, d'une élégance un peu froide et distante, la clarté, la lucidité même dans les propos, sa longue existence (les hommes d'une apparence chétive, vivant comme repliés sur eux-mêmes, donnent peu de prise à la mort) lui permet d'enjamber l'intervalle d'un demi-siècle qui sépare les deux guerres.

Les travaux publics dont il a la charge l'occupent, et il s'en occupe fort bien. Il dépose et fait aboutir un vaste plan concernant les voies ferrées, les canaux et les ports.

En mai 1878 s'ouvre à Paris une Exposition universelle, qui attire dans la capitale quantité de visiteurs de la province et de l'étranger. C'est une de ces foires monstres qu'on voit se renouveler de dix ans en dix ans.

Elles contribueront dans une large mesure à faire de Paris une sorte de ville mondiale, dont les représentants de toutes les races, de tous les peuples, l'ancien continent et le nouveau, prennent de plus en plus le chemin.

Le parti républicain s'étant emparé de la Chambre, il lui reste à conquérir le Sénat. La première de ces victoires

entraîne nécessairement la seconde. Aux élections du 5 janvier 1879, portant sur le tiers sortant du Sénat, soixante-six républicains sont élus contre seize conservateurs. La majorité républicaine est maintenant d'une cinquantaine de voix. La Chambre haute n'est plus d'une couleur politique sensiblement différente de celle de la Chambre basse. Toute cause de conflit entre les deux Assemblées se trouve par cela même écartée.

Démission de Mac-Mahon.

Une autre conséquence de cette victoire est le remplacement du haut personnel administratif qui, nommé en grande partie par des ministères conservateurs et plus ou moins royalistes, devait forcément céder la place à des républicains. C'est à ce changement, on a prononcé parfois le mot d'« épuration », que le ministère s'attache. Tant qu'il s'agit des civils, Mac-Mahon, bien qu'il en soit au fond de son cœur assez navré, laisse faire. Dès qu'il est question de toucher aux militaires, il se révolte. Il se regarde toujours comme le chef suprême de l'armée qu'il considère comme sa chose à lui. Le remplacement de quelques généraux qui avaient d'ailleurs atteint, sinon dépassé, la limite d'âge, provoque ses hésitations d'abord, puis son refus. Décidé au fond de lui-même à s'en aller, il trouve là l'excellente occasion qu'il cherchait.

Le 30 janvier 1879, il adresse aux présidents du Sénat et de la Chambre sa lettre de démission.

Son départ marque la fin de cet état provisoire qui durait depuis la guerre. C'est la dernière résistance, d'ailleurs beaucoup plus apparente que réelle, que vient d'emporter le régime républicain.

Par qui va-t-on remplacer Mac-Mahon? il est un homme dont le prestige et le talent s'imposent à tous; qui, Thiers excepté, a fait plus que personne pour la consolidation de la République: Gambetta. Le Président désigné, ce serait lui. La logique des choses voudrait qu'il fût, sans discussion, choisi pour le poste vacant.

Place aux vieux

Mais la logique des choses n'est pas, il s'en faut de beaucoup, celle des hommes, surtout des hommes politiques. Gambetta a tout d'abord contre lui une raison très forte: il est trop jeune. Place aux vieillards! Tel est le mot d'ordre qui va de

plus en plus devenir une loi, qu'il s'agisse de diriger les affaires publiques ou les grandes affaires privées. La gérontocratie fait son apparition dans le régime nouveau. Son règne, sa domination ne cesseront pas de s'accroître.

On entend dire souvent qu'il est difficile d'arriver à Paris. Or, le difficile n'est pas d'arriver, mais de durer. Dès que quelqu'un dure assez longtemps, il est à peu près sûr « d'arriver » par surcroît. Les places les meilleures, les situations les plus hautes appartiennent presque de droit non pas à tous ceux qui pourraient les occuper avec le plus d'éclat, mais à ceux qui les ont longuement, patiemment désirées, qui se sont acheminés vers elles d'une marche lente et sûre, ne négligeant aucune occasion, suivant docilement la queue, attentifs seulement à ne pas perdre leur rang, à ne pas laisser quelques intrus jouer des coudes et les dépasser.

En dehors de son âge, sa personnalité trop marquante, trop accusée, son talent, sa supériorité desservent Gambetta. La République, pour sa Présidence, aime plutôt les demi-teintes, les contours moins accusés. Les personnalités du second plan lui semblent après tout préférables à celles du premier.

Jules Grévy, le Président à favoris.

Jules Grévy est élu le 30 janvier. Né en 1807, il a à ce moment soixante-douze ans, ce qui, pour un Président comme pour un Pape, est un âge excellent. Avocat de profession, il a été, en 1848, membre de la Constituante où il a d'ailleurs proposé de supprimer la Présidence de la République, ce qui ne le prédestinait guère, semble-t-il, à devenir Président lui-même. Membre de la Législative, le coup d'Etat du 2 décembre le ramène au barreau. En 1868, les électeurs du Jura l'envoient au Corps législatif. Très renfermé, ce paysan jurassien, froid, distant, s'écarte de la mêlée moins par antipathie que par calcul ; il se tient soigneusement hors de la lutte où il risquerait de recevoir des coups. Les initiatives, les coups d'énergie et d'audace ne sont pas son fait. Il ne participe pas au gouvernement de la Défense Nationale ; il s'abstient lors du vote des lois constitutionnelles ; il s'efface au moment de la crise du 16 mai.

Il suit la queue tranquillement, sûr que son heure viendra. La présidence impersonnelle, grisâtre, en redingote et favoris, voilà ce qu'il va instaurer à l'Élysée. Entre Gambetta et lui, l'opposition, le contraste sont absolus. Rien ne les rapproche et tout les sépare. L'un, le plus vieux, déteste de tout son

cœur le plus jeune qui, d'ailleurs, le lui rend copieusement. Il a horreur de ses allures bon garçon et bohèmes, de sa faconde, surtout de sa popularité. Il fera tout ce qui dépendra de lui pour le tenir le plus longtemps possible à l'écart du pouvoir.

Un homme comme Gambetta à la Présidence alors que la fonction toute fraîche gardait encore, dans ses contours, quelque plasticité, la République aurait eu un chef plus agissant, plus rayonnant, faisant sentir davantage sa direction et son autorité. Avec Jules Grévy, on s'acheminait, au contraire, vers la conception qui devait prévaloir, du *Président soliveau*.

Le ministère Dufaure n'avait été qu'un cabinet de transition, destiné à préparer les voies. Il céda naturellement la place à un ministère plus nettement républicain, où les autres groupes de la gauche étaient représentés.

A défaut de la Présidence de la République, Gambetta était tout désigné pour la Présidence du Conseil. Jules Grévy, désireux de ne pas la lui donner, l'aiguilla vers la Présidence de la Chambre. Waddington, un diplomate qui avait dignement représenté la France au congrès de Berlin, fut chargé de former le ministère, février 1879. Il accomplit une besogne de liquidation, après quoi il fut remplacé par un cabinet Freycinet qui ne constituait guère qu'un replâtrage.

Deux faits importants marquent sa brève durée : le transfert du siège du gouvernement à Paris, 19 juin ; la mort du prince impérial, tué dans une embuscade au cours d'une expédition contre les Zoulous, à laquelle il avait demandé à participer comme volontaire.

Mort du prince impérial.

Il y a quelque chose de tragique dans la mort de ces fils des Césars. Le premier, le Roi de Rome, « l'Aiglon », s'éteint dans un exil qui ressemblait plus ou moins à une prison. Le second succombe obscurément au fin fond de l'Afrique, tué par les sagas de quelques sauvages.

La chance continue à poursuivre la République. Le rival qui pouvait être au fond le plus dangereux pour elle, n'existait plus. Les deux prétendants royalistes continuaient à s'annihiler l'un l'autre. Le légitimiste, le comte de Chambord, devait, quatre ans plus tard (1883), mourir lui aussi, sans héritier. L'incident qui se produit à ses funérailles et qui empêche le comte de Paris d'y assister (il était présent à Frohsdorf. Mais la comtesse de Chambord refusant de lui accorder la pré-

séance, il n'assista pas à l'inhumation qui eut lieu à Goritz), marque que la scission reste entière entre les deux branches. Plutôt que de se rallier aux d'Orléans, les plus exaltés des légitimistes aiment mieux reconnaître, d'une manière fort théorique, au demeurant, la branche des Bourbons d'Espagne, représentée par Don Carlos.

Le bonapartisme avec son côté populaire, démagogique, image d'Epinal, gardait en France des racines assez profondes. Survienne une période de crise, de désordres, l'idée bonapartiste, qui représente avant tout le principe d'autorité, a vite fait de rallier autour d'elle un très grand nombre de partisans.

Or, la mort du fils de Napoléon III, la dispute qui s'élève entre ses héritiers le prince Jérôme et le prince Victor, sont pour le bonapartisme un affaiblissement très marqué.

Bibliographie. — Voir la bibliographie du chapitre précédent.

H. Gautier. *Pendant le seize mai* (1884). — Comte d'Ideville. *Les petits côtés de l'histoire* (1885). — L. Favre. *Histoire politique de l'année 1877* (1878). — L. Teste. *La monarchie sous la troisième République* (1891). — Barboux. Jules Grévy. — A. Chuquet. *Le général Chanzy* (1883). — *Journal des Goncourt*. — A. Houssaye. *Confessions* (1885-1889). — V. Fidus. *Le Prince Impérial* (1890). — P. Ribot. *Le suffrage universel* (1874). — Camille Pelletan. *Le Théâtre de Versailles* (1875). — A. Picard. *Les chemins de fer*.

CHAPITRE VII

LES CRISES ET LES HOMMES

• Fréquence des crises ministérielles. — L'œuvre scolaire.
Gambetta et le grand ministère.

Fréquence des crises ministérielles.

Les ministères, désormais, se succèdent avec une rapidité plus ou moins grande : quelques mois, parfois quelques semaines ; quand ils dépassent une année on peut les considérer comme ayant eu une chance exceptionnelle. Ce sont toujours plus ou moins des ministères-silhouette.

Rien ne serait plus fastidieux, plus inutile par surcroît, que de dérouler, sans en rien omettre, cette interminable énumération. La plupart de ceux qui la composent n'ont aucune *figure*, aucun trait véritablement *distinct*.

Ce qui cause ces changements gouvernementaux, ce sont moins des questions d'idées ou de doctrines, que des intrigues parlementaires et des jalousies de personnes. A défaut d'hommes supérieurs qui, s'ils apparaissent, sont d'ailleurs rapidement usés comme les autres, plus rapidement peut-être, des personnages moyens, assez souvent médiocres, pendant le temps qu'ils occupent le pouvoir, sont guettés, minés par l'impatience de leurs successeurs éventuels. Ils ressemblent à un organisme qui, ayant sans cesse à se défendre contre des microbes destructeurs, résiste plus ou moins longtemps à leur attaque, jusqu'au jour où il finit par succomber.

La division du Parlement en groupes et en sous-groupes permet entre certains d'entre eux — ce qui est un autre facteur important — les alliances les plus imprévues, souvent les plus paradoxales, entraînant comme conséquence un déplacement subit de la majorité.

On pourrait en citer d'innombrables exemples. En voici un très typique :

Jules Ferry, un des plus remarquables hommes d'État de cette époque, un chef et même un grand chef, signale sa présence au pouvoir par deux œuvres capitales : la réforme scolaire, l'expansion coloniale.

Dans la première, il a contre lui les droites, le parti cléricale qui lui vouent une haine violente. Lorsque la seconde est en discussion, cette haine-là n'est pas éteinte : cléricaux et conservateurs n'hésitent pas, pour renverser l'homme qu'ils détestent, à s'associer avec Clemenceau, les radicaux et l'extrême gauche.

Prenez un fait comme celui-là, multipliez-le par cent, vous aurez une des explications, entre beaucoup d'autres, de cette instabilité gouvernementale.

L'œuvre scolaire.

Né à Saint-Dié, Jules Ferry, journaliste, député au Corps législatif en 1869, membre du gouvernement de la Défense Nationale, maire de Paris pendant le siège, débordait d'énergie et d'esprit combatif. Il en donne la preuve lors de la fameuse journée du 31 octobre 1870 qui fut comme une répétition générale de la Commune. Quand celle-ci éclate, il est le dernier à partir.

Enseignement primaire, secondaire, supérieur, les diverses lois établissant l'organisation scolaire de la République sont dues pour une bonne part à son initiative.

A la base, l'enseignement primaire. Pour le mettre sur pied, il faut créer des écoles et trouver des maîtres. C'est la partie la plus neuve, exigeant le plus d'efforts et de sacrifices. L'enseignement primaire restait partiellement soumis à l'influence du clergé. Il s'agit de supprimer cette influence, de la remplacer par une autre.

L'école primaire donne l'enseignement gratuit et obligatoire. Des écoles normales créées dans chaque département forment les maîtres nécessaires. Cet enseignement est neutre au point de vue religieux. On exige des instituteurs congréganistes, exerçant dans les écoles libres, le même brevet de capacité que celui des instituteurs laïques dans les écoles publiques. Pour les filles, des établissements d'enseignement secondaire sont créés. Pour l'enseignement supérieur, Jules Ferry propose d'enlever aux facultés libres la collation des grades. Un des articles de son projet, le fameux article 7, interdit l'enseignement, à quelque degré que ce soit, aux membres des congré-

gations non autorisées. Il voulait ainsi atteindre les jésuites. Ce n'est pas la première fois que l'Etat, républicain ou monarchiste, dirigeait contre eux une offensive. Jules Ferry ne faisait, à cet égard, que continuer la politique de Charles X, peu suspect d'anticléricisme, cependant. Cet article, qui souleva de violentes discussions, après avoir été voté par la Chambre, fut rejeté par le Sénat. Le ministère n'en prononça pas moins la dissolution de la compagnie de Jésus et la fermeture des établissements qui lui appartenaient.

Cette organisation scolaire est conforme aux tendances démocratiques. Elle est doctrinale et logique. Son seul défaut est peut-être de l'être trop.

La pierre maîtresse de l'édifice est l'école primaire qui dispense à des millions d'enfants une instruction sérieuse et solide, égale, sinon supérieure dans l'ensemble, à celle qui se donne dans tous les autres pays. Grâce à la multiplication des bourses, il n'est pour ainsi dire aucun élève de ces écoles, le plus pauvre soit-il, qui ne puisse passer sans trop de peine dans les lycées et les collèges, plus tard dans les Facultés.

Ce qu'on pourrait reprocher à ce système, c'est d'être trop abstrait, trop universel, de ne pas suffisamment tenir compte des différences individuelles, des particularités de province à province. Il ignore d'une manière à peu près complète tout ce qui est local et technique, et c'est là, pour des enfants du peuple, en majorité des fils de paysans, une grosse lacune. Il les instruit, les façonne comme s'ils devaient tous, plus tard, devenir des notaires, des avocats, des professeurs. Par là, il pousse encore au nivellement des esprits, à la centralisation déjà excessive. Il achève de tuer ce qui reste d'individualité, d'originalité locale.

Ce reproche, au demeurant, aurait vivement étonné ceux qui construisirent ce système. Ce caractère d'universalité était voulu par eux. Il était conforme à leurs tendances philosophiques, doctrinales, à l'idée qu'ils se faisaient d'un gouvernement et d'une société démocratiques.

Gambetta et le grand ministère.

Après Jules Ferry écarté du pouvoir à cause de sa politique tunisienne, voici le tour de Gambetta. Comme il était la personnalité la plus marquante du parti républicain, l'heure devait fatalement venir où le gouvernement lui serait confié. Malgré la résistance et la répugnance du Président Grévy, cette heure sonna enfin. Elle fut brève.

Par suite de la division des groupes, Gambetta ne pouvait constituer un ministère parlementairement solide que s'il s'entendait au préalable avec quelques-uns de leurs chefs. Mais c'était du même coup restreindre son champ d'action, son activité. La même difficulté s'est présentée cent fois depuis à ses successeurs, surtout aux plus marquants, aux plus vigoureux d'entre eux. Clemenceau, alors l'adversaire de Gambetta, l'éprouvera plus tard lui aussi.

Gambetta crut bon de passer outre, de former son ministère non pas avec des personnalités de premier plan, mais des hommes à lui, qui lui seraient entièrement acquis puisqu'ils lui devraient tout.

Ce fut le *grand ministère* appelé ainsi par dérision parce qu'il n'était composé que de sous-ordres. Son compte fut vite réglé. La politique de Gambetta consistait d'une part, à accroître par tous les moyens, y compris la revision de la Constitution, la force du pouvoir exécutif qui risquait de plus en plus de tomber en quenouille. Ses craintes à cet égard n'étaient que trop justifiées.

Il voulait par ailleurs, par une sorte d'union nationale, en groupant autour de lui toutes les forces du pays, exalter, tonifier l'action française au dehors.

La plupart des parlementaires qui se sentaient d'instinct plus ou moins menacés, eurent tôt fait de se liguer contre lui. En un rien de temps son ministère s'écroula.

Les grands chefs écartés, force était bien de recourir aux doublures. Des hommes de second plan prennent le pouvoir, le gardent plus ou moins de temps. Aucun parti d'autre part n'ayant la majorité, une politique de concentration est de plus en plus indispensable. Elle va être pendant très longtemps la règle. Elle est un des traits essentiels du parlementarisme français. Elle se fait tantôt à droite, tantôt à gauche. Faite à droite jusque vers la fin du siècle, elle amène au pouvoir des gouvernements modérés. Après l'affaire Dreyfus, surtout après le ministère Waldeck-Rousseau, les partis avancés, les radicaux, prennent le gouvernement et ils continuent, presque sans interruption, à s'y maintenir.

Bibliographie. — Rambaud. *Jules Ferry* (1903). — J. Reinach. *Le ministère Gambetta* (1884). — Tournier. *Le Cardinal Lavigerie* (1913). — Général Zurlinden. *Souvenirs*. — J. Simon. *La réforme de l'enseignement secondaire* (1874). — Th. Ferneuil. *La réforme de l'enseignement public en France* (1879). — De Laprade. *Le baccalauréat et les études classiques* (1879). — Paul Deschanel. *Gambetta*.

CHAPITRE VIII

RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS. — ALERTE DE 1875

Psychologie de Bismarck. — Premiers travaux de rapprochement avec l'Autriche. — Politique envers la France. — La guerre préventive. — La première alerte.

Psychologie de Bismarck.

Pendant les années qui suivent la guerre, une question domine les rapports franco-allemands : l'exécution du traité de Francfort.

Grâce à la sagesse du gouvernement de Thiers qui réussit à fonder, à faire vivre ce que beaucoup de gens en France et au dehors considéraient comme impossible, une *république conservatrice*, inspirant pleine confiance aux possédants, les divers emprunts contractés pour la libération anticipée du territoire sont souscrits avec la plus grande facilité. Tout en empochant l'argent, ce qui les ravit, les Allemands sont les premiers étonnés de la rapidité avec laquelle la France se relève. Cette rapidité même leur inspire des craintes pour la sécurité de leur victoire. Bismarck est dans la situation d'un homme qui, ayant réalisé des bénéfices inespérés, craint qu'ils ne lui soient un jour ou l'autre ravis. Il multiplie donc les précautions pour les mettre à l'abri de tout danger. Ces précautions ne lui paraissent jamais suffisantes. D'après lui, et il ne le cache point, la victoire remportée si aisément sur la France, est due sans doute à la supériorité de la préparation militaire et diplomatique, mais aussi au concours quasi-miraculeux d'un certain nombre de circonstances exceptionnelles qui ont toutes, sans exception, joué en faveur de son pays. Il était pénétré de cette conviction qui explique, par la suite, son attitude et sa politique. Il le répète à tout propos dans ses Mémoires, dans ses entretiens avec ses confidents. Les Allemands auraient grand tort de s'imaginer que, parce qu'ils ont battu sans peine les Français,

ils sont assurés de les battre à nouveau quand ils le voudront. Rien n'est au contraire moins certain. Loin de s'endormir dans la confiance, il faut chercher sans cesse, par tous les moyens, à mettre l'ennemi héréditaire dans l'impossibilité matérielle et morale d'attaquer. Il est indispensable de se représenter cet état d'esprit, partagé par beaucoup de ses compatriotes, pour comprendre ses efforts, ses manœuvres en vue de ce résultat : maintenir la France isolée en Europe, l'empêcher de trouver des alliances et des appuis qui, venant s'ajouter à ses ressources, à l'élasticité de sa race, lui permettraient de songer à une guerre de revanche.

Cette idée de l'*encercllement* qui, quelque trente années plus tard, agira comme un épouvantail sur l'Allemagne et sera une des causes essentielles de la grande guerre, Bismarck à ce moment, songe à la réaliser contre la France. Il n'a pas de cesse qu'il ne construise contre elles une sorte de *digue diplomatique*.

*Premiers travaux de rapprochement
avec l'Autriche.*

Ses premières tentatives sont tournées vers l'Autriche. Il recueille ici le fruit de la sagesse, de la prévoyance avec lesquelles, au lendemain même de Sadowa, il a modéré, non sans les plus grosses difficultés, les militaires qui, soucieux uniquement du présent, n'avaient qu'une idée : exploiter à fond leur victoire et accabler l'Autriche. Bismarck lui, qui voyait plus loin, qui pensait au lendemain, s'est mis résolument en travers de cette politique imprudente. Il s'est gardé d'irriter à fond l'Autriche, de créer vis-à-vis d'elle l'irréparable, et il a réussi. Jamais dans aucune autre circonstance, il ne s'est, à un tel point, révélé grand homme d'Etat. Que n'a-t-il fait preuve de la même modération et de la même prévoyance, dans son attitude envers la France, après 1871 ? La paix de l'Europe eût pu être assurée pour très longtemps. Mais Bismarck, d'un tempérament très passionné, comme l'a bien montré E. Ludwig, son récent historien, ne parvient pas toujours à se maîtriser. Dès qu'il s'agit de la France, il cède à la fois aux militaires et à son tempérament. La sagesse, la modération lui sont autrement difficiles qu'envers l'Autriche.

L'Autriche ménagée de la sorte, la réconciliation avec elle devenait plus facile. L'influence de jour en jour plus grande des Hongrois, dont Bismarck se servait à merveille, facilita ce rapprochement. Désormais, la Hongrie sera entre l'Allemagne et

l'Autriche, le trait d'union indiqué. Les Magyars pèseront de toutes leurs forces sur Vienne, pour amener le gouvernement à resserrer de plus en plus ses liens avec Berlin.

Les deux Empereurs se rencontrent à Ischl et à Salzbourg. Bismarck, en toute occasion, pousse de plus en plus l'Autriche vers l'Orient, ce qui est, croit-il, le moyen le plus sûr de la détourner de l'Allemagne. Pour les mêmes raisons et aussi pour la brouiller avec l'Italie, il poussera la France vers la Tunisie.

Seulement, cette politique orientale de l'Autriche a pour conséquence fatale son antagonisme avec la Russie. L'opposition des deux pays est inévitable. Un jour viendra pour l'Allemagne où il lui faudra choisir entre les deux. Bismarck fait tout ce qu'il peut pour retarder ce choix, qui lui est des plus désagréables. Il continue tant qu'il peut à miser sur les deux tableaux. Quand enfin arrive l'heure où il doit se décider, des raisons profondes et impérieuses selon lui, sur lesquelles il s'est longuement expliqué dans ses Mémoires, l'amènent à opter pour l'Autriche.

Pour l'instant, l'Allemagne est au mieux avec les Autrichiens et les Russes. En septembre 1872, les trois Empereurs se réunissent à Berlin. Cette réunion, autour de laquelle la presse germanique, inspirée par Bismarck, mène grand tapage, est pour l'Allemagne comme la garantie morale de ses conquêtes. Les beaux jours de la Sainte Alliance semblent revenus.

Au lendemain de ces effusions sentimentales, les réalités cependant ne sont pas longues à reprendre leurs droits. Important et majestueux, le chancelier russe Gortchakof considère volontiers Bismarck comme un élève, ce dont l'autre ne prend pas aisément son parti. Entre les deux commence à poindre quelque jalousie, une jalousie de ténors, qui atteindra son point culminant lors de l'alerte de 1875 et pendant le Congrès de Berlin.

Politique envers la France.

La politique de Bismarck envers la France est double. Elle l'amène, d'une part, à faire sur le terrain diplomatique un travail intense, incessant, pour empêcher « l'ennemi héréditaire » de remettre en question sa défaite. Bismarck, très attentif aux événements qui se déroulent en France, aux possibilités d'une restauration monarchique, désire de toutes ses forces que cette restauration n'ait pas lieu. Il morigène vertement son ambassadeur à Paris, d'Arnim, qui, intrigant et brouillon, manifes-

tail sa sympathie pour les royalistes. Bismarck est convaincu que sous un régime républicain la France sera dans l'impossibilité de trouver de solides alliances. Ici sa clairvoyance est en défaut. Il aurait été bien étonné, s'il avait vécu, de voir la France non seulement s'allier à la Russie, mais nouer une entente très étroite avec l'Angleterre.

Ce travail diplomatique s'accompagne d'un *effort militaire*, destiné, quoi qu'il arrive, à doter l'Allemagne d'une armée nettement supérieure à celle de son adversaire. Cette supériorité, l'Allemagne entend qu'elle soit *indiscutable autant qu'indiscutée*.

Elle n'est pas loin de ressentir comme une offense toute tentative de la France pour diminuer l'intervalle qui, militairement, la sépare de son adversaire, pour rattraper l'avance prise par lui. L'Allemagne est, ou paraît, convaincue que, cette avance perdue, la guerre entre les deux pays s'ensuivrait automatiquement. Elle a donc le droit, presque le devoir, de ne pas attendre ce moment, de prendre résolument les devants, de jouer sa carte tant qu'elle est sûre de gagner.

La guerre préventive.

La théorie de la *guerre préventive* fait déjà son apparition. Propagée par l'Etat-Major, elle pénètre de plus en plus le public germanique, par suite de la perméabilité de ce dernier, de sa tendance innée à croire, comme à un dogme, à un certain nombre d'idées que ses dirigeants lui mettent en tête. A chacune des mesures militaires prises par le gouvernement français, l'Etat-Major germanique pousse les hauts cris, et Bismarck ne cache pas sa mauvaise humeur. Il dit ou laisse dire : « La France se prépare ouvertement à nous attaquer; nous serions insensés d'attendre; nous tomberons sur elle avant qu'elle n'ait terminé ses préparatifs. »

Quarante années plus tard, lorsque la France, en présence des armements intensifs de l'Allemagne, se vit obligée de rétablir le service de trois ans, c'est exactement le même état d'esprit qui se manifesta de l'autre côté du Rhin. C'est le même langage qui fut tenu.

La première alerte.

Pression de l'Etat-Major sur les milieux politiques et sur Bismarck; crainte éprouvée par ce dernier d'une restauration

monarchique qui accroîtrait au dehors comme au dedans la force et le crédit de la France, il y a de tout cela dans la crise de 1875, la première alerte sérieuse qui se produit entre la France et l'Allemagne depuis la guerre.

Si les détails de cette crise sont bien connus, certains points essentiels demeurent assez obscurs et celui-ci notamment : l'Allemagne était-elle véritablement décidée à attaquer la France, ou voulait-elle simplement l'intimider, lui faire sentir sa sujétion, son infériorité ? L'Etat-Major, d'où le mouvement initial partit, était-il parvenu à gagner à ses vues le chancelier et l'Empereur ?

On n'a jamais été fixé nettement là-dessus, pas plus que lors des deux autres crises graves, survenues entre la France et l'Allemagne, en 1905 (débarquement du Kaiser à Tanger) et en 1911 (Agadir). On ne saurait dire avec précision si l'Allemagne aurait passé des menaces à l'acte, et déchainé la guerre, au cas où la France n'aurait pas cédé.

L'Assemblée Nationale ayant voté, le 13 mars 1875, une loi des cadres créant un quatrième bataillon dans chaque régiment, deux journaux officieux d'outre-Rhin se plaignent que la France se prépare à la guerre. Des indiscretions diplomatiques, celle de Radowitz, entre autres, sèment l'alarme dans les capitales. Les ambassadeurs de France en Allemagne et en Russie, font part à leur gouvernement de leurs appréhensions. Le duc Decazes, ministre des Affaires Etrangères, soit qu'il éprouve de réelles inquiétudes, soit qu'il désire exploiter l'incident pour créer en notre faveur, en Angleterre et en Russie un courant de sympathie, inspire à Blowitz, correspondant du *Times* à Paris, un article sensationnel qui, copieusement reproduit, jette l'inquiétude un peu partout. Les projets belliqueux de l'Allemagne, désireuse d'écraser à bref délai la France, y sont énoncés et dénoncés.

Pour la première fois, on voit le journalisme intervenir efficacement dans la politique étrangère. Son rôle et son action ne feront désormais que s'accroître.

Blowitz, correspondant parisien du *Times*, est le type le plus représentatif du grand journaliste, dont l'influence est des plus considérables, qui voit quotidiennement les chefs d'Etat et de gouvernement, ministres, ambassadeurs, les renseigne autant et souvent plus qu'il n'est renseigné par eux, se sert d'eux et quelquefois les sert. Juif de Bohême, établi à Marseille avant la guerre, naturalisé Français, il est recommandé à Thiers qui apprécie sa vive intelligence et songe à le nommer consul. Mais

le journalisme est pour lui une carrière autrement brillante. Devenu correspondant du *Times*, par son activité, son flair, son entregent, il se crée très vite une situation considérable.

Ses Mémoires, qu'il convient de ne pas prendre toujours à la lettre (car Blowitz est très vaniteux), sont remplis, sur cette alerte de 1875, sur le Congrès de Berlin, des renseignements les plus curieux.

En Angleterre, l'opinion publique s'émeut. Des représentations, d'ailleurs fort courtoises, sont adressées à Berlin. C'est en Russie surtout que ce travail, où il entrait une bonne part de propagande, pour employer un mot dont il sera fait grand usage plus tard, produit d'excellents effets. Gortchakof qui jalouse et déteste Bismarck n'est pas fâché de lui administrer une leçon, de jouer auprès de lui le rôle de Mentor. Au cours de la visite du tsar Alexandre à Berlin, il donne un avertissement à Bismarck qui pousse les hauts cris, jure ses grands dieux que ces bruits de guerre sont imaginaires, propagés par ses ennemis.

Bismarck n'a jamais cessé d'affirmer que, malgré la pression de l'Etat-Major, la paix n'avait pas un instant été sérieusement menacée, que Decazes et Gortchakof, désireux de remporter une victoire diplomatique à ses dépens, avaient machiné de toutes pièces cette affaire, que ce dernier notamment s'était donné les gants de sauver à peu de frais la France, que nul ne songeait à attaquer. Tout n'est peut-être pas inexact dans ces affirmations.

Cette crise de 1875 crée en Europe un état d'esprit dont des conséquences fort importantes doivent sortir plus tard. L'Angleterre et la Russie commencent à voir sous son vrai jour l'Allemagne victorieuse et prussianisée, quelque peu enivrée de sa victoire, désireuse, pour préserver ses conquêtes, de faire sentir à tous son hégémonie.

Ce désir d'hégémonie qui ne prend plus la peine de se cacher, n'est pas sans leur causer quelque ombrage d'abord, puis quelque inquiétude. Aussi viennent-elles, diplomatiquement cette fois et sans hésiter, au secours de la France qu'elles avaient, d'un cœur léger, laissé écraser cinq années plus tôt.

L'alliance franco-russe et même beaucoup plus tard l'Entente cordiale sont en germe dans cette crise.

Bibliographie. — A. Sorel. *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande* (2 vol.) (1875). — G. May. *Le traité de Francfort* (1909). — Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe jusqu'en 1878* (tome II); *Histoire diplomatique de l'Europe jusqu'à nos jours 1914* (Paris, 1919-20, 2 vol.) — E. Bour-

geois. *Manuel de Politique étrangère* (tomes III et IV). — Hanotaux. *Histoire de la France contemporaine* (4 vol.) (1903-1908). — S. Denis. *Histoire contemporaine* (4 vol.) (1897-1903). — Valfrey. *Histoire du Traité de Francfort et de la libération du territoire* (2 vol., 1874-75) (1906). — Gontaut-Biron. *Mon ambassade en Allemagne* (1906). *Les dernières années de l'ambassade de Gontaut-Biron en Allemagne* publiées par Dreux. — Bismarck. *Pensées et souvenirs* (traduction française, 3 vol.) (1899). *Mémoires de Bismarck* recueillis par Maurice Busch (2 vol.) (1899). — Prince de Hohenlohe. *Mémoires* (3 vol.) (1909). — Marquis de Gabriac. *Souvenirs diplomatiques* (1896). — De Broglie. *La mission de Gontaut-Biron* (1896). — A. Laussedat. *Les délimitations de la frontière franco-allemande* (1901). — Blowitz. *My Memoirs* (Londres, 1906).

CHAPITRE IX

CONGRÈS DE BERLIN. — TRIPLE-ALLIANCE ALLIANCE FRANCO-RUSSE. — LA QUESTION D'ÉGYPTE

Guerre russo-turque. — Traité de San-Stefano. — Congrès de Berlin. — La Triple-Alliance. — Caractère de la Triple-Alliance.
L'Alliance franco-russe. — Caractère de l'Alliance.

Guerre russo-turque.

Bismarck, furieux contre Gortchakof et les Russes, après la crise de 1875, ne devait pas tarder à prendre sur eux sa revanche.

Les Chrétiens d'Orient, depuis que certains d'entre eux avaient réussi à se libérer du joug ottoman, ne voyaient désormais qu'un terme à leurs revendications, une libération non plus partielle, mais totale. Ce mouvement d'indépendance une fois commencé, rien ne pouvait plus l'arrêter. Il devait, en dépit de tous les obstacles, se poursuivre jusqu'à sa conclusion.

Quand les populations chrétiennes, lassées d'être foulées, protestent ou se soulèvent, les Turcs de temps à autre les massacrent pour s'entretenir la main. C'est ce qui se passe en Bulgarie où les bachi-bouzouks, lâchés sur ce pays par le Sultan, égorgent, incendient et violent à qui mieux mieux. Ces « atrocités bulgares », la défaite des Monténégrins et des Serbes qui avaient pris les armes, exaspèrent la Russie qui, fidèle à son rêve séculaire, ne demande qu'à marcher contre le Turc.

Le gouvernement russe, entraîné par son opinion publique qui soutient à fond les Bulgares, déclare une fois de plus la guerre à la Turquie. Les difficultés, les revers qu'il éprouve d'abord l'obligent à demander l'appui des Roumains, qui sont d'ailleurs fort mal récompensés de leur collaboration. Ses armées finissent par balayer tous les obstacles. Elles s'avancent

jusqu'aux portes de Constantinople, imposent au Sultan, par le traité de San-Stefano, un *véritable démembrement* de la Turquie d'Europe.

Traité de San-Stefano.

La question d'Orient se trouve ouverte de nouveau. Les grandes puissances estiment qu'elles ont leur mot à dire en cette affaire et qu'elles ne peuvent pas laisser les mains libres à la Russie.

Jalouses et effrayées des succès de cette dernière, des avantages matériels et moraux qu'elle s'apprête à en retirer, deux d'entre elles, l'Autriche et l'Angleterre, ont vite fait de s'accorder pour limiter le plus possible les conséquences de cette victoire.

Bismarck, lui, tout en étant d'avis que la question d'Orient « ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien », n'est pas fâché de jouer le rôle de courtier et d'en toucher les bénéfices : faire sentir aux Russes son mécontentement, les obliger, sous son égide, à remettre en question leur traité, aider l'Autriche à satisfaire quelques-unes de ses ambitions, se l'attacher de la sorte solidement en vue de l'alliance qu'il projette déjà, servir d'intermédiaire entre l'Angleterre et la Russie, apparaître ainsi en Europe comme un pacificateur, un arbitre tout-puissant.

Congrès de Berlin.

Le Congrès de Berlin (juin-juillet 1878) lui permet de réaliser une partie de ses desseins. La Russie, rongéant son frein, est obligée de s'incliner. L'Autrichien et l'Anglais, sauveurs non désintéressés du Turc, présentent chacun d'eux la note à payer et empochent leur salaire : le premier, la Bosnie-Herzégovine, le second l'île de Chypre.

La France, officiellement invitée au Congrès, ne pouvait pas ne pas y assister. Elle y tient une place volontairement effacée, mais honorable. Elle en retire quelques avantages pour ses protégés, Grecs et Chrétiens d'Orient, et pour elle-même. Désireuse de faire oublier l'occupation de Chypre, l'Angleterre aiguille la France vers une intervention tunisienne à laquelle Bismarck, fidèle à sa politique de balance, s'empresse de donner son adhésion.

Tout le monde a donc lieu de s'estimer content, à l'exception du Russe, le grand vaincu dans cette affaire. Son mécontente-

ment, son irritation pèseront fatalement désormais sur ses relations avec l'Allemagne. Elles poussent d'autant plus Bismarck à se rapprocher de l'Autriche, à réaliser cette alliance à laquelle il songeait depuis longtemps, qu'il avait à loisir préparée. Il se servit pour la faire aboutir de ses amis hongrois de plus en plus influents à Vienne. C'est un Hongrois, Andrassy, qui signe, le 24 septembre 1879, la convention secrète entre les deux empires voisins. C'est la première pierre, le fondement de la Triple-Alliance.

La Triple-Alliance.

En décidant l'Autriche à s'unir étroitement à l'Allemagne prussifiée, alors que peu d'années auparavant la Prusse l'avait battue, alors que cette alliance signifiait forcément pour elle une sorte de domestication, Bismarck surmontait un obstacle que bien des gens auraient pu croire insurmontable. Mais ce premier résultat ne lui suffisait pas. Il était littéralement assoiffé d'alliances, convaincu qu'il ne trouverait jamais assez de concours et d'appuis extérieurs pour mettre à l'abri sa victoire, déjà cependant protégée par une formidable armée. C'était chez lui le sentiment dominant, le « leitmotiv », si l'on peut dire, de sa diplomatie.

Mais où trouver d'autres alliés ? La Russie ? Bismarck, certes, n'aurait pas mieux demandé. Seulement, s'unir à la Russie, alors qu'il était déjà l'allié de l'Autriche, c'était vouloir résoudre la quadrature du cercle, s'acharner après une chimère. Le Russe et l'Autrichien ne pouvaient plus être attachés au même char. Leurs aspirations étaient de plus en plus divergentes.

L'Angleterre, toute à sa politique de splendide isolement, éprouve une horreur instinctive pour les alliances continentales auxquelles elle ne se décide qu'à la dernière minute, lorsqu'elle se sent poussée par une nécessité impérieuse, quand il ne lui est plus possible d'agir autrement.

Restait l'Italie. Bismarck se montrait plutôt méprisant dans les jugements qu'il portait sur elle. Et c'est un mépris que devaient partager ses successeurs, à commencer par Guillaume II lui-même. Cependant, il se disait qu'à tout prendre, l'Italie valait mieux que rien. Il ne lui déplaisait pas, d'autre part, de marquer sa force matérielle et morale, en réalisant ce qui pouvait paraître irréalisable, en réunissant, en maintenant sous son égide, les adversaires, les ennemis d'hier. Rien ne

prouverait davantage, après tout, la puissance d'attraction, l'influence de l'Allemagne.

Pour des raisons multiples et diverses, l'Italie répondit à ses avances. Elle se laissa entraîner, mais non enchaîner. Elle était irritée contre la France à la suite de l'expédition tunisienne (1881) ; le roi Humbert, successeur de Victor-Emmanuel, éprouvait le besoin de consolider son trône, menacé à la fois par les cléricaux et les républicains. Cette dernière raison fut déterminante. En s'associant, un peu malgré elle, à l'Autriche, sous l'hégémonie de l'Allemagne, l'Italie contractait une sorte d'assurance contre tous les dangers possibles, au dedans comme au dehors.

Caractère de la Triple-Alliance.

Le 20 mai 1882, la Triple-Alliance est signée, et depuis lors, elle fut jusqu'à la guerre régulièrement renouvelée.

Quelle était au juste la portée de ce traité dont le texte fut tenu rigoureusement secret et qui a influé plus qu'aucun autre sur l'évolution diplomatique de l'Europe contemporaine ?

Son caractère essentiel dérive de la situation respective de ceux qui l'ont conclu, c'est-à-dire, au fond, de leur force. En raison de ses aspirations, de ses intérêts, chacun des alliés apporte dans cette alliance un esprit tout différent.

L'Autriche — c'est un point capital — ne se trouve pas, de beaucoup, sur un pied d'égalité avec l'Allemagne. En apparence et dans la forme, peut-être, dans la réalité, non. Le vieux souverain de la Hofburg, qui, pratiquant le pardon des injures, s'est si vite réconcilié avec son vainqueur, se considère certes comme l'égal de ce dernier, qui lui fait toujours plus ou moins l'effet d'un parvenu. Mais les Allemands, dans l'ensemble, prennent de plus en plus l'habitude de traiter au point de vue politique, diplomatique, financier, etc..., l'Autrichien comme un inférieur. L'influence allemande se fait de plus en plus sentir à Vienne et à Budapest. Elle se marque par une emprise puissante dans le monde des affaires, de l'industrie, de la Banque, dans les journaux, les universités, etc., etc... Elle se sert, comme instrument de pénétration, des Juifs qui, dans toute l'Europe Centrale, travaillent d'instinct dans le sens du germanisme et qui sont très nombreux et très agissants dans les deux capitales de la monarchie. Cette mainmise de l'Allemagne sur l'Autriche, par le simple effet de la force acquise, ne cesse pas de s'accroître.

L'Autriche s'y résigne, faute tout d'abord de pouvoir faire autrement.

Dans un ménage, lorsque l'un des conjoints est beaucoup plus riche, beaucoup plus énergique et décidé que l'autre, force est bien à ce dernier de lui abandonner la direction. C'est le cas du gouvernement viennois.

Celui-ci, d'autre part, à mesure qu'il accentue sa poussée vers l'Orient, se heurte et se heurtera de plus en plus à l'opposition de la Russie. Il risque, à la longue, d'en résulter un choc dont, si l'Autriche était laissée à elle seule, l'issue ne serait certainement pas douteuse. Les hommes d'Etat viennois ne l'ignorent point. La puissante Allemagne leur sert de bouclier. Quelque crise se produit-elle, comme en 1908, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, où l'Autriche met brutalement les Serbes et leurs patrons les Russes en présence du fait accompli ? C'est l'appui décisif de Berlin qui sert à la dénouer, dans le sens le plus favorable à Vienne.

Au moment le plus aigu de la crise, Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, tient aux Russes un langage presque comminatoire. Il les somme purement et simplement de se résigner à l'inévitable. Les Russes, très affaiblis par la guerre de Mandchourie, par le mouvement révolutionnaire qui en est résulté, sont bien obligés de s'incliner, quelque dépit qu'ils en aient.

Seulement Berlin, on peut le croire, n'accorde pas ainsi sa protection pour rien. Cette générosité, ce désintéressement seraient tout à fait contraires à sa nature. Il prend l'habitude de considérer l'Autrichien comme un « second » et de le traiter comme tel. Les initiatives de Vienne dans les Balkans ne sont tolérées par l'Allemagne que dans la mesure où elles cadrent avec sa politique. Dans le cas contraire, elle n'hésite pas à signifier son veto. Il serait facile d'en multiplier les exemples. Tant que l'Allemagne restera pacifique, les Autrichiens n'arriveront pas, bien qu'ils en aient eu à plusieurs reprises l'intention, à déclencher la guerre. Le jour au contraire où l'Allemagne, pour des raisons à elle, sera convertie à la nécessité de cette guerre, celle-ci, à la première occasion, ne manquera pas d'éclater.

Si l'Allemagne sert de protection à l'Autriche contre la Russie, elle garantit de même dans une certaine mesure l'Italie contre son allié autrichien. « Notre situation est telle, disait un jour un diplomate italien, que nous ne pouvons être vis-à-vis de l'Autriche que ses alliés ou ses ennemis. »

Il y a beaucoup de vrai dans cette remarque. C'est en définitive la force, le prestige de l'Allemagne qui maintiennent la concorde dans ce singulier *ménage à trois* qu'est devenue la Triple-Alliance.

L'irritation passagère de l'Italie contre la France, le sentiment, d'ailleurs exagéré de sa faiblesse, l'ont amenée à entrer dans cette combinaison. A mesure que chacun de ces motifs perdra de sa force, elle éprouvera de plus en plus le désir et le besoin de s'évader, en esprit, sinon dans la lettre. La Triple-Alliance devient pour elle une manière de prison. Elle renouvellera automatiquement, du bout des lèvres, le pacte, mais sans y attacher autrement d'importance, en se disant qu'après tout, les arrangements diplomatiques n'ont jamais qu'une valeur des plus relatives.

Lors d'un de ces renouvellements périodiques, aux premières années de ce siècle, un homme d'Etat italien très intelligent, Visconti-Venosta, déclarait à notre ambassadeur Barrère : « Pourquoi diable vous inquiéter ? Avez-vous remarqué que la *Sainte-Alliance* n'a jamais été publiquement dénoncée ? Elle est morte cependant, et bien morte. Qui vous dit que la *Triple-Alliance* n'aura pas le même sort ? »

L'alliance franco-russe

La Triple-Alliance une fois conclue conduisait fatalement et par la force des choses, à rapprocher l'une de l'autre les deux grandes puissances de l'Europe, demeurées en dehors : la Russie et la France. Un certain nombre de circonstances pouvaient retarder ce rapprochement et elles le retardèrent ; mais elles ne réussirent pas à l'empêcher.

La principale, celle-là même qui, l'alliance conclue, devait en rendre l'application si difficile, consistait dans la différence, on peut même dire l'opposition des régimes : autocratique en Russie, démocratique en France. On avait vu, certes, dans les siècles précédents, François I^{er}, le roi très chrétien, s'allier ouvertement au Grand Turc. Mais la religion seule les séparait qui, dans le domaine politique, n'est jamais un obstacle très sérieux. Le contraste si marqué des régimes créait un intervalle plus difficile à combler ; les dirigeants russes étaient portés d'instinct à se défier des dirigeants français, à redouter leur instabilité et leurs indiscretions. Il fallut du temps et bien des efforts pour éliminer peu à peu ces obstacles. En Russie,

l'assassinat d'Alexandre II (1881) fait monter sur le trône Alexandre III qui se sent beaucoup plus libre, beaucoup plus dégagé vis-à-vis de l'Allemagne. En France, le Président Grévy, un jurassien d'esprit étroit, voyait d'un œil peu favorable ce rapprochement franco-russe dont il ne comprenait pas la nécessité, à la solidité duquel il ne croyait pas. Lorsque Carnot le remplace (1887), l'état d'esprit change. De part et d'autre les dispositions s'améliorent. La situation extérieure, surtout la toute puissance de l'Allemagne dont l'hégémonie s'affirme de jour en jour, fait sentir à chacun des deux pays les graves inconvénients de son isolement.

L'Autriche, à mesure qu'elle se sent plus soutenue par l'Allemagne, développe son influence dans les Balkans. Elle est maîtresse à Belgrade où la dynastie des Obrenovitch lui est tout acquise, maîtresse à Sofia où Ferdinand de Saxe-Cobourg (1887), un Autrichien, a remplacé Battenberg qui malgré tout, penchait plutôt du côté des Russes. A Bucarest même, le roi Carol, un Hohenzollern, en dépit des aspirations de son peuple, fait graviter son royaume dans l'orbite des empires centraux. La Russie se trouve ainsi de plus en plus combattue, contrecarrée dans les Balkans.

La France, de son côté, continue de temps à autre à subir la mauvaise humeur de Bismarck. Celui-ci, chaque fois qu'il a une loi militaire, prévoyant une augmentation de l'armée, à faire voter (Dieu sait si c'est souvent le cas), ne manque pas, pour réduire l'opposition, d'invoquer le péril que fait naître l'esprit de revanche des Français. Il souffle tour à tour le chaud et le froid sur les relations franco-germaniques. Après l'alerte de 1875, il y a l'alerte de 1886, causée par l'incident Schnaebelé.

Ainsi, de part et d'autre, les raisons de ce rapprochement se multiplient et se précisent. Bismarck, qui le sent venir, fait tout ce qu'il peut pour l'empêcher. Il use à la fois de la persuasion et de la menace. Il se sert des influences dynastiques, des vieilles et cordiales relations existant entre les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg.

Il réussit pendant quelque temps à retarder cet événement inévitable. Tant qu'il reste au pouvoir, tant que vit le vieil empereur son maître, le Tsar, bien que les relations franco-russes ne cessent pas de s'améliorer, hésite cependant à franchir le pas décisif.

Il a du mérite à le faire, les dirigeants allemands ne lui ménageant guère les mauvais procédés. Alors que se prépare en Russie une vaste opération financière pour convertir de la dette

publique, Bismarck inspire ouvertement une campagne qui rend impossible le concours financier allemand, sur lequel l'entreprise reposait.

Ce concours refusé par l'Allemagne, c'est la France qui le fournira. Un financier d'origine danoise, Hoskier, établi à Paris, obtient l'émission en France d'un premier emprunt, destiné à convertir le 5 pour 100 russe (novembre 1888). C'est le commencement d'une longue, très longue série. Les capitaux abondants en France sont plutôt rares en Russie. En vertu du principe des vases communicants, le trop-plein de l'un des marchés se déverse périodiquement dans l'autre. Les Russes, chaque fois qu'ils ont besoin d'argent pour mettre en œuvre les ressources naturelles de leur pays, prennent l'habitude de s'adresser à la France.

Cet appui financier favorise dans une large mesure la conclusion de l'alliance, de même qu'il aidera plus tard à rendre son application plus aisée. C'est l'huile qu'on verse de temps à autre dans les rouages de la machine pour l'empêcher de grincer.

La France ayant un excédent de capitaux disponible, il était naturel après tout, qu'elle les plaçât dans un pays auquel elle était politiquement attachée, d'autant que ces emprunts se traduisaient par certains bénéfices politiques, commerciaux : construction de voies ferrées devant faciliter la mobilisation des armées russes, commandes à l'industrie française, etc....

Ce n'était là qu'une question de mesure. On ne saurait affirmer, en observant impartialement les choses, que cette mesure n'ait pas été quelque peu dépassée. Le gouvernement républicain, à qui manqua *une politique d'ensemble* touchant la meilleure utilisation possible de l'épargne nationale, très instable par ailleurs, désarmé vis-à-vis des grandes banques, laissa s'opérer sur une échelle trop vaste le drainage régulier de ses capitaux. Les banques, qui y trouvaient de copieux courtages, étaient naturellement portées à diriger ces capitaux vers le dehors plutôt que vers le dedans, vers la France et ses colonies, où ils auraient pu, plus utilement pour nous, s'employer.

Il eût été sage, d'autre part, de les répartir un peu partout, sauf, bien entendu, dans les pays pouvant devenir un jour nos ennemis, afin de ne pas mettre comme on dit tous ses œufs dans le même panier. Quand la Russie, par la guerre, d'abord, puis par le bolchevisme, conséquence de la guerre, s'effondra, la perte infligée de la sorte à tous les porteurs de fonds russes, fut colossale. S'ajoutant à toutes les autres, elle fut une des causes de l'appauvrissement de notre pays.

L'avènement du nouvel empereur d'Allemagne qui renvoya presque aussitôt Bismarck, libérait le tsar Alexandre III. Les négociations, entre Paris et Saint-Pétersbourg, se précisent. Le renouvellement de la Triple-Alliance, un rapprochement anglo-allemand que l'on redoutait, inquiétaient la diplomatie russe. Le Tsar cependant hésite encore à se lier par un accord formel. Le principal motif qui le retient est la crainte de voir cet accord divulgué. Il ne croit pas que les hommes d'Etat français puissent conserver le secret, à quoi il tient par-dessus tout.

A défaut d'un traité en bonne et due forme, on essaie, de part et d'autre, de négocier un arrangement, qui sera complété par une convention militaire. La flotte française est officiellement invitée à Kronstadt. Le Tsar se rend à bord du navire amiral (25 juillet 1891). Le projet d'arrangement, préparé par le gouvernement français, a pour objet d'unir « définitivement les deux puissances ». L'entente se fait finalement sur ce texte rédigé par la France et accepté par la Russie : « Les deux gouvernements se concerteront sur toutes les questions de nature à mettre en cause la paix générale. Pour le cas où cette paix serait effectivement en danger, et spécialement pour celui où l'une des deux parties serait menacée d'une agression, les deux parties conviennent *de s'entendre sur les mesures* dont la réalisation de cette éventualité imposerait l'adoption immédiate et simultanée aux deux gouvernements. »

C'est dans ce style abominable, n'ayant certes rien de commun avec celui de Voltaire, que la plupart des traités seront désormais rédigés !

D'une façon discrète et voilée, mais cependant assez claire, le Président du Conseil, M. Ribot, fait dans un discours à Bapaume, une allusion à cet événement : « Nous saurons garder, dit-il, *dans une situation nouvelle* le calme, la dignité. »

Une convention militaire, complément indispensable de l'accord, est signée le 18 août 1892, par les deux Etats-Majors au nom de leurs gouvernements. Elle stipule, de la part des deux pays, un appui réciproque, au cas où l'un d'eux serait attaqué par un membre de la Triple-Alliance. Elle les oblige à mobiliser immédiatement, dès la nouvelle de la mobilisation adverse. Elle prévoit les forces indispensables à employer de part et d'autre contre l'Allemagne : treize cent mille hommes du côté français, sept à huit cent mille du côté russe. Elle assure la coordination des hauts commandements. Elle interdit aux deux gouvernements une paix séparée.

Cette convention, par certaines de ses clauses, déborde le cadre purement militaire, prend un caractère politique. S'ajoutant à l'accord déjà signé, elle crée entre la France et la Russie une véritable *alliance défensive*.

Le dernier article établit que l'accord sera tenu absolument secret. C'est la condition à laquelle le Tsar et ses conseillers sont le plus attachés. Difficile à obtenir des chefs d'un gouvernement démocratique, responsable devant le Parlement, elle fut cependant acceptée par eux. Il est des nécessités impérieuses auxquelles la démocratie et le contrôle parlementaire sont bien obligés de se plier.

La flotte russe invitée à Toulon fut l'objet de manifestations enthousiastes. Après les Chancelleries, l'alliance nouvellement conclue gagnait le public.

La France, depuis vingt ans isolée, éprouva, quand elle sentit la fin de cet isolement, une joie naturelle et des plus vives. Elle eut conscience de reprendre diplomatiquement sa place en Europe.

Caractère de l'alliance.

Pour comprendre le caractère et la portée de cet accord, il faut, comme pour la Triple-Alliance, se rendre compte de l'état d'esprit de chacun des deux contractants, de leurs dessein. De part et d'autre les préoccupations sont différentes et différents aussi les intérêts. Ce qui intéresse la Russie, en dehors de l'appui financier de la France, auquel elle eut si copieusement recours, c'est presque exclusivement l'Orient. Les empiétements de l'Autriche soutenue par l'Allemagne l'inquiètent autant qu'ils l'irritent. Elle veut, si cette pression s'accuse, être en état de s'y opposer, et pour cela s'appuyer sur la France pour tenir en respect l'Allemagne.

Du côté français, les menaces et le péril germaniques priment tout. L'alerte de 1873, l'affaire Schnaebelé, dont il sera parlé ailleurs, montrent que l'Allemagne peut toujours, d'un moment à l'autre, recourir à ses éternels procédés d'intimidation. L'alliance avec la Russie doit fournir le moyen, du moins l'espère-t-on, d'y résister.

Une telle alliance, conclue non sans bien des difficultés, des réticences, entre deux États dont le régime politique est différent, presque opposé, dont les intérêts diplomatiques sont autres, devait être d'une application malaisée. Chacun des deux tendait naturellement à retenir son allié, à l'empêcher de

s'engager à fond dans une affaire qui lui paraissait secondaire, alors que l'autre, au contraire, la tenait pour essentielle.

En dépit de son alliance, la Russie au demeurant conservait des relations cordiales avec l'Allemagne. Les liens dynastiques, toujours très étroits entre les deux cours, ne pouvaient qu'en accroître la force. Leur influence fut considérable. Le Tsar et le Kaiser correspondaient directement, en dehors des ministres et des ambassadeurs, par des aides de camp personnels que chacun accréditait auprès de l'autre.

Entre la France et la Russie, les divergences diplomatiques avaient forcément leur répercussion dans le domaine militaire. Chaque fois qu'il s'agissait de régler la coopération des deux Etats-Majors, la France éprouvait les pires difficultés à empêcher la Russie de porter la majeure partie de ses forces contre l'Autriche, au détriment de son effort contre l'Allemagne.

Il fallut beaucoup de soin, beaucoup de patience pour adoucir toutes ces causes de friction.

La question d'Égypte.

Au commencement de la troisième République, notre influence était prépondérante en Egypte, véritable *colonie morale de la France*, et le percement récent du canal de Suez venait encore de l'accroître grandement.

Dans la mise en œuvre du pays, son organisation militaire, administrative, etc..., la France avait tenu une place éminente. Elle avait fourni, pour la majeure partie, des instructeurs, grâce à qui d'immenses progrès avaient été réalisés.

A peine un gouvernement énergique avait-il introduit un peu d'ordre dans le pays, que ses ressources, ses richesses prodigieuses avaient fait de la fertile vallée du Nil, *vrai miracle géographique*, une des terres les plus prospères, les plus florissantes du monde.

Le descendant de Méhémet-Ali, Ismaïl, abusa de ces richesses. Ses dépenses extravagantes, ses folles prodigalités ne tardèrent pas à mettre en péril les finances de son État. Des emprunts successifs et multipliés le menèrent où ils finissent toujours par mener ceux qui, gouvernements ou individus, y ont par trop recours : la banqueroute. Ses créanciers européens, surtout Français et Anglais, furent obligés d'intervenir, de le pourvoir d'un conseil judiciaire.

Toutes les fois qu'elle est exercée par des étrangers, cette

tutelle financière ne tarde pas à provoquer le mécontentement ou la fureur de ceux sur qui elle pèse. Isnail, à court d'argent et faisant flèche de tout bois, se résolut à vendre son gros paquet d'actions (176 000) de la compagnie de Suez. Il les offrit d'abord au gouvernement français. Empêtré dans des scrupules parlementaires, craignant l'opposition de la Chambre, les critiques des journaux, toujours faible et vacillant par ailleurs, celui-ci n'osa pas prendre la responsabilité d'un tel achat, encore qu'il se présentât sous l'aspect le plus avantageux. Les actions étaient offertes au prix très bas de 568 francs. Elles en valaient à l'époque beaucoup plus; tout indiquait que leur valeur ne cesserait pas de s'accroître. Elles valent aujourd'hui de quatre à cinq mille francs-or environ, c'est-à-dire presque dix fois plus.

Si les dirigeants français hésitaient à entreprendre eux-mêmes cette opération, ils pouvaient, avec un peu d'insistance, l'effectuer par des organismes particuliers, des banques. La faiblesse, la pusillanimité l'emportèrent. Le gouvernement britannique se montra autrement décidé. Il acheta sans hésiter les actions et du coup acquit une influence considérable sur l'administration du canal.

Ce contrôle financier franco-anglais souleva l'opposition des milieux nationalistes égyptiens. Un agitateur, Arabi, tel qu'il en surgit spontanément dans le monde musulman, aussitôt que la situation devient trouble, se mit à la tête du mouvement qui prit très vite un caractère xénophobe, aboutit au massacre des Européens à Alexandrie le 11 juin 1882.

Voici donc la France et l'Angleterre, les deux puissances les plus intéressées, obligées d'envoyer en Egypte, après des contrôleurs, des cuirassés et des soldats, ceux-ci devant soutenir et protéger ceux-là. Or, au moment décisif, la France se refuse à cet effort dont elle s'exagère grandement, d'ailleurs, les difficultés. Elle laisse l'Angleterre agir seule et recueillir, seule aussi, les bénéfices de son action. Il y eut là de notre part, un véritable accès de défaillance, tel qu'il s'en est produit quelquefois dans notre histoire. Tout le monde, gouvernants et gouvernés, Parlement, opinion publique, en porte la responsabilité. Le ministère Freycinet donna l'exemple de la faiblesse, lorsque, au lendemain du massacre, les escadres embossées devant Alexandrie, obligées d'ouvrir le feu sur les forts, il télégraphia à notre amiral de ne pas participer à ce bombardement.

Cette faiblesse initiale détermina toutes les autres. Quand, quelque temps après, le gouvernement proposa à la Chambre

un crédit pour l'occupation, d'accord avec les Anglais, du canal de Suez, il fut battu à une énorme majorité et obligé de démissionner. Clemenceau résolument et violemment hostile à tout ce qui ressemblait à une expédition coloniale, terminait ainsi son discours : « L'Europe est couverte de soldats; tout le monde attend, toutes les puissances réservent leur liberté d'action pour l'avenir, réservez la liberté de la France. »

C'était poser aussi mal que possible le problème. La France gardait, en effet, sa liberté, mais elle perdait du même coup l'Égypte, politiquement tout au moins. L'Angleterre, à qui était refusée notre collaboration, serait seule désormais à y dominer. Elle envoya peu après un petit corps de débarquement qui dispersa, presque sans coup férir, cette armée égyptienne, dont on s'était fait bien à tort un épouvantail, entra au Caire et pacifia le plus aisément du monde le pays. Depuis, l'Angleterre est en Égypte; elle y est restée et elle y restera.

Lorsque diplomates et gouvernants sont coupables de quelque défaillance, ils essaient parfois plus tard de les rattraper par des voies détournées. Neuf fois sur dix ces efforts sont parfaitement vains.

Maîtres politiquement, militairement de l'Égypte, les Anglais ne pouvaient pas ne pas étendre la main sur ce qui en est le prolongement : le Soudan égyptien. Ils le pouvaient d'autant moins que de bonne heure l'idée grandiose les tentait de couper de part en part, du nord au sud, l'Afrique, de relier par une chaîne ininterrompue toutes leurs possessions du Cap à Alexandrie. Il était donc évident que tout essai de rouvrir par le moyen du Soudan, la question d'Égypte qui, étant donnée notre carence initiale, ne pouvait plus être rouverte, se heurterait de leur part à un refus catégorique. Comme il s'agissait ici, pour l'Angleterre, d'une question essentielle, c'est mal la connaître que de croire qu'elle n'irait pas jusqu'au bout, y compris la menace d'une guerre, pour appuyer sa décision.

Lorsqu'il expédia un peu au hasard, et sans bien se rendre compte des conséquences, le commandant Marchand à travers la brousse africaine, depuis le littoral atlantique et le Gabon jusque vers le Haut-Nil, le gouvernement français soulevait donc maladroitement une affaire qui, s'il n'était pas décidé à la soutenir au besoin par les armes (ce qui n'était certainement pas le cas), ne pouvait se terminer pour nous que par un échec. Après des prodiges d'endurance et de vaillance, Marchand, avec une poignée d'Européens, traversa, par des régions impra-

ticables et à peine connues, la plus grande partie du continent africain et parvint à Fachoda, sur le Haut-Nil. Il méritait à coup sûr tous les éloges pour ses exploits. On ne saurait en dire autant de ceux qui l'avaient envoyé, non sans beaucoup de légèreté.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, le gouvernement anglais prit une attitude des plus énergiques. Le nôtre après un examen rapide de la situation diplomatique, militaire, surtout navale, décida sagement de s'incliner, en quoi il eut grandement raison. Marchand fut rappelé de Fachoda.

*
* *

A quelque chose malheur est bon. Le condominium franco-britannique, s'il s'était exercé sur l'Égypte, aurait pu aisément mal tourner. Dans une collaboration de ce genre, si quelque incident vient à se produire, le plus fort, le plus résolu, élimine généralement le plus hésitant et le plus faible. (Le condominium austro-prussien sur les duchés danois, le Sleswig et le Holstein, se termina par une guerre.) Or, l'Angleterre, moins ligotée que nous par sa politique continentale, se trouvait dans une position meilleure que la nôtre. Elle avait les mains beaucoup plus libres. Son gouvernement, à l'abri des crises parlementaires, possède une continuité de vues et de desseins qui nous manque.

La France, quelles que soient ses ressources, ne peut pas disperser, éparpiller ses forces en tous les points du globe. Son empire nord-africain, par sa proximité de la métropole, devait attirer avant tout ses efforts. Jamais notre diplomatie ne se montra aussi avisée, aussi clairvoyante que lorsqu'elle troqua par le célèbre accord de 1904, fondement de l'Entente cordiale, les droits politiques et théoriques, que nous possédions en Égypte, contre notre pleine liberté d'action au Maroc.

L'Angleterre prit, dès le début, l'engagement de conserver intacte notre situation morale dans le pays. Cet engagement, dans l'ensemble, il est juste de le constater, a été tenu. Tous ceux qui connaissent bien l'Égypte pour l'avoir plusieurs fois, à de longs intervalles, visitée, ont pu se rendre compte sur place que notre influence, à cet égard, depuis le commencement du siècle, loin de diminuer, s'est au contraire élargie; grâce à nos écoles qui sont florissantes, l'usage de notre langue y est plus répandu qu'il y a vingt ans. Le canal de Suez, une des entreprises les mieux conduites et les plus prospères du monde, où

Anglais et Français collaborent dans une parfaite entente, est demeuré sous notre contrôle.

Bibliographie. — Voir la bibliographie des précédents chapitres et notamment les Mémoires de Bismarck; ceux du Prince de Hohenlohe qui donnent de très curieuses « physionomies » du Congrès de Berlin; les Mémoires du roi de Roumanie.

Vsevolod Garchine. *La guerre* (préface de Guy de Maupassant), 1889. — Documents inédits cités par Hanotaux dans son histoire. *Souvenirs inédits du Comte Schouvaloff. Souvenirs inédits de Caratheodory Pacha.*

E. Driault. *La question d'Orient* (8^e édition, 1921). — R. Pinon. *France et Allemagne 1873-1914* (1914). — A. Tardieu. *La France et les alliances* (1910). — P. Albin. *La France et l'Allemagne en Europe* (1913). — A. Mevil. *De la paix de Francfort à la Conférence d'Algésiras* (1909). — H. Friedjung. *Das Zeitalter des Imperialismus 1884-1914.* — Pribram. *Die politischen Geheimverträge Oesterreich-Ungarn 1879-1914* (1920) (donne pour la première fois le texte officiel des traités de la Triple-Alliance et de tous ses renouvellements). *Livre jaune sur le Congrès de Berlin* (1878). — D'Avril. *Négociations relatives au traité de Berlin* (1886). — Choublier. *La question d'Orient depuis le traité de Berlin* (1897). — J. de Witte. *Quinze ans d'histoire.* — Baron des Michels. *Souvenirs de Carrière.* — Katzenhoffer. *Sur l'occupation de la Bosnie-Herzégovine.* — Baron de Stieglitz. *L'Italie dans la Triple-Alliance.* — Comte Joseph Grabinski. *Alexandre de Battenberg* (Correspondant, 23 déc. 1893). — Wertheimer. *Graf Julius Andrassy* (1910). — *L'Alliance franco-russe* (Livre jaune). — J. Hansen. *L'Alliance franco-russe* — E. Daudet. *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe.* — E. de Cyon. *Histoire de l'alliance franco-russe* (1895). — E. Laloy. *La diplomatie de Guillaume II* (1917). — Sir Edward Lee. *King Edward VII. A biography* (1920). — *Affaire d'Égypte* (1880-81-82) (Livre jaune). — De Freycinet. *La question d'Égypte* (1905). — *Souvenirs* (1913). — Brehier. *L'Égypte de 1798 à 1906* (1907).

CHAPITRE X

L'EXPANSION COLONIALE

L'Algérie. — La conquête du Sahara. — Occupation de la Tunisie. — Le Soudan. — L'Afrique équatoriale française. — L'Indo-Chine. — Madagascar.

Caractères généraux de cette expansion.

En 1870, le domaine colonial de la France s'étendait sur l'Algérie, les Antilles, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Guyane, la Réunion, les comptoirs de l'Inde, Saint-Louis du Sénégal et l'îlot de Gorée, quelques points de la côte au Gabon, la Nouvelle-Calédonie et quelques archipels océaniques, la Cochinchine, le protectorat du Cambodge, au total 1 122 000 kilomètres carrés, peuplés de 5 millions d'habitants.

Au lendemain de la grande guerre, les colonies françaises couvrent un territoire de 10 241 000 kilomètres carrés (y compris notre Afrique du Nord et les 487 000 kilomètres carrés du Togo et du Cameroun, territoires à mandat) et une population de 52 millions d'habitants. Leur superficie est égale à environ *dix-neuf fois* celle de la métropole, leur population dépasse celle de la France de plus d'un cinquième. L'empire colonial français se place tout de suite après celui de l'Angleterre (13 millions et demi de kilomètres carrés et plus de 400 millions d'âmes) et avant celui des Pays-Bas (2 millions de kilomètres carrés, 48 millions d'habitants).

L'expansion française est remarquable, presque miraculeuse par son ampleur et sa rapidité. En 1900, elle avait, sauf au Maroc et dans le centre africain, atteint toutes ses limites. Trente années à peine avaient donc suffi à la réaliser. Pareil agrandissement est unique dans l'histoire de l'Europe contemporaine.

L'Angleterre, en effet, avait posé les fondements de son empire dès la fin du XVIII^e siècle; elle en avait poursuivi le développement à travers tout le XIX^e. L'Allemagne d'avant-guerre, tard venue dans le mouvement colonial, dut se contenter des parcelles non occupées : *tarde venientibus ossa*.

La France, elle, semble avoir voulu, en ce dernier quart de siècle, effacer l'erreur du siècle antérieur.

La progression de cet empire colonial fait, de prime abord, l'effet d'avoir été dirigée par une pensée réfléchie : conquête de la Tunisie d'une part, du Maroc de l'autre, qui flanquent l'Algérie de ses deux bastions naturels; liaison du Sénégal au Niger, du Soudan à la côte du golfe de Guinée, du Soudan au Tchad et au Congo, constituant ainsi un immense empire africain, égal aux deux tiers de l'Europe; empire indo-chinois s'étendant sur une surface supérieure à celle de la métropole. N'y a-t-il pas, dans cette extension, l'effet d'une volonté consciente de son but?

C'est là pure illusion, affirment certaines gens. En réalité, cette unité de pensée et de dessein n'exista aucunement. Le hasard, le concours accidentel des circonstances firent tout. La France, comme on l'a dit, se donna un vaste empire, *sans le faire exprès*.

Quiconque observe attentivement les faits, ne saurait un seul instant ratifier un tel jugement. Pas plus que, selon la théorie fataliste, asiatique de Tolstoï, les victoires ne se gagnent sans généraux, les empires coloniaux ne se conquièrent sans chefs, chefs civils et chefs militaires.

Les animateurs.

La vérité est tout autre. Ce vaste mouvement d'expansion au delà des mers, fut avant tout le fait d'un *petit groupe d'animateurs*. La masse du public, les neuf dixièmes des Français, on peut même dire du Parlement, se laissèrent pousser, sans bien savoir au juste où on les conduisait. On pourrait en dire autant, d'ailleurs, de presque toutes les grandes œuvres utiles et fécondes accomplies par les démocraties. A leur origine se retrouve toujours l'action décisive d'un petit noyau d'hommes, d'une oligarchie qui mène tout. Toute l'histoire de l'Angleterre est là pour en témoigner.

Le goût des expéditions lointaines, des campagnes aventureuses, des entreprises d'exploration et de conquête date de fort loin en France. Il s'est au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, épanoui

en une magnifique floraison. Il se heurta de bonne heure à l'opposition et à la jalousie de l'Angleterre qui, par sa situation géographique et économique, parce qu'elle est une île, était infiniment mieux placée que la France pour soutenir de toutes ses forces ses pionniers de l'expansion coloniale. En France les gouvernements de l'ancien régime, bridés par les nécessités de leur politique européenne, ne surent pas ou ne purent pas concilier cette politique avec le désir et le besoin de se répandre au delà des mers. Les « arpents de neige du Canada », nos possessions des Grandes Indes furent sans cesse et inexorablement sacrifiées aux obligations de la politique continentale.

Le gouvernement de la Troisième République se montra plus clairvoyant et plus sage. Il sut trouver un juste équilibre entre son action européenne et son action coloniale. Le développement de l'une ne l'empêcha nullement d'être, quand il s'agissait de l'autre, très attentif et très vigilant. Il suivit, pas toujours sans résistance, les inspireurs, les animateurs de cette expansion coloniale, qui prenaient les initiatives les plus courageuses, les plus lourdes responsabilités, Jules Ferry le premier et le plus grand de tous. Il eut la chance de trouver des exécutants incomparables : Gallieni, Lyautey, Jonnart, pour ne citer que les principaux.

Un noyau d'hommes ardents et convaincus, ayant pleine confiance les uns dans les autres, furent les apôtres de cette idée. Par tous les moyens, la parole, la plume, ils essayèrent d'y intéresser leurs compatriotes et ils y réussirent finalement. Les énergies nationales, comprimées après la défaite, trouvèrent dans ces entreprises lointaines, le débouché dont elles avaient besoin. Dans l'armée notamment, tous ceux qui se sentaient l'amour du risque, qui auraient étouffé dans l'atmosphère des petites garnisons, sollicitaient et obtenaient du service aux colonies. Quelques-uns des plus grands chefs de la grande guerre : Joffre, Gallieni, Gouraud, Mangin, Humbert, etc..., étaient des coloniaux.

Sous l'effet de ce double apostolat, celui du dedans et celui du dehors, la propagande coloniale augmenta sans cesse sa force et recruta de nouveaux adhérents. Devenue pour certains comme une autre religion, elle eut de véritables *missionnaires*, entre autres Paul Bourde, rédacteur colonial du *Temps*, un « saint laïque », ainsi que l'a justement appelé Pierre Mille, qui, bien qu'inconnu du grand public, joua un rôle des plus actifs dans cette propagande.

La France républicaine rencontra naturellement sur son che-

min l'Angleterre, sa vieille rivale. L'incident de Fachoda, qui dressa un moment face à face les deux pays, fut à deux doigts d'amener la guerre. Finalement la sagesse et l'esprit politique l'emportèrent, Français et Anglais reconnaissant qu'après tout les terrains à partager étaient immenses et le monde assez grand pour eux.

Les autres nations européennes, qui auraient pu devenir des concurrentes, ne s'éveillèrent qu'assez tard aux avantages et aux profits de la colonisation.

L'Italie en fut pour longtemps dégoûtée par son aventure de l'Abyssinie.

La Russie avait l'Asie à dévorer, ce qui suffisait largement à son appétit.

L'Allemagne, fidèle aux doctrines de Bismarck, dont l'horizon ne dépassait guère le cadre de la vieille Europe, qui ne savait rien des problèmes mondiaux, preuve que son intelligence d'homme d'Etat avait des limites, n'entra que très tard dans cette compétition.

Bismarck crut très habile, au début, d'encourager la France dans sa politique coloniale, persuadé que c'était le meilleur moyen d'user son activité et ses forces, de la brouiller avec l'Angleterre et l'Italie. Cet espoir machiavélique fut déjoué.

L'Algérie.

La colonisation après la conquête.

En 1870, la France était en Algérie depuis quarante ans déjà. La conquête de la colonie était virtuellement accomplie. Elle avait demandé beaucoup de temps, beaucoup d'efforts et de sacrifices, qui s'expliquent, pour une bonne part, par les fautes commises, dans l'ordre politique aussi bien que dans l'ordre militaire. On avait perdu un assez long temps, par exemple, en essayant de traiter avec Abd-el-Kader. Pour s'épargner un effort momentané, on fut obligé d'en consentir les années suivantes de beaucoup plus considérables. L'histoire coloniale est pleine d'erreurs de ce genre qui se renouvellent indéfiniment.

Le soulèvement d'Abd-el-Krim, dans le Rif, n'en est que la répétition.

Après l'insurrection de Kabylie (printemps 1871), qui fut sans trop de peine durement réprimée, la France, en dehors de

petites actions sur les confins marocains et sahariens, n'eut plus aucun effort militaire sérieux à soutenir.

La colonisation avait suivi pas à pas la conquête. Incertaine, hésitante au début, peu encouragée par les autorités, elle se développait cependant d'un mouvement continu, attestant les richesses du sol, l'énergie, l'endurance de ceux qui essayaient péniblement, sans se laisser rebuter par les échecs, de les mettre en œuvre. Beaucoup de vieilles familles algériennes descendent de ces pionniers qui s'installèrent dès la première heure dans le pays. En dépit des difficultés et des obstacles, la plupart de ceux qui s'y étaient une fois établis, ne se décidaient plus à le quitter, si vif est l'attrait qu'il exerce.

Il n'est pas de contrée au monde où le Français, quelle que soit sa province originaire, se sente aussi rapidement chez lui. Provençaux et Languedociens retrouvent sur le littoral, avec un climat plus chaud, une végétation plus luxuriante, les paysages, les formes de vie qu'ils ont quittés. La vigne, à la culture de laquelle ils s'adonnèrent de bonne heure et avec le plus grand succès, ne tarda pas à devenir une des richesses de la colonie. A cette « riviéra algérienne » succède une région de hauts plateaux, propices aux céréales et aux pâturages. Cette haute région vient choir dans les terres sahariennes, pays des oasis et des nomades.

Politique de « rattachement ».

Comment gouverner, administrer un pays aussi varié, aussi divers, où l'élément français, quelle que soit son importance, ne représente cependant qu'une minorité ? La direction s'exercerait-elle de Paris ou d'Alger ?

On essaya tout d'abord de la première méthode. Ce fut la période dite de *rattachement*. Après le départ de Chanzy, le gouverneur militaire fut remplacé par un gouverneur civil, l'administration algérienne confondue avec les administrations similaires de la France. Les affaires de l'Algérie dépendaient de huit ministères différents, ce qui ne rendait pas, comme on pense, les solutions très faciles ni très rapides. Un rapport magistral de Jules Ferry signala les inconvénients et les absurdités de cette situation.

La nouvelle formule.

Le rattachement, condamné officiellement en 1893, fut modifié par le décret du 10 mai 1896, augmentant considéra-

blement les pouvoirs du gouverneur général. Le décret du 21 août 1898, la loi du 19 décembre 1900 instituèrent un budget spécial, les *Délégations financières*, véritable parlement local, composé de trois catégories de délégués (colons, Français autres que les colons, indigènes), délibérant séparément, votant les projets de budget préparés par l'administration ; un conseil supérieur réorganisé avec une majorité de membres élus et révisant sans droit d'initiative. Les recettes ne pouvaient être perçues que par la loi de finances de la métropole, qui conserve ainsi un droit supérieur de contrôle sur les dépenses nouvelles que le gouverneur général seul peut autoriser. Les dépenses militaires sont, comme dans les autres colonies, à la charge de la métropole, avec une garantie d'intérêts pour les chemins de fer. L'Algérie, dotée de la personnalité civile, a le droit de conclure des emprunts, de concéder des voies ferrées. Il y avait désormais en Algérie quelque chose de plus que les territoires de ses trois départements, administrés comme en France par des préfets ; il y avait l'Algérie elle-même, *avec sa personnalité propre*.

Telle qu'elle subsiste, cette formule administrative apparaît comme un compromis. Le gouverneur général est le délégué collectif des différents ministres. Les préfets des trois départements ont le rôle et les fonctions des préfets de France. Les territoires du Sud constituent un groupement indépendant (loi du 24 décembre 1902) avec un budget, une administration distincte. Ces territoires qui, d'ailleurs, furent sans cesse diminués, jouent le rôle de confins.

Pour mettre en œuvre ce système qui accorde à l'Algérie une large autonomie, la République sut choisir quelques administrateurs excellents : Jules Cambon, au début d'une magnifique carrière administrative et diplomatique, Revoil, Jonnart.

Envoyé en Algérie par Waldeck-Rousseau au commencement de ce siècle, au lendemain des troubles provoqués par les menées antisémites d'un agitateur, Max Régis, Jonnart exerça ses fonctions pendant plus de dix ans. Il retourna en Algérie à la fin de la guerre. Par une politique indigène libérale et intelligente, par son influence dans les milieux parlementaires, ses qualités d'administrateur, il donna le plus admirable essor à l'Algérie qui est moins, à l'heure actuelle, une colonie proprement dite, qu'une partie de la métropole.

La grande guerre, avec ses conséquences de toute nature, a permis de mesurer la solidité de notre établissement. L'Algérie, qui s'était révoltée en 1871, ne bougea pas durant ces quatre

années d'hostilité, en dehors de quelques troubles sans importance dans l'Aurès (1916).

La province algérienne.

Toutes les provinces de la France, de préférence celles du Midi, y sont représentées. Un large afflux de sang italien dans la province de Constantine, espagnol dans celle d'Oran, n'affaiblit en rien *le caractère essentiellement français* de cette population. Le fils de l'immigrant des Baléares, d'Alicante ou de Murcie, francisé par la loi, faisant son service militaire dans les zouaves, se battit, durant la guerre, avec le même courage que le descendant des purs colons français.

Quelques jours seulement avant la bataille de la Marne, durant cette mémorable retraite à travers la plaine de Champagne, l'auteur de ces lignes, officier dans la Division du Maroc, rencontra un régiment de zouaves où presque tous les soldats ne parlaient qu'espagnol, ce qui ne les empêcha pas de combattre une semaine plus tard, avec le même héroïsme que les Français.

La race qui s'est constituée de la sorte, par le mélange de tous ces sangs différents, dont le romancier Louis Bertrand a peint quelques types particulièrement saisissants, possède toutes les qualités des paysans français. Elle a de plus quelque chose qui manque à ces derniers : le goût et l'amour du risque. Les grandes entreprises ne l'effraient pas. Le colon algérien met rarement dans une banque ou un bas de laine le montant de ses économies. A peine sont-elles faites, quelquefois même avant, il les place audacieusement dans une entreprise nouvelle. Il n'y a pas de pays où la spéculation sur les terres, une spéculation très saine au demeurant, puisqu'elle a à sa base l'énergie et le travail, ne se développe sur une aussi vaste échelle. Les grandes propriétés de vignes, dans la région d'Oran, de Bône et d'Alger, par la perfection de leur outillage, l'emploi des machines les plus modernes, n'ont pas leurs pareilles dans la métropole. Les Algériens se sont mis ces derniers temps à la culture du coton et les résultats sont des plus encourageants.

La conquête du Sahara.

On passe sans transition des hauts plateaux dans le pays des oasis et la région désertique. L'un est la continuation de

l'autre. L'occupation du premier, pour être solide, devait fatalement entraîner la conquête et l'occupation du second.

Entre les agriculteurs des hauts plateaux et les Ksouriens, habitants des oasis, dont les palmiers et les dattes constituent la principale ressource, les pasteurs nomades forment la liaison.

L'achaba.

Aux premiers jours du printemps et à l'automne, en quelques points de passage qui font communiquer ces deux régions, à El Kantara, notamment, près de Biskra, se déroule, pendant des semaines, le défilé ininterrompu des tribus nomades qui s'éloignent ou se rapprochent du désert. Sous la lumière étincelante de l'extrême sud, parmi les tourbillons d'une poussière dorée, tout un peuple en mouvement, hommes et femmes, vieux et jeunes, bêtes et gens, suit l'antique voie des migrations périodiques. Fromentin, dans son livre célèbre, a fait de ce défilé une description magnifique où jamais n'a été poussé plus loin le pouvoir magique de créer de la couleur avec des mots. Cet exode des tribus s'appelle en arabe *l'achaba*, ce qui signifie la *quête de l'herbe*. C'est en effet le souci des pâturages pour la nourriture des troupeaux qui détermine, en même temps qu'il les règle, ces déplacements d'un peuple de pasteurs. Certaines de ces tribus, les Larba, par exemple, poussent, pendant l'hiver, jusque bien au sud de Ghardaïa, presque à la hauteur de Ouargla, et remontent pendant l'été dans la région de Téniet-el-Had, soit un trajet de mille kilomètres à l'aller et au retour. D'année en année, et même de siècle en siècle, ce mouvement s'opère avec une régularité, une fixité absolues. Sur ces migrations de pasteurs, le temps a glissé sans apporter le moindre changement. Ils sont tels que les décrivait Virgile au troisième livre des Géorgiques.

« Durant des jours et des nuits, pendant des mois entiers, le troupeau va paissant le long de ces déserts immenses, sans jamais s'arrêter sous un toit : si vastes sont ces étendues ! »

La conquête du Sahara s'imposait. Elle s'opéra par l'effet d'une sorte d'instinct plutôt qu'à la suite d'un plan raisonné et méthodique. Un traité conclu en 1862 avec les Touaregs était resté lettre morte. Ouargla fut occupé en 1871, El-Goléa en 1873. Le colonel Flatters, faisant partie d'une commission pour reconnaître le tracé éventuel du chemin de fer saharien, atteignit en 1880 le lac Mingou. Il repartit en décembre et fut assassiné par les Touaregs, le 6 février 1881.

Dans le sud oranais, l'insurrection des Ouled Sidi Cheik, établis sur la frontière et fanatisés par le Marabout Bou-Hamama, provoqua notre intervention. La révolte fut domptée et l'agitateur se réfugia au Maroc. Un poste fut créé à El-Goléa. La Convention franco-anglaise du 5 août 1910 englobait le Sahara dans notre zone d'influence. En 1898, la mission Foureau-Lamy quitte Biskra, pour rejoindre deux autres missions qui partent l'une du Soudan, l'autre du Chari. La jonction s'effectua en février-avril 1900.

Une nouvelle convention avec l'Angleterre reconnaissait à la France tout le Sahara entre l'Algérie, le Tchad et le Soudan. La route saharienne était dès lors ouverte depuis l'Algérie jusqu'à Tombouctou et au Niger. Ouargla, In-Salah, le Hoggar, le Pays des Touaregs, Tombouctou la mystérieuse, enfin les rives du Niger, le pays des Noirs, telles sont les étapes qui jalonnent la traversée de cette région de la soif.

Cette conquête, l'organisation des territoires sahariens, s'effectua le plus aisément du monde, grâce à la création du corps des méharistes qui, d'anciens voleurs promus à la dignité de gendarmes, patrouillent le désert et y font régner une sécurité suffisante.

Du côté du Maroc, les incursions des bandes pillardes étaient contenues par les postes fortifiés que la France avait installés dans le Touat. En 1899 In-Salah est occupé. Cette occupation s'étend au Tidikeld et au Tafilelt; la voie ferrée s'avance progressivement jusqu'à Aïn Sefra puis Beni Ounif, porte de la merveilleuse Oasis de Figuig, une des plus curieuses, des plus colorées du sud algérien, puis jusqu'à Colomb-Béchar.

Les années suivantes furent employées à la conquête du Touat.

Occupation de la Tunisie.

En 1881, la Tunisie entre dans le domaine français. Dans l'Afrique du Nord, les lignes de relief courent de l'Ouest à l'Est. C'est selon cette direction que se sont, au cours des siècles, propagées les grandes invasions, celle des Romains, puis celles de l'Islam.

La France, au contraire, par une sorte de paradoxe politique et géographique, avait occupé l'Algérie en allant du Nord au Sud, du rivage vers les hauts plateaux, puis vers le désert. Les nécessités naturelles lui imposaient de revenir aux

voies historiques, de s'étendre des deux côtés : vers l'Ouest, au Maroc, vers l'Est à la Tunisie. Dans ces deux pays elle ne pouvait, sans mettre en péril son établissement algérien, laisser s'installer une puissance rivale, qui serait venue limiter son expansion.

L'occupation de la Tunisie fut conçue et exécutée, très aisément d'ailleurs, par un grand homme d'Etat, le même qu'on retrouve à l'origine de nos conquêtes coloniales : Jules Ferry.

La Tunisie était gouvernée par des beys de race turque, et habitée par des populations de langue arabe, très pacifiques. Les dépenses excessives des beys leur avaient fait contracter en Europe (1852) des emprunts à des taux si lourds, qu'en 1869, une commission internationale, réduisant la dette par concordat, reçut mission d'administrer leurs finances. Tâche difficile, car le personnel de la commission n'était pas d'accord avec les ministres beylicaux et les consuls européens se disputaient entre eux. L'Angleterre et l'Italie s'opposaient naturellement à l'influence française : Wood, consul d'Angleterre, en place depuis vingt-trois ans, déjouait les efforts de notre consul : Roustan. En 1874, l'Angleterre obtenait la concession de la ligne reliant notre réseau algérien à la Tunisie. Quant à l'Italie, elle se prévalait de sa proximité géographique, du nombre de ses nationaux établis dans la régence. Des incidents nombreux soulignaient cette opposition : une intervention armée de la France s'imposait pour la sécurité de son œuvre algérienne. Elle ne pouvait avoir lieu sans l'acquiescement de l'Angleterre, sinon de l'Italie, et sans l'appui de l'opinion publique. Le Congrès de Berlin nous donna l'un, le ministère Jules Ferry prépara l'autre.

En 1878, à Berlin, Lord Beaconsfield et Lord Salisbury déclaraient en termes non équivoques à notre plénipotentiaire Waddington que la Grande-Bretagne ne s'opposerait pas à notre action en Tunisie : c'était la contre-partie de la mainmise anglaise sur l'île de Chypre. Le consentement de l'Angleterre ainsi obtenu, la situation nouvelle est notifiée à l'Italie. En France, l'opinion publique, si peu d'années après les désastres de 1870, ne voyait pas, sans quelque appréhension, cette expédition coloniale : les milieux parlementaires se laissèrent entraîner par Gambetta, converti lui-même par le baron de Courcel, directeur politique aux Affaires Etrangères. La mauvaise humeur italienne précipita notre intervention. La ligne Tunis-La Goulette concédée en 1871 à une compagnie anglaise, vendue à la

compagnie française de Bône-Guelma, avait été rachetée après annulation de la vente par une société italienne, à un prix atteignant près du double de l'adjudication antérieure. Une autre affaire financière assez louche (celle de l'Enfida, mars 1881) permit à l'Italie de rendre plus intense sa propagande antifranaçaise. Un incident de frontière, bande de Khroumirs envahissant le territoire de l'Algérie (31 mars 1881, détermina notre action.

Le ministère Jules Ferry obtint facilement du Parlement des crédits, d'ailleurs minimes (5 millions). A la Chambre, une cinquantaine de députés à peine s'abstinrent : Clemenceau lui-même vota pour. En fait, la répression des Khroumirs était le prétexte, non le but de l'expédition ; le gouvernement, décidé à tout autre chose qu'à une opération de police, n'osa pas cependant s'ouvrir de ses intentions devant le Parlement.

La première campagne dura à peine trois semaines : 31 000 hommes de troupe, venus de France ou d'Algérie, se concentrèrent en deux colonnes : l'une le long de la mer pacifia sans difficulté le territoire des Khroumirs ; la deuxième, après de petits combats, atteignit le Kef qui ouvrit ses portes. La véritable surprise fut l'apparition de notre escadre devant Bizerte, où les tribus rebelles pouvaient venir se réfugier, son occupation sans combat par un corps de 8 000 hommes sous le commandement du général Bréart (1^{er} mai 1881). Tunis pouvait ainsi être investi à la fois par le nord et par l'ouest.

Il n'y avait pas eu, entre le gouvernement beylical et la France, de rupture diplomatique. Le bey avait seulement refusé de nous aider à rétablir l'ordre. Notre consul Roustan s'assura qu'un parent du bey accepterait éventuellement la succession au trône. Le 12 mai, le général Bréart entra à Tunis avec une simple escorte et le bey acceptait le traité *du Bardo* qui établissait le protectorat français sur son pays : notre occupation militaire devait être étendue à tous les points jugés nécessaires ; un résident français était le seul intermédiaire entre la France et les autorités de la régence ; aucun acte international ne pouvant être conclu par le bey sans l'approbation de la France.

L'expédition était terminée, sans même que Tunis fût occupée par nos troupes, et la moitié environ du corps expéditionnaire quitta aussitôt le territoire de la régence. A la veille des élections générales, le gouvernement jugeait habile de limiter le plus possible les frais de notre expédition.

A peine nos troupes sont-elles parties qu'une insurrection

éclate dans le Sud : Sfax, Gabès, Kairouan la ville sainte, tombent aux mains des insurgés. Un nouvel effort est indispensable. Le 16 juillet 1881, Sfax, bombardée par notre escadre, est enlevé par un corps de débarquement ; ce fut le tour de Gabès le 26 juillet. 30 000 hommes sont expédiés dans la régence, qui portent le total des troupes à 50 000. Le général Saussier, commandant en chef, fait d'abord occuper Tunis (octobre) puis il dirige sur Kairouan trois colonnes, de Tebessa, de Tunis et de Sousse. La résistance est à peu près nulle. Kairouan ouvre ses portes sans combat (octobre). Un an plus tard (octobre 1882, le bey Saddok étant mort, son frère Ali, en vertu des lois dynastiques, lui succède, et le traité de la Marsa vient compléter celui du Bardo (8 juin 1883).

L'équilibre financier fut réalisé en Tunisie très vite et sans aucune peine, par le simple contrôle d'un haut personnel français. Les budgets se soldèrent constamment par des excédents. Les ressources agricoles et minérales du pays sont considérables : céréales, vin, huile d'olive, etc..., etc...

La création d'immenses olivettes couvrant des milliers d'hectares, au sud de Sousse et de Kairouan, est due à la sagacité vraiment miraculeuse de Paul Bourde, secrétaire général du gouvernement. Comme Le Verrier découvrit une planète par l'effet du calcul, Bourde, de la lecture attentive des textes latins, de restes de vieux moulins, déduisit l'existence, à l'époque romaine, de vastes olivettes dans des régions qui, depuis près de vingt siècles, étaient incultes et désertiques.

Le bétail est abondant dans la région du nord plus pluvieuse. Les phosphates sont la principale richesse. Epars le long de la frontière algérienne et concédés à plusieurs compagnies, la production des gisements était de 2 250 000 kilogrammes en 1923, faisant de la Tunisie le premier producteur mondial, avant l'Algérie et le Maroc dont la concurrence s'annonce redoutable. Le minerai de fer (774 000 kilogrammes) est presque en totalité exporté en Angleterre. Le commerce extérieur 103 millions en 1900, 322 millions en 1913 a atteint 1 371 millions en 1923. La France absorbait 41 pour 100 des exportations en 1913.

Sur ce territoire de 125 000 kilomètres carrés, vivent 2 100 000 habitants recensement de 1922. Musulmans et Israélites sont en très forte majorité environ 92 p. 100, les Européens sont au nombre de 156 000. Les Italiens y sont plus nombreux que les Français; mais ceux-ci détiennent la plus grande partie de la richesse.

Cette prépondérance numérique des Italiens s'explique par la proximité de la péninsule, par la fécondité de la race. Elle n'est pas sans créer une situation préoccupante, d'autant que les Italiens restent fortement agglomérés et jouissent de nombreux privilèges, en particulier scolaires, auxquels leur gouvernement, loin d'y renoncer, voudrait donner une extension nouvelle. La petite colonisation n'a pas attiré, comme en Algérie, beaucoup de familles françaises. Les exploitations les plus étendues appartiennent à de grands propriétaires français dont certains ne résident pas.

Le Soudan.

Le Soudan était pour les Français, en 1870, une contrée presque inconnue. La France, en fait de territoire, ne tenait que l'embouchure du Sénégal, des comptoirs établis le long du fleuve, quelques ports à Casamance, dans le Rio Nunez, à Grand Bassam et Assinie et sur la future côte d'Ivoire. Ces acquisitions dataient, les dernières, du deuxième quart du XIX^e siècle, le Sénégal, de la fin du XVI^e siècle. C'était le temps où l'on ne songeait, de l'immense Afrique, qu'à posséder l'embouchure des fleuves ou quelques points bien choisis des côtes.

Faidherbe, gouverneur du Sénégal (1854-1861 et 1863-65), vit plus loin. Il transforma d'abord notre colonie en la pacifiant et en étendant sa zone d'influence sur le haut fleuve. La guerre de 1870 nous empêcha de prolonger son action, de pousser, comme Faidherbe le voulait, jusqu'au Niger. Sauf au Sénégal, notre domaine restait confiné au seul littoral. Les projets de Faidherbe furent repris sous l'impulsion du colonel Brière de L'Isle, gouverneur depuis 1876. D'une part on entreprit de relier par une voie ferrée le Sénégal au Niger, entre les points extrêmes de navigation des deux fleuves, de Kayes à Bamako. Une voie ferrée fut établie de 1882 à 1885 entre Saint-Louis et Dakar. Le premier tronçon de la nouvelle ligne, autorisée par la loi du 26 février 1881, atteignait péniblement en 1888 à peu près le quart du trajet total. Cette avance, d'autre part, se heurtait à deux conquérants toucouleurs : l'un Ahmadou, fils d'El-Hadj Omar, ce marabout dont Faidherbe avait obtenu la soumission en 1885 ; l'autre Samory. Tous deux, à la tête de leurs guerriers musulmans, exerçaient leur brigandage sur les populations noires des deux rives du Niger.

Le capitaine Gallieni envoyé en mission (30 janvier 1880), est retenu près de dix mois en captivité par Ahmadou (1880-81). Le colonel Borgnis-Desbordes, en trois campagnes successives (1881-83), créa les postes de Kéta et de Bammako, et s'il ne put, à cause de ses faibles effectifs, infliger une défaite totale à Samory, du moins il étendit jusqu'au fleuve notre zone de pacification. En 1887, Samory renonçait officiellement à la rive gauche du Niger. Ahmadou acceptait notre protectorat.

A la fin de 1888, le Soudan français comprenait un petit noyau d'Etats soumis, et un groupe de territoires placés sous un protectorat plus ou moins théorique. La France, solidement établie sur le Niger, débordait au nord et au sud du fleuve. Mais elle y trouvait des voisins, les Anglais, de même que sur la côte, les possessions de la Gambie anglaise, de la Guinée portugaise, du Sierra-Leone, de la république de Libéria, du Togo allemand venaient limiter notre expansion.

En dehors des comptoirs du littoral, la région intérieure appartenait au premier occupant. La tentation était grande de pousser dans la forêt équatoriale des explorations dont les gains territoriaux nous demeureraient acquis. Justement la Conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885) avait reconnu les droits de la France sur le Haut-Niger, mais décidé que toute prise de possession devait être suivie de *l'occupation effective* du sol. Une véritable course de vitesse s'instituait ainsi entre les puissances du littoral qui pouvait amener des incidents et des conflits. La France possédait sur ses rivales un atout décisif, le cours du Sénégal et du Haut-Niger, corde de l'arc immense tracé par la double voie fluviale. Elle pouvait aborder la région intérieure à la fois par le Nord et par le Sud. Des traités successifs réglèrent le partage des sphères d'influence. La convention de délimitation avec l'Allemagne (décembre 1885), avec le Portugal (1886), avec l'Angleterre (1882 et 1889), créèrent notre colonie de Guinée, dont la capitale fut Konakry.

Sur la Côte d'Ivoire nous n'avions, depuis 1870, que les simples postes de Grand Bassam et d'Assinie, possessions paraissant si dénuées de valeur que nos intérêts y étaient confiés à un simple commerçant, et qui ne commencèrent à compter qu'à partir du jour où les explorations prouvèrent la richesse de l'arrière-pays; la colonie fut organisée en 1889 après un règlement de frontières avec l'Angleterre.

Le Dahomey enfin, sous le nom primitif d'établissement du golfe de Bénin, comprenait le pays de Porto-Novo sur lequel

notre protectorat, établi dès 1863, était rendu effectif en 1885, et les ports de Kotonou et de Wyddah (1864-1876). Le roi du Dahomey Behanzin était hostile à notre influence. De tous les souverains indigènes rencontrés sur notre chemin, il se montra l'adversaire le plus redoutable. Il avait une armée dévouée, une garde de femmes-soldats. Il fallut recourir à une expédition (février 1890) qui aboutit à un compromis nous rendant Kotonou, moyennant le paiement d'une rente au roi. Des conventions avec l'Allemagne (1885) avaient réglé les frontières du nouvel Etat.

Les établissements de la côte pouvaient ainsi se prolonger vers l'intérieur. Dans l'arrière-pays il restait à soumettre les chefs toucouleurs, à prévenir l'Angleterre dans la course vers l'embouchure du Niger. L'admirable exploration du lieutenant d'infanterie de marine Binger, partant, seul Européen avec quelques indigènes (septembre 1887), traversant les États de Samory, atteignant Kong (20 février 1888, le pays Mossi, Ouaghadougou, revenant à Kong et enfin à Grand Bassam (20 mars 1889), avait rectifié bien des idées erronées sur la géographie du pays, fait évanouir la légende des « monts de Kong » et révélé la richesse de ces contrées. Par les traités conclus avec les chefs indigènes, Binger avait relié le Soudan à la Côte d'Ivoire.

Il s'agissait de savoir qui, de la France établie sur le Haut-Niger, ou de l'Angleterre dont une compagnie à charte détenait la souveraineté du Bas-Niger, posséderait le restant du fleuve. Chefs militaires qui décident et commandent ces expéditions, explorateurs qui leur ont ouvert la voie (souvent les deux se confondent), traités délimitant les zones, de part et d'autre une extraordinaire activité : c'est la ruée des grands Etats colonisateurs à la conquête du continent noir.

La pacification prit du temps. Archinard, commandant supérieur du Soudan, entreprend de briser par trois campagnes (1888-1890) la puissance d'Ahmadou. Après la prise de sa capitale, Sigou, ce dernier fut réduit à s'enfuir dans le désert. Reconstituant ses forces, seule, une nouvelle campagne put en 1893 en venir à bout. Il s'en alla mourir chez les Sokoto (1898). Durs combats, menés un contre dix, avec des effectifs très réduits, quatre ou cinq pièces de petite artillerie, contre des adversaires courageux mais armés du seul fusil à pierre. Les colonnes expéditionnaires comprennent à peine un noyau d'Européens. Tout le reste est composé de troupes noires qui bien vite, et à condition de posséder un solide encadrement, font le coup de feu sans faiblir. Le ravitaillement est réduit à

son expression la plus simple, sans aucun de ces convois encombrants qui alourdiraient la marche des colonnes.

Samory fut un adversaire autrement dangereux qu'Ahmadou. Ses soldats « sofas » se servaient du fusil à tir rapide. Il savait lui-même choisir judicieusement ses positions de combat. Les troupes lui étaient d'autant plus dévouées que le butin collectif, fruit du pillage, était équitablement partagé entre elles. Les campagnes des colonels Archinard et Humbert, du colonel Combes (1892) permirent de refouler le chef toucouleur vers le Nord ou vers l'Est : vers la fin de 1893, les possessions françaises s'étendaient sans interruption de la source du Niger jusqu'au Macina.

Le moment était venu de pousser plus avant. De sa propre initiative, le commandant de la petite flottille du Niger, le lieutenant Boiteux, se porte sur Tombouctou. Il atteint le 12 décembre 1893 la cité mystérieuse, qui depuis Mungo-Park (1805) n'avait été visitée que par quatre explorateurs européens.

Boiteux, avec la dizaine d'Européens qui l'accompagnent, s'y trouve bientôt en danger. Son second est massacré. Le colonel Bonnier, successeur d'Archinard, marche à son secours en deux colonnes : tandis qu'il descend lui-même le fleuve, le commandant Joffre conduit par terre la seconde colonne sur la rive gauche du Niger. Bonnier est massacré au bivouac avec tous ses hommes, par les Touaregs. Joffre se rend maître de la ville (9 février 1894) dont il dégage les abords.

L'ensemble des possessions françaises du Soudan, par son extension progressive, nécessitait une réorganisation administrative. Notre colonie de Guinée vit ses limites fixées par les nouvelles conventions franco-anglaises (1891 et 1895). La Côte d'Ivoire où, par la timidité du ministère des Colonies, le colonel Monteil ne peut venir à bout des bandes samoristes qui s'étaient infiltrées dans le pays, fut organisée en colonie indépendante par décret du 10 mars 1893. Le Dahomey enfin, où une révolte du roi Béhanzin rendit nécessaire une double expédition du colonel Dodds, aboutissant à la capture et à la déportation du prince nègre (1892-1894), fut élevé au rang de colonie spéciale en 1894.

Entre ces colonies, augmentées du Sénégal et du Soudan, il était indispensable d'établir un lien commun. Le Décret du 15 juin 1895 créa le gouvernement général de l'Afrique occidentale française qui, laissant en dehors de ses limites le Dahomey, conservait à chacune des autres colonies leur indépendance administrative, mais faisait du gouverneur général,

lui-même gouverneur du Sénégal, le chef des opérations militaires.

Le Bas-Niger échappait à la France. Trois compagnies anglaises s'y étaient établies. En 1879, elles fusionnèrent et englobèrent les factoreries de deux compagnies françaises, incapables de lutter contre leur concurrence (1885). L'ensemble de ces territoires, appelés Nigeria, assurait en fait le monopole de la navigation à l'Angleterre, malgré le principe de la liberté de navigation du fleuve, inscrit à l'acte de Berlin (1885). Une convention du 5 avril 1890 fixa la délimitation des zones d'influence respectives. Le domaine français s'étendait jusqu'à la ligne joignant Say sur le Niger, à Barroua, sur le lac Tchad. L'Angleterre se réservait les parties paraissant les plus riches et les plus peuplées. A la France, elle consentait à reconnaître la terre légère du Sahara où, selon le trait d'un de ses hommes d'Etat, « le coq gaulois pourrait user ses ergots ».

Afin de reconnaître la sphère française, le colonel Monteil suivit la ligne limite et traversant après le Sokoto et le Bornou, tout le Sahara, arriva à Tripoli au cours d'une exploration de deux années. Le lieutenant Mizon (1890), chargé de l'exploration du sud du lac Tchad et de la Bénoué, eut à subir l'hostilité des agents anglais de la Compagnie du Niger.

Le passage leur étant interdit par le nord, les Français vont apparaître par le sud, par le Haut-Dahomey dont la conquête réelle commencée en 1892 s'achevait en 1894. Sans arrêt, des missions rejoignaient le Dahomey au Niger, au Soudan, à la Côte d'Ivoire, ou bien exploraient la navigabilité du fleuve (expédition Toutée, 1895, lieutenant Hourst, 1895-1896), luttant de vitesse avec les Anglais du Bas-Niger, les Allemands du Togo. L'Allemagne reconnaît notre zone (juillet 1897).

L'Angleterre, après une tension diplomatique assez vive, signe avec nous le 14 juin 1898, une convention qui met fin à la lutte pour le Bas-Niger. Un an plus tard, rachetant la charte de la Royal Nigeria Company, elle transforme la Nigeria en colonie (1899). Cette année 1898 marquait ainsi le terme des rivalités européennes. Elle voyait de même la fin de la lutte contre Samory : obligé de se retirer dans le pays de Kong (1895) coupé des routes de l'est et du nord, il ne trouva d'autre moyen, pour échapper aux colonnes lancées à sa poursuite, que de fuir vers l'ouest à la lisière de la forêt équatoriale et de nos postes les plus méridionaux du Soudan. Il avait environ dix mille guerriers et traînait une horde de plus de cent vingt mille sujets, captifs, femmes et enfants qui ravageaient tout sur leur passage.

Dans le pays trop pauvre pour la nourrir, la caravane immense jalonnait son chemin par les cadavres laissés derrière elle. Après des « accrochages » répétés, le capitaine Gouraud put surprendre et capturer dans son camp, sans tirer un coup de feu, Samory, ses trois cents femmes et ses trois cent vingt enfants. Le chef vaincu fut déporté au Congo (23 septembre 1898).

Le dernier et le plus puissant de nos ennemis disparaissait après seize ans de lutte. En dehors de quelques soulèvements dans la Côte d'Ivoire, les seules opérations militaires importantes se firent sur la rive droite du Sénégal, dans l'Adrar. Le pays, resté presque inexploré jusqu'en 1900, avait été délimité par une convention franco-espagnole (27 juin 1900). Or, les pillards de Mauritanie, coupables de l'assassinat de l'administrateur français, n'avaient pu être châtiés malgré plusieurs campagnes successives. Un cousin du chérif marocain Abd-el-Azis, Moulay Idriss, excita ses bandes contre la France. Durant les années 1907 et 1908 plusieurs d'entre elles, parties de l'Adrar, vinrent ravager nos territoires. Le colonel Gouraud, commissaire du gouvernement en Mauritanie, livra les combats des gorges de Choummat et d'Amahil (décembre 1908, janvier 1909), occupa la capitale de l'Adrar, Axar, et pacifia sans peine le restant de la région.

La création du gouvernement général de l'Afrique Occidentale française en 1893 répondait surtout à des nécessités militaires. Le nombre et la nomenclature des colonies qui en font partie changea en 1899 par la suppression du Soudan dont les cercles furent répartis entre les colonies côtières ; en 1904, par la création de la colonie du Haut-Sénégal et Niger et des territoires du Niger et de la Mauritanie.

Avec ses huit colonies, l'Afrique Occidentale est la plus étendue de toutes les possessions françaises (4 665 000 kilomètres carrés). La population n'atteint qu'une densité très faible : trois ou quatre habitants au kilomètre carré (huit ou neuf dans le Dahomey ou la Guinée). Ce peuplement minime tient à la faiblesse de la natalité et à la forte mortalité infantile. Les médecins européens, là comme dans le Congo, sont en nombre insuffisant ; l'œuvre d'assistance médicale indigène n'est encore qu'à ses débuts. Cette population clairsemée est uniquement agricole : l'arachide a fait la fortune du Sénégal et sa culture s'étend au Soudan et en Guinée ; le riz, cultivé dans la Haute-Guinée, est déjà l'objet d'un trafic assez considérable. Le coprah, le maïs, le manioc ne servent encore qu'à la consommation

locale ; mais déjà les plantations de café et de cacao s'étendent au Dahomey et à la Côte d'Ivoire : aucune raison climatérique n'empêcherait ces produits de s'y développer aussi bien que dans la colonie anglaise voisine, la *Gold Coast*. La production du caoutchouc ne compte presque plus, les arbres ou les lianes productives ayant été dévastés. On peut beaucoup attendre des plantations nouvelles, mais c'est une œuvre de longue haleine. Le bassin moyen du Niger serait excellent pour le coton. La question semble sortir enfin de la période d'études. Là comme ailleurs la grande guerre nous a ouvert les yeux. Le coton manufacturé en France provient en totalité des États-Unis, d'Égypte ou de l'Inde, ce qui est une lourde charge pour notre change, une menace pour notre industrie. Il faudra de longues années avant qu'une portion importante des trois cent mille tonnes nécessaires à notre consommation puisse être récoltée chez nous.

Les essais de plantation en Afrique occidentale ont donné de bons résultats. Mais les quantités sont encore minimales (trois mille tonnes). Le plus grave obstacle à l'extension de cette culture, exigeant beaucoup de main-d'œuvre, est la pauvreté du peuplement.

Les ressources forestières dans la colonie du golfe de Guinée sont immenses. Ici encore, depuis la guerre, une mise en valeur rationnelle commence, entravée par la rareté des voies de communication ; la kola, le kapok, les gommés alimentent un commerce d'exportation qui pourrait être aisément décuplé. L'élevage enfin est prospère dans le Soudan et la Guinée.

Les ports ont été aménagés. Dakar deviendra une importante escale, le jour où une autorité énergique en aura entrepris l'assainissement. Les lignes de Dakar-Saint-Louis, de Kayes au Niger sont achevées depuis longtemps ; celle de Thiès-Kayes l'est depuis 1924. Des lignes partent de la côte vers l'intérieur. Près de 3 000 kilomètres de voie ferrée ont donné des excédents de recettes inattendus ; le trafic des marchandises et celui des voyageurs dépassent largement les prévisions.

L'Afrique équatoriale française.

Dans l'Afrique occidentale, la France eut à lutter contre des adversaires assez sérieux : Samory qui nous tint longtemps en haleine, Béhanzin vite abattu. La conquête du Gabon et du Congo s'est opérée sans lutte contre les indigènes proprement dits. C'est seulement sur les confins de la colonie qu'un sultan

musulman, Rabah, essaya de nous barrer le passage. Ce fut une conquête diplomatique plus que militaire, ces territoires étant considérés comme n'appartenant à personne : *res nullius*.

Avant d'avoir été occupées, ou même à vrai dire explorées, ces régions furent délimitées par une convention internationale, les grandes nations colonisatrices jalonnant par avance et aussi loin que possible, les terrains qu'elles se proposaient de revendiquer.

Cette colonie, comme la colonie voisine d'ailleurs, eut les débuts les plus modestes.

En 1844, pour fournir à nos vaisseaux qui surveillaient la traite des nègres, un abri, la France fit occuper l'estuaire du Gabon. En 1848, fut fondée Libreville, peuplée de nègres affranchis. L'intérieur du pays inexploré ne fut abordé qu'en 1856 : encore les voyages de découverte ne faisaient-ils que suivre les cours d'eau le long desquels quelques villages s'élevaient. De 1856 à 1872, du Chaillu, les lieutenants de vaisseau Braouzec et Genoyer, Aymes, Marche, le marquis de Compiègne préparaient l'élargissement de notre colonie du Gabon.

Mais Savorgnan de Brazza est le vrai fondateur du Congo français. Italien de naissance, admis au titre étranger dans notre Ecole navale, naturalisé français, il entra dans la marine avec le grade d'enseigne. Dans une première exploration, de Brazza explore le bassin de l'Ogoué, celui de l'Alima, mais sans découvrir qu'il était un affluent du Congo. Renvoyant son escorte, il pousse seul plus au nord, puis reprend le chemin du retour. Ce voyage, entrepris avec des crédits très réduits, Brazza subvenant à ses dépenses par ses ressources personnelles, était mené avec un grand souci d'humanité : l'esclavage fut aboli dans la région de l'Ogoué, les chefs indigènes conquis par des cadeaux et non par la force. Or, à peu près au même moment, un Anglais naturalisé américain, Stanley, venait de descendre tout le cours du Congo (1874-1877) : l'Afrique centrale révéla une partie de son mystère le jour (1877) où Stanley publia le récit de son expédition.

En 1876, le roi des Belges Léopold II, réunissant à Bruxelles des explorateurs, des philanthropes, fondait l'Association internationale africaine dont l'objet, purement humanitaire, devait être la lutte contre l'esclavage. Les découvertes de Stanley donnaient à Léopold l'idée de prendre possession du bassin du Congo au nom de l'Association internationale. Stanley fut envoyé en Afrique avec cette mission (1879).

Si Brazza voulait garder à la France une partie de ce bassin, il fallait donc se hâter. Avec l'appui d'un comité d'études et du gouvernement, Brazza repart pour le Gabon (décembre 1879). Remontant l'Ogoué dans le haut bassin duquel est fondée Franceville, il atteint le Congo dans les Etats du roi Makoko qui accepte notre protectorat (1880., redescend le fleuve, fonde Brazzaville, et retourne au Gabon. En route il avait rencontré Stanley; l'explorateur américain, décrivant plus tard cette curieuse rencontre montrait Brazza, le conquérant apôtre, dans son piteux équipage, ayant l'air d'un va-nu-pieds, avec son uniforme en loques et son chapeau défoncé.

Revenu à Paris, accueilli avec enthousiasme, fait lieutenant de vaisseau, il est nommé commissaire du gouvernement de l'Ouest africain. Un troisième voyage est entrepris : Brazza, à la tête d'une mission composée de militaires, de marins, de fonctionnaires civils et d'indigènes (soldats ou porteurs), devait organiser l'immense pays nouvellement acquis. Quelques postes furent créés, la cartographie du pays complétée. Mais Brazza ne put parvenir à délimiter les territoires français, contigus à ceux de l'Association internationale du Congo, qui allait former l'Etat indépendant du Congo, reconnu par l'acte de Berlin (1885). Des conventions avec l'Allemagne établie au Cameroun (décembre 1885), avec l'Espagne établie au Rio Mouni, avec le Portugal installé dans l'enclave de Cabinda (mai 1886), précisèrent les frontières du nouvel Etat, devenu en 1888 la colonie du Congo-Gabon. Avec l'Etat indépendant du Congo, un conflit faillit se produire : la ligne de l'Oubanghi était la frontière commune ; les troupes de l'Etat libre la franchirent, dans l'intention de s'étendre vers le Nord. La France, pour arrêter cette tentative qui risquait de rompre la liaison entre l'Afrique occidentale et ses nouvelles possessions, envoya sur les lieux le colonel Monteil avec un bataillon de tirailleurs. Des négociations menées à Bruxelles mirent fin à l'incident. Le colonel Monteil fut alors dirigé sur la Côte d'Ivoire où il se heurta aux bandes samoristes.

Enfermée entre l'Etat libre et le Cameroun, la nouvelle colonie ne pouvait s'étendre que vers le Nord, en direction du Tchad. Mais un projet commençait à se préciser : l'immense Afrique est partagée de part et d'autre de l'Equateur par des zones symétriques, analogues par leur climat. Alors que la France prolongeait son extension vers la boucle du Niger, et de la côte du Golfe de Guinée, glissait par ses explorateurs jusqu'à la zone tropicale de l'intérieur, le lac Tchad ne sem-

blait-il pas s'imposer comme le centre de cet empire? De même, puisque le bassin du Congo était occupé, ne pouvait-on, dans le centre africain, rejoindre le Gabon à nos établissements de la mer Rouge, en atteignant le Haut-Nil? De ces deux projets, l'un fut réalisé; l'autre faillit amener un conflit des plus graves avec l'Angleterre.

A partir de 1890, une série d'explorations reconnurent les pays entre le Niger et le Tchad. Le colonel Monteil, après avoir traversé la boucle du Niger (1891), franchit le fleuve à Say et remonta jusque dans le Bornou. Cholet et Fourneau exploraient le cours de la Sangha, Crampel partait de l'Oubanghi, Mizon remontait le Bénoué. Crampel fut assassiné en avril 1891 et Dybowski chargé de rechercher les débris de la mission put le venger. Mizon porta le pavillon français dans l'Adamaoua, limitrophe du Cameroun allemand, au cours de deux voyages successifs (1892-1893). Mais l'Angleterre et l'Allemagne par le traité de 1893 se réservaient ces territoires qui nous échappaient; seul le Baghirmi nous fut reconnu et nous laissa un accès au Tchad.

Or, de ce côté, s'était constituée la puissance de Rabah, musulman, ancien gouverneur au service de l'Égypte, qui, avec une armée disciplinée, tirait ses ressources de la traite des esclaves. Les voies d'accès vers le Tchad reconnues (mission Clozel et Gentil, 1894-1897), Rabah fut attaqué par trois colonnes : la mission Foureau-Lamy, venue à travers le Sahara, la mission Voulet-Chanoine devenue mission Joalland-Meynier, venue du Soudan, la mission Gentil venue du Congo. Les trois colonnes firent leur jonction. Dans la bataille qui se livra, Rabah fut tué (avril 1901). Son domaine devint le territoire militaire du Tchad. Il ne restait plus, pour assurer la pacification, qu'à faire disparaître les chasseurs d'esclaves qui y subsistaient.

Toute la zone nord du Congo touchant au Cameroun fut explorée ou délimitée par Lœfler, Moll, Lancrenon, Lenfant qui reconnut dans l'est les sources de la Sangha et les affluents de l'Oubanghi. A l'est du Tchad, le sultan du Ouadaï, marchand d'esclaves, fut vaincu et déposé; celui de Massalit massacra une de nos colonnes (4 janvier 1910). Le soulèvement général qui s'ensuivit fut réprimé par le colonel Moll qui trouva la mort dans sa victoire (1911). En 1912 l'œuvre de pacification était achevée : la conquête du Borkou et du Tibesti en 1913, où les Senoussistes aidés des Turcs résistèrent énergiquement au colonel Largeau, fut la dernière partie de l'action immense

entreprise par la France des bords de la Méditerranée à travers le Sahara, jusqu'aux rives du golfe de Guinée.

La route du Nil nous était fermée. En septembre 1882, notre abstention avait laissé l'Angleterre occuper seule l'Égypte et abolir le condominium franco-anglais. Nos droits subsistaient théoriquement. Le gouvernement français le déclara formellement en 1892 ; mais il ne fit rien pour appuyer ses revendications. La Grande-Bretagne préparait diplomatiquement son accès au bassin supérieur du Nil : l'idée d'un chemin de fer transafricain, du Cap au Caire, était lancée ; le 12 mai 1894, une convention avec l'État libre du Congo accordait à bail à cet État la province du Bahr-el-Gazal et reconnut à l'Angleterre sur la frontière orientale de l'État libre, une zone de 30 kilomètres, lui donnant un passage continu jusqu'à ses possessions de l'Est africain. La France protesta. Le 28 mars 1895, le ministre des affaires étrangères britannique déclarait aux *Communes* qu'une expédition française de l'Ouest africain vers le Nil, serait considérée comme *un acte inamical*. Cependant tant que la France n'entreprenait aucune expédition, l'Angleterre laissait dormir ses prétentions. Or, en 1896, la défaite des Italiens par Ménélik, put faire prévoir à la Grande-Bretagne l'extension possible des Abyssins sur la vallée du Nil. Déjà les Italiens, pour expliquer le désastre d'Adoua, prétendaient que des officiers français avaient instruit les armées du négus : une liaison pouvait donc s'établir entre les Français venus du Centre africain et l'État libre des hauts plateaux d'Éthiopie. Cet effort conjugué pouvait avoir raison des Derviches. Le gouvernement anglais résolut d'abord de se débarrasser de ces derniers en lançant contre eux les troupes anglo-égyptiennes. La France ayant fait interdire, par autorité de justice, le versement par la caisse de réserve de la dette égyptienne, au gouvernement du Khédive, des fonds nécessaires à l'expédition, l'Angleterre elle-même en fit l'avance (février 1897). L'expédition, méthodiquement menée par Kitchener, s'accompagna de la construction de la voie ferrée le long du Nil. La progression, commencée en mars 1886, ne s'arrêta pas. Le 2 septembre 1896, le Mahdi était vaincu et Omdurman, sa capitale, prise. Or, depuis le 10 juillet, la mission française du capitaine Marchand se trouvait à Fachoda sur le Nil : dans la course vers le Haut-Nil, le drapeau français était arrivé bon premier.

La mission Marchand avait été décidée, en mars 1896, par le Ministère Bourgeois. Officiellement, elle devait être une simple exploration ; en fait, il s'agissait de donner la main aux

Abyssins et de se concerter avec eux pour devancer les Anglais sur le Haut-Nil. Elle se composait de 150 tirailleurs sénégalais que le capitaine Mangin instruisit en secret (mai 1896-janvier 1897) ; en juillet 1897, l'étonnante odyssée commença. Partant de Brazzaville, on remonta l'Oubanghi, et on descendit le Soué, affluent du Bahr-el-Gazal. Avec Marchand et Mangin se trouvaient Baratier, Largeau et Germain qui réussit le tour de force de couper en morceaux un bateau de 15 mètres de long, d'en transporter les débris à travers 160 kilomètres de brousse et de le remonter.

La mission devait arriver sur le Nil, avec toutes ses forces ; plutôt que de traverser les steppes, elle avait décidé de franchir le Bahr-el-Gazal. Les pacotilles qu'elle transportait suffirent à assurer, contre échanges, son approvisionnement en vivres, et le 10 juillet 1898 la colonne occupait le fortin en ruines de Fachoda, sans avoir tiré un coup de fusil : le 25 avril 1898, deux vapeurs remplis de derviches défilèrent sous les murs. Quelques salves en eurent raison et Marchand signait avec le chef indigène de la contrée, un traité qui la mettait sous le protectorat de la France.

Le 26 septembre, Kitchener avec cinq canonnières arrivait devant Fachoda : par ordre de son gouvernement, il prétendait l'occuper. Marchand lui notifia qu'il détenait Fachoda au nom de la France. Cette fois les prétentions de la France et de l'Angleterre s'affrontaient. Le gouvernement anglais n'hésita pas ; il se montra décidé à aller jusqu'à la guerre.

Le gouvernement français, estimant que l'enjeu était vraiment hors de proportion avec le risque, céda. La Convention de Londres, du 21 mars 1899, reconnut à l'Angleterre tout le bassin du Bahr-el-Gazal, le Darfour, le Kordofan, et à la France le Baghirmi, Ouadaï et Kanem, c'est-à-dire le bassin oriental et septentrional du lac Tchad.

Ainsi était constitué l'ensemble de ces colonies qu'un décret, en 1908, réunit sous le nom d'Afrique équatoriale et qui reçut sa division administrative (Gabon, moyen Congo, Oubanghi, Chari, Tchad), chacune d'elle conservant son autonomie financière, sous la haute autorité du gouverneur général, résidant à Brazzaville. En 1916, le Tchad fut érigé en colonie autonome. L'Afrique équatoriale était encore, en 1911, étendue par la pacification du Ouadaï, dont le sultan fit sa soumission après la prise de sa capitale Abecher, et par l'occupation du Borkou et du Tibesti. Cet immense territoire de 2 200 000 kilomètres carrés avait, en 1911, une population évaluée à 4 millions et

de mi d'habitants environ. S'il faut en croire les statistiques, en 1921 cette population ne serait plus que de 1 577 000 habitants : la perte due aux épidémies serait donc de 63 pour 100. Même en admettant des erreurs, il ne semble pas que le chiffre de densité moyenne doive être de plus de deux habitants au kilomètre carré.

Les populations sont les plus arriérées de toutes les populations nègres. La pauvreté du matériel humain, un climat débilitant pour l'Européen, des maladies graves qui le frappent en même temps que l'indigène, telle la maladie du sommeil, expliquent pourquoi l'Afrique équatoriale est actuellement la plus déshéritée de nos colonies. La lenteur de son développement tient aux méthodes de colonisation d'abord employées : à l'imitation de l'État libre du Congo, le gouvernement institua le régime des compagnies concessionnaires de grandes étendues : il y en eut 40¹ qui pouvaient, moyennant redevances, recueillir les produits ; l'ivoire et le caoutchouc étant à peu près les seuls, le système aboutissait au travail forcé des indigènes. Les abus furent tels que ce système fut supprimé à partir de 1907 et liberté rendue au commerce. Les indigènes sont demeurés misérables. Sans nourriture régulière, perdus dans la brousse, souvent en lutte les uns contre les autres, familles désagrégées, villages désertés ; on circule, des journées entières, sans rencontrer visage humain. Les routes manquent, sauf dans l'Oubanghi ; partout ailleurs ce ne sont que pistes ou sentiers.

Les richesses sont peu exploitées : la forêt équatoriale offre des essences variées. C'est seulement depuis la dernière guerre que l'exploitation en a commencé. Le caoutchouc, l'huile de palme, l'ivoire, le café, le cacao fournissent à l'exportation des quantités croissantes : de 1908 à 1913, le commerce a doublé 26 à 57 milliards¹. Mais la situation économique ne s'améliorera que si l'outillage se crée et se développe. Seule de toutes nos colonies, l'Afrique équatoriale n'a pas actuellement une voie ferrée achevée : en 1908, un emprunt de 21 millions fut consenti par la métropole pour l'étude d'un chemin de fer : le Congo et ses affluents offrent de bonnes voies d'eau ; mais le Congo cesse d'être navigable à 400 kilomètres de la côte. Les exportations du moyen Congo et de l'Oubanghi doivent emprunter la voie ferrée belge Kinchassa-Matadi dont le trafic est limité. Un emprunt de 174 millions fut fait en 1914. Les travaux de la voie de Brazzaville à Pointe Noire, commencés en 1922, sont arrivés au tiers du trajet. C'est seulement par l'achèvement du chemin de fer que la colonisation deviendra

possible et que le bois, le raphia, le kapok, la gomme copal, le minerai de cuivre du Mindouli pourront fournir à l'exportation un tribut important. L'essor économique du Congo belge, dont les conditions ethnographiques et climatiques sont en grande partie analogues, autorise tous les espoirs.

L'Indo-Chine.

L'expansion française, en Indo-Chine, comme en Afrique, avait débuté avant 1870.

La France avait conquis la Cochinchine en deux étapes (1861-1867). Simple initiative d'un amiral qui, après un débarquement malheureux à Bouram, pour punir des massacres de missionnaires, détourna, les courants marins aidant, les forces à sa disposition sur le delta du Mékong (1859). Le pays appartenait au roi d'Annam Tu-Duc, vassal nominal de la Chine. En 1863, la France acquit le protectorat du Cambodge. La géographie du pays était des plus incertaines. Elle se précisa grâce à l'exploration de deux officiers de marine (l'un était Francis Garnier) qui, après la campagne de Chine, remontèrent le Mékong. Garnier découvrit le fleuve Rouge et redescendit le Yang-tsé-Kiang (1866-68). La métropole ne s'intéressait guère à ce monde nouveau, à peine connu. Quelques commerçants, dont l'attention avait été attirée vers la Chine, crurent que le bassin du fleuve Rouge, le Tonkin, ouvraient une voie vers la Chine du Sud.

C'était le moment où des bandes, les Pavillous Noirs, infestaient les provinces de la Chine méridionale. Un négociant français, Dupuis, fut chargé par le gouvernement chinois de ravitailler en armes l'armée qui opérait contre elles dans le Yunnan. Le fleuve Rouge paraissait la route la plus directe. Dupuis vint vainement à Paris solliciter l'appui du gouvernement de Thiers pour cette expédition commerciale qui pouvait se transformer en expédition militaire. Parti de Haïphong novembre 1872, il accomplit sa mission et retourna à Hanoï (avril 1873). Ayant eu à subir des dommages de la part des mandarins annamites, il réclama des indemnités. Le gouverneur de la Cochinchine envoya Francis Garnier et 175 marins, avec mission de régler ce litige et de conclure avec l'Annam un traité de commerce. Les négociations n'avancant pas, Francis Garnier, de sa propre initiative, employa la manière forte. Il enleva la citadelle d'Hanoï et en six semaines les petits tor-

tins du delta. Les négociations reprirent. Les Pavillons Noirs, au service cette fois du gouvernement annamite, attaquèrent la citadelle de Hanoï. Garnier les repoussa mais fut tué dans une sortie. Sa conquête fut abandonnée par le gouvernement de Mac-Mahon. Des inimitiés personnelles vinrent compliquer la situation. Dupuis ne réussit pas à se faire régler ses indemnités, la veuve de Garnier sa pension. Le traité de Saïgon (1874) reconnut la souveraineté de l'empereur d'Annam, avec l'appui de la France pour maintenir l'ordre et contrôler la politique extérieure. La navigation du fleuve Rouge était libre, tous les ports ouverts au commerce européen. C'était un protectorat, en fait, sinon en droit.

Le souverain d'Annam, pour faire échec à l'influence française, se souvint qu'il était vassal de la Chine. En 1880, l'ambassadeur chinois à Paris éleva une protestation contre le traité. Les Pavillons Noirs attaquaient nos postes. Pour régler ces difficultés, le gouverneur de la Cochinchine envoya au Tonkin le capitaine de vaisseau Rivière (1882) avec ordre de réclamer l'exécution stricte du traité. Ce fut le recommencement de l'aventure de Francis Garnier, le même début et la même fin. Rivière, à la tête de six cents hommes, soucieux de ne pas s'attarder à des négociations sans fin, réclama la livraison de la citadelle d'Hanoï et la prit d'assaut (avril 1883). L'ambassadeur chinois à Paris protesta aussitôt ; sa réclamation fut écartée, la France soutenant que le conflit ne concernait que l'Annam et elle-même. Rivière s'empara des autres forts du delta et comme Garnier, assiégé dans Hanoï, il fut tué dans une sortie, par les Pavillons Noirs (mai 1883).

Jules Ferry était président du Conseil depuis le 21 février ; il avait déjà conduit avec maîtrise l'opération de Tunisie. L'opinion publique s'intéressait un peu plus maintenant aux expéditions coloniales. Il résolut d'aller jusqu'au bout dans cette affaire. L'amiral Courbet avec une division navale fut envoyé dans le Delta ; les forts furent bombardés. Le roi Tu-Duc étant mort, les ministres qui gouvernaient en son nom demandèrent la paix qui fut signée à Hué (23 août 1883). On l'appela le traité Harmand, du nom de son négociateur. L'Annam passait sous le protectorat de la France.

La Chine alors démasqua son hostilité. Suzeraine de l'Annam, elle prétendait que le conflit touchait à une partie de son territoire ; elle envoya d'abord des troupes régulières soutenir les Pavillons Noirs au Tonkin, puis elle déclara la guerre (octobre 1883). Une petite expédition coloniale se transformait

en une guerre contre l'empire chinois. Le corps expéditionnaire porté à 9 000 hommes, prit Sontay, puis renforcé à 15 000 hommes, Bac-Ninh, Hung-Hoa, Tuyen-Quan (mai-juin 1884). Tout le Tonkin était à nous. Le 11 mai 1884, Li-Hung-Tchang, vice-roi du Petchili, signait avec le capitaine de frégate Fournier le premier traité de Tien-Tsin : la Chine s'engageait à rappeler ses troupes du Tonkin et reconnaissait les traités entre l'Annam et la France.

A l'instant où l'affaire paraissait réglée, la duplicité du gouvernement chinois remit tout en question. Le traité prévoyait les dates d'évacuation par les troupes chinoises, des places du Haut-Tonkin. Une colonne française allant prendre possession de Bac Lé, se heurta à un détachement de réguliers chinois et dut battre en retraite. Jules Ferry n'était pas pris au dépourvu. Le 6 juin 1884, notre ambassadeur en route pour Pékin s'était arrêté à Hué et avait conclu un nouveau traité : il établissait en Annam un résident français devant présider à la politique extérieure, l'administration locale restant autonome, au Tonkin, un résident supérieur à Hanoi et des résidents locaux auprès des fonctionnaires annamites, avec droit de les révoquer. La guerre avec la Chine fut conduite sans déclaration ce qui aurait exigé une discussion devant les Chambres : bombardement de Kelung dans l'île de Formose et blocus de Formose, bombardement de Fou-Tchéou (août 1884), blocus du golfe du Petchili, par où le riz arrivait à Pékin. La Chine envoya des troupes au Tonkin. Quinze mille hommes bloquèrent la petite garnison de Tuyen Quan où s'illustra le sergent Bobillot. Le général de Négrier avec 7 000 hommes la délivra et repoussa les réguliers chinois jusqu'à la frontière (2 mars 1885). Renforcés, les Chinois revinrent. Négrier fit retraite jusqu'au nord de Langson et s'enferma dans la place. Blessé il passa le commandement à un lieutenant-colonel qui, bien son affolement, et bien que la place fût en état de soutenir un siège, l'évacua sans combat (28 mars).

Cet événement amena, le 30 mars, la chute du ministère Ferry. A cette date la paix avec la Chine était tout près de se conclure. Depuis janvier 1885 et sans aucun arrêt des opérations militaires, les négociations étaient engagées. Les préliminaires furent signés au lendemain de la chute de Jules Ferry, le 4 avril, et transformés en traité le 9 juin à Tien-Tsin. La Chine renonçait définitivement à sa suzeraineté sur l'Annam. La question était réglée désormais et le gros œuvre de la conquête achevé.

L'extension territoriale se poursuivait. En Annam où le général de Courcy, commandant en chef, avait proposé la suppression de la dynastie et l'annexion, des incidents amenèrent la déposition du roi et la désignation d'un nouveau souverain (août-septembre 1885). Il en résulta une révolte qui fut domptée sans difficulté. Le Tonkin resta jusqu'en 1897 infesté par les bandes de Pavillons Noirs. Ce furent les seuls désordres que nos troupes eurent à réprimer. Sans luttes sérieuses, la France s'étendit dans le bassin du Haut-Mékong : le Laos était une région de montagnes faiblement peuplées, mais dont les princes, vassaux du roi d'Annam, étaient réclamés par le roi de Siam. Or, l'Angleterre, depuis 1886 maîtresse de la Birmanie, était voisine du Siam : une zone neutre d'États laotiens devait être interposée le long du Mékong entre le Siam et les possessions françaises. La France occupa le Laos. Le Siam refusant de reconnaître cette prise de possession, attaqua nos tirailleurs annamites : deux navires français vinrent par la Ménam jusqu'à Bangkok : le roi de Siam céda (octobre 1893). Le Laos avec la limite du Mékong fut reconnu à l'Annam et le port de Chantaboun fut donné en gage. L'Angleterre reconnut les clauses territoriales de ce traité. En 1904 l'entente cordiale franco anglaise aplanit les dernières difficultés avec le Siam : Chantaboun fut évacué, et le Siam restitua au Cambodge trois provinces au nord-ouest peuplées de Cambodgiens.

L'organisation des possessions indo-chinoises fut à son début marquée de quelques erreurs, d'ailleurs à peu près inévitables. La France n'avait, au temps de la conquête de la Cochinchine, aucune expérience coloniale. Napoléon III hésitait à conserver ce territoire et aurait préféré le restituer au gouvernement annamite contre une contribution de guerre. Le monde jaune, d'autre part, nous était inconnu. Le régime militaire du début fut transformé par décret du 13 mai 1879. La colonie fut dotée d'un gouverneur et de fonctionnaires civils, d'un conseil colonial, de tribunaux établis sur le modèle de la métropole. En 1881, les colons furent représentés, comme ceux des vieilles colonies, aux deux Chambres. Tous les autres États de l'Indo-Chine sont soumis au régime du protectorat : le Cambodge vit son statut transformé après le nouveau traité de 1884. L'Annam fut administré d'après un système analogue à celui de Tunisie. Le Tonkin, où il n'y avait aucune dynastie indigène, est gouverné par un résident supérieur à Hanoï, des résidents locaux contrôlant les administrateurs indigènes. Le Laos conserva ses

princes et ses chefs sous la surveillance d'un résident supérieur, à Luang-Prabang, et de commissaires.

L'ensemble de ces territoires forme le gouvernement général de l'Indo-Chine française, depuis 1897, auquel a été rattaché en 1898 le territoire de Kouang-Tchéou-Wan, cédé par la Chine. Ses 720 000 kilomètres carrés comptent 21 millions d'habitants environ. La partie la plus peuplée est le Tonkin 9 millions. La Cochinchine vient ensuite avec près de 4 millions ; le Cambodge a 1 200 000 habitants ; le Laos, sur 230 000 kilomètres carrés, 700 000 habitants.

L'Indo-Chine est une contrée surtout agricole. Le riz est la principale culture, et le premier article d'exportation. Le port de Saïgon y trouve l'élément principal de son trafic, assurant à l'Indo Chine la deuxième place, après la Birmanie anglaise. La quantité exportée oscille, suivant les années, entre 1 million et 1 800 000 tonnes. Les autres cultures ont moins d'importance pour le commerce extérieur, mais leur rendement, susceptible d'une extension considérable, peut faire de notre colonie un marché important. Le coton atteint déjà une production de 9 000 tonnes, qui, étant donnée sa progression régulière et méthodique sur les « terres rouges » du Cambodge, pourra bientôt suffire à la consommation du pays, plus tard peut-être approvisionner partiellement la métropole. Le jute, le mûrier, le cocotier sont aussi en progrès ; les plantations d'hevea réalisées avant la guerre dans la Cochinchine orientale et le sud de l'Annam, commencent à donner de très heureux résultats. Les richesses minières sont considérables : le zinc du Tonkin fournit 30 000 tonnes à l'exportation ; la houille environ un million de tonnes.

Depuis le gouvernement de M. Paul Doumer, 2 000 kilomètres de chemins de fer ont été construits ; la voie littorale, qui irait de la Cochinchine jusqu'au Tonkin, n'est pas encore complète. Les voies fluviales, abondantes dans ce pays tropical, sont gênées par des rapides et des envasements. L'aménagement des canaux cochinchinois est une belle partie de notre œuvre coloniale : grâce à ces travaux la production du riz a augmenté l'exportation de Saïgon triplant en vingt ans et les travaux en cours permettent de gagner à la culture une surface de plus de 300 000 hectares.

Le commerce est en augmentation constante. De 650 millions en 1913, il a approché 2 milliards en 1924. Le riz représente 70 pour 100 de l'exportation totale. A l'importation, les cotonnades sont le principal article. La France participe pour

50 pour 100 au moins à l'importation, pour 25 pour 100 seulement à l'exportation, part relativement faible, qui pourra grandir, quand se multiplieront les produits susceptibles d'être utilisés dans la métropole.

Madagascar.

Les droits de la France sur Madagascar datent de loin. En 1626, Richelieu avait concédé la grande île à une compagnie qui, après avoir créé quelques établissements sur la côte, périclita. Ce fut aussi le sort de la compagnie des Indes Orientales créée par Colbert ; au XVIII^e siècle un magnat hongrois, le comte Bengowski, chargé par Louis XV de coloniser l'île, se proclama souverain indépendant de Madagascar et fut tué au cours d'une expédition française (1786).

Au début de la Révolution, aucun établissement durable n'avait pu se fonder dans cette terre lointaine. Le général Decaen, capitaine général des établissements français de l'Océan Indien, fit, sous le Consulat, occuper Tamatave ; les Anglais s'en emparèrent en 1811. Les traités de 1814 et 1815 laissèrent Madagascar à la France, malgré l'Angleterre qui prétendit un moment que, simple dépendance de l'île Maurice, elle devait en suivre le sort politique.

A l'ouest vit une population presque noire, les Sakalaves. Le plateau central est occupé par les Hovas, de race malaise, plus énergiques, qui entreprirent de soumettre à leur domination la totalité des tribus. Ils y réussirent et fondèrent leur capitale à Tananarive. Restée théoriquement terre française, l'île ressemblait beaucoup à une possession britannique. Les Anglais y importaient des missionnaires qui évangélisaient les notables hovas et même leur reine, des ouvriers qui propageaient leur influence. La reine Ranavaloa alla jusqu'à proscrire tous les Français (1861). La lutte se poursuivit entre les missionnaires anglais et français. Alternativement furent conclus des traités favorables à la France ou à l'Angleterre (1865 et 1868). En 1878, le Gouvernement hova refusa à tous les étrangers le droit de propriété dans l'île et confisqua à sa mort le domaine d'un de nos compatriotes, Jean Laborde qui, brigadier de gendarmerie, jeté sur la côte par la tempête en 1831, y avait édifié par son activité, son esprit d'initiative, ses bonnes relations avec les indigènes, quelques établissements florissants. En 1882, le pavillon hova fut arboré sur un territoire de la côte ouest

en face de l'île de Nossi-Bé, se trouvant officiellement sous le protectorat français. Ces deux actes provoquèrent notre intervention (1883).

Les opérations militaires et navales, menées avec des forces trop faibles, furent entravées par des incidents diplomatiques avec l'Angleterre, le changement par trois fois du haut commandement. L'amiral Pierre occupe Majunga (mai 1883) et bombarde Tamatave. Les Chambres, en votant un crédit total de 17 millions, avaient nettement marqué leur désir de maintenir les droits de la France, mais en limitant les dépenses. Les négociations menées par l'amiral Miot et le consul général Patrimonio, appelé de Beyrouth, aboutissent au traité de 1885. La souveraineté de l'île entière et non pas seulement des hovas est reconnue à la reine, mais elle doit accepter à Tananarive un résident général français qui aura la charge des relations extérieures. La possession de la baie de Diego-Suarez est acquise à la France en plus d'une indemnité de 10 millions de francs. Dans l'esprit des négociateurs, le traité devait conduire à une sorte de protectorat, bien que le mot ne fût pas prononcé.

Le nouveau résident général, Le Myre de Villers, ancien gouverneur de la Cochinchine, et ses successeurs, se heurtent à la mauvaise foi du gouvernement hova, spécialement du premier ministre, mari de la reine. Celle-ci entendait traiter en dehors de nous avec les puissances étrangères ; le règlement de l'indemnité due à la France risque d'entraîner, par suite d'un emprunt dont certaines clauses étaient draconiennes, la mainmise de l'Angleterre sur les finances de l'île. Les populations sakalaves, protégées de la France, sont molestées, les colons français assassinés. En 1894, Le Myre de Villers revient à Tananarive porteur d'un ultimatum qui est rejeté. Ce fut la rupture. En décembre le Parlement votait un crédit de 65 millions. Le 12 décembre 1894, Tamatave, le 15 janvier 1895, Majunga étaient occupées sans combat.

L'expédition dura sept mois (1^{er} mars-30 septembre 1895). Marquée par de petits combats, la manière dont elle fut conduite provoqua de sévères critiques. Prévue depuis longtemps, elle avait fait l'objet d'études et de projets établis concurremment par le ministère de la guerre et de la marine. Celui-ci avait choisi l'itinéraire Tamatave-Tananarive, relativement court, mais présentant beaucoup d'obstacles : forêts, contrées fiévreuses à traverser. Le corps expéditionnaire, il est vrai, devait être composé en majorité de troupes noires, avec une petite réserve d'infanterie de marine et ravitaillé par des

animaux de bât. Le ministère de la guerre préféra l'itinéraire Majunga-Tananarive, plus long, mais plus facile, en apparence tout au moins. Sous prétexte que les troupes françaises doivent défendre le drapeau partout où les intérêts du pays sont engagés, le général Mercier, ministre de la guerre, eut l'idée de constituer le corps expéditionnaire en grande partie de détachements prélevés sur les régiments de la métropole. Ainsi qu'on pouvait le prévoir, chez ces jeunes soldats, nullement familiarisés avec les chaleurs tropicales, une mortalité considérable se produisit. Sur les instances du président de la République, l'expédition fut confiée au ministère de la guerre. Le commandant choisi fut le général Duchesne, qui s'était distingué à Formose en 1885.

Dès le début, des incidents entravèrent le départ de l'expédition ; les approvisionnements déposés sur la plage furent enlevés en partie par les flots. L'avant-garde débarquée le 1^{er} mars, le gros arriva seulement en avril-mai. Il fallait se hâter pour profiter de la saison sèche (mai-septembre). On put sans grande résistance parvenir à Suberbierville d'où devaient partir les transports par terre (9-10 mai). La construction de la route, difficile en ce pays accidenté, n'avancait qu'à raison de trois kilomètres par jour : à la mi-juillet, 250 kilomètres seulement avaient pu être aménagés. Il en restait autant pour parvenir à Tananarive. Les maladies faisaient fondre les bataillons. On ne pouvait songer à atteindre le terme de l'expédition avant la saison des pluies. Le général Duchesne prit la seule décision possible : constituer avec les éléments valides une colonne volante de 4 000 hommes, ravitaillée par mulets et qui marcherait à raison de 15 kilomètres par jour.

Partie le 14 septembre, victorieuse aux combats du 15, 19 et 25 septembre, elle contourna Tananarive pour donner l'assaut par l'est et le nord-est. La première ligne de hauteurs emportée, il suffit de quelques obus pour amener la capitulation. Sur un total de 18 000 hommes, le chiffre officiel des pertes fut de 6 000 morts de maladie dont 4 189 Européens, 14 tués au combat ; celles de la colonne légère, pour dix-sept jours de marche, avaient été très faibles (22 morts, 32 blessés).

Le 1^{er} octobre 1895, le protectorat français était, par traité, établi dans l'île : la reine gardait son gouvernement ; un résident général français contrôlerait la politique extérieure et l'administration. La France fournirait les forces militaires nécessaires. Le protectorat, tel qu'il était constitué d'après ce traité, ne dura pas. Le gouvernement français, par défiance

envers les dirigeants indigènes, jugea indispensable de proclamer la prise de possession de l'île par la France. La reine Ranavaloa accepta ce changement; l'annexion, notifiée aux puissances étrangères, transforma l'île en une colonie (loi du 8 août 1896). Le résident civil fut rappelé et le colonel Gallieni, nommé général, fut envoyé dans l'île comme résident et commandant en chef.

Il resta à Madagascar de 1896 à 1905. Gallieni est le type du grand soldat colonial. Après avoir donné les preuves de son intelligence au Soudan et au Tonkin, il arriva en pleine révolte, suscitée par les ministres hovas écartés du pouvoir. Deux ministres hovas furent jugés et mis à mort, la reine déportée en Algérie (1897). Gallieni, secondé par son chef d'Etat-Major, le colonel Lyautey, appliqua le système qui allait devenir au Maroc le fondement de notre action. Nos troupes n'occupaient effectivement qu'une zone restreinte; la conquête de l'île entière s'imposait. Pour protéger les parties déjà soumises, on est fatalement amené à occuper les autres, si l'on veut éviter d'en faire le repaire des révoltés. Cette extension progressive doit s'opérer en combinant judicieusement la politique et la force. Pas de colonnes isolées, mais des postes solides, composés d'indigènes fidèles, avec des cadres français. A mesure que la pacification progresse, l'organisation civile se substitue à l'organisation militaire. L'unité de commandement est le pivot de cette œuvre. La souplesse et l'intelligence à tous les degrés de la hiérarchie, le moyen. L'œuvre de Gallieni, après neuf années, se mesurait aux résultats : tout le pays était en paix; le personnel européen peu nombreux comptait 310 fonctionnaires pour 1 259 commis indigènes. En 1908 l'île fut placée sous l'autorité d'un gouverneur général civil.

De cette doctrine, il resta les principes et les disciples : le plus remarquable d'entre eux fut Lyautey.

Madagascar avec ses dépendances nourrit une population de 3 382 000 habitants. L'élément hova, plus assimilable, compte dans ce chiffre pour moins d'un tiers (950 000 environ). Les régions les plus riches sont situées sur la côte orientale, la plus malsaine, ou sur le plateau intérieur. La construction du chemin de fer de Tananarive à la côte a permis le développement de la culture du riz dont 48 000 tonnes ont pu être exportées en 1923. Le maïs, les patates, les haricots suffisent à la consommation intérieure. Les cultures riches se sont développées à l'est : vanille, dont Madagascar est le premier producteur mondial, canne à sucre, café, cacao, plantes à parfums. Le

bétail bovin et porcin est abondant. Il alimente une industrie de conserves et de viandes frigorifiées qui expédie ses produits dans l'Afrique australe anglaise et une exportation de peaux brutes abondantes. Les richesses minérales sont nombreuses. Une seule est l'objet d'un commerce important : le graphite, pour lequel Madagascar concurrence Ceylan. Les pierres précieuses commencent seulement à être extraites méthodiquement. Des recherches ont révélé la présence de gisements de fer, de charbon, d'étain, de cuivre. Le commerce atteint quatre cents millions. La France y participe dans la proportion de 50 pour 100 environ.

Conclusion.

Un géographe humoriste prétendait que la France a conquis un immense empire colonial « sans le faire exprès ».

Cette affirmation — le simple exposé des faits le prouve — relève plus de l'humour que de la vérité.

Quand on suit, dans le détail, la progression de notre conquête, qu'il s'agisse de l'Afrique ou de l'Asie, on constate qu'elle résulte, ainsi que nous le disions au début de ce chapitre, de deux facteurs.

Dans la métropole, un petit groupe d'hommes, animés d'une foi véritable dans notre mission colonisatrice, étroitement unis les uns aux autres, pesant de toutes leurs forces sur le gouvernement pour l'amener à prendre, au bon moment, les décisions nécessaires. La fortune voulut qu'il se trouvât, dès le début, au pouvoir un homme comme Jules Ferry, partisan convaincu de l'expansion coloniale, décidé à tout sacrifier, même sa carrière politique, à ce qu'il considérait comme une nécessité primordiale. Si Thiers fut le libérateur de notre territoire, Jules Ferry est le fondateur de notre empire. Nous lui devons deux de ses principaux joyaux : la Tunisie et l'Indo-Chine. Il ouvrait une voie que d'autres devaient suivre ; il laissait des collaborateurs et des disciples. Les premiers succès qu'il remporta, en dépit de toutes les résistances, rendirent possibles et même relativement faciles des succès analogues par la suite. Chaque fois qu'une occasion se présentait désormais d'étendre nos possessions, chaque fois qu'il fallait adopter une résolution virile, les mêmes hommes, les *gardiens de la flamme*, étaient derrière le gouvernement pour le pousser en avant. Très souvent, plus souvent qu'on ne croit, le gouvernement résistait, invoquant la mauvaise volonté du Parlement et celle du pays. Entre 1907 et 1909, juste au moment où la France allait s'engager

définitivement au Maroc, un ministre des Affaires étrangères disait souvent et d'une voix courroucée, à l'auteur de ces lignes : « Les « coloniaux » font ce qu'ils peuvent pour nous jeter dans l'aventure marocaine. Mais je ne me laisserai pas faire. Je monterai à la tribune pour dénoncer leurs agissements ! » Ce qui n'empêcha pas, quelque temps après, Oudjda et Casablanca d'être occupés par nous.

A cette action, dans la métropole, d'un petit groupe d'hommes, correspondaient, dans les colonies, l'énergie, l'audace et aussi l'intelligence et le savoir-faire des exécutants.

Voilà les deux forces à qui nous devons notre empire. L'une n'aurait rien pu sans l'autre. Toutes les fois, sauf de rares défaillances, qu'il y eut sur place des initiatives à prendre, elles furent prises et fort bien prises. Très souvent le gouvernement se trouva en présence d'un fait accompli. Comme il semblait n'en devoir résulter que d'heureuses conséquences, il finissait par y donner son adhésion.

Ces exécutants, en outre, et ceci est un point capital, accomplirent le plus souvent leur œuvre avec *des moyens extrêmement réduits*, sans imposer au pays de grosses dépenses, des sacrifices contre lesquels il se serait vraisemblablement regimbé. Les militaires surent à merveille, dès le début, recruter, entraîner, utiliser les troupes indigènes. Ce fut le secret de leur succès. Neuf fois sur dix, en dehors des cadres français qui, certes, ne marchandèrent pas leurs sacrifices, les pertes portaient presque exclusivement sur des troupes de couleur. S'il avait fallu souvent faire appel à des soldats de la métropole, le Parlement, on peut en être sûr, n'aurait pas tardé à mettre son veto. La manière dont la France sut organiser, sans contrainte, ce recrutement indigène, l'art avec lequel elle s'en servit est une des choses dont nous avons le plus droit d'être fiers.

Un grand empire a été conquis de la sorte, à *peu de frais*. C'est pourquoi le pays laissait faire. Peu à peu, à mesure que nos succès s'affirmaient, que la valeur de nos acquisitions apparaissait davantage, les colonies, plutôt impopulaires tout d'abord, perdaient cette impopularité.

Survint la guerre qui se chargea de démontrer à tous, même aux plus sceptiques, les immenses services que pouvait nous rendre cet empire. Par suite du peu d'intérêt que la France portait à ses colonies, l'outillage économique de ces dernières était, pour la plupart, des plus rudimentaires. Il aurait été plus sage, assurément, de leur consacrer quelques-uns des nom-

breux milliards que notre pays investissait inépuisablement au dehors, en Russie, en Turquie, etc.

Cependant, malgré les imperfections de cet outillage, la contribution des colonies fut considérable. En plus des huit cent mille combattants, des deux cent vingt mille ouvriers, elles fournirent des produits de toutes sortes que nous aurions été obligés d'acheter à l'étranger. Depuis la guerre, l'effort pour intensifier leur développement économique a été des plus grands. La restauration de nos régions dévastées étant plus qu'aux trois quarts terminée, c'est du côté des colonies que nous devons de préférence orienter notre activité, notre esprit d'entreprise et nos capitaux.

Bibliographie. — Dubois et Terrier. *Un siècle d'expansion coloniale* (1902). — M. Petit. *Les colonies françaises* (1902). *Bulletin du Comité de l'Afrique française* depuis 1893; *Bulletin du Comité de l'Asie française* depuis 1901. — H. Lorin. *La France, puissance coloniale* (1906). — P. Distère. *Traité de législation coloniale* (4 vol., 1886-88). — A. Rambaud. *Jules Ferry* (1903). — P. Gaffarel. *Les Colonies françaises* (6^e éd., 1899). — De Lanessan. *L'expansion coloniale de la France*. — H. Vast. *La plus grande France* (1909). — Fréhlicher. *Trois colonisateurs* (Bugeaud, Faidherbe, Gallieni). — Général Mangin. *Regards sur la France d'Afrique* (1924).

SUR L'ALGÉRIE : Wahl. *L'Algérie* (4^e éd., 1906). — De Peyerimhoff. *La colonisation officielle en Algérie* (2 vol., 1906). — R. Aynard. *L'œuvre française en Algérie* (1912). — J. Cambon. *Le gouvernement général de l'Algérie* (1918). — A. Bernard et N. Lacroix. *La pénétration saharienne* (1906). — Piquet. *La colonisation française et l'Afrique du Nord*. — E. Gauthier. *La conquête du Sahara* (1910). — A. Bernard. *Les confins algéro-marocains*. — R. Recouly. *Itinéraires algériens* (1922). — E. Cat. *Histoire de l'Algérie*. — C. Rousset. *La conquête de l'Algérie* (5 vol.). — Général Daumas. *Mœurs et coutumes de l'Algérie ; Le Grand Désert*. — Général du Barail. *Mémoires*. — Louis Bertrand. *Le sang des races. La Cina Pépète le bien-aimé*. — Isabelle Eberhardt. *Dans l'ombre chaude de l'Islam. Feuilles de route*.

SUR LA TUNISIE : *Affaire de Tunisie 1870-1881* (Livre jaune, 1881). — G. Loth. *Le peuplement italien en Algérie et en Tunisie* (1905). — Rafaele Capelli. *La politica externa del Conte de Robilan* (1897). — M. Faucon. *La Tunisie avant et pendant la colonisation française*. — P. H. V. (d'Estournelles de Constant). *La politique française en Tunisie* (1891). — De Lanessan. *La Tunisie* (2^e édition, 1917).

SUR L'AFRIQUE NOIRE : Terrier et Mourey. *L'œuvre de la troisième République en Afrique occidentale* (1910). — Darcy. *Cent ans de rivalité coloniale. L'Afrique* (1904). — S. de Brazza. *Conférences et lettres* (1887). — E. Gentil. *La chute de l'empire de Rabah*. — A. Lebon. *La mission Marchand* (Rev. des Deux Mondes, mars 1900). — R. de Caix. *Fachoda* (1899). — G. Hanotaux. *Le partage de l'Afrique. Fachoda*. — Bruel. *L'Afrique équatoriale française* (1918).

SUR MADAGASCAR : Gallieni. *Madagascar de 1896 à 1905* (2 vol., 1905). — Lyautey. *Dans le Sud de Madagascar* (1903). *Lettres du Tonkin et de Madagascar 1894-98* (1920). — L. Brunet. *La France à Madagascar ; Gallieni* (1903). — Hellot. *La pacification de Madagascar* (1904). *Guide de l'immigrant à Madagascar* (3 vol., tome I, 1899).

SUR L'EXTRÊME-ORIENT : Bouinais et Paulus. *L'Indochine française* (2 vol., 1885). — Cultru. *Histoire de la Cochinchine française* (1910). — Lyautey. *Lettres du Tonkin et de Madagascar 1894-98* (1920). — L. Aymonier. *Le Cambodge* (3 vol., 1900-1904). — De Lanessan. *La colonisation française en Indochine* (1895). — Seauve. *Les relations de la France avec le Siam, 1880-1901* (1906). — P. Doumer. *Situation de l'Indochine 1897-1901* (1902).

CHAPITRE XI

LE BOULANGISME

L'incident Schnaebelé. — La vague boulangiste. — Le soir de l'élection.
Exposition de 1889. — Les élections de 1889.

Les élections de 1885 se firent au scrutin de liste ; par suite des divisions du parti républicain en présence d'adversaires qui présentaient un front uni, elles furent un succès, surtout au premier tour, pour ces derniers. Mais ce fut un succès sans lendemain, le second tour ayant diminué, dans une large mesure, les conséquences du premier. Aussitôt que les républicains revenaient à la discipline, maintenaient leur union, ils l'emportaient sans peine sur la droite.

Quinze ans après sa proclamation, la République paraissait donc solide, en état de résister à tous les assauts. Cette solidité, toutefois, était plutôt relative qu'absolue ; elle provenait surtout de la faiblesse de ceux qui avaient conduit, fort mollement, ces attaques. Parmi les prétendants au trône, celui qui avait toutes les chances d'y monter, le comte de Chambord, n'avait pas su ou n'avait pas voulu, dix ans auparavant, en profiter.

Cette occasion perdue ne se retrouva plus. Le comte de Chambord s'éteignit sans enfants à Frohsdorf et sa mort marqua la fin des espérances monarchiques.

Comme le prétendant bonapartiste, le prince impérial, avait disparu lui aussi, on pouvait penser que la République n'avait vraiment plus rien à craindre de personne. C'est de cela, plus que d'elle-même, qu'elle tirait sa force. L'aventure boulangiste vint en fournir la preuve. Elle fit paraître à quel point le régime était vulnérable. Il aurait suffi, pour le jeter à bas, d'un peu plus de décision, d'énergie, de courage, chez celui qui l'attaquait. Cette fois encore, la République eut le bonheur d'avoir affaire à un adversaire peu dangereux.

Après Gambetta, Jules Ferry se voyait à son tour écarté du pouvoir, par suite de sa politique coloniale qui cependant assurait un vaste empire, de nouvelles forces, de nouvelles richesses à la métropole. Le système parlementaire, tel qu'il s'établissait en France, par l'émiettement des partis, l'absence de discipline au sein de chacun d'eux, les âpres compétitions pour la conquête des portefeuilles, apparaissait de plus en plus comme un terrible mangeur d'hommes d'Etat. Il les usait avec une rapidité extrême. Il les menait en un rien de temps du capitole à la roche tarpéienne. Ceux qui paraissent le plus usés, il est vrai, réussissaient, après quelque temps, à revenir sans trop de peine sur le devant de la scène. Comme le disait Adrien Hébrard qui fut le Rivarol et le Chamfort de son temps : « Ce n'est pas la Seine qui coule à Paris, mais le Léthé ».

Ferry mis à l'écart, aucun chef vraiment digne de ce nom, ne s'imposait plus. La majorité parlementaire était aussi inexistante que les chefs.

Grévy ayant été réélu à la présidence de la République, Freycinet (7 janvier 1886) appelé à constituer le cabinet, confie le portefeuille de la guerre au général Boulanger, alors directeur de l'infanterie, qui lui avait été très recommandé, presque imposé par Clemenceau. Jeune encore (quarante-neuf ans), sa carrière militaire avait été assez brillante : une campagne en Cochinchine, en Kabylie, le commandement du corps d'occupation en Tunisie. A peine en fonctions, il parut surtout soucieux de donner satisfaction à ses protecteurs radicaux. Il éloigna des environs de Paris des régiments de cavalerie dont les officiers manifestaient leurs opinions cléricales et royalistes. Une circulaire, adressée aux commandants de corps, leur recommande une véritable neutralité, aussi bien de la part de ceux qui attaquent la République que de ceux qui la défendent, les premiers, jusqu'ici, ayant seuls, disait-il, bénéficié de toutes les indulgences.

Le général, entre temps, ne perd pas une occasion de se faire connaître du public. Sa belle prestance, sa barbe en pointe, son cheval noir, lui gagnent la faveur du peuple parisien, toujours prêt à dispenser une copieuse popularité à tout militaire s'occupant activement de la conquérir. Il se sert à cet égard de toutes les occasions, et lorsqu'elles ne se présentent pas, il s'entend à merveille à les faire naître. Plus que ses prédécesseurs, il paraît s'intéresser au bien-être, à l'hygiène de la troupe ; il permet aux soldats de porter la barbe, goûte leur gamelle, etc., Tout ce travail, à la portée du premier venu, ne tarde pas à produire ses effets.

A la revue du 14 juillet, au bois de Boulogne, Boulanger est acclamé par la foule. Comme toujours, le café-concert s'en mêle ; une chanson célèbre, créée par Paulus et qui en quelques semaines, sinon en quelques jours, fait le tour de la France, consacre cet événement :

- Je suis le chef d'une nombreuse famille
- Depuis longtemps j'avais fait l'projet
- D'emm'ner ma femme, ma sœur, ma fille,
- A la revue du 14 juillet.

Et le public en chœur d'acclamer le « brave général ».

Le comte de Paris, chef de la maison de France à la mort du comte de Chambord, donna dans son hôtel, à l'occasion du mariage de sa fille avec le prince héritier de Portugal, une brillante réception qui, par la volonté de ceux qui l'organisent comme de ceux qui y assistent, tourne à une grande manifestation royaliste. Les républicains y voient une provocation. Ils y répondent par une loi interdisant le territoire de la République aux chefs des familles ayant autrefois régné sur la France. Soucieux de surenchère, Boulanger, non seulement rave de l'armée des princes qui en faisaient partie, notamment le duc d'Aumale, mais il prétend leur enlever leur grade, alors que le grade reste juridiquement la propriété de celui qui l'a conquis. Le duc d'Aumale proteste aussitôt contre ce décret qu'il déclare arbitraire. Pour se venger, il laisse publier, par ses amis, une lettre reçue quelques années auparavant de Boulanger et où ce dernier lui prodiguait, non sans effusion, les hommages et les remerciements : « C'est vous qui m'avez proposé pour général, s'écriait-il ; c'est à vous que je dois ma nomination... Béni serait le jour qui me rappellerait sous vos ordres ».

Boulanger nia l'authenticité de la lettre ; mais un fac-similé en ayant été publié aussitôt, il fut bien obligé de la reconnaître. Ce trait mettait fâcheusement en lumière son caractère peu sûr ; il apparaissait désireux de se pousser par tous les moyens, prêt à miser, comme on dit, sur les deux tableaux, affamé de réclame, impatient de jouer un rôle, quoiqu'il advint.

Sa popularité cependant ne cesse pas de s'accroître. Les nationalistes viennent à lui. Déroulede lui amène la Ligue des patriotes dont il est le président. Les plus échauffés de ses zéloteurs l'appellent communément : « Le général de la revanche ».

Le gouvernement germanique ne manque pas, comme tou-

jours, de prendre prétexte de cette agitation pour obtenir du Reichstag, le vote de nouveaux crédits militaires. Il laisse entrevoir une guerre possible, ce qui provoque une petite panique à la Bourse de Paris.

L'incident Schnaebelé.

Et voici qu'à point nommé, comme toutes les fois que les relations franco-allemandes se tendent, éclate un incident. Schnaebelé, commissaire spécial de Pagny-sur-Moselle, est attiré par son collègue allemand de l'autre côté de la frontière, pour un soi-disant entretien. Il est arrêté et conduit à Metz. C'est un vrai guet-apens dont les conséquences peuvent être très graves. Heureusement le Président Grévy, Flourens, ministre des affaires étrangères, gardent leur sang-froid. Ils mettent du premier coup, avec beaucoup de clairvoyance, le doigt sur le point faible de l'argumentation allemande : le côté juridique. Quels que soient les griefs des Allemands contre Schnaebelé, le seul fait qu'il a été invité à franchir la frontière par son collègue lui confère une véritable immunité. Il devient un parlementaire, à qui on n'a plus le droit de toucher. Telle est la thèse que Grévy fait immédiatement soutenir à Berlin. Elle impressionne le vieil empereur dont la nature est malgré tout droite et honnête. Il ordonne à Bismarck de faire relâcher Schnaebelé.

L'incident est clos, mais il en subsiste longtemps des traces comme après tous ceux qui risquèrent de mettre aux prises les deux grands pays. Succédant à celle de 1873, cette affaire Schnaebelé est, pour la France, la deuxième alerte sérieuse. Celle de 1903, le débarquement du Kaiser à Tanger, sera la troisième ; la quatrième, l'envoi d'une canonnière à Agadir. Chacune d'elles montre à la France à quel point, en présence d'un voisin aussi formidablement armé, visant à l'hégémonie européenne, sûr et plus que sûr d'une écrasante supériorité militaire, la paix demeure précaire et toujours menacée.

En excitant l'inquiétude et la nervosité du public, en provoquant ses alarmes, l'incident Schnaebelé amène forcément beaucoup d'eau au moulin boulangiste. Le général, adoré de la foule, apparaît à beaucoup comme le chef qui sera capable, un jour prochain, de tenir tête aux provocations et aux rodomontades teutoniques.

Le ministère étant tombé, les républicains du Sénat qui, plus vieux et plus sages, commencent à voir clair dans ce jeu,

déclarent qu'ils combattront tout cabinet dont ferait partie Boulanger. Pour l'éloigner de Paris, où sa popularité devient inquiétante, le gouvernement le nomme commandant du corps d'armée de Clermont-Ferrand. Ses partisans aussitôt de protester contre cet éloignement qu'ils représentent comme un exil. Ils reprochent au gouvernement de vouloir se débarrasser d'un homme dont il a peur. Le soir de son départ, une manifestation arrangée, de longue main, se produit en sa faveur. Une foule considérable assiège la gare de Lyon. Boulanger a peine à s'échapper des mille mains qui veulent le retenir. Il est obligé, pour se soustraire aux effusions enthousiastes, de grimper sur la machine du train.

La vague boulangiste.

La vague boulangiste s'enfle ainsi à vue d'œil, roulant en elle, pêle-mêle, des eaux pures et des eaux bourbeuses.

Chez beaucoup de boulangistes un sentiment patriotique, fort respectable, est à la base de leur ferveur. Il se double du mécontentement, parfois du dégoût, causés par le régime parlementaire. Depuis que la République n'a plus rien à craindre des prétendants, elle se montre un peu trop par ses mauvais côtés, sous ses aspects les plus négligés, en pantoufles et en camisole, ce qui n'est pas toujours un très beau spectacle. Au milieu de ce relâchement, de ce laisser-aller, Boulanger apparaît comme l'homme capable de ramener la discipline, l'ordre, la tenue, là où ils font par trop défaut. L'éternel besoin d'un gouvernement fort, qui est au fond des cœurs français, se fait sentir une fois de plus.

Ces raisons là ne suffisent pas à tout expliquer. Il vient rapidement s'en ajouter d'autres, très puissantes, sinon décisives. Tous les ennemis de la République : bonapartistes, royalistes, plébiscitaires, ne tardent pas à se rallier à ce mouvement, en qui ils voient le moyen le plus sûr de saper le régime, de le faire crouler. Ils lui apportent des adhérents, des bulletins de vote et aussi, ce qui n'est pas moins important, de l'argent, beaucoup d'argent. Un comité s'organise, chargé d'exploiter, par les procédés de publicité les plus perfectionnés, les plus modernes, placards, affiches, chromos, tracts, distribués à profusion, l'enthousiasme en faveur du général. C'est la première fois peut-être que ce procédé de réclame commerciale, très employé aux Etats-Unis, où il joue un rôle considérable en politique, est appliqué chez nous sur une aussi

vaste échelle. Or, cette propagande suppose une caisse bien fournie. Les révélations, faites quelques années plus tard, établirent que ce sont surtout des royalistes, la duchesse d'Uzès, notamment, qui se chargèrent de la remplir.

Une crise présidentielle, résultant d'une affaire de népotisme, se produisit à ce moment. Le gendre de Grévy, Wilson, un député, fut mêlé à plusieurs scandales, trafic de décorations, où deux généraux sont compromis, correspondances envoyées sous le timbre de la présidence pour éviter de payer l'affranchissement, etc., etc... Ces scandales, ébruités par les journaux, ne peuvent plus être étouffés. La Chambre ordonne des poursuites. Le président est forcément atteint par les fautes de son gendre qui habite sous son toit, à l'Elysée. On le presse de donner sa démission. Il refuse. Seulement la majorité parlementaire, quand elle le veut vraiment, a toujours le moyen d'obliger un président à se démettre de sa charge. Il lui suffit de rendre la formation de tout cabinet impossible. Devant cette impossibilité, qui arrête le jeu de la machine parlementaire, le président est bien obligé de s'en aller. C'est à quoi Grévy se décide enfin.

Ferry restant très impopulaire, surtout à Paris, ainsi qu'il arrive souvent dans les élections présidentielles, un homme de demi-teinte, plutôt obscur et effacé, Sadi Carnot, est élu par le Congrès. Ingénieur, député de la Côte-d'Or, il avait été ministre des travaux publics et des finances. Honnête homme, consciencieux, travailleur, un peu timide, il allait remplir avec zèle et sans éclat les hautes fonctions auxquelles il se voyait subitement élevé.

Cette crise présidentielle, les scandales d'où elle est sortie, tournent encore au profit de Boulanger. Ses partisans ont alors l'idée, encore que comme officier en activité il soit inéligible, de poser sa candidature dans les départements où des sièges sont vacants. Le gouvernement s'en émeut. Soumettant le général à une étroite surveillance, il acquiert la preuve qu'il a plusieurs fois quitté son poste, sans permission, pour venir, sous un déguisement, à Paris. Les menées contre le régime se précisent ainsi de plus en plus. Le gouvernement se décide à agir; il met Boulanger en non-activité, le traduit devant un conseil d'enquête qui prononce sa mise à la réforme, pour fautes graves dans le service.

Boulanger devenu, du jour au lendemain, libre de ses mouvements, est maître d'organiser, comme il l'entend, l'agitation. Voici pour lui le moment de montrer ses talents d'organisateur,

son intelligence politique, son habileté et aussi sa décision et son audace.

Les moyens matériels certes ne lui manquent pas. Il se trouve, par le hasard des circonstances plutôt que par son mérite propre, à la tête d'un nombreux parti, hétéroclite assurément, composé des éléments les plus divers, mais suffisamment uni cependant, tant qu'il ne s'agit que de renverser le régime parlementaire. Le jour où, ce régime détruit, il y aurait lieu de mettre quelque chose à sa place, les partisans momentanés du général ne tarderaient pas à se disputer entre eux. Il a à sa disposition des journaux, tout l'argent qu'il veut, l'appui de la capitale, ce qui peut, le moment venu, lui faciliter un coup de force. Le comité qui le soutient, où Rochefort, l'éternel destructeur, toujours en lutte contre quelque chose ou contre quelqu'un, voisine avec Déroulède, le sénateur Naquet, des députés d'extrême gauche, décide de poser désormais sa candidature à tous les sièges vacants. C'est une manière de plébiscite.

Boulanger est élu coup sur coup, avec d'énormes majorités, en Dordogne, puis dans le Nord. Dans ces deux départements, la remarque est essentielle, les conservateurs l'avaient emporté lors des élections précédentes. C'est la preuve que, sans le large appoint des voix conservatrices et monarchistes, Boulanger, électoralement tout au moins, ne serait pas très dangereux pour la République. Parmi les conservateurs, en effet, la plupart, tous les jeunes, sont maintenant pour lui. Seuls quelques vieux parlementaires, chez qui la doctrine, le sens moral, et aussi le sens politique l'emportent sur toute autre considération, refusent de se jeter dans cette aventure qui risque, conduite par un chef de qui on ne sait rien, de mener le pays Dieu sait où.

Boulanger pour ses débuts à la Chambre dépose un projet supprimant le Sénat, et en fait tout le Parlement, abolissant la responsabilité ministérielle, instituant le plébiscite. Il se produit entre lui et Floquet une altercation suivie d'un duel où le général est blessé.

Sa propagande devient plus active. Il est élu dans trois départements (19 août) : Nord, Somme, Charente-Inférieure. C'est toujours dans des régions où le parti conservateur est très puissant, où il suffit d'un léger appoint des voix de gauche, de tous ceux que le régime a mécontentés, pour lui assurer la majorité.

Voici que, pour mettre le comble à cette agitation, il se produit une vacance à Paris. Clemenceau, son ancien protec-

teur, devenu maintenant son pire ennemi, défie Boulanger d'affronter le verdict de la capitale. Défi bien imprudent, quand on sait à quel point le public parisien est frondeur de sa nature, toujours prêt à s'enthousiasmer pour le premier venu et comme il a, d'autre part, des raisons de ne pas trouver parfait le régime parlementaire, tel qu'il fonctionne sous ses yeux.

Dans la campagne électorale qui s'engage, toutes les forces boulangistes donnent à fond : affiches, chansons, réunions publiques, tracts, etc. Pour lutter contre le général, dangereux adversaire s'il en fût, les républicains n'ont trouvé qu'un homme assez terne, un radical, M. Jacques, dont le nom prête aux plaisanteries.

Boulanger est élu par 244 000 voix contre 162 000. Ce succès déchaîne, chez ses partisans, le plus violent enthousiasme. Rien mieux que cet enthousiasme ne fait voir de quoi se compose, au juste, cet accès de fièvre boulangiste. Car il s'agit d'un véritable accès. Les femmes, dont le verdict est toujours très puissant, sont pour la plupart « coiffées » du général. La duchesse d'Uzès et Louise Michel, une très grande dame et une révolutionnaire, s'étant rencontrées au chevet d'un malade, dans une clinique, s'entendent pour l'acclamer. C'est assurément la seule chose sur laquelle elles soient d'accord. « Nous communions, dit l'une d'elles, en Boulanger. »

Le soir de l'élection.

Le soir de l'élection, le général, son état-major politique, Rochefort, Thiébaud, Dillon, Naquet, se tiennent dans un salon du restaurant Durand, place de la Madeleine, le général en habit noir, deux grosses perles à la chemise, un œillet rouge, sa fleur favorite, à la boutonnière. A mesure qu'on annonce les résultats, ses partisans envahissent le restaurant. Il faut organiser un service d'ordre pour que l'idole ne soit pas écrasée. Des aides de camp improvisés contiennent difficilement la foule. Seuls ceux qui connaissent personnellement Boulanger ont le droit, très envié, de monter lui serrer la main.

Les boulevards sont noirs de monde. Sous les fenêtres du journal boulangiste *La Presse*, qui annonce les résultats, la foule, grossie de minute en minute, pousse des cris de joie. Sergents de ville et gardes municipaux la font circuler assez mollement. On les sent de cœur avec les manifestants. Une

fanfare ayant joué *En revenant de la Revue*, tout le monde, hommes et femmes, reprend en chœur le refrain.

Certains de ses amis pressèrent vivement le général de se mettre résolument à la tête de la manifestation. La Ligue des patriotes, les associations boulangistes dont les membres étaient tous dans la rue ce soir-là, ne demandaient qu'à le suivre, à marcher sur l'Elysée à peine défendu, pour en chasser le président et prendre le pouvoir. De la Madeleine au Faubourg Saint-Honoré, la distance n'est pas si grande. Boulanger, s'il avait osé, l'aurait, semble-t-il, franchie sans aucune peine. Tout fait croire que ce coup de force aurait réussi. La police et la troupe, à supposer qu'elles l'eussent voulu, ce qui n'est rien moins que sûr, n'étaient pas en état de s'y opposer.

La révolution de 1830, celle de 1848 s'engagèrent sous des auspices beaucoup moins favorables. Que serait-il advenu au lendemain de ce facile succès ? Comment se seraient comportés ces éléments si disparates, à certains égards même opposés, sur qui Boulanger s'appuyait momentanément ? C'est une autre question. Si ceux qui font les révolutions se posaient une question pareille, on peut être sûr qu'ils ne les feraient jamais. Le soir du 27 janvier, Boulanger était le maître incontesté de Paris.

Fort heureusement pour le régime (ce fut pour lui une nouvelle chance après bien d'autres), Boulanger n'avait aucun esprit de décision, aucun caractère, aucun tempérament. Doucement mais obstinément, il résista à toutes ces suggestions. « Je suis sûr, répondait-il, de remporter la victoire par des moyens parlementaires. »

Il faisait preuve en cela d'un terrible aveuglement. Il ne se doutait pas à quel point l'occasion qui s'offrait à lui, ce jour-là, était unique. Il avait la bonne fortune de surprendre ses adversaires en désarroi, d'avoir derrière lui toute la capitale, dont, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, la province neuf fois sur dix se borne à ratifier les décisions.

Devant le péril imminent, les républicains sont bien obligés de se ressaisir, de faire taire leurs dissensions, de recourir aux mesures de défense les plus énergiques. Si Boulanger est maître de la rue, ils sont, eux, maîtres du Parlement.

En décidant de livrer une bataille strictement parlementaire, Boulanger s'engage sur un terrain qui ne lui est ni familier, ni favorable, plein de traquenards, d'embûches, au milieu desquels il est à peu près sûr de succomber.

Les républicains effrayés commencent par se débarrasser du

scrutin de liste qu'ils accusent, encore qu'il ait été désiré par beaucoup d'entre eux, de favoriser leurs adversaires. Ils rétablissent le scrutin d'arrondissement, qui rend à peu près impossible les vastes mouvements d'opinion. Ils rejettent un projet de révision présenté par Floquet. La révision étant le premier article du programme boulangiste, c'est faire le jeu des adversaires que de paraître s'y rallier.

Le ministère se forme, composé de quelques hommes énergiques, un surtout, Constats, occupant le poste principal, l'Intérieur. Il a la réputation d'un homme à poigne, ayant beaucoup contribué au succès des républicains en 1881. Il a plus d'un tour dans son sac, comme il ne devait pas tarder à le montrer.

L'attitude vigoureuse du gouvernement se précise : dissolution de la Ligue des patriotes, constitution du Sénat en Haute Cour. Constats connaît la faiblesse de son adversaire, et manœuvre en conséquence. La maîtresse du général est une femme divorcée, M^{me} de Bonnemain, à qui il est passionnément attaché. La police inquiète cette dernière, lui fait croire qu'elle va être arrêtée, la décide à partir pour Bruxelles. Boulanger, désarmé par ce départ, craignant lui aussi une arrestation, ne tarde pas à aller l'y rejoindre. L'amour tenait, dans son cœur, plus de place que la politique. Comme le dit, d'une façon méprisante mais juste, un de ses partisans : « César n'était qu'un Roméo de garnison ! »

Du moment qu'il quittait ainsi la partie, celle-ci était perdue pour lui. On ne vit jamais effondrement plus complet, dégonflement plus rapide. La veille encore, Boulanger paraissait un adversaire formidable ; le lendemain, dès qu'il eût pris la fuite, il n'était rien. Ce n'est plus qu'un cadavre : *jam foetet*. Arthur Meyer, dont le flair est très développé, prononce les mots célèbres, en guise d'adieu à ses anciens compagnons d'armes : « Bonsoir, Messieurs ! »

Le boulangisme peut tirer encore quelques fusées, tel un feu d'artifice mal éteint ; il est fini désormais. Le chef absent, les forces centrifuges se font sentir. Toute cette étrange, paradoxale coalition se disloque en un rien de temps. La Haute Cour juge les principaux meneurs : Boulanger, Rochefort, Dillon, les condamne à la déportation perpétuelle. Deux ans plus tard, le général, à demi ruiné, se tue, dans un cimetière de Bruxelles, sur la tombe de la femme qu'il aime.

Cette aventure boulangiste montrait cependant le point faible du régime qui, en dépit de sa solidité apparente, demeure

très vulnérable. Il peut être renversé par un coup de surprise, à condition d'agir vite et de brusquer les choses. Dès qu'on laisse aux républicains le temps de se ressaisir, ils se ressaisissent ; d'organiser la défense, ils l'organisent.

L'échec retentissant de cette tentative n'est pas fait pour encourager de longtemps les fauteurs de coups d'Etat. L'aventure est à peine liquidée que parmi ceux qui s'y jetèrent, avec beaucoup de légèreté, sans se rendre compte ni du but ni des moyens, beaucoup ne manquent pas d'en éprouver quelque confusion.

Exposition de 1889.

L'Exposition internationale de 1889, destinée à fêter le centenaire de la Révolution française, recouvre de son succès triomphal les derniers échos du tumulte boulangiste. De la province, de l'étranger, la foule s'y presse. La tour Eiffel, la galerie des machines, les palais des colonies et des pays étrangers furent les attractions principales de cette foire des nations.

Pour la première fois, sur une vaste échelle, l'électricité, la fée nouvelle de la lumière, l'éclaire de ses mille feux. Son apparition, sa diffusion, vont modifier sensiblement les conditions de l'existence humaine.

Les élections.

Faites au scrutin d'arrondissement, les élections de 1889 marquent un avantage pour les républicains. Ils sont 366 à la Chambre contre 172 conservateurs et 38 partisans de la révision.

Le régime ainsi consolidé, de nouveaux adhérents, comme il arrive toujours, ne manquent pas de lui venir. Un certain nombre de catholiques ne demandent qu'à s'y rallier. Ils y sont encouragés par l'autorité la plus puissante, celle du pape Léon XIII. Doué d'un sens politique très aigu, se rendant compte que le régime républicain, par l'impuissance avérée de tous ses adversaires, est le seul qui puisse assurer à la France l'ordre et la tranquillité, il déclare dans une encyclique : « Quand un gouvernement nouveau est constitué, le devoir est de l'accepter. »

Une partie des catholiques français l'acceptent, en fait sinon

en droit. Les intransigeants, les irréductibles cependant refusent de s'incliner devant la république franc-maçonne, coupable d'avoir fait voter les lois scélérates de la laïcité.

Bibliographie. — Mermeix. *Les coulisses du boulangisme* (1890). — J. Reinach. *La politique opportuniste* (1890). *Le cheval noir* (1890). — Arthur Meyer. *Ce que mes yeux ont vu* (1911). *Ce que je peux dire* (1912). — Henri Rochefort. *Les aventures de ma vie* (5 vol.) (1896). — Maurice Barrès. *Scènes et doctrines du nationalisme*. — Léon Marot. *Le parti de la guerre et la Ligue des patriotes* (1887).

CHAPITRE XII

LE SCANDALE DE PANAMA

Politique et finances.

De tout temps l'argent et la politique ont fait ensemble assez bon ménage. Les communications entre l'une et l'autre, les collusions si l'on veut, ne sont pas chose récente, tant s'en faut. La forme du régime ne change rien à ce fait

Sous la monarchie, les fermiers généraux, pour ne citer que cet exemple, obtenaient leurs privilèges, grâce à l'appui, non désintéressé, des grands seigneurs, des courtisans entourant le souverain ou les ministres. Quand Louis XIV, sur le conseil de Colbert, institua une *chambre ardente* pour faire rendre gorge aux traitants, les plus avisés de ces derniers ne manquèrent pas, contre argent comptant, de s'assurer des concours tout-puissants. Ils échappèrent aux poursuites, à charge de se laisser copieusement rançonner par leurs sauveurs.

Dans une république, le souverain et les courtisans sont remplacés par ministres et parlementaires. Entre les financiers et ces derniers les points de contact se multiplient, dans la mesure où la finance développe son domaine, où les affaires prennent une amplitude insoupçonnée. Beaucoup d'entre elles touchent de près à la politique, les pouvoirs publics ayant, d'une manière ou d'une autre, à intervenir, soit au moment où elles se constituent, soit à tel ou tel stade de leur développement. Pour que les parlementaires, maîtres d'un jour, détenteurs d'un pouvoir éphémère, fussent entièrement à l'abri des tentations, il faudrait les choisir parmi les saints. Il faut remarquer aussi que sous l'ancien régime et même jusqu'en 1870, les hommes exerçant le pouvoir ou approchant du pouvoir étaient

tous plus ou moins riches. S'ils ne l'étaient pas auparavant, ils le devenaient du jour où ils occupaient leur charge, celle-ci leur assurant presque toujours de gros bénéfices matériels.

Sous la République, rien de pareil. Des hommes sortis des classes moyennes, souvent de petites gens, professions libérales, petits commerçants, petits propriétaires, fournissent de plus en plus le personnel parlementaire. Un candidat est élu député. Il s'installe à Paris où son traitement lui permet de vivre pauvrement. Il devient ministre pour un temps qu'il sait devoir être assez court. Son traitement s'accroît alors, mais ses frais dans la même proportion. Il a sa voiture ou son automobile. Survienne une crise ministérielle (Dieu sait s'il y en a !) : voilà notre homme à pied.

Député influent, membre des grandes commissions, ministre ou sous-secrétaire, il a à s'occuper d'affaires se chiffrant par des sommes considérables, des millions, quelquefois des centaines de millions. Pour peu qu'il soit faible, enclin à se laisser tenter, il faut reconnaître que les tentations sont des plus fortes.

*
* *

Le scandale de Panama est l'exemple le plus typique d'une de ces collusions entre la politique et la finance. Il dut son retentissement à la personnalité de quelques-uns de ceux qui s'y trouvèrent mêlés, aux sommes élevées, pour l'époque, qui furent touchées, au grand nombre de personnes convaincues ou soupçonnées, aux rivalités des partis qui s'en servirent pour déshonorer et ruiner leurs adversaires.

Le créateur génial du canal de Suez, Ferdinand de Lesseps, avait entrepris le percement de l'isthme de Panama. La première étude avait été faite dès 1876. Après les travaux d'exploration, on s'était mis d'accord sur un tracé allant de la baie de Limon sur l'Atlantique, à la rade de Panama. Le canal aurait une longueur de soixante-quatorze kilomètres, à ciel ouvert et sans écluses. Conçu de la sorte, le projet présentait de très grosses difficultés. Sous un climat meurtrier, où les travailleurs, surtout les Européens, mouraient comme des mouches, les travaux de déblaiement, à eux seuls, atteignaient un chiffre colossal. Pour éviter tunnels et écluses, il fallait, dans un pays où les tremblements de terre sont fréquents, ouvrir une tranchée de 90 mètres de hauteur.

Par le nom et le prestige de Lesseps qui attirait les souscripteurs, la société fut cependant constituée. L'exécution du

projet commença. Elle donna lieu, du commencement à la fin, de Paris à Panama, à un gigantesque « coulage », à une formidable gabegie.

« Les affaires, c'est l'argent des autres. » Jamais la phrase célèbre ne se vérifia sur une aussi vaste échelle. Pour la constitution financière de la société, les capitaux à trouver, les frais de publicité, l'exécution des travaux, ce fut la valse des millions.

A ce train, les ressources s'épuisèrent vite. La société, en mal de fonds, fut obligée de recourir de nouveau à l'emprunt. Elle proposa d'émettre des obligations à lots, pour lesquelles une autorisation de la Chambre était nécessaire. C'est ici que la politique intervient. Voici le point de contact entre le personnel parlementaire et les dirigeants de l'entreprise. Cet apport d'argent frais ne servit qu'à boucher quelques trous. La situation financière de la compagnie allait de mal en pis. Elle fut bientôt hors d'état de faire face à ses engagements. Des liquidateurs judiciaires furent nommés. En vain Lesseps essaya-t-il de constituer une société nouvelle. Ses tentatives échouèrent. Un certain nombre d'actionnaires et d'obligataires se doutant, non sans raison, que leur argent avait été dilapidé, demandèrent des poursuites contre les administrateurs. Une instruction judiciaire fut ouverte en juin 1891.

Le gouvernement se trouvait dans un très grand embarras. Laisserait-il traîner devant un tribunal Ferdinand de Lesseps, un vieillard chargé de gloire, membre de l'Académie Française, Grand' Croix de la Légion d'honneur ?

Les renseignements qu'il possédait ne lui laissaient pas ignorer, d'autre part, qu'au moment du lancement de la société, lors du vote de la loi autorisant les obligations à lots, une grande distribution d'argent s'était faite dans le monde parlementaire. Allait-on débrider toutes ces plaies, étaler le scandale aux yeux de la France et du monde ?

Le premier mouvement des gouvernants fut d'étouffer ce scandale, ou en tout cas d'en limiter la portée. Mais déjà la politique, les partis s'en étaient emparés. Des noms commencent, de-ci, de-là, à être prononcés. En 1892, un ordre du jour de la Chambre invite le gouvernement à exercer une répression énergique et rapide.

Le procureur général Quesnay de Beaurepaire, ayant reçu le dossier complet, passe l'été de 1892 à l'étudier. Il conclut à des poursuites contre MM. Ferdinand et Charles de Lesseps, Cotu, Marius Fontane, administrateurs du Panama. La *Libre*

Parole, le journal antisémite de Drumont, travaille à transformer ce Panama judiciaire en Panama politique. Il accuse des sénateurs et des députés d'avoir trafiqué de leur mandat, lors du vote de la loi sur les obligations à lots.

Deux événements se produisent, deux gros faits divers sur lesquels l'affaire, telle un roman-feuilleton, rebondit.

L'un des financiers, soupçonnés d'avoir été l'agent de liaison entre les administrateurs du Panama, distributeurs forcés de l'argent de leurs actionnaires, et les parlementaires, ministres, députés ou journalistes influents, qui troquaient ainsi leur influence contre argent comptant, est le baron de Reinach ; d'origine allemande, son père avait été anobli par Victor-Emmanuel en 1866 ; naturalisé français, il était oncle et beau-père de Joseph Reinach, député et directeur de la *République Française*. Les adversaires de ce dernier, le clan boulangiste, qu'il avait violemment combattu, ne se faisaient pas faute de lui rendre coup pour coup, en essayant d'atteindre par-dessus l'oncle, le neveu.

Voici que le baron, après avoir été plusieurs fois interrogé par le conseiller instructeur, meurt dans des circonstances si mystérieuses et si subites, que tout le monde raconte qu'il s'est empoisonné.

Un autre financier, Cornélius Hertz, d'origine allemande lui aussi et citoyen américain, docteur en médecine de l'université de Chicago, devenu par de puissantes et mystérieuses influences, officier de la légion d'honneur, qui aurait fait chanter, dit-on, le baron de Reinach lui-même, s'est empressé, dès les premières rumeurs, de mettre la frontière entre ses accusateurs et lui. Il s'est réfugié en Angleterre d'où, par une tactique adroite, tantôt se défendant et tantôt attaquant, il répand, de temps à autre, des confidences très mesurées et très étudiées.

L'affaire du Panama, désormais, va se développer sur deux plans : le plan judiciaire et le plan politique, les événements de l'un ayant forcément leur répercussion sur ceux de l'autre. Entre les deux, toutes sortes de communications ouvertes ou souterraines s'établissent. Les administrateurs incriminés sont prêts à invoquer comme excuse que, s'ils ont fait pleuvoir, telle une manne, sur le monde des politiciens et des journalistes une partie des millions à eux confiés, ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils se sont livrés à ces largesses. Ils ont agi de la sorte, contraints et forcés. Pour obtenir de la commission parlementaire, puis de la Chambre, un vote leur apportant les crédits indispensables, ils étaient bien obligés d'y mettre le

prix. Ils acquittaient ainsi une sorte de péage, telles les caravanes qui, en Arabie, dans le Sahara, se laissent rançonner par les Touaregs et les Bédouins. Or, qui est le plus coupable, celui qui achète, ou celui qui se laisse acheter?

Ce petit problème de casuistique juridique ne fut jamais, et pour cause, complètement éclairci.

Un jeune député, Delahaye, porte l'affaire à la tribune du Parlement, le lendemain du jour où le baron de Reinach est mort. Il accuse plus de cent députés d'avoir reçu, pour voter la loi, l'argent de Reinach et de Cornélius Hertz. Tel ancien ministre, affirme-t-il, a touché à lui seul quatre cent mille francs, ce qui, à cette époque, paraît beaucoup, même pour un ministre. Un membre de la commission, chargée d'examiner le projet, s'est fait remettre deux cent mille francs, deux cents billets, comme on dirait de nos jours. Tout le monde est unanime à penser que c'est trop pour un simple député. Il est vrai que le hasard des circonstances, le fait que la commission se trouvait partagée en deux parties égales, cinq voix pour et cinq voix contre, faisaient de lui l'arbitre de la situation. Or, les arbitres, comme on sait, se payent cher. Il s'agissait de M. Sans-Leroy, ancien représentant de l'Ariège.

La Chambre accueillit toutes ces accusations dans un effroyable tumulte ; sommé de livrer les noms, l'accusateur s'y refusait, se contentant de désigner ses collègues d'une façon assez claire pour que personne ne s'y trompât. Une commission d'enquête fut nommée. Mais le gouvernement s'opposa à ce qu'on lui accordât les pouvoirs judiciaires. C'était la réduire à l'impuissance.

Les administrateurs répandaient un certain nombre de demi-confidences, juste assez pour se défendre et pas trop cependant, par crainte d'éclabousser trop de gens et d'élargir le scandale où ils se trouvaient englobés. La curiosité du public était au plus haut point excitée. Les noms des « chéquards », comme on les appelait, volaient sur toutes les lèvres. A côté de ceux-là, il y en avait d'autres, beaucoup d'autres, assurait-on. Mais comment les découvrir ?

Ceux qui, pour des fins politiques, menaient l'affaire, ennemis du régime, boulangistes, révisionnistes, royalistes, auraient bien voulu se procurer les listes complètes. Où les trouver ? Sur quelles preuves étayer leurs accusations. Faute de ces preuves, l'accusation restait en l'air. La banque Thierrée, où le baron de Reinach avait des fonds, reconnut tenir en sa possession les chèques touchés par un certain nombre de parle-

mentaires. Elle les remit aux autorités judiciaires. Ils contenaient entre autres les noms d'Albert Grévy, Léon Renaud, sénateurs, etc..., etc....

Devant ces révélations de plus en plus précises, la Chambre, sur la demande du gouvernement, autorisa des poursuites contre quelques-uns de ses membres : Emmanuel Arène, Jules Roche, Rouvier.

La même autorisation fut accordée par le Sénat contre Albert Grévy, Léon Renaud.

Le 10 janvier 1893, le procès intenté aux administrateurs de la compagnie vint devant la cour d'appel de Paris. L'avocat général, dans son réquisitoire, accusa les administrateurs d'avoir « dissipé » quatorze cents millions de l'épargne publique, pour une entreprise appelée « la plus vaste escroquerie du monde ». Les cinq accusés furent condamnés à des peines assez douces d'emprisonnement et d'amende.

Quant aux parlementaires, certains d'entre eux : Jules Roche, Thévenet, Emmanuel Arène, avaient été mis hors de cause par le juge d'instruction. Les autres comparurent devant la cour d'assises, pêle-mêle, corrupteurs et corrompus. Charles de Lesseps invoqua pour sa défense que l'argent qu'il avait distribué lui avait été littéralement extorqué par la menace ou, pour parler plus crûment, le chantage.

Tous les parlementaires furent acquittés sauf un, Baïhaut, qui était ministre, au moment où le projet de loi avait été voté, coupable, entre autres choses, de ne pas s'être suffisamment souvenu de la phrase célèbre : *N'avouez jamais*.

Quelque temps après, la cour de cassation annula le jugement et déclara que tous les accusés sans exception se trouvaient couverts par la prescription.

Ainsi finit judiciairement cette affaire. Ses conséquences politiques, son effet sur le public ont été évoqués dans un livre, plein de parti pris sans doute, puisque c'est avant tout un pamphlet contre le parlementarisme, mais débordant de talent, *Leurs figures*, de Maurice Barrès.

L'auteur, élu tout jeune, à vingt-sept ans, député boulangiste de Nancy, nouveau venu dans ce monde parlementaire, en a peint, d'une façon saisissante, les réactions, au fur et à mesure que le scandale se déroule, la stupeur des « chéquards » dont les noms sont divulgués, la crainte anxieuse, haletante de ceux qui n'étaient pas encore dénoncés mais qui redoutaient de l'être d'une minute à l'autre, l'écroulement, l'effondrement des uns, la résistance des autres, selon le tempérament de chacun. La

grande séance où Delahaye prononce son réquisitoire, où Dérouté se dresse contre Clemenceau, où Rouvier soupçonné, presque convaincu, de sa large carrure, de ses fortes épaules, de ses poings robustes, se redresse et fait tête à la meute de ses accusateurs, tout ce monde de meneurs et de comparses est dessiné de traits inoubliables qui rappellent les pages les plus colorées de Saint-Simon. Barrès fait voir Ribot, alors président du conseil, portant haut sa « belle tête de pianiste » ; le froid, le distant Waldeck-Rousseau, avocat de Ferdinand de Lesseps, « figé dans son silence comme un brochet dans sa gelée ».

Au plus fort de l'agitation provoquée par le scandale, un des parlementaires s'écria : « Quel dommage que Boulanger se soit bêtement suicidé dans son cimetière de Bruxelles ! »

Le boulangisme en effet aurait pu profiter grandement des atteintes morales que le Parlement venait de subir. Les éclaboussures de quelques-uns de ses membres rejaillissaient forcément sur tous les autres. Le système tout entier se trouvait discrédité.

Mais ce discrédit, dont les conséquences morales furent durables, n'eut pas et ne pouvait pas avoir une grande répercussion matérielle. Faute d'autre chose à mettre à la place, le pays était obligé de garder le régime existant et de le garder tel qu'il fonctionne, les mœurs, les habitudes parlementaires, l'émiettement et la rivalité des partis, ne permettant pas qu'il fonctionne autrement.

Les opportunistes semblaient les plus atteints. Mais le plus allant, le plus vigoureux des radicaux, Clemenceau, l'était aussi. Il allait être, pour de nombreuses années, écarté de la vie politique.

Quelques-uns des chefs les plus marquants ayant été éliminés de la sorte, des hommes nouveaux prennent leur place. Le personnel parlementaire change de dirigeants.

Bibliographie. — Quesnay de Beaurepaire. *Le Panama et la République* (1899). — E. Bontoux. *L'Union générale* (1888). — Michel Chevalier. *L'Isthme de Panama* (1844). — F. N. Mellet. *Etudes sur les Isthmes de Suez et de Panama* (1859). — H. Bionne. *Le percement de l'isthme de Panama* (1875). — A. Reclus. *Le canal inter-océanique et les explorations de l'isthme américain* (1879). — L. Paton. *Le canal de Panama et les capitaux français* (1886). — G. de Belot. *La vérité sur le Panama* (1889). — Ponsolle. *Le tombeau des milliards. Panama* (1890). — F. Drumont. *La dernière bataille* (1890). *Statue de neige et visages de bronze. La France juive* (2 vol.). — Armand Rousseau. *Rapport présenté au ministre des Travaux publics sur sa mission au Panama* (1893). — P. Bressolles. *Liquidation de la Compagnie de Panama* (1894). — Maurice Barrès. *Leurs figures. L'appel au soldat.*

CHAPITRE XIII

L'AFFAIRE DREYFUS

Ses traits généraux. — Le bordereau attribué à Dreyfus. — L'expertise et l'arrestation. — Le « dossier secret » et la condamnation. — Le faux Henri. — Le procès de Rennes.

Ses traits généraux.

Comment une simple affaire judiciaire, arriva-t-elle à passionner, à diviser, à bouleverser tout un pays, à susciter, même hors des frontières, un extraordinaire mouvement d'intérêt ? Les passions déchaînées furent telles, que même aujourd'hui, après plus d'un quart de siècle, quiconque, ayant étudié minutieusement les faits, risque, à vouloir seulement, ce dont il a le devoir impérieux, exposer ce qu'il croit la vérité, de choquer des convictions très sincères, de froisser de fort respectables susceptibilités.

Les raisons de ce fait, en apparence inexplicable, sont nombreuses et diverses. Tout, dans cette affaire, se trouve confondu : l'élément dramatique et pathétique, les mille péripéties, les coups de théâtre ; le côté philosophique, d'autre part, le conflit des doctrines et des idées, l'intérêt de caste, le sentiment patriotique paraissant s'opposer à la défense de la justice, à la libre recherche de la vérité.

Du plan judiciaire, elle passa très vite sur le plan politique. Elle servit de plate-forme, de champ de bataille aux partis. Toutes les classes de la société furent, les unes après les autres, happées par ce gigantesque engrenage : militaires, industriels, hommes politiques. La masse du public elle-même n'y échappa point. Bien qu'elle eût peine à comprendre et à suivre tous les développements de cette histoire trop embrouillée, elle subit forcément les répercussions de la lutte.

Les données essentielles sont simples ; mais toutes sortes de faits accessoires ne tardent pas à les surcharger.

Le bordereau attribué à Dreyfus.

Le bureau du contre-espionnage à l'état-major se procure, par un moyen des plus courants, « la voie ordinaire », les lettres et brouillons que l'attaché militaire allemand jette imprudemment dans sa corbeille à papiers. Parmi ces documents se trouve une lettre d'envoi, accompagnant divers renseignements concernant notre organisation militaire. C'est le fameux « bordereau ».

De qui émane-t-il ? Qui est le traître ? Les recherches se poursuivent. Le texte du bordereau fait supposer que l'auteur est un officier d'artillerie, en service à l'état-major de l'armée. On cherche, et tout d'abord on ne trouve pas. Mais voici qu'en comparant diverses écritures, à peine arrive-t-on à celle du capitaine Alfred Dreyfus, qu'on est stupéfait de la ressemblance. Elle était telle que, lorsqu'on montra à Dreyfus pour la première fois le bordereau, il s'écria : « On m'a volé mon écriture. »

Dreyfus est juif. Or, à ce moment et dans ce milieu, le seul fait qu'il est juif aggrave son cas.

L'expertise et l'arrestation.

Des deux experts consultés, l'un Bertillon, plus versé dans l'anthropométrie que dans la graphologie, remet un rapport affirmatif, sous réserve de l'existence d'un faussaire très habile, qui aurait contrefait l'écriture de Dreyfus. L'arrestation du coupable est décidée. Le 15 octobre au matin, Dreyfus, convoqué dans le bureau du colonel Picquart, est conduit chez le général de Boisdeffre. On lui dicte une note faisant allusion au bordereau. Dreyfus semble à Boisdeffre s'être troublé. Sur ce simple indice, il est inculpé, incarcéré à la prison du Cherche-Midi.

Il existe contre lui une charge d'ailleurs très grave : la ressemblance frappante des écritures, le rapport affirmatif, quoiqu'avec des réserves, d'un expert qui peut, après tout, se tromper. Toutes les présomptions morales sont d'autre part en sa faveur. Il est riche, de lui-même et par son mariage. Il est d'une famille d'Alsaciens, excellents patriotes français ; il mène une existence des plus régulières ; on ne lui connaît pas de besoins. Pourquoi, dans ces conditions, aurait-il commis cet

effroyable crime ? Il proteste très énergiquement de son innocence et il ne cessera pas de protester.

Au sein du gouvernement, seul M. Hanotaux, ministre des Affaires Etrangères, dans la crainte surtout d'un incident diplomatique, s'est opposé, avec infiniment de clairvoyance et de bon sens, non seulement à la poursuite d'un officier sur des bases aussi fragiles, mais même à l'enquête qui devait y aboutir. Le général Mercier, ministre de la guerre, passe outre à cette opposition.

L'arrestation de Dreyfus a été tenue secrète. Mais peut-on tenir rien de secret à Paris ? Dès le 28 octobre, elle est annoncée dans la *Libre Parole*, la feuille antisémite de Drumont.

Le « dossier secret » et la condamnation.

Dreyfus comparait le 9 décembre devant le Conseil de guerre. Sur le refus de Waldeck-Rousseau, M^e Demange se charge de sa défense.

Pour corser l'accusation, dont le rapport de l'expert constitue en somme l'unique pièce, le général Mercier fait communiquer aux juges, à l'insu de la défense, un certain nombre de documents qui ne se rapportaient que superficiellement et en apparence à l'inculpé. C'est le fameux *dossier secret*. Le ministre prétendit plus tard avoir agi de la sorte, parce que le huis clos ne lui paraissait pas une garantie suffisante et que toute indiscretion pouvait provoquer de graves complications diplomatiques.

L'accusé, à l'unanimité, est condamné à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée et à la dégradation militaire. Le 5 janvier, dans la cour de l'Ecole militaire, Dreyfus est dégradé. Au moment où il défile sur le front des troupes, il s'écrie : « Je suis innocent ». L'un des rares spectateurs, le journaliste Pierre Giffard, nous racontait souvent par la suite à quel point il avait été ému par ces protestations et ces cris.

Le condamné part pour l'île du Diable. L'obscurité, le silence semblent définitivement tombés sur lui.

*
* *

Stendhal, dans son livre sur l'amour, a parlé du phénomène de *cristallisation* qui se produit, chez l'amant, pour tout ce qui touche à la personne aimée. Mille sentiments accessoires viennent, par l'effet d'une force attractive, s'agglutiner au sentiment

principal, lui communiquant ainsi une force, une richesse beaucoup plus grandes.

Parmi ceux qui ont jugé et condamné Dreyfus, qui croient à sa culpabilité, il se produit un phénomène analogue. Nombre d'éléments étrangers viennent, eux aussi, s'ajouter à la preuve principale. Le dossier des charges qui pèsent sur lui semble grossir de la sorte. Ce n'est qu'une apparence, qui ne résisterait pas à quelques heures d'un examen minutieux. Dans cette masse de prétendues charges (télégrammes interceptés, soi-disant aveux du condamné au moment de sa dégradation, etc...) aucune ne peut soutenir une révision attentive; aucune ne constitue une véritable preuve.

Voilà un des traits distinctifs de cette affaire et en voici un autre, essentiel lui aussi : le seul fait d'avoir communiqué aux juges du conseil de guerre un dossier dont l'accusé et l'avocat n'ont pas eu connaissance, qu'ils n'ont pas pu discuter, constitue une illégalité flagrante, qui suffit à elle seule pour vicier, pour faire casser l'arrêt. Aucune discussion n'est possible sur ce point. Ceux qui décidèrent la communication de ce dossier ne se rendirent peut-être pas compte qu'ils violaient de la sorte une des règles fondamentales de la justice et du code ; *mais cette violation n'en existe pas moins.*

Dreyfus est au bagne. Ses parents, sa famille demeurent convaincus de son innocence, ce qui est à la fois leur honneur, leur devoir et leur droit. Ils sont résolus à mettre tout en œuvre, à dépenser toute leur fortune pour la faire éclater. Ils cherchent de toutes parts des renseignements, des appuis ; mais où les trouver ? L'obscurité s'est faite ; ils n'avancent guère qu'à tâtons, dans la nuit.

Voici cependant qu'un officier, qui fut le supérieur du condamné, le colonel Picquart, un Alsacien, est devenu, au cours d'une carrière très brillante, chef du service des renseignements à l'état-major. C'est à lui qu'est apporté maintenant le contenu de la corbeille à papiers de l'ambassade allemande. Par une lettre (le petit bleu) adressée à Esterhazy, puis par beaucoup d'autres indices, il arrive à la conviction formelle que l'auteur du bordereau, c'est Esterhazy et non Dreyfus, qui est innocent.

Autant toutes les présomptions morales sont en faveur de ce dernier, riche, rangé, autant elles se retournent contre Esterhazy, cadet sans fortune d'une grande famille hongroise, aventurier besogneux, criblé de dettes, traqué par ses créanciers, menant une existence déréglée et même crapuleuse. Picquart fait part de ses soupçons, de ses scrupules à ses chefs. Ceux-

ci sont avant tout désireux de ne laisser, sous aucun prétexte, se rouvrir cette irritante histoire, qui ne manquerait pas de déclencher les polémiques des journaux, le tintamarre des discussions. Ils enjoignent à Picquart de se taire et pour être sûrs de son silence, ils l'expédient au fin fond de la Tunisie. Mais avant de partir, Picquart s'ouvre de son secret à son intime ami, l'avocat Leblois, qui en fait part au sénateur Scheurer-Kestner, un homme politique, bien résolu à ne pas garder cette confiance pour lui.

Voilà donc les deux fils, jusque-là séparés, en train de se rejoindre. La découverte, les confidences de Picquart viennent apporter aux recherches, jusque-là plutôt vaines, de la famille Dreyfus la précision et la force qui leur manquaient.

L'affaire, dès ce moment, commence à mordre sur un public très restreint d'initiés.

Les premiers qui s'y intéressent, avec l'ardente passion de la jeunesse, sont des étudiants du quartier latin. Il nous souvient avec une précision singulière que, précisément à cette époque, un de nos camarades, élève de l'Ecole normale, nous exposa, plusieurs heures durant, la suite des preuves démontrant, d'après lui, l'innocence de Dreyfus. Cette démonstration, bien qu'elle ne nous convainquit pas, ne laissait pas de contenir certaines précisions des plus troublantes. Scheurer-Kestner interpelle au Sénat pour soutenir la nécessité de la révision. Le frère du condamné dénonce Esterhazy comme l'auteur du bordereau. Le mécanisme de la révision est, dès ce moment, en marche. Rien désormais ne sera capable de l'arrêter.

Les faits vont se multiplier, s'enchaîner automatiquement : le procès d'Esterhazy acquitté par le conseil de guerre ; la lettre de Zola « J'accuse », dans *l'Aurore* ; le procès retentissant de Zola devant la cour d'assises qui le condamne à une année de prison.

Du clan des initiés, l'affaire est passée dans le grand public, qu'elle agite, qu'elle secoue avec une violence de plus en plus grande. L'amplitude de ses répercussions s'accroît. Elle a nécessairement ses échos à la tribune du Parlement. Vainement les ministres, les dirigeants, par peur des responsabilités, essaient de l'écarter. Plus on l'écarte et plus elle revient. Il aurait suffi à l'un de ces dirigeants de s'enfermer une ou deux matinées dans son cabinet, de se faire communiquer, sans en excepter une, toutes les pièces du dossier, pour se convaincre de la nécessité d'une révision.

On doit dire, à leur excuse, que l'affaire, à mesure qu'elle

se développe, devient de plus en plus embrouillée, obscurcie qu'elle est par les querelles politiques et les passions des partis. Les uns et les autres s'en servent pour attaquer, pour injurier leurs adversaires. Conservateurs et nationalistes, pour qui le respect de l'armée, de ses chefs, est un dogme, sont ardemment convaincus qu'aucun d'eux n'a pu se tromper de la sorte. Ils dénoncent les agissements du « syndicat juif ». Ils l'accusent d'entretenir l'agitation à coups de millions, de saper ainsi une des institutions essentielles de notre pays. Des intellectuels, des savants, des professeurs, accoutumés à vivre, jusque-là, dans l'austère silence de leurs recherches et de leurs études, descendent de leur tour d'ivoire, se jettent vigoureusement dans la mêlée. C'est une des conséquences les plus curieuses et les plus marquantes de cette affaire. Tel de nos hommes politiques les plus connus (M. Painlevé, par exemple, pour ne citer que lui) n'aurait jamais songé, sans l'affaire Dreyfus, à se mêler à la vie politique.

La bataille est maintenant déchaînée. Chez la plupart de ceux qui la livrent, la bonne foi, la sincérité sont égales. Les « révisionnistes » ardemment convaincus de l'innocence de Dreyfus, demandent que la cour de cassation, tenant compte des « faits nouveaux », procède sans retard à la révision du procès. Ils s'indignent qu'un condamné puisse être, sous aucun prétexte, retenu au bagne alors qu'il est innocent. La justice, fondement des nations, exige que son procès soit repris. Toute autre considération si haute soit-elle, la raison d'Etat, le respect de l'armée, s'efface devant celle là. Bien qu'ils recrutent sans cesse des adhérents, ils ne sont encore qu'une très faible minorité. La grande majorité du pays, presque tout le monde politique, l'armée, soutiennent au contraire, le respect de *la chose jugée*.

Après qu'un conseil de guerre, dûment constitué, après que tous les grands chefs militaires sans exception, ont déclaré Dreyfus coupable, comment oserait on mettre en doute leurs affirmations ? A supposer que quelques irrégularités, légères au demeurant, aient pu être commises, c'est dans un intérêt patriotique qu'elles l'ont été ; c'est pour éviter, dans une matière infiniment délicate, des incidents et des complications, dont nul ne saurait prévoir la gravité.

D'un côté, la justice, supérieure à tout ; de l'autre, la raison d'Etat, l'amour de l'armée, les intérêts patriotiques. De part et d'autre l'ardeur des convictions, également respectables, est la même. Il faudrait remonter très loin, dans notre histoire, pour découvrir l'exemple d'un pareil conflit, d'un tel déchire-

ment. Les grands procès du XVIII^e siècle, celui de Calas pour lequel s'enthousiasma Voltaire, sont peu de chose en comparaison.

Les passions ont beau se déchaîner, il est impossible que les partisans de Dreyfus, à force de poursuivre leurs recherches, n'arrivent pas à mettre en lumière la fragilité des charges qui ont été retenues contre lui. Voici qu'un incident des plus dramatiques vient leur apporter brusquement cette preuve, le « fait nouveau », sur lequel ils pourront étayer leur demande de révision.

Le faux Henri.

Le ministre de la guerre, Cavaignac, au cours d'une interpellation sur l'Affaire, prétend démontrer la culpabilité du condamné, en produisant un billet d'un attaché militaire étranger, établissant nettement ses rapports avec Dreyfus. Peu de temps après, ses collaborateurs, en examinant attentivement la pièce, découvrent sans difficulté qu'elle a été entièrement fabriquée par le colonel Henri. Celui-ci reconnaît le fait. Incarcéré au Mont Valérien, il s'ouvre la gorge d'un coup de rasoir.

Ce violent coup de théâtre fait rebondir toute la pièce. Pour beaucoup, il fut comme un éclair déchirant brusquement les ténèbres. Du moment qu'un officier de l'état-major s'était cru obligé de fabriquer de toutes pièces un document contre Dreyfus, c'est que les autres documents à sa charge devaient lui paraître bien faibles, sinon inexistants. La sagesse, la raison, le bon sens ordonnaient de penser ainsi. L'aveu du colonel Henri constituait le fait nouveau qui rendait nécessaire la procédure de révision. La chambre criminelle de la cour de cassation déclare que cette demande en révision est recevable. Le gouvernement, que l'affaire Dreyfus empoisonne, si l'on peut dire, désireux de louvoyer entre les partis, décide, pour donner satisfaction aux uns et aux autres, que le jugement sur la révision sera prononcé non pas par la chambre criminelle seule, ainsi que cela s'était toujours fait jusqu'alors, mais par toutes les chambres de la cour de cassation réunies. Cette loi de *désaisissement*, qui était avant tout une loi de circonstance, est votée. Dreyfusards et antidreyfusards se battent là-dessus comme ils se sont battus sur tout le reste.

Le procès de Rennes.

La cour renvoie l'accusé devant un nouveau conseil de guerre. Le condamné, ramené de l'île du Diable (3 juin 1899),

comparaît devant ses pairs à Rennes. C'est le moment où la bataille est la plus acharnée. Un attentat se produit contre Labori, avocat de Dreyfus. Partisans et adversaires de Dreyfus échangent aux portes mêmes du tribunal des altercations, des injures et des coups. Déclaré de nouveau coupable par cinq voix contre deux, mais avec des circonstances atténuantes, l'accusé est condamné à dix ans de détention.

Ce n'est pas un jugement, mais un simple compromis, s'expliquant par le milieu et le moment où il s'est produit. Car enfin, Dreyfus est coupable d'avoir écrit le bordereau, d'avoir livré à une puissance étrangère les secrets militaires de son pays, ou il ne l'est pas. S'il l'est, aucune circonstance atténuante ne saurait être invoquée en sa faveur.

Le gouvernement de Waldeck-Rousseau décide, avec beaucoup de raison, pour en finir avec cette agitation, de gracier le condamné. Quelques années plus tard, la cour de cassation, toutes chambres réunies, ayant repris l'examen de tout le procès, abolit le verdict de Rennes et casse définitivement sans renvoi. L'affaire est judiciairement terminée.

Les conséquences devaient en être lointaines et profondes. Du jour où elle est entrée dans la politique jusqu'à son dénouement et bien longtemps après, on peut dire qu'elle a dominé toute cette politique intérieure. Elle a causé la démission, coup sur coup, de plusieurs ministres de la guerre ; elle a fait crouler un certain nombre de cabinets.

Après la mort subite de Félix Faure, trouvé mort dans son bureau (16 février 1899), Loubet est élu par les voix de la gauche contre Méline, candidat des modérés. Les nationalistes, furieux de cette élection, entament une campagne vigoureuse. Aux funérailles de Félix Faure, Déroulède et quelques-uns de ses amis essaient d'entraîner la brigade du général Roger. Ce coup de force mal préparé échoue. Déroulède, qui se réclamait de la Haute Cour, est renvoyé devant la cour d'assises pour provocation de militaires à la désobéissance. Il est acquitté.

Tandis que nationalistes et royalistes essaient de se servir de l'Affaire pour renverser la république parlementaire, les socialistes d'autre part n'ont pas tardé à la mettre à profit pour engager une campagne antimilitariste. Des deux côtés les excès sont les mêmes. La violence des discussions risque de s'étendre à la rue.

Fort heureusement, arrive au pouvoir un homme à la tête froide, Waldeck-Rousseau, ancien collaborateur de Gambetta

et de Jules Ferry. Il a toutes les qualités qui font un chef de gouvernement : le sens de l'ordre, de la règle, de la discipline. Il fait entrer au ministère, pour la première fois, un socialiste, Millerand, donnant ainsi satisfaction aux partis avancés. Mais il embarque en même temps, dans le même bateau, le général de Galiffet qui a la réputation d'un homme à poigne, exécré des révolutionnaires et des socialistes pour le rôle qu'il a joué durant la Commune. Galiffet se charge, et il y réussit, de ramener l'ordre et l'apaisement dans l'armée.

Le ministère Waldeck-Rousseau, ralliant ainsi les partis de gauche que les agissements des nationalistes ont inquiétés, ouvre les voies au ministère Combes qui devait lui succéder. La politique de la France s'oriente de plus en plus vers les doctrines et les partis avancés.

C'est là encore une conséquence directe de l'affaire Dreyfus.

Clemenceau, autre conséquence, écarté de la vie publique après le scandale du Panama, ayant soutenu dans son journal avec son talent de polémiste et l'ardeur de son tempérament, la cause dreyfusiste, trouve là un tremplin excellent pour opérer sa rentrée dans la politique. Il deviendra quelques années plus tard président du conseil. Il sera, à la dernière période de la grande guerre, un des sauveurs de son pays.

Bibliographie. — H. Dutrait-Crozon. *Précis de l'Affaire Dreyfus* (1909). — J. Reinach. *Histoire de l'Affaire Dreyfus* (4 vol.) (1904). — Th. Reinach. *Précis de l'Affaire Dreyfus* (1924). — Jean Jaurès. *Les preuves. Affaire Dreyfus*. — Alfred Dreyfus. *Cinq années de ma vie 1897-1899* (1901). — Maurice Barrès. *Ce que j'ai vu à Rennes* (1904). — Esterhazy. *Les dessous de l'affaire Dreyfus* (1898). — Bernard Lazare. *Une erreur judiciaire. La vérité sur l'affaire Dreyfus* (1896). — *L'affaire Dreyfus (deuxième mémoire)* (1897). — Edouard Drumont. *La France juive devant l'opinion* (1886). — Urbain Gohier. *Histoire d'une trahison* (1905); *Leur république* (1906); *Le procès Dreyfus devant le conseil de guerre de Rennes* (1894); *La révision du procès de Rennes. Débats de la Cour de Cassation. Chambres réunies* (2 vol.) (1906); *La révision du procès de Rennes. Enquête de la Chambre criminelle* (3 vol.) (1908). — F. de Pressensé. *Un héros. Le colonel Picquart* (1897).

CHAPITRE XIV

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

La loi sur les associations. — Les élections de 1902. — Combes. — La bataille religieuse. Conflit avec le Saint-Siège. — Conséquences de la rupture. — La politique intérieure. — La séparation des Eglises et de l'Etat.

La loi sur les associations.

Il y a chez les partis républicains, surtout le plus important d'entre eux, les radicaux, un fond d'anticléricalisme qui ne demande qu'à se réveiller. Le fameux cri de guerre de Gambetta : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! », beaucoup de ses successeurs, notamment au lendemain d'une crise, comme l'affaire Dreyfus, plus encore après des élections où ils se plaignent d'avoir été violemment combattus par le clergé, sont prêts à le pousser.

Waldeck-Rousseau avait le sentiment que, dans la dernière période de l'affaire Dreyfus, certaines congrégations riches et puissantes : Assomptionnistes, Jésuites, étaient derrière l'agitation nationaliste. Il se proposait de les atteindre, en guise de représailles, de frapper, comme on disait, les moines ligueurs et les moines d'affaires. Juriste avant tout, il voulait, par une loi d'ensemble sur les associations, régler nettement et d'une façon définitive, le statut des congrégations.

Rien n'était plus difficile que de mener à bien pareille entreprise, sans se laisser déborder par les surenchères et l'esprit de parti. Il s'agissait d'accorder, dans une proportion harmonieuse, les pouvoirs de l'Etat, les droits des congrégations et ceux du Vatican, qui se sentirait forcément atteint par toute mesure prise contre elles. La loi conçue, s'il eût été seul maître de la faire voter telle quelle par le parlement et ensuite de l'appliquer, Waldeck-Rousseau aurait peut-être réussi à trouver un com-

promis, capable de ne pas trop mécontenter chacune des parties. Mais il était bien obligé de compter avec le parlement qui modifia sensiblement certaines de ses dispositions, en aggrava, à l'égard des congrégations, le caractère agressif, provoqua ainsi une crise devant aboutir peu après à un conflit et à la rupture avec le Vatican.

Lors de la discussion de la loi, Waldeck-Rousseau, partisan déterminé du concordat, c'est-à-dire de l'accord avec le pape, se trouva sans cesse dépassé, par la Commission d'abord, chargée d'étudier le projet, puis par la Chambre.

Les congrégations, d'après la loi, ne peuvent plus être autorisées que par une décision du parlement, non plus par un simple décret du ministre. Toutes celles qui ne sont pas encore autorisées, doivent, dans un délai de trois mois, demander l'autorisation, faute de quoi elles seront considérées comme illicites. Un article ajouté par la Commission interdisait l'enseignement à tout membre d'une congrégation non autorisée.

Le pape avait déjà protesté par une interview, d'abord, puis par une allocution aux cardinaux.

La loi fut finalement votée (1^{er} juillet 1901) : tout dépendrait maintenant de la manière dont elle serait appliquée.

Les élections de 1902.

Entre temps, eurent lieu les élections générales de 1902, où le clergé, une fois encore, intervint vigoureusement dans la bataille. Elles renforcent les partis de gauche d'une quarantaine de sièges environ, bien que, si l'on tient compte du chiffre des votants, l'écart entre les voix obtenues par les deux blocs soit des plus faibles.

Ce n'est pas la première fois qu'une différence du nombre des suffrages *assez minime* se traduit par une différence marquée dans le nombre des députés, arrivant quelquefois à déplacer l'axe de la majorité parlementaire.

Excités par leur victoire, les anticléricaux de la Chambre ne songent qu'à frapper sur leurs adversaires. Voici que, par surcroît, le hasard va leur fournir un chef plus ardent encore que ses troupes. Au lendemain des élections, Waldeck-Rousseau fatigué donne sa démission. Il désigne au président de la république, Combes, comme son successeur.

Combes.

Ce petit homme, un vieillard de soixante-dix ans, batailleur, vindicatif en diable, était animé, contre le parti catholique,

d'une haine violente, farouche. Ce sentiment dominait, étouffait en lui tous les autres. C'était la passion d'un transfuge. Ancien séminariste, professeur lui-même au séminaire, auteur d'une thèse sur saint Thomas d'Aquin, Combes avait sucé le lait de la nourrice qu'il mordait à belles dents. Barbey d'Aurevilly ne disait-il pas que, seuls, les anciens prêtres savent haïr vraiment la religion dont ils se sont évadés ?

Combes arrivait à son heure. Parmi les partis avancés, beaucoup ne demandaient qu'à manger, comme on dit, du curé. Il était homme à leur en servir, jusqu'à l'indigestion. Appliquée par lui, la loi dont certaines dispositions, contrairement à la volonté de son auteur, étaient déjà très dures, ne pouvait manquer de devenir beaucoup plus sévère encore. Combes commence par fermer les écoles et les établissements des congrégations non autorisées. Ces mesures provoquent des troubles en Bretagne. Le nonce, puis le Vatican protestent.

Quand il s'agit de statuer sur les demandes d'autorisation, formulées par un grand nombre de congrégations, il fait décider, contrairement à l'idée de Waldeck-Rousseau, d'examiner *en bloc* les demandes qu'il compte refuser. Au lieu d'une discussion attentive, cas par cas, c'est la condamnation massive, la charrette des guillotinés.

Nous voilà loin déjà de la mesure, de l'équilibre que comptait garder Waldeck-Rousseau. En ouvrant cette discussion, en levant ce lièvre qui ne pouvait pas manquer de lui échapper, Waldeck-Rousseau n'avait pas fait preuve d'un grand discernement politique, pas plus que lorsqu'il avait désigné Combes comme son successeur.

La bataille religieuse. Conflit avec le Saint-Siège.

La bataille est maintenant déchaînée ; les passions s'exaspèrent. En vain Waldeck-Rousseau, dans un discours à Tréguier, pour l'inauguration du monument à Renan, le 13 septembre 1902, puis dans une intervention au Sénat, essaie de se mettre en travers de cette politique brutale et maladroite, dont il sent tous les inconvénients. Le moteur est lancé ; il est impossible de l'arrêter. Non seulement toutes les congrégations d'hommes et de femmes sont dissoutes, mais la Chambre interdit à leurs membres l'enseignement pendant trois ans, dans leur commune et les communes voisines.

Le conflit avec le Saint-Siège est désormais fatal. Peut-être,

s'il eût vécu, Léon XIII eût-il réussi à l'éviter. Après sa mort, fin juillet 1903, Pie X son successeur prend tout de suite une attitude plus intransigeante. Il proteste diplomatiquement contre la visite du président Loubet à Rome, la première faite dans la capitale des papes par le chef d'un grand Etat catholique. Le journal de Jaurès, *l'Humanité*, s'étant procuré, par une indiscretion, la dépêche du pape, un grave incident se produit. Le gouvernement français rappelle du Vatican son ambassadeur en ne laissant qu'un chargé d'affaires. Nouveau conflit au sujet de deux évêques français cités devant le Saint-Office. Combes cette fois rompt les relations diplomatiques et renvoie de Paris le nonce.

Tel était l'aboutissement de cette campagne anticléricale, légèrement et imprudemment engagée, où le moteur, glissant vite des mains qui l'avaient mis en mouvement, roule sur la pente avec une vitesse accrue. Dans les conditions où elle se produisait, par l'animosité, l'irritation qu'elle laissait derrière elle, la rupture de l'Etat français avec le Vatican présentait pour nous des inconvénients très graves. Elle divisait profondément un pays déjà assez divisé, à la fois très catholique et anticléricale, opposé certes à l'immixtion du clergé dans la politique, mais n'en demeurant pas moins profondément religieux.

Conséquences de la rupture.

Le Concordat avait été à son époque un monument de sagesse, de raison, d'esprit politique. On pouvait à coup sûr, après une entente entre les deux contractants, en retoucher certaines parties. Ce n'était pas une solution de le supprimer.

Seuls, des politiciens d'arrondissement peuvent s'obstiner à ne pas reconnaître la puissance morale et matérielle du pape dans le monde. Deux grands pouvoirs comme l'Etat français et le Vatican, au lieu de s'ignorer, ont un intérêt évident et réciproque à régler, d'un commun accord, leurs relations. Tant que subsistait le Concordat, le gouvernement français, intervenant dans la nomination des évêques, exerçait par là quelque influence sur le clergé tout entier. Le pacte dénoncé, le pape devint le seul maître. Le gallicanisme, très atteint déjà, disparaît entièrement.

Au dehors, les effets sont plus fâcheux encore. Les catholiques du monde entier ne tardent pas à se retourner contre la France. On devait, au moment de la guerre, ressentir les conséquences de leur violente antipathie.

La France exerce, depuis des siècles, en Orient, en Extrême-Orient, un protectorat religieux qui sert son influence, soutient ses intérêts matériels et moraux. Comment le faire subsister, après la rupture avec le Vatican? Cette difficulté était à peu près insurmontable.

Les inconvénients étaient tels que, la guerre à peine commencée, il fallut, discrètement d'abord, puis presque ouvertement, renouer des liens qui n'auraient jamais dû être rompus. La guerre terminée, on décida fort sagement de transformer cet état de fait en une situation de droit. L'ambassade près le Vatican fut rétablie.

La politique intérieure.

Le même esprit d'étroitesse et d'intolérance se marque dans la politique intérieure du ministère Combes. Aussitôt après sa constitution, une circulaire aux préfets, demeurée fameuse, semblait reconnaître et consacrer définitivement, chose nouvelle dans la vie publique, les droits des républicains, c'est-à-dire des partisans du gouvernement, aux faveurs administratives.

La pratique des « délégués » choisis par les préfets dans les communes réactionnaires, envenimait les querelles locales, exaspérait l'esprit de clocher.

Les adversaires du cabinet attaquaient de plus en plus violemment Camille Pelletan, ministre de la Marine, à qui ils reprochaient d'introduire dans son administration, le désordre et le débraillé.

Contre le général André, ministre de la Guerre, les attaques furent plus violentes encore. Aggravant les pratiques du sectarisme, il laissa s'étendre sur l'armée, sous prétexte de contrôler les opinions politiques des officiers, un vaste système de surveillance, et bientôt de délation, qui fonctionnait surtout grâce à l'appui des loges maçonniques. Un employé du Grand Orient ayant livré, contre argent comptant, ce répertoire malodorant des « fiches », les journaux de l'opposition commencèrent à les publier. Le général André dut donner sa démission. Combes, atteint par ce scandale, se maintint quelque temps, puis disparut.

La séparation des Églises et de l'État.

Quelque temps avant sa retraite, il avait déposé un projet de loi sur la séparation des Églises et de l'État.

Les relations rompues avec le Vatican, la disparition du

Concordat rendaient indispensable la discussion de ce projet, l'établissement d'un statut régulier des Eglises. La séparation, un des articles du programme radical, allait donc être abordée.

La Commission parlementaire chargée d'examiner le projet choisit comme rapporteur un socialiste, nouveau venu à la Chambre, Aristide Briand. Ce furent les débuts retentissants d'un homme qui, durant les vingt années suivantes, devait jouer dans la vie publique française un rôle prépondérant.

Aristide Briand.

Né à Nantes, en 1862, il avait à ce moment quarante-trois ans. Ses rares qualités d'orateur, son éloquence adroite et prenante, servie par un organe incomparable, lui valurent de bonne heure une grande réputation dans les milieux socialistes. Il devint une des vedettes des tournées de propagande et des « meetings ».

Ambitieux (il en avait le droit), il songeait à quitter, dès la première occasion, ce milieu où son esprit large, son intelligence, à la fois rapide et étendue, se sentaient trop à l'étroit.

La loi de la séparation vint, à point nommé, la lui fournir. Il mit, à défendre le projet de la Commission, au cours d'une discussion longue et passionnée, semée d'incidents et d'embûches, une ingéniosité, une fertilité de moyens, une virtuosité consommée. Ainsi qu'il arrive dans la recherche d'un compromis entre deux thèses violemment opposées, ceux contre qui il eut à lutter le plus étaient non pas ses adversaires politiques, mais ses partisans et ses amis. Il déploya pour les convaincre et les réduire, tous ses dons de persuasion et aussi une coquetterie de libéralisme qui est tout à fait dans sa manière. Il fut le grand vainqueur de cette discussion. Désormais sa réputation était faite. Il devait entrer peu après dans le ministère Clemenceau. Depuis, sauf quelques entr'actes plus ou moins prolongés, il fit partie, comme ministre ou président, de presque toutes les combinaisons gouvernementales. Son intelligence est aussi peu abstraite, aussi peu livresque que possible. Ne lui demandez pas de s'enfermer en tête à tête avec de volumineux dossiers, de les parcourir, de les annoter comme font Poincaré ou Millerand. Ses dossiers à lui ce sont les êtres humains, la matière vivante, remuante, parlante. C'est à elle seule qu'il s'intéresse. Il n'aime pas aborder de front l'adversaire, à foncer droit sur l'obstacle à la manière d'un Clemenceau. Plutôt que d'engager la bataille, il est porté par tempéra-

ment à essayer de la rendre inutile. Il est passé maître dans l'art des arrangements et des compromis. Une certaine nonchalance l'y pousse et le goût du moindre effort. La guerre, son extraordinaire prolongation, qu'il jugeait inutile et absurde, fit apparaître les limites de cet esprit, par ailleurs très attachant. Environ l'automne 1917, Briand était convaincu (il le dit à l'auteur de cet ouvrage) qu'avec un peu d'ingéniosité dans les pourparlers, les hostilités pouvaient et devaient prendre fin, que l'Allemagne, se sentant incapable de vaincre, se résignerait à un compromis acceptable pour nous, irait même jusqu'à céder l'Alsace Lorraine. C'est qu'il est porté d'instinct à croire que les litiges entre les peuples s'arrangent de la même manière et par les mêmes méthodes qu'entre les individus.

*
* *

La Chambre vota sans difficulté le principe de la séparation, garantissant le libre exercice des cultes, déclarant que la République n'en reconnaît, n'en salarie et n'en subventionne aucun.

La grosse difficulté résidait dans l'attribution des biens culturels, surtout dans la mise en œuvre d'un système pratique, commode, permettant aux cultes de s'exercer. Comment concilier la neutralité de l'Etat avec la sévère et rigide discipline catholique, soumettant fidèles et clergé à la pleine souveraineté pontificale ?

Pour arriver à un arrangement satisfaisant, il aurait fallu s'entendre avec les évêques et avec le pape, ce que le principe de la séparation interdisait.

Toute solution acceptable, dans ces conditions, était plus ou moins la quadrature du cercle. Comment s'étonner que cette solution n'ait pas été trouvée ?

Bibliographie. — A. Debidour. *L'Eglise catholique et l'Etat* (2 vol.). Voir la collection des Etudes (Revue de la Compagnie de Jésus). — Général André. *Cinq ans de ministère* (1907). — P. Fesch. *Les dossiers maçonniques* (1905). — Anonyme. *Les fiches de Mgr Montagnini* (1908). — Capitaine Mollin. *La vérité sur l'affaire des fiches* (1905).

CHAPITRE XV

LE GOUVERNEMENT DES RADICAUX ET LES PROGRÈS DU SOCIALISME

Le gouvernement des radicaux. — Le socialisme. — Le cas Millerand.
Jaurès. — Les progrès du socialisme.

Le gouvernement des radicaux.

Le 17 janvier 1906, le président du Sénat, Fallières, est élu président de la République en remplacement de Loubet dont les pouvoirs étaient venus à expiration. Il obtient 449 voix contre 371 à Doumer, sur qui s'étaient comptés la droite et tous les opposants du « bloc ».

Les élections qui ont lieu quelques mois plus tard (6-20 mai) marquent pour le « bloc » un nouveau succès. Il conquiert soixante sièges environ sur les conservateurs, nationalistes, progressistes. Les radicaux-socialistes et aussi les socialistes unifiés gagnent un nombre important de sièges. Les groupes de gauche possèdent dès lors la majorité de la Chambre. C'est le triomphe du radicalisme qui prend le pouvoir et le gardera jusqu'à la guerre.

Clemenceau, l'éternel opposant, le démolisseur de cabinets, est enfin appelé, sur le soir de sa vie (un soir qui, fort heureusement, devait se prolonger), à former un cabinet à son tour. Il passe allègrement de l'« autre côté de la barricade ».

L'évolution vers la gauche que, sauf à de rares intervalles, on a pu observer, depuis le début de la Troisième République, se précise et s'accroît. Elle se marque non seulement par la prise de pouvoir des radicaux et des radicaux-socialistes, mais par l'accroissement incessant du nombre des élus socialistes à la Chambre.

Le socialisme.

Si l'on suit le développement de la doctrine et du parti socialiste, depuis 1870 jusqu'à la guerre, on constate qu'une grosse question a dominé constamment les discussions et les Congrès : celle des rapports entre les socialistes et les partis détenant le pouvoir.

Deux tendances se sont constamment heurtées et continuent à se heurter, sans que l'ingéniosité, pourtant très grande, des chercheurs de compromis, les complications et les intrigues grâce auxquelles ces compromis s'élaborent, le byzantinisme soigneusement étudié des formules, réussissent à masquer, d'une manière définitive et durable, le profond désaccord.

Les orthodoxes, les « purs », ceux pour qui les principes comptent plus que les faits, estiment que le socialisme n'a rien à gagner, mais au contraire beaucoup à perdre en s'alliant, dans une proportion si faible soit-elle, aux partis bourgeois. Les avantages qu'il en retire sont plus illusoires que réels. La force de son prosélytisme, qui agit sur les masses à la manière d'un aimant, se trouve diminuée, énervée par cette compromission, on pourrait presque dire cette collusion. Il cesse du coup d'être ce qu'il doit rester s'il veut triompher : une foi, une véritable religion.

A cela, les autres répliquent que toutes les religions, quelles que soient l'ardeur, la conviction de leurs adeptes, ont été obligées de tenir compte des conditions au milieu desquelles elles évoluent, de s'adapter aux réalités. Le socialisme, lui aussi, ne saurait se soustraire à cette nécessité. S'il veut réussir à modifier de fond en comble la société présente, la première condition est de ne pas vivre, de ne pas se développer en dehors d'elle, mais au contraire de s'y mêler étroitement, de se servir de toutes les armes qui lui sont offertes, de toutes les occasions qui se présentent à lui. La lutte électorale, la conquête des mandats fournissent ces occasions et ces armes. Il faut que les socialistes sachent pratiquer cette lutte avec une tactique de plus en plus consommée. Ce qui importe, ce ne sont pas les moyens, mais le but. Les chefs du parti ont le devoir de ne pas hésiter sur le choix de ces moyens. Si, en échange de sérieux avantages, il leur est nécessaire de pratiquer des alliances momentanées avec les partis bourgeois, quitte à les éliminer progressivement par la suite, où serait le mal après tout ?

Tel est l'éternel problème qui revient à chacun des Congrès.

Faute de le pouvoir résoudre, on s'applique à le masquer par des formules plus ou moins adroites. Les élus, tous ceux qui ont conquis et détiennent des sièges, — par le seul fait qu'ils les détiennent, — ceux que la fréquentation du Palais-Bourbon a rendus conciliants, accommodants, seraient plutôt partisans de la deuxième solution. Mais la masse des « militants », le gros des troupes ne l'entendent pas de la sorte. Ils soumettent les chefs à un contrôle, à une surveillance de tous les instants. Attentifs à la moindre défaillance, ils prétendent diriger étroitement leurs décisions.

Le contrôle devient si tyrannique que beaucoup de ces élus, surtout lorsqu'ils sont doués d'une personnalité puissante, lorsqu'ils ont de la force, de l'originalité, du talent, aspirent instinctivement à se débarrasser de cette tutelle, qu'ils arrivent à trouver humiliante, insupportable. Il leur paraît injuste et même odieux de se sentir en eux l'étoffe d'un chef parlementaire et même d'un grand chef, d'avoir les chances de devenir ministre, président du conseil et même président de la République, sans pouvoir en profiter, simplement parce qu'un Congrès ou plutôt un concile, où les ignorants et les envieux dominent, en a décidé de la sorte.

Le socialisme, par la pratique quotidienne, la gymnastique incessante des discussions, des meetings, est une excellente pépinière, non seulement d'orateurs, mais aussi, ce qui compte tout autant, sinon plus, de manœuvriers électoraux et parlementaires. Quoi d'étonnant si, parmi les meilleurs d'entre eux et les mieux doués, quelques-uns prétendent utiliser, jusqu'à leur maximum de rendement, les facultés et les dons qui se sont développés en eux ?

Le socialisme pourrait se comparer à une poule qui couvrirait des œufs de canard. Son histoire, au cours des trente dernières années, est remplie de cas d'« évasion ».

Le cas Millerand.

La première de toutes, et la plus retentissante, fut celle de Millerand qui, en 1900, accepta le portefeuille du commerce dans le cabinet Waldeck-Rousseau. Cette entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois déclencha un terrible tumulte. Il faut rappeler ses souvenirs, relire les journaux du temps pour se faire une idée exacte de cette agitation. Ceux qui criaient le plus fort n'étaient pas, comme on pourrait le croire, les conservateurs, les bourgeois, épouvantés par l'apparition du croque-

mitaine collectiviste, pareil au loup s'introduisant dans la bergerie. C'étaient au contraire les frères en doctrine du nouveau ministre, s'indignant de ce qu'ils considéraient comme une trahison. Guesdistes, blanquistes, allemanistes s'élèvent contre une « politique prétendue socialiste faite de compromissions et de défections ». « Le parti socialiste, disent-ils, ne saurait devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. »

Millerand ouvrait ainsi une voie qui devait être suivie par beaucoup d'autres. Six ans plus tard, en 1906, Briand, un autre frère socialiste, accepte un portefeuille lui aussi. Peu de temps après, c'est le tour de Viviani. Pendant la guerre, Briand, alors président du conseil, disait, de sa voix grave et non sans un malicieux sourire, à un socialiste, Albert Thomas, sur le point de franchir le pas lui aussi, pour être nommé sous-secrétaire d'Etat aux munitions : « Thomas, l'heure a sonné pour vous de devenir un renégat ! »

Jaurès.

Tandis que Millerand, Briand, Viviani, sortis du sérail, s'apprentent à conquérir les plus hautes charges de l'Etat, le plus grand orateur socialiste et le plus puissant tribun, avec Gambetta, de la Troisième République, Jaurès, demeure attaché à la formule, à la discipline du parti, s'efforçant par ses discours au parlement, et hors du parlement, par ses articles du journal *L'Humanité*, fondé en grande partie grâce à lui, par ses brochures et ses livres, de donner à la diffusion des doctrines socialistes le plus vaste rayonnement.

Né à Castres, en 1859, Jaurès a, dans son éloquence, quelque chose de très méridional. La boursoufflure et l'emphase, la rhétorique, sous ses artifices les moins recommandables, y tiennent une trop grande place. Mais un mouvement large et puissant, l'élan ininterrompu de la pensée et du verbe, emportent ses harangues, pareilles à un fleuve qui roulerait de tout pêle-mêle dans sa course. L'ardeur et la sincérité des convictions, une vaste culture, une intelligence à la fois sûre et rapide lui permettant de comprendre, de maîtriser les questions les plus compliquées et les plus diverses, une curiosité d'esprit toujours en éveil, font de Jaurès le type même du grand chef socialiste, capable d'exercer une grosse influence dans le parlement aussi bien qu'au dehors.

De gros défauts obscurcissent ces qualités. La discipline étroite et rigoriste des formules, l'esprit de parti dont il est

au plus haut point imprégné, viennent à tout instant altérer, fausser sa vision des hommes et des événements. En politique étrangère notamment, ils l'amènent à des erreurs de jugement très grossières. Il en arrive, par une sorte de parti pris, de pli professionnel, à prendre automatiquement et en beaucoup de circonstances, le contre-pied des intérêts français. Parlant de la Triple-Alliance, par exemple, il affirme, ce qui n'est pas loin d'être une aberration, qu'elle a été le contrepois nécessaire de l'alliance franco-russe. C'est exactement le contraire de la vérité. S'agit-il du problème capital entre tous, la question allemande, il est convaincu, bien à tort, ainsi que les événements devaient le démontrer, que les partis démocratiques et socialistes représentent outre-Rhin une force considérable avec laquelle le Kaiser, l'état-major, les nationalistes devront un jour compter. Or, cette force, par suite de la docilité, de la malléabilité du peuple germanique, que tout observateur un peu clairvoyant peut aisément discerner, est exactement égale à zéro.

Les progrès du socialisme.

Les progrès incessants du socialisme, qui se traduisent par l'augmentation du nombre des suffrages, par l'accroissement de celui des élus, à la Chambre, au Sénat, aux assemblées cantonales et municipales, sont un des traits marquants dans l'évolution politique de la Troisième République. Le socialisme doit ses progrès à son excellente organisation, à l'action de ses comités, à la discipline du parti. Il les doit beaucoup plus encore à la faiblesse, par moment assez veule, des partis bourgeois qui, loin de s'entendre pour lui barrer la route, trouvent au contraire excellent de conclure, en de multiples circonstances, des alliances avec lui. Dans tout le Midi, notamment, ces alliances, bien avant la formation du *Cartel*, étaient monnaie courante. Beaucoup d'électeurs votaient pour les socialistes, sans adhérer le moins du monde aux doctrines collectivistes, tout simplement parce que le socialisme représente à leurs yeux le parti le plus à gauche, *le plus rouge*. Quelquefois des conservateurs, des cléricaux, uniquement pour faire pièce aux radicaux francs-maçons et « mangeurs de curés », s'alliaient avec les socialistes et assuraient ainsi leur élection.

Le socialisme a ainsi profité grandement, il continue à profiter des dissensions entre les partis bourgeois.

Le nombre élevé des suffrages remportés par lui ne repré-

sente donc pas, il s'en faut, des adhésions formelles et sincères aux doctrines collectivistes. Les partis bourgeois d'autre part, bien que certains d'entre eux manquent à un degré incroyable de sens politique, finiront-ils par découvrir cette vérité, jusqu'ici obscurcie à leurs yeux ? C'est que les divergences qui les séparent, si grandes soient-elles, ne sont rien en comparaison de l'abîme existant, au point de vue financier, économique, politique, etc., entre la véritable doctrine socialiste, à savoir le collectivisme, et celle des partis bourgeois, radicaux ou modérés.

Dans tous les pays : Angleterre, Allemagne, pour ne citer que ceux-là, où s'est produite l'arrivée ou la participation des socialistes au pouvoir, leur domination a été brève et il ne pouvait guère en être autrement.

En Allemagne, l'influence des socialistes n'a pas tardé à mettre en péril les finances publiques et l'équilibre du budget. Elle s'est traduite instantanément par un accroissement prodigieux des dépenses, l'augmentation du nombre des fonctionnaires dans les diverses administrations, chemins de fer, etc. Il y a là une fatalité à laquelle le socialisme, si bien intentionnés, si intelligents soient ses chefs, ne saurait se soustraire. Elle pousse automatiquement à l'étatisme, au développement des monopoles, entraînant l'accroissement considérable du nombre des employés de l'Etat.

Au point de vue national, par ailleurs, le socialisme, sous l'impérieuse poussée de ses doctrines fondamentales, se voit dans l'impossibilité de sauvegarder, en ce qui concerne l'armée, la marine, surtout les colonies, les intérêts essentiels de la nation. Les dangers qu'il fait courir de ce chef sont tels qu'ils ne tardent pas à provoquer une très violente réaction.

C'est en vain que ses dirigeants, conscients de ces périls, essaient d'échapper aux conséquences de leurs doctrines. Une fois au pouvoir, les obligations gouvernementales, le sentiment de leur responsabilité les amèneraient aisément à laisser de côté leurs principes. Mais les troupes, tenues constamment en haleine par de nouvelles couches d'agitateurs qui n'ont pas les mêmes raisons que les premiers de se déclarer satisfaits, ne le permettent pas. Dès qu'il devient gouvernemental, dès que par cela même il « s'embourgeoise », le socialisme est menacé de perdre une partie de ses forces, celles-ci glissant automatiquement vers les partis les plus avancés, les plus violents, surtout les communistes. L'existence, le développement d'un parti communiste constituant, pour le socialisme, un aiguillon en

même temps qu'un danger permanent. C'est pourquoi, en dépit des apparences, les chefs socialistes n'osent pas et n'oseront jamais combattre ouvertement, énergiquement les communistes. Ils sont condamnés à biaiser, à louvoyer, à essayer de s'entendre plus ou moins avec eux.

Bibliographie. — M. Leroy. *Les droits des fonctionnaires* (1906). — M. Leroy. *Syndicats et services publics* (1910). — J. Weill. *Histoire du mouvement social* (1902). — Léon Blum. *Les congrès ouvriers socialistes* (1901). — Pelloutier. *Histoire des bourses du travail* (1902). — J. Bourdeau. *L'évolution du socialisme* (1901). — Zevaes. *Le socialisme en France* (1908). — P. Challaye. *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste* (1909). — J. Sorel. *Réflexions sur la violence* (1906). — Paul Louis. *Histoire du mouvement syndicaliste en France* (1911).

CHAPITRE XVI

L'ENTENTE CORDIALE

Edouard VII. — Oncle et neveu. — M. Delcassé.

Les deux Cambon. — Conclusion de l'Entente cordiale.

Plus on étudie l'histoire, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, plus on se convainc qu'il n'existe, quoi qu'on puisse prétendre, aucun événement fatal.

Tout ce qui est, tout ce qui a été, aurait parfaitement pu ne pas être, ou être autrement. Il y a, dans le déroulement des faits historiques, ce qu'on pourrait appeler des carrefours, des points de bifurcation où plusieurs voies sont également ouvertes. C'est à ces points-là que l'énergie, la volonté des hommes interviennent pour imprimer aux choses telle ou telle direction, pour transformer les événements *possibles* en événements *réels*.

Après la crise de Fachoda où, sans savoir au juste pourquoi, l'Angleterre et la France avaient failli en venir aux mains, jusqu'à ce qu'au dernier moment un sursaut de sagesse de notre part vint empêcher la catastrophe, la raison, le bon sens, ainsi qu'une vision exacte de la politique européenne, conseillaient à l'une et à l'autre des deux nations d'apaiser leur différend. Même pour ceux de leurs nationaux qui étaient atteints de la plus terrible boulimie, l'univers après tout était suffisamment vaste, il y avait sur les deux hémisphères assez de terre à partager.

Pour ce qui est de l'Europe elle-même, bien des considérations, surtout la menace grandissante d'un adversaire commun, l'Allemagne, étaient de nature à les rapprocher. Un accord était donc possible, et il était au plus haut point souhaitable. Seulement il fallait donner, de part et d'autre, au moment opportun, le coup de barre qui lancerait le navire dans la bonne direction.

Il se trouva à point nommé, des deux côtés du Détroit, des hommes pour le donner. En Angleterre, ce fut avant tout le roi Edouard VII, en France, M. Delcassé, assisté d'un trio d'ambassadeurs excellents, les deux frères Cambon et Barrère.

Edouard VII.

On entend dire assez souvent que le roi d'Angleterre a moins de pouvoir encore que notre président de la République, qui cependant, comme on sait, n'en a guère, qu'il lui manque le droit de dissoudre le parlement, reconnu par la Constitution à notre président, mais en fait, jamais exercé.

C'est peut-être vrai *théoriquement*. C'est faux dans la *pratique*, qui seule compte, surtout en Angleterre, où ce qui est écrit a beaucoup moins d'importance que ce qui ne l'est pas, à savoir la tradition et la coutume.

L'Anglais excelle à aménager confortablement sa Constitution comme sa demeure. Qu'il s'agisse d'une maison de campagne ou d'une loi, ce qu'il cherche, c'est beaucoup moins la symétrie que la commodité. Il s'est donc arrangé pour qu'un souverain médiocre ou mauvais (il y en a eu et il y en aura) fût mis dans l'impossibilité de nuire. Toute initiative lui est à peu près interdite. Il se trouve étroitement ligoté.

Mais lorsqu'un de ses rois est reconnu bon, lorsqu'il a fait ses preuves au dedans, et plus encore au dehors, ces liens, d'un commun accord, se desserrent. Chacun accepte fort bien de le voir intervenir, surtout dans les affaires extérieures, pourvu que cette intervention d'abord soit discrète et pleine de tact, ensuite s'exerce dans un sens conforme aux aspirations générales du pays.

Les débuts du règne d'Edouard VII montrent jusqu'à l'évidence à quel point cette influence peut être déterminante.

Tant que vécut la vieille reine Victoria, d'esprit rigoriste et étroit, n'éprouvant aucune inclination pour la France, qu'elle comprenait mal et qu'elle n'aimait guère, il y avait peu de chances que les relations franco-britanniques pussent s'améliorer.

Son fils offrait, à cet égard, avec elle un contraste saisissant. Il connaissait la France pour y être très souvent venu. Il aimait Paris où il se sentait chez lui. A chacun de ses séjours il ne manquait pas de se faire présenter nos hommes d'Etat, nos littérateurs, nos artistes. Il s'était notamment rencontré avec Gambetta, avec qui il avait déjeuné dans un des cabinets du

Café Anglais. Les boutades, les anecdotes du général Galiffet, un de ses convives préférés, l'amusaient. Il fréquentait nos théâtres, appréciait nos pièces et nos livres.

Amoureux de la vie sous toutes ses formes, ne refusant aucun des plaisirs qu'elle dispense, sous des dehors légers, parfois un peu frivoles, Edouard VII cachait de solides qualités, les dons les plus appréciables du caractère et de l'esprit. Il était d'abord et avant tout un *gentleman*. Sa simplicité, la liberté de ses manières s'alliaient à un sens très vif de sa dignité et de son rang.

Élevé d'une façon très sévère, très austère par sa mère et surtout son père, féru de la discipline et de la culture allemande, de très bonne heure son indépendante nature s'était émancipée. Il avait rejeté tout ce qu'il y avait de trop étroit dans cette éducation. Il possédait un jugement droit et clair, un ferme bon sens, la connaissance approfondie de l'Europe, acquise non point dans les livres ou les rapports diplomatiques, mais, ce qui vaut infiniment mieux, par l'expérience et la fréquentation des hommes.

Il fut un des premiers à discerner le péril allemand, bien avant que son peuple et ceux qui le dirigeaient n'y eussent seulement ouvert les yeux. C'est à cela que se reconnaît un véritable homme d'Etat. Il aperçoit nettement ce que les autres commencent à peine à entrevoir.

Oncle et neveu.

Autant la France et les Français lui étaient sympathiques, autant il se défiait de l'Allemagne, surtout de son souverain, son propre neveu, le Kaiser. Entre les deux monarques, l'antipathie datait de loin. Les mémoires du temps, l'œuvre capitale de Sir Sidney Lee, le biographe d'Edouard VII, permettent d'en saisir l'origine et le développement.

Alors que son grand-père l'empereur et son père le prince héritier vivaient encore, le futur Kaiser, quelques jours avant l'arrivée à Berlin de son oncle, le prince de Galles, le 13 mars 1883, écrivait à son correspondant le tsar Alexandre III : « Nous verrons ici, dans quelques jours, le prince de Galles. Je ne suis nullement enchanté de cette apparition inattendue, parce que (excusez-moi puisqu'il est votre beau-frère) sa fausse et intrigante nature le poussera certainement à essayer d'un moyen ou d'un autre de soutenir contre la Russie les intérêts bulgares. Puisse Allah l'envoyer aux enfers, comme disent les

Turcs, ou bien qu'il se contente d'intriguer derrière la scène, en tête-à-tête avec quelques jolies femmes. »

Le prince de Galles était beaucoup trop fin pour ne pas découvrir tout de suite les sentiments de son neveu envers lui. Une série d'incidents lui montrèrent sous son vrai jour sa vanité, son esprit de cabotinage. Il pensa très vite de lui ce qu'en pensait quelqu'un mieux placé que personne pour le connaître, à savoir le propre père de ce dernier, le prince Frédéric qui, dans une lettre à Bismarck où il protestait contre la communication des documents diplomatiques à son fils, écrivait textuellement ceci : « Son manque d'expérience et sa vanité, sa présomption, la haute opinion qu'il a de lui-même peuvent faire de lui un danger public dans toute position responsable où il sera placé. »

Les événements, hélas ! ne devaient que trop confirmer cette remarquable prophétie.

*
* *

Améliorer les rapports de son pays avec la France, telle fut, dès le début de son règne, l'idée maîtresse d'Edouard VII. Très fin, très adroit, diplomate-né, il n'ignorait pas que, surtout avec son peuple très lent à s'ébranler, la condition du succès était de procéder par étapes, d'avancer lentement. Il eut la chance d'avoir en Angleterre un ministère conservateur, avec lord Lansdowne aux Affaires Etrangères.

Par tradition, par tempérament, par suite des influences religieuses, les protestants de toutes sectes, les non-conformistes, qui forment le noyau du parti libéral, étaient tournés beaucoup plus vers la Prusse protestante que vers la France catholique.

Le facteur religieux joue, dans la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre, un rôle beaucoup plus grand qu'on ne le croit communément. C'est de là que provient pour une bonne part, par exemple, la vigoureuse antipathie de certains Anglais, Lloyd George notamment, contre la Pologne.

Le hasard voulut que, de l'autre côté du Détroit, il se trouvât pendant les premières années de ce siècle, des hommes d'Etat, des diplomates possédant assez d'esprit politique et d'autorité pour répondre aux avances d'Edouard VII, pour favoriser de toutes leurs forces le rapprochement des deux nations.

On a souvent reproché à la Troisième République son instabilité ministérielle. Ce reproche, qui n'est que trop fondé, ne s'ap-

pliqua pas pendant très longtemps à son haut personnel diplomatique, qui dirigea, par-dessus les ministères éphémères, la politique étrangère du pays.

Même en ce qui concerne les ministres, l'un d'eux, le plus important, Delcassé, demeura sept ans à la tête du Quai d'Orsay. C'est beaucoup qu'un septennat dans un régime parlementaire. Il est juste d'en porter le mérite à l'actif du régime républicain.

M. Delcassé.

Ancien journaliste, entré d'assez bonne heure au parlement, cet Ariégeois petit, noiraud, énergique et têtue, avait les qualités et les défauts de son pays montagnard : l'obstination, la volonté de suivre coûte que coûte le plan qu'il s'était tracé, un ardent patriotisme, la défiance instinctive de l'Allemagne, le sentiment que la France, à moins de tomber vis-à-vis de sa puissance voisine dans un état de demi-vassalité, serait un jour ou l'autre obligée de lui tenir tête et de se mesurer avec elle. Cette certitude là le possédait tout entier. Il voulait, dans l'éventualité d'un conflit probable, sinon prochain, resserrer aussi étroitement que possible notre alliance avec la Russie, nouer une amitié solide avec l'Angleterre.

Les grands ambassadeurs.

C'est à quoi il s'employa de toutes ses forces. Il fut servi par trois ambassadeurs remarquables : les deux Cambon et Barrère.

Elèves de Thiers et de Jules Ferry sous les ordres de qui ils commencèrent, tout de suite après le 4 septembre, leur carrière, après un court séjour dans l'administration, ayant été, très jeunes encore, chargés de postes importants : grandes préfectures, résidence de Tunisie et gouvernement de l'Algérie, les Cambon entrent dans la diplomatie.

L'aîné des deux frères, Paul, de Constantinople est envoyé à Londres en 1898. Il y est resté pas loin d'un quart de siècle.

Le cadet, Jules, après Washington où il joue un rôle considérable, lors de la conclusion de la paix hispano-américaine, passe à Madrid. En 1907 il est envoyé à Berlin où il demeure jusqu'à la guerre.

L'aîné apparaissait plus fermé, plus distant. Le cadet a plus de familiarité et de bonhomie. Avec son fin visage aux traits réguliers, sa courte barbe en pointe, l'élégance aristocratique

de ses manières et de ses propos, Paul produisait du premier coup une impression de respect et d'autorité. De ce petit homme frêle et grêle se dégageait une force nerveuse, je ne sais quel fluide tout-puissant. Froid d'ordinaire, attentif à ses propos, il s'échauffait, s'animait dans les moments critiques quand les intérêts de son pays étaient en jeu.

De ses yeux clignotants où, derrière son lorgnon, pétillent la finesse et la vie, Jules n'a pas son pareil pour juger son interlocuteur, pour peser à leur juste valeur ses affirmations, pour savoir au juste ce qu'il pense et ce qu'il veut. Doué comme son frère d'une très forte culture classique, toujours admirablement renseigné, à l'affût des événements dont il dégageait sur-le-champ la signification, resté jusqu'à un âge avancé, étonnant de jeunesse et de vivacité, il fut un de ceux qui devinèrent avec le plus de clairvoyance les intentions belliqueuses de l'Allemagne.

Camille Barrère, après un bref passage dans le journalisme, où Gambetta le distingue tout de suite, est poussé par ce dernier dans la carrière diplomatique. Tour à tour ministre à Stockholm, en Egypte, ambassadeur à Berne, en 1897, il est envoyé à Rome où il est maintenu sans interruption pendant vingt-cinq ans. Rétablir de cordiales relations entre la France et l'Italie, faire en sorte que la Triple-Alliance perde toute espèce de valeur, telle est l'œuvre difficile, de longue haleine, à laquelle il s'attache, qu'il réussit à mener à bien.

Ces trois hommes constituent, durant les dix ou quinze années qui précèdent la guerre, l'armature diplomatique de la Troisième République. Au moment de la crise de 1914, cette armature se révèle d'une solidité inébranlable.

Conclusion de l'Entente Cordiale.

Prudent et mesuré, Paul Cambon qui connaît bien les Anglais, qui a su très vite gagner leur confiance, n'ignore pas que, lorsqu'on négocie avec eux, une des règles essentielles consiste à ne pas leur demander plus qu'ils ne veulent et ne peuvent donner.

Dans la foule de questions qui sont à régler entre les deux pays, la logique et le bon sens commandent d'aller du simple au complexe, du facile au difficile. On commence donc à débarrasser le chemin des menues broussailles qui l'encombrent : difficultés concernant Terre-Neuve, la Sénégambie, le Siam, Madagascar, les Nouvelles-Hébrides, etc..., etc... Puis

on aborde les deux grosses questions qui doivent servir de monnaie d'échange : l'Egypte et le Maroc.

Cette négociation franco-britannique est le type de la négociation diplomatique bien conduite. Il faudrait toujours revenir à elle comme à un modèle.

Pour les Anglais, l'Egypte, surtout à cause du canal de Suez, principale artère de leur Empire, présente un intérêt capital. Nous avons laissé les Anglais s'y installer seuls. Ils y sont maintenant et ils entendent y rester. Il n'y a plus à essayer de revenir sur notre abandon.

L'Angleterre désire que, *politiquement*, nous nous désintéressions de l'Egypte. Elle est prête, par ailleurs, à reconnaître les grands intérêts moraux que nous avons dans ce pays. A cet égard elle prend les engagements les plus précis, qu'elle a d'ailleurs très loyalement observés.

En échange de la liberté d'action que nous lui laissons en Egypte, elle nous laisse une liberté analogue au Maroc qui, pour la France, présente une valeur exceptionnelle, car il est le complément indispensable de notre empire nord-africain.

Egypte et Maroc, voilà donc les deux éléments de l'accord.

Tandis qu'elle négocie avec l'Angleterre, la France, sur le désir de cette dernière, réussit à s'arranger avec l'Espagne qui, elle aussi, par sa situation géographique, par ses traditions, possède au Maroc une situation privilégiée. Les deux pays signent un accord qui divise le Maroc en deux zones : l'une comprenant la partie septentrionale du pays depuis les environs de Larache jusqu'à la frontière algérienne, soumise à l'influence espagnole, le reste à l'influence française.

Le 8 avril 1904, l'accord franco-anglais est signé. Il n'a qu'un *objet strictement limité*. Il ne porte que sur des questions non européennes. Mais par le fait qu'il était conclu, par la manière dont il l'avait été, il ne pouvait pas ne pas prendre très vite une portée beaucoup plus générale. Rien ne le prouva mieux que l'appellation dont, dès son origine, il fut gratifié : *Entente Cordiale*. Il introduisait en effet dans les relations franco-britanniques un élément nouveau, qui jusque-là leur avait manqué : la cordialité.

L'importance de cet événement était forcément des plus considérables. Elle ne devait pas manquer de se faire sentir, non pas seulement dans les colonies, mais dans l'Europe elle-même.

Il était fatal que la diplomatie germanique, qui avait tablé jusque-là sur la désunion de la France et de l'Angleterre, en

prit ombrage. Il était fatal qu'elle saisis la première occasion de marquer sa mauvaise humeur.

C'est à propos du Maroc qu'elle la manifesta.

Bibliographie. — E. Bourgeois. *Manuel historique de politique étrangère* (tome IV) (1926). — A. Debidour. *Histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Berlin* (2 vol.) (1916). — Seignobos. *Histoire politique de l'Europe contemporaine* (2 vol.) 2^e édition, 1924. — Lavissee et Rambaud. *Histoire générale. Le monde contemporain 1870-1900*. — Ch. Scheffer. *D'une guerre à l'autre. Essai sur la politique extérieure de la Troisième République* (1920). — Guillaume II. *Mémoires* (1921). *Tableaux d'histoire* (1923). — Prince Clovis de Hohenlohe. *Mémoires* (3 vol.) (1909). — Baron Beyens. *L'Allemagne avant la guerre* (Bruxelles, 1916). — V. Berard. *L'Angleterre et l'impérialisme* (1900). *La France et Guillaume II* (1907). — J. Bardoux. *Victoria, Edouard et George V* (1911). — Prince de Bulöw. *La politique allemande* (1914). — A. Filon. *L'Angleterre d'Edouard VII* (1911). — J. de Lanessan. *Histoire de l'Entente cordiale* (1906). — P. Mantoux. *A travers l'Angleterre contemporaine* (1909). — Juliette Adam. *Guillaume II (1890-99)* (1917). — Raymond Recouly. *En Angleterre* (1909). — Moysset. *L'esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck* (1911). — André Tardieu. *Questions diplomatiques de l'année 1904. Le prince de Bulow* (1909). — Hanotaux. *L'Entente cordiale* (1912). — Sir Sydney Lee. *King Edward VII* (Londres, 1923). — A. Mevil. *De la paix de Francfort à la conférence d'Algésiras* (1909). — E. Lemonon. *L'Europe et la politique britannique 1885-1911* (1912). — R. de Caix. *Fachoda* (1899).

CHAPITRE XVII

LE MAROC ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE

Un pays moyenageux. — Les droits spéciaux de la France. — Le coup de poing allemand. — Risque d'une guerre. — Guerre russo-japonaise. — Progrès de la Russie en Extrême-Orient. — Attaqué brusquée des Japonais. — Conférence d'Algésiras. — Pénétration française au Maroc. — L'incident des déserteurs allemands. — Un accord anglo-russe. — Le pacte manqué de Bjærkö.

Un pays moyenageux.

Par un extraordinaire concours de circonstances, le Maroc, bien qu'il soit situé aux portes de l'Europe, était resté jusqu'aux premières années de ce siècle, aussi loin de la civilisation européenne que les contrées les plus reculées de l'Afrique et de l'Asie.

L'auteur de cet ouvrage, au printemps de 1903, fit en caravane le voyage de Tanger à Fez. Il mit sept journées pour couvrir les quelques trois cents kilomètres que l'automobile parcourt aujourd'hui en quelques heures. Merveilleux voyage au demeurant, à travers la plaine et les plateaux marocains, pareils, en cette saison, à un tapis verdoyant et fleuri ; la tente dressée le soir près des douars, dans un déroulement de scènes bibliques : la rentrée nocturne des troupeaux, parmi les tourbillons de poussière dorée, les aboiements des chiens ; les groupes de jeunes femmes, pareilles à celles de la Bible, revenant de la fontaine, portant sur la hanche ou l'épaule, la lourde cruche de grès.

On arrivait ainsi à Fez, cité moyenageuse, une des plus pittoresques et des plus colorées de l'Islam, où cinq fois par jour la rumeur des prières venait se mêler au murmure des eaux courantes.

Vers la fin du siècle dernier, le sultan, Moulay Hassan,

gouvernait, à la façon d'un prince du temps passé, ce pays demeuré le même à travers les siècles. Il guerroyait les tribus insoumises, passant d'une de ses capitales à l'autre, coupant la tête des rebelles, que les juifs, après les avoir salées, accrochaient en haut des remparts. Son fils, Moulay Abd-el-Azis (1894), fut loin de montrer la même énergie. Il s'occupa surtout de dépenser, à pleines mains, les caisses d'or que son grand vizir lui avait laissées. Une tourbe de mercantis et d'amuseurs s'abattit sur la capitale, prêts à vendre au jeune souverain tout ce qu'il pouvait désirer, depuis les lions d'une ménagerie jusqu'à des appareils photographiques en or.

Ainsi qu'il arrive inmanquablement au Maroc, dès que le pouvoir central se relâche, un prétendant, un rogui, surgit aussitôt. Celui d'alors s'appelait Bou-Hamara (l'homme à l'ânesse). Il recrutait ses partisans dans la région de Taza, non loin du Rif et de la frontière algérienne.

Les droits spéciaux de la France.

Le voisinage de l'Algérie, la longueur de cette frontière, créent pour la France, au Maroc, un intérêt et des droits spéciaux. Lorsque le pays est troublé, ce qui arrive souvent, ces troubles ne manquent pas de se faire sentir jusque dans les territoires soumis à notre domination.

En plein vingtième siècle, la situation du Maroc apparaissait comme un paradoxe, un anachronisme. Seule, l'opposition des puissances qui y possédaient les principaux intérêts : France, Angleterre, Espagne, pouvait en expliquer la durée. Dès que ces puissances se mettraient d'accord, cette situation, de toute évidence, devait se modifier rapidement.

Quelques mois après la signature de l'accord franco-britannique, la France expédie à Fez son ministre, M. Saint-René Taillandier, avec mission de faire accepter au sultan un certain nombre de réformes jugées indispensables. C'est à ce moment que l'Allemagne intervient.

* * *

Durant les dix années qui précèdent la grande guerre, le Maroc sert à l'Allemagne de levier pour peser sur la politique française. Les intérêts germaniques dans ce pays sont, au début tout au moins, fort peu considérables. Mais le gouvernement allemand désire garder cette question ouverte, pour faire,

chaque fois qu'il le désire, sentir à la France sa dépendance.

Maroc, légion étrangère, la guerre franco-allemande aurait pu éclater à propos d'une de ces deux affaires. L'Allemagne en choisit une troisième, les Balkans, parce que, sur ce terrain seul, elle était absolument certaine d'être suivie jusqu'au bout par son alliée l'Autriche.

Poussé en sous-main par le représentant germanique, M. de Tattenbach, le sultan du Maroc résiste à toutes les demandes de la France.

Le coup de poing allemand.

Le 31 mars 1905, le Kaiser en personne débarque à Tanger. « C'est au sultan du Maroc, *souverain indépendant*, déclare-t-il, que je rends une visite. »

La diplomatie d'outre-Rhin, fidèle aux traditions bismarckiennes, frappe ainsi sur la table un violent coup de poing, pour rappeler sa présence à la France qui pourrait être tentée de l'oublier ; pour lui faire sentir qu'elle a beau s'entendre avec l'Angleterre, l'adhésion britannique ne lui servira de rien tant que l'Allemagne elle aussi n'aura pas donné son consentement. Il ne s'agit pas seulement du Maroc, qui passe au second plan, voire au troisième, mais de toute la politique européenne. C'est ce que l'Allemagne laisse entendre clairement. Une campagne de presse qui, des journaux allemands, s'étend même à certains journaux français, est immédiatement amorcée à cet effet. Ici se retrouvent les procédés bismarckiens, maniés à la Wilhems-trasse par un disciple direct de Bismarck, le baron d'Holstein.

Comme au temps de Bismarck, l'Allemagne essaie d'intervenir dans les affaires intérieures de la France. Elle recourt aux mêmes procédés d'intimidation et d'intrigue. Un ami personnel du Kaiser, Henckel de Donnersmark, qui avait épousé sur le tard la Païva, la célèbre courtisane du second empire, vient à Paris. Il voit des journalistes, se répand dans les milieux politiques et financiers. La cause de tout le mal, insinue-t-il, c'est Delcassé, mégalomane et germanophobe, qui a essayé *d'encercler l'Allemagne*. Voici poindre déjà ce thème de l'encercllement, dont le gouvernement germanique fera plus tard un tel usage. Que l'on sacrifie Delcassé, transformé en bouc émissaire, et les relations franco-allemandes s'amélioreront instantanément.

Delcassé avait au parlement, et jusque dans le conseil des ministres, des adversaires. Quel homme politique, surtout

lorsqu'il est demeuré sept ans au pouvoir, n'en a pas ? Rouvier, président du conseil, financier avant tout, porté à voir sous l'angle financier toutes les questions, trouvait dangereuse sa politique. Il ne fut d'ailleurs pas le seul à croire, d'après une vision un peu sommaire, qu'une étroite collaboration économique était possible et souhaitable entre la France et l'Allemagne, que cette collaboration amorcée, toutes les difficultés s'arrangeraient ensuite aisément. Tel sera, six ans plus tard, lors de la crise d'Agadir, l'état d'esprit de Caillaux.

Risque d'une guerre.

Le gouvernement germanique demande, ou plutôt exige, que l'affaire du Maroc soit soumise, dans son ensemble, aux puissances signataires de la conférence de Madrid. Refuser, lui tenir tête est possible ; c'est ce que voulait Delcassé. Mais on risque une guerre, est-on préparé militairement et moralement à la soutenir ?

Or, tandis que Delcassé avait poursuivi sa politique, en principe inattaquable, la préparation militaire et navale avait été gravement négligée par ses collaborateurs radicaux du cabinet. L'armée, sous le ministère du général André, beaucoup moins général que politicien, venait de passer par une crise très grave.

Enfin, et ceci était l'argument déterminant, l'alliée de la France, la Russie, qui se trouvait en ce moment aux prises avec le Japon en Extrême-Orient (1904-1905), était absolument hors d'état de lui assurer le moindre secours.

Ces raisons, extrêmement fortes, il faut en convenir, firent que le conseil des ministres se rangea à l'avis de M. Rouvier. Le 6 juin 1905, Delcassé donnait sa démission. Le gouvernement germanique était arrivé à ses fins. Il venait de remporter, à propos du Maroc, une première victoire diplomatique.

Guerre Russo-Japonaise.

Progrès de la Russie en Extrême-Orient.

La marche de la Russie en Orient n'avait été, pendant tout le cours du XIX^e siècle, qu'une suite ininterrompue de succès. Ces succès avaient ceci de particulier qu'ils avaient été remportés non point par les généraux, mais par les diplomates.

C'est que le Russe, à demi asiatique lui-même, n'a pas son pareil pour traiter avec le Chinois et l'amener à ses fins. Négociateur astucieux, il pratique en maître l'art de temporiser. Tandis que la Chine se trouvait en butte à d'autres convoitises, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la France, du Japon, il intervenait à point nommé, enlevant sans coup férir son morceau.

Attaque brusquée des Japonais.

Le Japon, empêché par les Russes, après sa guerre victorieuse avec la Chine (1894-95), de toucher le prix de sa victoire, supportait de plus en plus impatiemment leurs empiétements. Soutenu par l'Angleterre, il n'hésita pas à attaquer la Russie. A peine rompues les relations diplomatiques (février 1904), sans déclaration de guerre, des torpilleurs japonais, pénétrant la nuit dans la rade de Port-Arthur, torpillent deux des plus belles unités de la flotte russe.

Il en résulte une longue et terrible guerre que l'auteur de ces lignes suivit du côté russe comme correspondant du *Temps*.

Matériellement, et plus encore moralement, la situation des deux adversaires était des plus inégales. Les Russes n'avaient qu'une ligne de chemin de fer pour ravitailler, à plus de dix mille kilomètres de leur base, leur armée. Cette guerre était pour eux une *simple expédition coloniale*, qui les intéressait à peine, alors qu'elle était, pour les Japonais, une lutte nationale dans laquelle ils s'étaient corps et âme jetés.

Par là s'expliquent les résultats. En dépit d'une résistance vigoureuse des Russes, Liao-Yang, Moukden furent autant de victoires japonaises.

Etrange guerre qui se déroulait dans un étrange pays : vieilles cités mystérieuses avec la ligne immense de leurs remparts, grandes portes à triple toiture, pagodes et temples ; vastes plaines fertiles, populations grouillantes, contemplant avec stupeur des étrangers, également détestés, qui venaient dévaster leur contrée.

Les Japonais avaient remporté des victoires, qui leur coûtaient fort cher. Le comte Witte, négociateur habile, sut à Porstsmouth profiter de leur lassitude et aussi de l'appui moral des Etats-Unis, pour obtenir une paix n'imposant à la Russie que des sacrifices somme toute assez légers (5 septembre 1905).

Beaucoup plus grave pour cette dernière et aussi pour son alliée la France, fut le profond ébranlement intérieur que les

défaites de Mandchourie provoquèrent dans le pays tout entier. Il permit, ou plutôt il aurait pu permettre à des observateurs clairvoyants, regardant non pas seulement la façade, mais l'intérieur de l'édifice, de mesurer son peu de solidité ; une suite de troubles violents secouèrent tout l'empire : manifestations, grèves (certaines d'un caractère révolutionnaire), émeutes et fusillades dans les rues de Saint-Petersbourg et de Moscou, jacqueries dans les provinces baltiques, désordres au Caucase, etc. Tout cela, et aussi la vive opposition des classes intellectuelles, ce qu'on appelle en Russie « l'intelligence », qui demandaient à cor et à cri une Constitution, oblige le tsar, sur l'énergique intervention du comte Witte, à signer le fameux manifeste du 30 octobre 1905, instituant un timide essai de gouvernement constitutionnel et parlementaire, portant une première atteinte au régime autocratique. L'empereur, d'ailleurs, n'eut pas plutôt signé ce manifeste qu'il le regretta vivement. Il ne pardonna pas au comte Witte, tombé en disgrâce, de le lui avoir imposé. Il fit tout ce qu'il put pour limiter, sinon détruire, les concessions qu'il s'était laissé arracher.

Conférence d'Algésiras.

Tandis que la Russie était de la sorte occupée en Extrême-Orient, l'Allemagne avait donc pratiquement les mains libres pour tenter sur la France un essai d'intimidation, pour l'obliger à subir ses exigences touchant l'affaire marocaine. Après la démission de M. Delcassé, le gouvernement français ne pouvait qu'accepter le projet de conférence mis en avant par la diplomatie allemande. Le 8 juillet, un échange de lettres entre M. Rouvier et le prince Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, en reconnaît le principe et en détermine le programme.

Le lieu choisi est Algésiras. A la pointe extrême de l'Europe, cette petite cité mi-africaine, en face du rocher calciné de Gibraltar, montre ses maisons blanchies à la chaux, ses ruelles raboteuses, ses jardins de palmes et d'orangers, au milieu desquels se trouve un excellent hôtel, à l'anglaise, fréquenté par les hivernants : *Maria-Christina*. C'est là que se réunirent les diplomates.

La France, à force d'insistance, réussit à faire reconnaître les droits *spéciaux* qu'elle possède au Maroc. L'Allemagne, somme toute, n'eut pas à se féliciter d'avoir évoqué cette affaire devant un aréopage européen. Si le fait d'avoir contraint

la France à accepter la conférence fut un succès pour l'Allemagne, la conférence en elle-même fut plutôt, dans son ensemble, un succès pour la France. En plus d'une circonstance, l'Italie, bien qu'alliée de l'Allemagne, n'hésita pas à se ranger de notre côté.

Ici apparurent les conséquences du travail excellent, accompli depuis plusieurs années à Rome par notre ambassadeur Camille Barrère. Une entente menée dans le plus grand secret avec le marquis Visconti Venosta, ministre des Affaires Étrangères, avait abouti à la convention de 1902 qui reconnaissait aux deux pays des sphères d'influence réciproques au Maroc et en Tripolitaine. M. Primiti, successeur de Visconti Venosta, après un renouvellement de la Triple-Alliance, consentit à signer une convention par laquelle l'Italie s'engageait à rester neutre au cas où la France, par suite d'une provocation, ou pour défendre ses intérêts, serait amenée à déclarer la guerre à l'Allemagne. Dès lors la Triple-Alliance perdait pour nous, en ce qui concerne l'Italie, beaucoup de sa gravité.

Pénétration française au Maroc.

La France, obtenant une part prépondérante dans la police des ports et la direction de la banque d'Etat, libre dans une large mesure, de ses mouvements, allait poursuivre sa politique de pénétration au Maroc. Dès l'instant qu'elle commençait à y prendre pied, elle était amenée par la force des choses, à s'y installer de plus en plus. « L'emprise » marocaine ne pouvait pas s'exercer à moitié. Toutes sortes d'obstacles dans la métropole et au dehors s'opposaient à son développement. Mais le sentiment des grands intérêts en cause, l'influence agissante d'un petit groupe d'hommes énergiques, les mêmes qui avaient réussi à développer notre empire colonial, persuadés avec raison que l'acquisition du Maroc nous était indispensable, vinrent à bout de tous ces obstacles.

En mars 1907, à la suite du massacre à Marrakech d'un Français, le D^r Mauchamp, le gouvernement décide d'occuper Oudjda, non loin de la frontière algérienne. Le 30 juillet, des ouvriers européens travaillant au port de Casablanca sont massacrés par la population, le consul de France menacé. Un corps d'occupation est débarqué aussitôt avec mission de protéger la ville. C'est le doigt dans l'engrenage; les opérations des lors ne peuvent que s'amplifier. Le général d'Amade met la main sur la Chaoua, la grande plaine fertile entourant Casa-

blanca. Oudjda à l'est, Casablanca à l'ouest, ce sont les deux branches de la tenaille qui, un jour prochain, par l'occupation de Fez, doivent nécessairement se refermer.

L'incident des déserteurs allemands.

L'incident des déserteurs allemands de la légion étrangère amène une nouvelle difficulté entre l'Allemagne et la France. Le gouvernement allemand réclamait des excuses et la mise en liberté des déserteurs. Le gouvernement français demandait la révocation du consul allemand. En cas de désaccord, il proposait un arbitrage. L'Allemagne, non sans une assez vive résistance, finit par y consentir.

M. Clemenceau, alors président du conseil, secondé aux Affaires Etrangères par M. Pichon, son intime ami et son fidèle lieutenant, soutint avec beaucoup d'énergie les droits de la France.

Après avoir assez longtemps disparu de la vie politique après le scandale de Panama, l'affaire Dreyfus lui fournit l'occasion d'une rentrée retentissante. En 1905, pendant la crise provoquée par le débarquement du Kaiser à Tanger, ses articles sonnent, d'une manière vigoureuse, le ralliement des énergies nationales, en vue d'une résistance vigoureuse aux intimidations teutoniques. Le jour « qu'on nous offre, écrit-il, n'est pas à la mesure du cou. Joug ou cou, il faut que l'un des deux soit brisé ! » Tout Clemenceau tient dans cette phrase.

Les événements amenaient la France à étendre sa zone d'action, à y envoyer de plus en plus de soldats. Le faible sultan Abd-el-Azis, ouvertement compromis aux yeux de son peuple, par ses relations avec des étrangers, est détrôné par son frère Moulay Hafid (1908), qui, bientôt après, se sent compromis à son tour. Une révolte oblige le gouvernement français à faire occuper Fez (le 21 mars 1914), puis Méknès et Rabat.

L'Allemagne voit d'un très mauvais œil cette suite d'empiétements qui doit fatalement conduire à ce qu'elle appelle la « tunisification » du Maroc. Un essai de collaboration économique et financière, tentée après l'affaire des déserteurs de Casablanca, afin d'associer aux colonies les capitaux français et allemands, ne donne aucun résultat.

On a essayé de rendre le gouvernement français responsable de cet insuccès. On a prétendu que si l'Allemagne avait une seconde fois frappé un violent coup de poing sur la table

en 1911, c'est que ses espoirs fondés sur cette entente économique avaient été déçus.

De pareils reproches ne sont pas fondés. La collaboration devait échouer pour la simple raison que chacun des deux l'entendait d'une façon très différente : très large pour les Allemands, très étroite pour les Français.

Une fois de plus, des raisons qui relevaient avant tout de la politique générale, allaient pousser l'Allemagne à nous marquer sa mauvaise humeur. L'Entente cordiale, depuis qu'elle avait été conclue, n'avait pas cessé de se fortifier. Les souverains, les chefs d'Etat avaient échangé des visites. La mort d'Edouard VII (1909) n'avait en rien affaibli cette cordialité. Le remplacement des conservateurs par les libéraux n'avait apporté aucun changement. Successeur de Lord Lansdowne au *Foreign Office*, Sir Edward Grey continuait la politique de son prédécesseur. Ce gentleman correct, distant, renfermé, se montrant aussi peu que possible en public, cachait, sous une froideur apparente, un attachement très ardent à la chose publique et à la paix. Or, il estimait que le maintien de relations très intimes avec la France était une des garanties de la paix.

L'accord anglo-russe.

L'amitié franco-britannique, à mesure qu'elle se fortifiait, pouvait difficilement ne pas exercer son influence sur les relations anglo-russes. Après la guerre russo-japonaise, le gouvernement britannique n'avait plus les mêmes raisons qu'autrefois de craindre un accroissement démesuré des Russes en Asie. L'idée devait lui venir de réaliser avec les Russes, le même règlement colonial qui lui avait si bien réussi avec la France. La diplomatie de cette dernière le poussa de toutes ses forces dans cette voie. M. Iswolski, devenu ministre des Affaires Etrangères, était grand partisan d'une entente avec l'Angleterre. Au poste de Copenhague qu'il avait longtemps occupé, il avait appris à connaître et à estimer les Anglais. Des conversations s'engagèrent. Elles aboutirent à la conclusion d'un accord qui réglait un peu partout en Asie : Perse, Afghanistan, Tibet, golfe Persique, les difficultés pendantes entre les deux pays (1907).

De même que l'accord franco-britannique, cet accord anglo-russe devait, immanquablement, passer du plan colonial sur le plan européen. En face de la *Triple-Alliance* se dressait maintenant un autre groupement auquel on donna le nom de *Triple-Entente*.

Le pacte manqué de Bjærkoë.

L'Allemagne et surtout son souverain ne manquèrent pas d'en prendre ombrage. Vainement le Kaiser essaya-t-il, par son influence personnelle sur le tsar, de détourner de l'Angleterre la Russie, de la remettre dans le sillage germanique. En juillet 1905, vers la fin de la guerre russo-japonaise, il avait rencontré Nicolas II dans un fjord finlandais à Bjærkoë. Profitant de l'irritation causée au souverain russe par l'attitude de l'Angleterre qui soutenait ouvertement les Japonais, il lui fit signer un traité d'alliance contre l'Angleterre, auquel la France devait être obligée d'adhérer. Faible et irrésolu, le tsar se laissa arracher sa signature. Quand plus tard ses ministres, qu'il avait tout d'abord négligé d'avertir, furent mis au courant, ils n'eurent pas de peine à lui présenter les graves périls de ce traité occulte, l'opposition qu'il provoquerait de la part de la France, fondée à se plaindre de ne pas même avoir été consultée. Le tsar se rendit à ces raisons. Il fit savoir à Guillaume II que le traité n'ayant pas été ratifié par un de ses ministres, devait être considéré comme nul. Ces efforts, ces intrigues de l'Allemagne ne servaient donc à rien.

Après 1870, la grande préoccupation de Bismarck avait été de maintenir la France isolée en Europe. Il y réussit longtemps. Il ne pouvait pas réussir éternellement, ce qui était contraire à la raison.

Plains de cette idée bismarckienne que la France devait demeurer seule en Europe, les dirigeants germaniques en vinrent à considérer comme une marque de déliance à leur égard, presque comme une provocation, le fait que notre pays cherchait et trouvait des alliés et des amis. La Triple-Entente, dès sa fondation, à mesure qu'elle se développait, provoquait de plus en plus leur mauvaise humeur.

La crainte de l'encerclement hantait les cervelles germaniques, tournait à l'idée fixe. Ce fut une des causes profondes de la guerre. L'Allemagne se plaignait ouvertement et incessamment d'être entourée d'adversaires : Angleterre, Russie, France, ce qui l'obligeait à un effort militaire formidable, écrasant.

Ces plaintes étaient-elles sincères ou simulées ? Il est difficile de le déterminer avec exactitude. Servaient-elles de prétexte aux dirigeants germaniques pour justifier la course aux armements ? La docilité, la crédulité du peuple allemand, cire molle sur laquelle on imprime ce qu'on veut, fit que cette

obsession de l'encerclement se répandit de plus en plus dans les masses. L'Allemagne en arriva sincèrement à croire qu'elle vivait dans un monde d'ennemis, n'attendant qu'une occasion de se jeter sur elle. Il ne lui vint pas à l'esprit que ces inimitiés, c'est elle même qui, par la brutalité de sa politique, les avait provoquées.

Bibliographie. — Pierre Loti. *Au Maroc*. — André Chevrillon. *Un crépuscule d'Islam* (1906). — Dela Martinière. *Souvenirs sur le Maroc* (1919). — H. Gaillard. *Une ville de l'Islam, Fès* (1905). — Eugène Aubin. *Le Maroc d'aujourd'hui* (1904). — Roud El Qartas (Le jardin des feuilletts) (trad. Beaumier). — A. Bernard. *Le Maroc* (4^e éd.) (1916). — Rouard de Card. *Documents diplomatiques pour servir à l'histoire de la question marocaine* (1911). — Léon l'Africain. *Descriptions de l'Afrique* (trad. Ch. Scheffer). — A. Tardieu. *La Conférence d'Algésiras* (1907). — De Torcy. *France et Espagne au Maroc* (1909). — Raymond Recouly. *La guerre en Mandchourie* (1905). *Le Tsar et la Douma* (1906). — *Correspondance de Guillaume II et de Nicolas II* (1914-1918). — M. Baring. *With the Russians in Manchuria* (1905). — Sir Ian Hamilton. *Staff Officer Book* (journal d'un officier d'état-major) (Londres, 1907). — Iswolsky. *Autour de l'entrevue de Björkøe*. — A. Chéradame. *Le monde et la guerre russo-japonaise* (1906). — V. Bérard. *La révolte de l'Asie* (1905). — A. Gérard. *Ma mission en Chine et au Japon*. — Comte Witte. *Mémoires*.

CHAPITRE XVIII

L'ORAGE DANS LES BALKANS

L'Autriche manteau d'Arlequin. — D'Erenthal tonifie la politique autrichienne. — Le coup d'Etat jeune-turc. — Ferdinand de Bulgarie. — Le coup austro-bulgare. — *Quia non movere*. — L'Italie en Tripolitaine. — Les pactes balkaniques. — La guerre imminente.

L'Autriche manteau d'Arlequin.

Au début de ce siècle, l'Autriche, en dépit d'une façade constitutionnelle et parlementaire, continuait à être gouvernée à peu près comme sous un régime absolu. Il existait un parlement à Vienne, un autre à Budapest. Mais ces moulins tournaient le plus souvent à vide. Les députés, de race et de langue différentes, discutaient, se disputaient et quelquefois se battaient, sans que la couronne attachât grande importance à leurs disputes ou à leurs coups. Les parlementaires pouvaient faire ce qu'ils voulaient, l'empereur-roi réussissait presque toujours à gouverner en dehors d'eux.

Etrange et curieux assemblage que cet empire qui, de la Suisse, s'étendait jusqu'aux portes de l'Orient : provinces purement allemandes, Tyrol, Haute et Basse Autriche, territoires de race et de langue italiens, Trentin et région de Trieste; ancien royaume de Bohême à peu près entièrement slave; à côté des Slaves du Nord, ceux du Sud, Dalmatie, et la province arrachée à la Turquie au Congrès de Berlin, Bosnie-Herzégovine qui se partageait entre musulmans et slaves.

Dans le royaume hongrois, les populations n'étaient pas moins hétéroclites. Au centre, dans la plaine, le long du Danube et de la Tisza, le fleuve hongrois par excellence, un élément purement magyar. Dès que la plaine commence à s'élever en légères ondulations, de tous les côtés, au nord, au sud, à l'est, les allo-

gènes apparaissent : Slovaques, Ruthènes, Roumains de Transylvanie, Serbes et Allemands du Banat, sans parler des juifs plus nombreux ici que partout ailleurs, s'écoulant comme un fleuve intarissable depuis les cols galiciens jusqu'à Budapest « leur capitale » souvent appelée, non sans raison, *Judapest*.

La multiplicité des races, la diversité des peuples n'affaiblit pas le pouvoir central autant qu'on pourrait le supposer. Quelques liens très puissants maintiennent cet assemblage. Tout d'abord, le respect, le prestige de la dynastie, demeuré aussi puissant qu'au siècle dernier. Vienne et ses palais magnifiques, la Hofburg, le vieil empereur, qui règne depuis plus d'un demi-siècle, l'étiquette et les pompes de la cour impériale, tout cela agit à la manière d'un aimant sur ces peuples et sur leurs chefs.

A côté du lien dynastique, l'armée, commandée à l'allemande, fond, comme en un creuset, toutes les recrues qu'elle incorpore ; l'administration, d'ailleurs excellente, avec ses cadres solides, tout un ensemble de traditions, constitue, elle aussi, un puissant instrument d'unification.

Cet empire, dans l'ensemble, se tient encore assez bien ; à la condition toutefois qu'une crise extérieure, une guerre, ne vienne pas le secouer, le disloquer. Il est pareil à ce mur de l'archevêché dont parle Anatole France qui, branlant et menaçant ruine, demeure debout cependant tant qu'une main imprudente ne s'avise pas d'y toucher.

D'Ærenthal et la politique autrichienne.

En 1906, succédant au comte Goluchowski, grand seigneur polonais, trop indolent, trop insouciant pour prendre aucune initiative importante, ce qui, pour un diplomate autrichien, était au fond l'habileté et la sagesse mêmes, le baron d'Ærenthal devient ministre des Affaires Étrangères. Il a longtemps été ambassadeur à Saint-Pétersbourg, pendant et après la guerre russo-japonaise. Connaissant bien la Russie, il en a discerné la faiblesse ; il la juge très atteinte par les événements du dehors et du dedans, hors d'état par conséquent de s'opposer à une politique énergique de l'Autriche, sa rivale, dans les Balkans. L'idée lui vient de profiter de ces embarras pour développer l'influence autrichienne, de manière à contenir les Serbes qui, depuis la tragédie sanglante de Belgrade (1903) et leur changement de dynastie, se montrent de plus en plus désireux d'échapper à la tutelle de l'Autriche. La révolution des Jeunes-Turcs vient, à point nommé, lui offrir l'occasion qu'il cherchait.

Le coup d'Etat jeune-turc.

La Turquie, elle aussi, plus encore que l'Autriche, est, au commencement du xx^e siècle, un anachronisme en Europe. Son empire reste immense; il s'étend de la Macédoine jusqu'au golfe persique. Le sultan qui le gouverne exerce un pouvoir absolu, illimité. Mais cette force est plus apparente que réelle. Elle est une survivance du passé, une façade derrière laquelle il ne reste plus grand'chose.

Chaque vendredi, Abdul-Hamid se rend, pour le Selamlık, à la mosquée voisine de son palais, entre une double rangée de soldats albanais qui, le dos tourné, poussent une clameur farouche lorsqu'apparaît la voiture du Padishah et derrière elle la foule des grands dignitaires; ce spectacle tout asiatique peut impressionner touristes et étrangers; ceux qui vivent à Constantinople, qui connaissent bien la Turquie, se rendent mieux compte de sa faiblesse. Nul ne s'en rend mieux compte que le sultan lui-même, le principal intéressé. Aussi prend-il grand soin, dans sa sagesse et son expérience, d'éviter, tant qu'il reste le maître, toute crise, toute guerre. Il n'ignore pas qu'une guerre, quelle qu'en doive être l'issue, ne pourrait être que fatale à son pays.

Méfiant et soupçonneux, vivant dans la terreur perpétuelle du poignard, du poison, du complot, il exile au fin fond de la Macédoine les officiers qui ne lui paraissent pas sûrs. Mais il est quelquefois très imprudent d'envoyer trop loin ceux dont on se méfie; on perd de la sorte le moyen de les surveiller. Ces officiers, aidés de quelques fonctionnaires, appartenant pour la plupart à d'anciennes familles juives de Salonique, devenues musulmanes, organisent, sous le couvert de la franc-maçonnerie, un complot militaire qui, bien préparé, réussit entièrement.

Quand ils se sentent maîtres d'une partie de l'armée, un ultimatum est porté au sultan, mis en demeure d'accorder sur-le-champ une Constitution à son peuple. Le sultan, n'ayant rien sur quoi s'appuyer, est obligé de céder. Du jour où tout ou partie de l'armée fait défection, rien n'est plus facile que de jeter par terre un régime autocratique. Le tsar de Russie pendant la grande guerre devait en faire à nouveau l'expérience.

Ce coup d'Etat jeune-turc est accueilli d'abord avec quelque enthousiasme par les libéraux de l'Occident, Français, Anglais, ne se doutant aucunement que ce qu'on appelle libéralisme est avant tout une question de latitude et de longitude. La

même erreur devait être commise par eux au moment où s'effondra le tsarisme, quelque dix ans plus tard. Certains de nos compatriotes y voient un coup droit porté à l'influence allemande, toute-puissante en Turquie hamidienne. Eux aussi ne devaient pas tarder à déchanter :

Ce que signifie avant tout le coup d'Etat jeune-turc, ce dont chacun s'aperçoit assez vite, c'est l'exaltation du *nationalisme ottoman*.

Les voisins immédiats, les Etats balkaniques qui se considèrent tous plus ou moins comme des héritiers présomptifs, ne sauraient manquer d'en prendre ombrage. Si le vieil homme, malade et condamné, change tout d'un coup de régime, voilà qui menace de retarder d'autant sa succession.

A peine au pouvoir, les Jeunes-Turcs commettent une lourde faute qui fournit à certains de leurs voisins le prétexte qu'ils cherchaient.

Ils manifestent la prétention, peu soutenable, de faire élire des députés de la future Assemblée nationale dans les pays sur lesquels, depuis assez longtemps, la Turquie n'exerce plus qu'une souveraineté nominale : Bosnie-Herzégovine, Roumélie orientale. On ne pouvait guère s'attendre à voir Autrichiens et Bulgares trouver cette prétention de leur goût.

A Vienne, d'Ærenthal estime le moment venu de « tonifier » la politique autrichienne dans les Balkans qu'il juge un peu molle. Il s'entend avec Sofia. Il n'a aucune peine à convertir Ferdinand qui, depuis longtemps, ronge son frein, souffre impatiemment de n'être encore qu'un *prince régnant*, au lieu d'un souverain pareil à tous les autres.

Ferdinand de Bulgarie.

Dans la galerie des personnages contemporains, celui-ci, par sa curieuse figure, son tempérament louvoyant, les sinuosités de son caractère et de sa politique, mérite une place à part.

Descendant de cette maison de Cobourg qui, dans le cours du *xix^e* siècle, a fourni quantité de princes régnants à diverses nations de l'Europe, Ferdinand, jeune encore, répondit à l'appel des hommes d'Etat bulgares, lorsqu'après la déposition mélodramatique d'Alexandre de Battenberg, ils s'en allaient à travers les capitales, cherchant, tel Diogène, quelqu'un qui voulût bien consentir à régner sur eux. Il partit de Vienne presque en fugitif, échappant non sans peine à la police autrichienne, qui menaçait

d'arrêter dans le germe son équipée. Une âpre ambition le pousse, car l'ambition est le trait dominant de sa nature.

La couronne, ou plutôt la demi-couronne qu'on lui offre n'a cependant rien de bien tentant. Le sort de son prédécesseur aurait de quoi lui inspirer de sérieuses craintes. Comment se tirera-t-il d'affaire parmi ces paysans du Danube, grossiers, farouches, adorant les complots et n'hésitant pas devant les actes les plus énergiques ? Comment se débattre entre l'Autriche qui lui rappelle sans cesse son origine, et la Russie, accoutumée à regarder, comme une vassale cette Bulgarie qu'elle a créée de toutes pièces ?

Telle la chauve-souris de la fable, Ferdinand va, selon les besoins, se tourner successivement vers l'une et l'autre. Il n'hésite pas à frapper à chacune de ces portes, quelquefois aux deux en même temps, à manger à chacun de ces rateliers. Il fait plus encore. Petit-fils de Louis-Philippe par sa mère, la princesse Clémentine qui, durant toute sa vie, exerce en sa faveur une influence agissante, il ne manque pas, toutes les fois qu'il rencontre des Français, de leur rappeler qu'il a, dans ses veines, du sang de leurs rois.

Pour gagner la faveur des Russes, il décide de faire de son fils aîné un orthodoxe, bien qu'il ait pris envers sa première femme, une princesse de Parme, fervente catholique, l'engagement formel de le faire baptiser dans l'église romaine. Les serments ne lui coûtent guère. Sa femme, quand elle l'apprend, sur son lit d'accouchée, s'en montre si furieuse qu'elle jette une tasse de tisane brûlante à la tête de son mari. C'est d'un propre parent de la princesse que l'auteur de ces lignes tient cette anecdote.

Fier de sa ressemblance physique avec François I^{er}, Ferdinand, qui aurait dû naître au temps de la Renaissance, possède un goût maladif pour les fleurs et les oiseaux rares, les pierres précieuses qu'il aime à manier dans une coupe, toujours à portée de sa main. Compliqué, tortueux, il rappelle par beaucoup de côtés certain personnage d'un des romans célèbres de Huysmans, *A rebours*. Un violent désir le possède : faire un jour son entrée solennelle dans Constantinople, être couronné empereur dans la basilique de Sainte-Sophie.

Le coup austro-bulgare.

Tandis que l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine, Ferdinand rompt les derniers liens qui rattachent la Bulgarie à la

Turquie, proclame son indépendance et se donne le titre de tsar.

Ce double événement dont l'importance est grande, puisqu'il change l'ordre de choses dans les Balkans, *la poudrière de l'Europe*, éclate inopinément et prend tout le monde au dépourvu.

Les Serbes se sentent les premiers atteints ; ils ne cachent pas leur mécontentement, leur fureur. Les deux provinces qui viennent d'être réunies définitivement à l'Autriche, sont peuplées en majorité par des hommes de leur race.

En Russie également la colère est très vive. Les cercles dirigeants, l'opinion publique prennent fait et cause pour les Serbes. M. Iswolski, ministre des Affaires Etrangères, au cours de son entrevue avec d'Érenthal avait-il été pressenti par lui sur l'éventualité de cette annexion ? S'était-il laissé plus ou moins arracher son consentement ? Il s'en est âprement défendu par la suite. En tout cas le gouvernement russe ne tarda pas à déclarer qu'il ne considérait pas l'annexion de la Bosnie comme un *casus belli*. C'était par avance abattre son jeu. Quoi qu'il pût dire, quoi qu'il pût faire par la suite, l'Autriche savait qu'elle ne risquait rien. D'Érenthal avait vu juste. Il trouvait son adversaire désarmé. Aussi refusa-t-il obstinément la proposition russe de réunir une conférence internationale, à laquelle toute l'affaire balkanique serait soumise. Cette conférence, il n'en veut à aucun prix. En vain la Russie insiste-t-elle ; ses efforts ne peuvent aboutir qu'à un échec, d'autant plus grand que l'insistance aura été plus vive.

Comme les Serbes, se croyant, à tort, soutenus par la Russie, s'agitent de plus en plus, un beau jour l'Autriche et l'Allemagne décident d'en finir. Pourtales, ambassadeur allemand à Pétersbourg, fait une démarche énergique, presque comminatoire, auprès des Russes. S'ils ne renoncent pas définitivement à leur projet de conférence, l'Allemagne laissera les mains libres à l'Autriche qui n'attend qu'un signal pour châtier les Serbes. Cette démarche clôt l'incident. Elle rappelle à beaucoup d'égards une autre démarche du même Pourtales quand, six ans plus tard, en 1914, il somme, sous la menace, la Russie de laisser l'Autriche régler seule, en tête-à-tête, son différend avec la Serbie.

Il y a dans cette crise, c'est ce qui lui donne son sens et sa gravité, les germes d'autres crises beaucoup plus graves ; l'esprit imprudent et même aventureux des dirigeants viennois, portés d'instinct à intro luire partout des questions de prestige,

y apparaît en pleine lumière. La Russie, désorganisée par la guerre russo-japonaise, par la menace d'une révolution intérieure, s'est inclinée cette fois, mais *elle ne s'inclinera pas toujours*. Le jour où elle s'avisera de résister, les pires complications sont à redouter.

Quieta non movere.

Quieta non movere est une devise qui s'applique avant tout aux Balkans. Dès qu'on s'avise d'y déranger l'équilibre existant, si instable soit-il, on est sûr de provoquer des complications, dont il est impossible de mesurer la portée. Ce fut le cas pour cette initiative austro-bulgare.

D'Ærenthal avait vu juste en calculant son coup. Peut-être cependant n'en avait-il pas aperçu toutes les conséquences ; car c'est de là que date, sous sa forme la plus aiguë, cet antagonisme austro-serbe qui d'année en année devait s'exaspérer, jusqu'à devenir une des causes essentielles de la guerre. Irrités de ce qu'ils considéraient comme une provocation, une impertinence, les milieux militaires austro-hongrois parlèrent de mobiliser quelques corps d'armée et d'aller châtier les Serbes, ce peuple de « marchands de cochons », comme on les appelait couramment à Vienne et à Budapest.

Désormais, chaque fois que la situation se tend, qu'il se produit quelque incident, l'état-major autrichien prend l'habitude de recourir à des mesures militaires, de renforcer ses corps de la frontière. Mais toutes ces mesures coûtent cher. Vient un jour où l'on est fatigué de menacer sans jamais frapper, de brandir le sabre pour ne point s'en servir. Ce jour-là, on passe aux actes, au risque de provoquer la catastrophe.

L'Italie en Tripolitaine.

Lorsqu'après Agadir (1911), la France s'apprête à organiser son protectorat marocain, le gouvernement italien entend, lui aussi, pour des raisons d'équilibre méditerranéen, réaliser les droits que la France et l'Angleterre lui avaient reconnus sur la Tripolitaine.

Ses alliés, Allemagne et Autriche, non seulement ne le détournent pas de ce projet, mais l'encouragent, dans l'espoir que l'Italie, qui va être pendant longtemps occupée par cette expédition africaine, détournera ainsi son attention de l'Albanie et des Balkans.

L'armée italienne occupe assez facilement Tripoli et le littoral. Dès qu'il s'agit de pénétrer à l'intérieur, les obstacles s'accumulent. Des officiers turcs parviennent à embrigader les indigènes qui opposent à l'avance italienne une résistance des plus sérieuses. Il faut se résoudre à un effort militaire beaucoup plus grand que les dirigeants de Rome ne l'avaient prévu; d'où leur mauvaise humeur et leur irritation. Bien des Italiens s'imaginent que la résistance de leurs adversaires est alimentée par la contrebande des armes, par des secours venus de Tunisie. Deux paquebots français *Le Carthage* et *La Manouba* sont arrêtés par les torpilleurs italiens et visités (janvier 1912). L'affaire provoque une assez vive émotion que, fort heureusement, M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, parvient à dissiper, non sans qu'elle laisse cependant des traces dans les relations des deux pays.

Après l'initiative austro-bulgare de 1908, l'expédition italienne de 1911-1912, voilà, en l'espace de quelques années, un deuxième coup porté à la Turquie, ce dernier beaucoup plus grave que le premier, puisqu'il lui enlève un assez vaste territoire qu'elle possédait depuis longtemps, en toute souveraineté. Les conséquences devaient en être autrement importantes. Autrichiens et Bulgares, en 1908, ont donné le premier coup de dent. Mais ils n'ont pris, somme toute, que ce qu'en fait ils détenaient déjà. L'Italie, trois ans plus tard, détache, elle, un morceau du gâteau; et voici qu'encouragées par cet exemple, les jeunes nations balkaniques: Bulgarie, Serbie, Grèce, Monténégro, montrent leurs crocs et s'apprêtent à fondre sur leur adversaire.

Les pactes balkaniques.

A peine la déclaration de guerre de l'Italie à la Turquie est-elle connue, que M. Guéchoff, premier ministre de Bulgarie, qui se trouvait à Vichy, interrompt sa cure, prend le train, s'arrête quelques heures à Paris (4 octobre 1911); il y voit M. de Selves, ministre des Affaires Etrangères. Il rencontre à Vienne deux de ses collaborateurs, rédige un aide-mémoire, envisageant une alliance avec la Serbie, en vue du partage éventuel de la Macédoine, le fait approuver par le roi Ferdinand. Arrivé à Belgrade, il s'abouche avec M. Milovanovitch, ministre des Affaires Etrangères. Au cours d'un entretien de plusieurs heures, les deux hommes d'Etat essaient de mettre sur pied un arrangement.

Ce n'est point chose aisée. On sait la phrase célèbre de Charles-Quint : « Nous sommes d'accord, mon cousin François I^{er} et moi, sur le Milanais. Il veut le prendre, et moi aussi. » C'est une entente de ce genre que s'efforcent de conclure Serbes et Bulgares. Les tractations sont longues, pénibles, pleines de discussions et de marchandages, de « bazarlik », comme on dit en Orient. On découpe la Macédoine en plusieurs tranches. On discute ferme sur les territoires contestés. Le 7 mars 1912 enfin, un procès-verbal est signé. Une semaine après, le traité est conclu à Sofia; il est complété par une convention militaire entre les deux états-majors.

Le gouvernement russe a été, dès le début, tenu au courant de ces tractations. Ses agents dans les Balkans se sont entre-mis de leur mieux pour adoucir les divergences et faciliter une solution. Le 1^{er} avril, M. Iswolski, ambassadeur de Russie à Paris, notifie au gouvernement français cet accord qui prévoit, dit-il, le maintien du *statu quo* dans les Balkans, et contient la promesse des deux Etats de ne rien entreprendre sans l'assentiment de la Russie.

On ne saurait donc prétendre, ainsi qu'on l'a fait quelque-fois, que la diplomatie russe ait *entièrement* dissimulé à son allié ce grave événement.

Elle n'a dit toutefois que la moitié de la vérité. L'arrangement envisage bien autre chose, en effet, que le maintien du *statu quo* et une promesse d'aide mutuelle. Il prévoit le partage éventuel de la Macédoine, ce qui est assurément une manière singulière de respecter l'ordre de choses établi. Sans doute la Russie doit-elle être consultée par les partageants; elle est libre de leur signifier son veto; mais n'est-ce pas là une simple clause de style? Certaines indiscretions échappées à un diplomate russe, le chargé d'affaires à Sofia, laissent entendre que la Russie pourrait bien n'être consultée qu'après coup, mise simplement en présence du fait accompli.

Tandis qu'il négocie avec la Serbie, mis en goût par ses premiers succès, M. Guéchoff ne demeure pas inactif du côté des Grecs. Le 29 mai 1912, il réussit à traiter avec eux. En septembre, une convention militaire est conclue. Reste le Monténégro. Là aussi, le travail diplomatique est rondement mené. Détail piquant, c'est au cours d'une visite du roi monténégrin à l'empereur d'Autriche, sous les lambris de la Hofburg, que les représentants de la Bulgarie et du Monténégro ébauchent leur alliance dont les conséquences, par la suite, devaient si grandement mécontenter l'Autriche.

Cette trame serrée d'arrangements diplomatiques, sur lesquels le secret est fort bien gardé, se trouve ainsi complétée. Les jeunes Etats balkaniques, héritiers de la Turquie, se mettent d'accord pour que soit ouverte le plus tôt possible la succession. Si l'« homme malade » dont ils s'apprêtent à partager l'avoir, se résout à passer lui-même de vie à trépas, c'est fort bien. S'il a la vie dure, s'il fait trop longtemps attendre ses héritiers, ceux-ci, qui sont gens pressés, n'hésiteront pas à presser le dénouement.

Ils ont pour eux la force, et ils ne l'ignorent point. Puisque les arrangements militaires sont venus à point nommé compléter les arrangements diplomatiques, ils se croient sûrs d'abattre la Turquie. Ils savent aussi que les grandes puissances, lentes à se mouvoir, coupées en deux groupes qui s'opposent l'un à l'autre, perdront du temps en palabres, en négociations, seront par là hors d'état d'intervenir efficacement pour arrêter la guerre, une fois que celle-ci aura été déclarée.

La Russie, par son opinion publique plus encore que par son gouvernement, soutient les prétentions des Etats balkaniques. Elle n'est pas fâchée de trouver là une revanche à l'affaire de 1908, où l'Autriche, sa rivale, a eu le dernier mot.

La guerre balkanique imminente.

Les événements qui se produisent en Turquie, durant l'été 1912 : mutinerie de la garnison d'Andrinople, soulèvement des Albanais, vont fournir le prétexte cherché ; des manifestations ont lieu à Sofia, à Athènes, à Belgrade, plus ou moins encouragées par les gouvernements. Le 14 août, le comte Berchtold propose une décentralisation administrative en Turquie d'Europe. Le 25 août, réunion à Sofia des sociétés de bienfaisance de Macédoine et d'Andrinople. Au moment où la Bulgarie, la Serbie, la Grèce s'apprêtent à agir, un émissaire du roi de Monténégro arrive à Sofia pour préparer une action commune. Sentant qu'il peut y avoir gros à gagner, le souverain de la Tchernagore insiste pour être de la partie. Il met à ses futurs alliés le marché en mains. Sa demande est acceptée.

On s'entend sur la nécessité d'une action immédiate. Le moment de l'attaque est fixé. C'est comme pendant la guerre l'heure qui prévoyait la minute exacte où les troupes devaient sortir de leurs tranchées. Le gouvernement monténégrin n'attend même pas cette heure. Il la devance et fait cavalier seul.

Il déclare la guerre à la Turquie le 8 octobre, quelques jours avant la date prévue pour la déclaration de guerre collective.

On a prétendu, non sans de solides raisons, que ce coup de théâtre qui, par sa soudaineté, surprit l'opinion européenne, cachait un coup de bourse dont les résultats furent des plus fructueux pour les exécutants, qui leur permit de rassembler un certain nombre de millions sur les places de Paris et de Vienne. L'opération fut exécutée, semble-t-il, par l'intermédiaire d'un financier autrichien, résidant à Paris, Rozenberg, et dont le nom se trouva mêlé, deux ans plus tard, au scandale de l'affaire Rochette.

Comme toujours, dans les affaires humaines, la comédie côtoie le drame. C'est une curieuse figure que celle de ce vieux patriarche monténégrin, souverain d'un royaume guère plus grand qu'un arrondissement, pauvre et désolé par surcroît comme un paysage lunaire. Beau-père du roi d'Italie, de deux grands-ducs de Russie, sachant à merveille louver, mener sa barque entre les rivalités de ses puissants voisins, d'une main il frappe à la porte ou plutôt aux coffres de Vienne, tandis que l'autre est tendue, grande ouverte, vers Saint-Petersbourg.

Bibliographie. — B. Auerbach. *Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie*. — H. Wickam Steed. *La monarchie des Habsbourg* (trad. française, 1914). — Raymond Recouly. *Le pays magyar* (1903). — René Henri. *Question d'Autriche et question d'Orient : Des monts de Bohême au golfe Persique* (1908). — V. Bérard. *La révolution turque* (1909). — G. Gaulis. *La question d'Orient* (1915). — Krusky. *L'annexion de la Bosnie en 1908* (1912). — A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour* (6 vol.). — R. Pinon. *L'Europe et la jeune Turquie*. — Magafir. *Notes sur la jeune Turquie* (1914). — Feld Marschal Conrad von Hotzendorf. *Aus Meiner Dienstzeit* (4 vol., 1922-1923). — R. Poincaré. *Les origines de la guerre* (1921) : *Au service de la France* (3 vol., 1926). — *Le Livre noir* (document russe publié par les Soviets), trad. française (1921). — Iswolsky. *Mémoires* (1920). — *Libre jaune* (Les affaires balkaniques). — Guéchoff. *L'alliance balkanique* (1913). — E. Laloy. *Documents secrets du ministère russe* (1919). — H. de Weindel. *François-Joseph intime* (1905). — Alexandre Hepp. *Ferdinand de Bulgarie intime* (1910). — Balkanicus. *La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison* (1913). — Bellessort. *La Roumanie contemporaine* (1912). — Boucabelle. *La guerre turco-balkanique en 1912* (1913).

CHAPITRE XIX

FRANCE, ALLEMAGNE ET BALKANS

La « Panther » à Agadir. — La France cède de nouveau. — Caillaux. — Difficultés des négociations. — Mécontentement réciproque. — Les armements de l'Allemagne. — La riposte française. — Confidences du Kaiser au roi des Belges. — Les guerres balkaniques, prélude de la grande guerre.

La crise d'Agadir.

La « Panther » à Agadir.

Le samedi 1^{er} juillet 1911, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris vint faire au Quai d'Orsay une communication des plus inattendues.

Il est à remarquer que c'est de préférence vers la fin de la semaine, un vendredi ou un samedi, que l'Allemagne, ou l'Autriche son alliée, lancent leurs brûlots diplomatiques; dès le samedi matin, en effet, quelquefois plus tôt durant la belle saison, diplomates et hommes d'État britanniques quittent leur « office » pour le repos sacro-saint du *week-end*, à quoi rien au monde, même un écroulement de l'univers (*si fractus illabatur orbis*), ne pourrait les faire renoncer. Pendant tout cet intervalle, le contact diplomatique entre la France et l'Angleterre se trouve ainsi pratiquement rompu.

L'ambassadeur annonçait que, par suite de certains troubles dans le sud marocain, son gouvernement se voyait obligé d'expédier d'urgence une canonnière à Agadir.

Vive émotion dans les chancelleries; les troubles du Sous, la protection des intérêts germaniques ne sont évidemment qu'un prétexte. Personne, au demeurant, ne s'y trompa. L'Allemagne recommence, en 1911, le coup de 1905; la canonnière d'Agadir, c'est la réplique du débarquement du Kaiser à

Tanger. Des raisons de politique générale, tout autant, sinon plus, que de politique marocaine, la poussent à ce geste impérial. Il s'agit, une fois encore, de faire sentir à la France sa dépendance, de lui signifier que son entente avec l'Angleterre et l'Espagne n'aura aucun effet, tant qu'elle ne se sera pas entendue avec l'Allemagne, qu'elle n'aura pas acquitté, pour obtenir sa pleine liberté, une sorte de rançon.

L'attitude de la presse germanique, certains articles insinuant que la Wilhemstrasse demandera en échange de sa mainlevée au Maroc, des compensations au Congo, indiquent clairement que c'est vers une négociation, un marchandage de cette nature qu'on s'efforce de nous entraîner.

Que va faire la France? Résister au risque d'une guerre ou céder?

La France cède de nouveau.

Une fois encore la France céda. Au lieu d'envoyer, comme elle l'aurait pu, un bateau à Agadir, à côté de la canonnière allemande, elle se résigna à des négociations, elle paya la rançon.

Du côté germanique, le coup d'Agadir fut conçu, préparé, exécuté sous l'influence de Kiderlen-Waechter qui, deux ans plus tôt, avait remplacé de Schoen à la Wilhemstrasse.

Cet Allemand du Sud, ce Souabe gouaillieur et assez irrespectueux, avait, au début de sa carrière, accompagné dans ses voyages le Kaiser qu'il amusait par ses saillies. Il faut voir dans ses lettres avec quelle irrévérence il parle, durant son séjour à Cowes, la semaine des régates, de la « vieille Queen » (la reine Victoria), du « gros Galles » (le Prince de Galles), des « beefs » (les Anglais).

Tombé en disgrâce à cause de sa vie privée, d'une vieille liaison qui choquait la pruderie bigote de l'impératrice, on l'avait laissé longtemps ministre à Bucarest. Son intelligence et son activité avaient fini cependant par s'imposer à ses chefs, la diplomatie germanique étant des plus pauvres en hommes de valeur.

Nourri dans les traditions et les méthodes bismarckiennes, grand abatteur de besogne, réaliste, d'un esprit vigoureux et précis, il estimait que l'Allemagne devait en tout lieu revendiquer sa place au soleil, affirmer sa force et faire respecter ses droits.

Du moment que l'Angleterre, disait-il, en échange de droits

inexistants au Maroc — car après tout ce pays ne lui appartient d'aucune manière — s'est fait payer par la France, en Egypte, pourquoi l'Allemagne, tout aussi puissante, ne serait-elle pas payée elle aussi? Pourquoi ne toucherait-elle pas un bénéfice?

Tel fut, chez Kiderlen, l'état d'esprit d'où sortit l'affaire d'Agadir. Une fois cette affaire engagée, il voulait qu'on la menât énergiquement, jusqu'au bout, sans se laisser détourner par aucune crainte. Le seul moyen, selon lui, d'obliger la France à céder était de lui faire comprendre qu'elle risquait très gros en ne cédant pas.

Mais il voulait aussi — et ceci est très important — que l'Allemagne cessât de pratiquer envers sa voisine une politique de provocations et de coups d'épingle. Dès que des intérêts vitaux n'étaient pas en jeu, il fallait, au contraire, essayer de vivre avec la France dans les meilleurs termes. Il fallait surtout se garder, dans les questions balkaniques, d'abandonner à l'Autriche la direction de l'alliance. Rien ne pouvait être plus dangereux, car l'Autriche, affirmait-il, et il n'avait pas tort, était menée par des chefs incapables.

Si Kiderlen, qui fut, jeune encore, terrassé par l'apoplexie l'année suivante, s'était trouvé au pouvoir en 1914, il est possible que les événements eussent suivi un tout autre cours.

Caillaux.

Le président du conseil était, en France, Joseph Caillaux. C'est lui qui, par-dessus la tête du ministre des Affaires Etrangères, conduisit les négociations. Fils d'un ancien ministre du 16 mai, appartenant à une famille de grands bourgeois, inspecteur des Finances, député de la Sarthe, ministre des Finances dans le cabinet Waldeck-Rousseau, Caillaux avait évolué rapidement vers la gauche; il était devenu un des chefs du parti radical. Une intelligence très rapide, une vivacité, une mobilité d'esprit singulière, l'art de se retourner sur-le-champ, un tempérament impétueux, l'audace et l'amour de la lutte (il l'a prouvé au milieu de ses multiples avatars), un manque de pondération et d'équilibre, un goût très vif de l'intrigue sous toutes ses formes, une absence de discernement touchant les hommes dont il s'entoure, Caillaux, chez qui le financier prenait le pas sur le diplomate, estimait que la France peut et doit chercher un terrain d'accord colonial, économique avec l'Allemagne, et qu'elle a au fond intérêt à le faire. D'après lui, les avantages que nous vaudrait l'adhésion de l'Allemagne à notre politique

marocaine, compenseraient largement l'abandon de quelques territoires au Congo.

Cette idée était, en elle-même, défendable. Du moment qu'on décidait, en effet, de ne pas tenir tête à l'Allemagne, de se résigner à une négociation, il fallait, dans les meilleures conditions possibles, conduire cette négociation à bonne fin.

Le tort de Caillaux fut de se servir des sentiers obliques, des voies détournées, pour lesquels il garde une secrète prédilection; d'employer, parfois à l'insu de nos agents officiels, des émissaires plus ou moins qualifiés.

Un jour l'auteur de cet ouvrage, lui rendant visite au ministère de l'Intérieur, place Beauveau : « Si vous voulez être renseigné, n'allez donc pas au Quai d'Orsay, lui dit-il. Il n'y a là que des médiocres et des snobs, qui ne vous diront rien, parce qu'ils ne savent rien. »

Cet état d'esprit l'amena à traiter directement, en dehors du Quai d'Orsay, de M. Jules Cambon, notre ambassadeur, avec le baron de Lancken, conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Paris. Or, un des télégrammes de Lancken, où il relatait sa conversation et les promesses de Caillaux, ayant été déchiffré par le ministre des Affaires Etrangères, on eut la preuve de ces tractations. Ce fut l'affaire des « documents verts ». Lors de l'examen de l'accord par la commission du Sénat, M. Caillaux n'en affirma pas moins et sans que personne d'ailleurs le lui demandât (il est tout entier là-dedans) qu'il n'avait jamais engagé aucune négociation secrète. Sur quoi Clemenceau, excellent escrimeur s'il en fût, pria du tac au tac M. de Selves de confirmer cette déclaration. Sur le refus de ce dernier, Caillaux, pris en flagrant délit d'inexactitude, donna sa démission, ce qui amena la chute du ministère tout entier.

Difficulté des négociations.

Comme toujours, lorsqu'on discute avec l'Allemagne, les négociations furent très dures, très âpres. Elles se poursuivirent quarante jours, au milieu d'un été étouffant, un des plus torrides qu'on ait vus à Paris.

Lorsqu'on se croyait arrivé au port, quelque nouvelle prétention de l'Allemagne remettait tout en question. Il y eut, en août, en septembre, quelques journées critiques, où la guerre parut possible. D'après les confidences recueillies plus tard, il semble que les dirigeants germaniques y aient un moment songé. Ce sont surtout des considérations financières, l'opinion des ban-

quiers, affirmant que le pays n'était pas préparé à supporter les charges d'un conflit, qui les en détournèrent. L'Angleterre, de la façon la plus nette (discours du Lloyd George alors ministre des Finances au Guildhall, 21 juillet 1911), fit savoir qu'elle soutiendrait la France.

Après bien des discussions, on se mit enfin d'accord. L'Allemagne, en échange de notre protectorat au Maroc, obtenait un territoire de 275 000 kilomètres carré, au Congo. Le parlement français, sans aucun enthousiasme [(abstention des députés de l'Est), ratifia cet arrangement.

Mécontentement réciproque.

Ainsi qu'il arrive fréquemment dans un marché mal engagé, l'un estimait avoir trop donné, et l'autre n'avoir pas suffisamment reçu. Loin d'être améliorées, les relations des deux pays en furent envenimées. En France, même les plus pacifiques se rendaient compte maintenant que les dispositions évidentes de l'Allemagne finiraient un jour ou l'autre par rendre la guerre inévitable. Deux fois au moins, durant les six dernières années (1905-1911), l'Allemagne nous avait cherché querelle et nous avait obligés à céder. *Or, nous ne pouvions pas céder toujours.*

En Allemagne plus encore, l'affaire d'Agadir eut un retentissement profond et exerça une influence désastreuse. Les milieux nationalistes ne cachaient pas leur mécontentement, leur indignation. Le gouvernement se voyait soumis aux plus vives critiques. On lui reprochait d'avoir fait un marché de dupe en abandonnant le Maroc à la France (comme si le Maroc appartenait à l'Allemagne) contre ce qu'on appelait quelques *marécages congolais*. C'est la France, affirmait-on, qui retire tous les avantages matériels et moraux du traité. Le prestige de l'Allemagne a subi la plus grave atteinte.

Ces critiques s'étalèrent tout au long dans les journaux. Elles furent portées au Reichstag, lorsque le traité y fut discuté. On put voir, dans une des tribunes, le Kronprinz en uniforme et des princes de la maison impériale applaudir frénétiquement les orateurs qui dénonçaient l'accord. Cet état d'esprit se répandit des masses dirigeantes dans le gros du public et ses effets ne tardèrent pas à se manifester. Si l'Allemagne n'avait pas obtenu plus d'avantages, affirmait-on, c'est que ses forces militaires n'étaient pas suffisantes. Il fallait qu'elle pût parler plus haut, pour que sa voix fût entendue. D'où la nécessité d'augmenter sans retard son armée..

Les armements de l'Allemagne.

Une fois cette décision prise, l'état-major toujours tout-puissant, le gouvernement, le parlement se ruèrent à cette augmentation. *En moins de trois ans* (fin 1911 à 1914), l'Allemagne fit plus pour l'accroissement de sa puissance militaire que *durant les vingt années précédentes*.

Voici quelques précisions indiscutables. En 1911, le gouvernement impérial avait établi son quinquennat militaire qui prévoyait une légère augmentation de l'armée. Tout le monde pensait qu'il s'en tiendrait là; c'est ce qui avait été affirmé lors de l'adoption du projet par le Reichstag. Or, en mars 1912, nouvelle augmentation *quatre fois plus forte* que celle de l'année précédente : trente-sept mille combattants, deux corps d'armée supplémentaires, un sur la frontière française, l'autre sur la frontière russe, avec tous les services au complet : Intendance, Génie, etc... Enfin, et ceci est capital, cette augmentation, au lieu d'être échelonnée sur une période de plusieurs années, ainsi que cela s'était toujours fait jusqu'alors, devait se réaliser en quelques mois, avant le 1^{er} octobre 1912.

Pour expliquer les raisons de cet accroissement et de cette hâte, le ministre de la Guerre, le général de Heeringen, s'exprime à la tribune du Reichstag avec une franchise toute militaire :

« L'expérience de l'année précédente (Agadir) nous a prouvé que l'augmentation de notre armée n'avait pas été suffisante. »

L'Allemagne allait-elle du moins s'en tenir là ? Nullement. Dix mois après, en 1913, elle procède à de nouveaux armements, beaucoup plus extraordinaires encore. Après l'accroissement de 40 000 hommes en 1912, elle prévoit pour 1913, un accroissement de 80 000 hommes et 80 000 hommes aussi pour 1914, soit en tout 160 000 hommes. A la fin de 1913, l'armée active de l'Allemagne compterait 800 000 hommes contre seulement 500 000 en France. En 1914, elle serait, vis-à-vis de l'armée française, dans la proportion de 17 contre 10, soit presque deux contre un.

Pour se procurer l'argent nécessaire à cet énorme accroissement, un milliard de marks, le gouvernement, sur l'initiative, assurait-on, du Kaiser en personne, décida de recourir à un impôt exceptionnel, *un véritable impôt de guerre*, frappant toutes les fortunes au-dessus de vingt mille marks.

La riposte française.

Devant de pareilles mesures, telles que l'Allemagne n'en avait pas pris depuis 1870, la France, malgré les tendances pacifiques de ses dirigeants, fut bien obligée, sous peine de signer sa propre déchéance, de se mettre en état de défense. Après la chute du ministère Caillaux, Raymond Poincaré prend le pouvoir. De président du conseil, ministre des Affaires Etrangères, il devient, en février 1913, président de la République.

Lorrain à la tête froide, à l'esprit méticuleux et précis, cousin de l'illustre mathématicien Henri Poincaré, avocat de renom, grand bourreau de travail, il n'a pas son pareil pour dépouiller et clarifier les questions les plus confuses; épris d'ordre et de méthode, il préfère aux conversations les notes écrites, qui ont l'avantage de ne rien laisser dans l'ombre, d'éviter les confusions et les malentendus. Ce qui est prodigieux en lui, c'est la rapidité alerte de l'esprit, toujours sur le qui-vive, la précision impeccable de la mémoire.

Besoin de précision et de clarté, sens juridique, qu'il s'agisse de politique intérieure ou extérieure, amour passionné de son pays à qui il a dévoué une fois pour toutes son activité, son existence, probité intellectuelle et morale, désintéressement absolu, une discipline stricte réglant minutieusement tout le côté matériel de sa vie, sous une froideur apparente, un peu distante, un grand fond de bonté, de fidélité à ses amis, peut-être de timidité : tels sont les traits dominants, les rares qualités de cette nature.

Il était impossible, dans ces années critiques de l'avant-guerre et de la guerre, d'avoir à la tête du pays un homme mieux équilibré, plus mesuré, plus pondéré. Et vraiment, pour qui l'a pratiqué, pour qui le connaît, rien de plus incompréhensible, de plus absurde que les accusations qui ont été parfois portées contre lui, la campagne de « Poincaré-la-guerre ! » S'il est un homme qui, par son caractère, son tempérament, ait en horreur la guerre, c'est assurément celui-là !

La France, par suite de sa faible population, n'ayant pas comme l'Allemagne des conscrits en surnombre, une seule ressource lui restait, si elle voulait rattraper rapidement l'avance que son redoutable voisin était en train de prendre : rétablir le service de trois ans. Soutenue, encouragée par le gouvernement, l'opinion se manifesta dans ce sens avec une force gran-

dissante. Des manifestations significatives se produisirent un peu partout, dans la capitale, en province. Le conseil supérieur de la guerre, consulté, se prononça à l'unanimité, pour cette solution. Le conseil des ministres l'adopta. Le gouvernement, en dépit de l'opposition des socialistes, la fit voter par le parlement.

Ce ne fut pas, on l'imagine, une affaire facile. Qu'un pays démocratique et constitutionnel, où le parlementarisme est tout, d'opinions très avancées, pût revenir sur une mesure considérée par tous comme définitive, la loi de deux ans, pour augmenter d'une année entière la durée de ce service, voilà qui devait paraître une tâche impossible. L'impossible se trouva cependant réalisé. Le pays eut la chance d'avoir, à ce moment, comme président du conseil, M. Louis Barthou. Ce Béarnais alerte et résolu se dépensa sans compter, pour mener à bien cette œuvre de salut. Il y mit toute son énergie et aussi tout son savoir-faire. Il réussit à force de décision et d'entrain, donnant un vigoureux coup d'épaule chaque fois que le char était embourbé, à faire enfin voter le projet.

Barthou, à qui ses adversaires ont fait parfois une réputation d'homme calculateur et très prudent, venait ainsi de se jeter allègrement et sans hésiter dans la bataille, de réussir un véritable tour de force, de mener à bien, au cours d'une interminable discussion (elle dura trois mois) contre l'opposition de certains radicaux et des socialistes, une réforme indispensable, sans laquelle, vraisemblablement, la guerre aurait été perdue.

Ce vote, les journaux du temps l'attestent, remplit l'Allemagne d'étonnement et bientôt de fureur. Bien des Allemands se refusaient à croire leurs rivaux capables d'un pareil sacrifice. Le mal qu'ils s'étaient donné, pour les distancer à jamais, l'avait donc été en pure perte; l'avance qu'ils espéraient prendre était perdue. De là, contre la France, un vif mécontentement qui ne prenait plus la peine de se cacher. Pour beaucoup d'Allemands, le rétablissement du service de trois ans chez nous n'était pas loin d'être considéré *comme une véritable provocation*.

L'état d'esprit d'un grand nombre d'Allemands pourrait se résumer ainsi, et c'est ce dont il faut avant tout tenir compte, si l'on veut bien comprendre les origines de la guerre : L'Allemagne a le droit de prendre elle-même toutes les mesures diplomatiques et militaires qu'elle juge indispensables à sa sécurité; mais lorsque ses adversaires s'avisent de riposter par des

mesures analogues, elle se plaint, elle proteste, comme si on allait l'attaquer.

Les signes avertisseurs de la tempête, quelques-uns particulièrement graves, se multiplièrent désormais. Un document d'ordre militaire parvint, en mars 1913, au ministère de la guerre français, concernant les préparatifs immédiats, la nécessité de l'offensive, les avantages à retirer d'une victoire considérée comme certaine.

Confidences du Kaiser au roi des Belges.

Mais voici qui est plus alarmant encore. En novembre de la même année, au cours d'une visite officielle du roi des Belges à Berlin, Guillaume II, prenant son hôte à part, lui annonce la guerre inévitable et prochaine. Il se déclare sûr de vaincre, en raison de la supériorité de son armée.

Pour donner plus de poids à ces affirmations, le chef d'état-major général, de Moltke, les répète au souverain belge.

Ces confidences, immédiatement portées par les Belges à la connaissance de Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin, avaient un double objet : tâter l'opinion des dirigeants en Belgique, voir comment ils réagiraient et aussi leur ôter d'avance toute envie d'intervenir, dans un conflit dont l'issue ne pouvait être douteuse. A la suite de cette conversation, Jules Cambon expédia à Paris son fameux télégramme du 22 novembre, qui serait tout entier à citer et qui demeure un de ses titres de gloire.

A mesure que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les traditions familiales, les sentiments rétrogrades de la Cour et surtout l'influence des militaires prennent plus d'empire sur lui. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions des pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'empire dans le monde égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ses amertumes ; car, quoi qu'on dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin.

C'est dans le courant de 1913, après le contre-coup moral d'Agadir, lorsque l'état-major prussien précipite à toute allure les armements, qu'il faut situer l'évolution de Guillaume II, son adhésion à l'idée de la guerre. Parmi les motifs qui la déter-

minent, il en est, autant qu'on peut voir clair dans sa nature, un très grand nombre qui sont de l'ordre le plus bas : cabotinage, jalousie de ténor envers le Kronprinz, qui est en train, dans les milieux nationalistes et chauvins, de lui voler sa popularité.

Son propre père qui était, lui, un gentleman, ne l'avait que trop bien jugé, lorsque, de très bonne heure, il portait sur lui le jugement terrible que nous avons cité.

L'Allemagne, en 1905 puis en 1911, songea à une guerre contre la France, dont le Maroc aurait été le prétexte. Mais à ces deux époques, elle ne se sentait pas assez bien préparée, matériellement et moralement au conflit. C'est dans la suite qu'elle s'y décida. Prise entre la France et la Russie, elle était obligée de compter sur son alliée, l'Autriche-Hongrie, de l'attacher à elle corps et âme dans cette lutte. Or, l'Autriche, quelle que fût sa dépendance vis-à-vis de Berlin, n'aurait certainement pas marché à fond dans une affaire marocaine, qui ne l'intéressait aucunement. Il fallait donc trouver une autre cause de conflit, une question vitale, ou considérée comme telle, par l'Autriche. C'est dans les Balkans qu'on devait la découvrir.

*
* *

Après l'accord d'Agadir, la France libre de ses mouvements au Maroc, établit le protectorat, reconnu officiellement le 30 mars 1912 par le sultan Moulay Hafid. Notre établissement tunisien sert, pour une bonne part, de modèle. Comme en Tunisie, un résident général représente, auprès du sultan, le pouvoir protecteur, centralise entre ses mains la plupart des services. Ce système très souple, qui a fait ses preuves, laisse subsister le pouvoir moral, spirituel, religieux du sultan et touche le moins possible à l'armature de la société musulmane.

En avril 1912, une révolte générale des tabors, troupes indigènes, éclate à Fez. Un certain nombre d'instructeurs français sont massacrés. Une expédition dégage la capitale chérifienne. Moulay Hafid abdique en faveur de Moulay Ioussef, avec qui nous n'avons eu, depuis, aucune difficulté.

Il s'agissait, dès lors, de conquérir, de pacifier la plus grande partie du pays, en y employant le minimum de troupes, pour ne pas trop affaiblir nos effectifs de la métropole. Tâche difficile entre toutes. Pour la mener à bien, la France eut heureusement sous la main un des meilleurs ouvriers de son œuvre coloniale, un grand administrateur doublé d'un grand soldat : Lyautey.

Lorrain, comme Poincaré, fils d'une famille de hauts fonctionnaires et de soldats (son arrière-grand-père était général dans les armées napoléoniennes), alors qu'il était jeune capitaine, un article dans la *Revue des Deux Mondes*, sur le rôle moral de l'officier, le fait déjà remarquer. De longs séjours aux colonies : Indo-Chine, Madagascar, où il fut le disciple de Gallieni, le rompent à la pratique des affaires coloniales. Envoyé en Algérie, commandant de la division d'Oran, c'est vers les confins algéro-marocains et par delà, vers le Maroc lui-même, que se tournent son attention et son activité.

Quand le gouvernement le nomme commandant en chef des troupes, Lyautey est en possession d'une méthode, d'une doctrine qu'il perfectionnera sur place, et qu'il va, de longues années durant, appliquer. Cette doctrine, basée sur une connaissance approfondie de l'âme, du caractère musulmans, consiste à déployer la force « pour ne pas avoir à s'en servir », à imprimer fortement dans l'esprit des indigènes le respect du pouvoir protecteur ; tout en sauvegardant leurs droits, leurs traditions, leurs croyances, leur hiérarchie sociale, à leur faire comprendre que l'existence est meilleure et plus agréable dans un pays civilisé, pacifié, où chacun peut jouir librement de son bien, que dans une contrée livrée au pillage et à l'anarchie. Les indigènes ne sont pas longs à sentir ces avantages.

Quant aux théories militaires de Lyautey, qui l'ont mis plus d'une fois en opposition avec l'état-major de l'armée, porté d'instinct à tout unifier, elles dérivent de cette idée que les opérations coloniales, très différentes de la guerre européenne, doivent être menées d'après des méthodes stratégiques et tactiques différentes, avec des unités plus souples que dans l'armée métropolitaine. Le commandant d'une colonne se double d'un chef politique, connaissant les régions et les tribus où il opère, toujours prêt à combiner l'action politique avec l'action militaire.

L'application de ces méthodes a donné des résultats excellents. Lyautey commençait à peine la pacification du pays (en 1914 seulement eut lieu la prise de Taza, établissant définitivement la communication entre l'Algérie et le Maroc) lorsqu'éclata la grande guerre, qui servit à cet égard de pierre de touche.

Malgré les instructions du gouvernement qui, pour pouvoir ramener immédiatement en France la plus grande partie des troupes, lui demandait d'évacuer l'intérieur, de se replier sur la côte avec les colons, Lyautey, se rendant compte que cette

évacuation serait une catastrophe, provoquerait une insurrection générale et mettrait le pays à feu et à sang, se fit fort, même avec un corps d'occupation très restreint, composé surtout de territoriaux, remplaçant les troupes actives, de maintenir l'ordre dans tout le pays. Il tint plus que sa promesse car, en pleine guerre, il développa considérablement la zone occupée.

Administrateur en même temps que soldat, portant ses efforts sur toutes les branches de l'activité, construisant des chemins de fer, des routes, des ports, soucieux, pour la première fois dans nos annales coloniales, de sauvegarder les richesses artistiques, de préserver le pittoresque et la couleur locale des cités indigènes (interdiction de bâtir aucune maison européenne au milieu des vieilles villes), développant le commerce, l'industrie, la colonisation, favorisant un grand nombre d'entreprises françaises. Lyautey fut, dans toute la force du terme, un animateur. Il brûla les étapes, accomplissant en dix ans ce qui, fait autrement, aurait exigé un demi-siècle.

*Les guerres balkaniques, prélude
de la grande guerre.*

« Fraîches et joyeuses. » On peut appliquer ces épithètes aux guerres balkaniques (octobre 1912). Tous ensemble, d'un irrésistible élan, les chrétiens des Balkans se jettent sur le Turc, leur ennemi, leur oppresseur héréditaire, qui chancelle et ne tarde pas à s'abattre sous leurs coups.

Admirablement organisée et entraînée, l'armée bulgare accomplit des merveilles. Manœuvrant d'après un plan stratégique bien conçu, ses divisions franchissent les passes des Balkans, bousculent, débordent l'armée ottomane, investissent Andrinople et s'avancent à vive allure dans la direction de Constantinople.

Les succès des Serbes et des Grecs sont tout aussi grands. En l'espace de quelques semaines, ce qu'on appelait la Turquie d'Europe n'existe pour ainsi dire plus.

Des victoires aussi éclatantes, l'écroulement subit d'un vaste empire que beaucoup considéraient encore comme très puissant, causèrent partout une extrême surprise; accueillis avec joie dans certains pays, ils provoquèrent dans d'autres le mécontentement et même la colère. Succès moral et matériel pour les Russes, dont ils renforçaient le prestige dans les Balkans, ils étaient par cela même un échec pour l'Autriche

qui, peut-être insuffisamment renseignée sur les agissements et la conjuration des peuples balkaniques, surtout ne croyant pas à leur succès sur les Turcs, n'avait pris d'avance aucune précaution. L'Allemagne, puissante amie, protectrice de la Turquie, à qui elle fournissait en abondance des instructeurs et du matériel pour son armée, se trouvait, elle aussi, atteinte par leur défaite, ou plutôt leur effondrement.

Le cabinet de Vienne ne dissimulait pas sa mauvaise humeur. N'étant intervenu ni avant ni pendant, il essaya d'intervenir de toutes ses forces après. Il se tint à Londres une conférence à laquelle participèrent belligérants et grandes puissances. L'Autriche, soutenue par l'Allemagne, exigea énergiquement le retrait des troupes serbes de la côte de l'Adriatique, la création d'une principauté albanaise, à laquelle serait adjointe la ville de Scutari, que les Monténégrins assiégeaient et dont ils s'emparèrent : on dut les contraindre, non sans peine, à l'abandonner. Avec une dureté non moins inflexible, les Serbes se voyaient écartés du littoral adriatique, sur lequel ils réclamaient, non sans de solides raisons, un débouché : Durazzo, qu'ils avaient conquis. Le cabinet de Vienne, soutenu en cela par celui de Rome, insistait, d'une façon péremptoire, pour qu'ils fussent éloignés de ce rivage (mars 1913).

La dépouille ottomane était encore toute fraîche que déjà d'après désaccords régnaient parmi les partageants. Persuadés qu'ils avaient tout fait ou presque dans cette guerre, les Bulgares étaient aigris et furieux contre les Serbes, qu'ils accusaient d'avoir mis la main sur la plus grande partie de la Macédoine. S'étant disputé la peau de l'ours, alors qu'il vivait encore, les deux chasseurs, aussitôt l'ours abattu, s'apprêtaient à reprendre cette dispute, les armes à la main.

La diplomatie autrichienne, de plus en plus irritée contre les Serbes, voyant dans leur agrandissement une menace croissante, cherchait par tous les moyens à brouiller les cartes, à tout remettre en question. Elle encouragea très certainement les Bulgares dans le mauvais coup que certains d'entre eux préparaient. Quand il s'agit d'un coup de tête, il n'est pas besoin d'un grand effort pour pousser en avant les Bulgares. La colère les envahit aisément, leur fait perdre la maîtrise d'eux-mêmes, le sentiment de leur responsabilité, la peur des conséquences.

Une crise de cette nature secoua l'âme bulgare. Les militaires, furieux contre les Serbes, qu'ils arrivaient à détester beaucoup plus encore que les Turcs, excités en sous main par

des émissaires autrichiens, se décidèrent à agir. Le général Savof, porte-parole des comités macédoniens, qui feraient allègrement sauter l'univers dès qu'il s'agit de la moindre revendication, arracha à Ferdinand l'autorisation d'attaquer à l'improviste et traitreusement, l'armée serbe (juin 1913).

Ferdinand était trop intelligent pour ne pas s'être rendu compte de tous les inconvénients de cette agression; mais Savof lui fit peur, à lui comme aux hommes politiques, et il céda. La nation tout entière, grisée, étourdie, par une suite inespérée de victoires, avait complètement perdu le sens des réalités : la limite entre le possible et l'impossible s'était obscurcie pour elle.

Aussitôt qu'il apprit cette lutte fratricide, le gouvernement russe expédia à Sofia des télégrammes courroucés. M. Danef, alors président du conseil, essaya d'arrêter l'offensive, ce qui donna aux Serbes et aux Grecs le temps de se ressaisir, de préparer leur marche en avant, de sorte que les Bulgares ne retirèrent finalement aucun bénéfice de leur mauvaise action.

A peine l'agression bulgare est-elle connue que la Roumanie se décide elle aussi à intervenir. Elle est restée simple spectatrice la première fois; mais elle ne tarde pas à s'apercevoir que les victoires des Etats balkaniques, leur agrandissement inespéré sont en train de déranger l'équilibre dans les Balkans. Du moment qu'une occasion inattendue s'offre à elle, elle n'hésite pas à en profiter. Ainsi que le disait un des principaux hommes d'Etat roumains : « Nous avons laissé une fois partir le train sans y monter; mais du moment qu'il s'arrête de nouveau devant nous, nous sommes résolus à ne pas demeurer sur le quai ! »

Il n'est pas jusqu'aux Turcs qui, avec beaucoup d'à-propos, ne se décident à profiter de cette chance qui s'offre à eux. Enver Pacha, rassemblant les débris de ses troupes, se jette à la poursuite des Bulgares et parvient à recapturer Andrinople. La Bulgarie se trouve envahie de tous les côtés à la fois; elle est obligée de s'avouer vaincue, de déposer les armes, de s'en remettre à la bonne volonté des vainqueurs. Ceux-ci réunis à Bucarest, sous l'égide du gouvernement roumain, qui joue le premier rôle dans ces négociations, imposent aux Bulgares à peu près ce qu'ils veulent; entre autres la cession à la Roumanie de la ville de Silistrie et d'une bande de territoire, peuplée de quatre cent mille habitants.

En même temps que la Turquie, l'Autriche sort vaincue de ces guerres balkaniques. Elle n'a su ni les empêcher, ni en prévoir à temps les résultats.

Elle s'est trompée une première fois en 1912, lorsqu'elle a pensé que l'armée turque, dont elle surestimait la puissance, viendrait aisément à bout de ses adversaires. Elle s'est trompée beaucoup plus lourdement encore la seconde, lorsqu'elle a poussé en avant les Bulgares, sans se douter qu'elle les conduisait à une catastrophe. Diplomates et militaires ont communiqué dans cette erreur. Les dirigeants de Vienne devraient en toute justice ne s'en prendre qu'à eux-mêmes. Mais ils sont aigris, mécontents, furieux d'avoir laissé passer tant d'occasions, cherchant de tous côtés un moyen de se rattraper.

Dès ce moment ils songent à une guerre contre la Serbie, persuadés qu'il n'y a pas d'autre remède.

Au mois d'août 1913, désireux d'agir militairement contre les Serbes, ils s'ouvrent de leur dessein à leurs alliés, Allemagne et Italie. Les révélations si curieuses faites pendant la grande guerre par M. Giolitti jettent, sur ces intentions bellicieuses de l'Autriche, la lumière la plus saisissante. Le 9 août 1913, le marquis de San Giuliano, ministre des Affaires Étrangères, télégraphie à son chef, M. Giolitti : « L'Autriche-Hongrie nous a communiqué, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie. Elle dépeint cette action comme une action défensive, espérant appliquer à la Triple-Alliance le *casus fœderis* que je crois inapplicable. Je cherche à concerter avec l'Allemagne mes efforts en vue d'empêcher cette initiative. Mais il pourrait être nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action comme défensive, et que par conséquent nous ne croyons pas que le *casus fœderis* existe. Je te prie de me télégraphier à Rome si tu m'approuves. »

M. Giolitti répond : « Si l'Autriche agit contre la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. C'est une action qu'elle entreprend pour son compte. Il ne peut être question de défense, puisque personne ne songe à attaquer. Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle. Il est à souhaiter que les efforts de l'Allemagne dissuadent leur allié de cette périlleuse aventure. »

Cet échange de télégrammes est des plus clairs. Il précise d'une façon indiscutable l'état d'esprit des dirigeants viennois, ainsi que l'attitude de l'Italie. C'est une répétition générale de ce qui va se passer l'année d'après. L'Italie fait savoir à l'Autriche qu'elle refuse de s'associer à toute initiative

périlleuse, à toute politique d'agression. Sa position est très solide, son argumentation inattaquable.

Il est probable et même certain que, si l'Italie avait été seule à se mettre en travers, l'Autriche aurait passé outre. Mais elle est retenue cette fois par l'Allemagne, désireuse de ne pas s'aliéner définitivement la Roumanie, liée par une convention militaire aux empires centraux, gouvernée par un Hohenzollern. Car c'est sous l'égide de la Roumanie que la paix de Bucarest vient d'être conclue. Toute tentative autrichienne pour la démolir, ne pourrait donc laisser la Roumanie indifférente.

Le gouvernement autrichien se voit donc contraint, en dépit qu'il en ait, de rengainer son sabre. Mais il ne songe qu'à le sortir à la première occasion, à défaire le traité de Bucarest, auquel il ne parvient pas à se résigner, à agir contre les Serbes et, éventuellement, contre les Russes.

Cet état d'esprit belliqueux se précise durant l'hiver et le printemps 1914.

Ainsi, — des faits innombrables le prouvent — le gouvernement autrichien évolue de plus en plus vers la guerre.

Or, juste à ce moment, une évolution identique entraîne également le gouvernement allemand. Tant que le cabinet de Berlin était là pour contenir celui de Vienne, le péril n'était pas très grand, l'Autriche ne voulant ni ne pouvant agir sans sa puissante alliée. Le jour où l'Allemagne, non seulement cesse de contenir l'Autriche, mais se met à la pousser en avant, le conflit est inévitable. La première occasion va le faire éclater.

Bibliographie. — Nippold. *Le chauvinisme allemand* (trad. française, 1917). — *Livre jaune* (sur les négociations d'Agadir). — L. Mauriac. *La politique marocaine de l'Allemagne* (1916). — A. Tardieu. *Le mystère d'Agadir* (1912). — P. Albin. *Le coup d'Agadir* (1912). *D'Agadir à Serajevo* (1915). — Caillaux. *Agadir* (1919). — R. Poincaré. *Au service de la France* (Le lendemain d'Agadir) (1926). — Kiderlen Waechter : *Mémoires* (1924). — Sir Thomas Barclay. *Trente-cinq ans à Paris* (trad. française, 1915). — Baron Beyens. *L'Allemagne avant la guerre*. — Nekludoff. *Souvenirs diplomatiques* (1920). — Baron de Schoen. *Mémoires* (1922).

CHAPITRE XX

LES CAUSES DE LA GRANDE GUERRE

Oncle et neveu. — La maladie de François-Ferdinand. — Le roman de l'archiduc. — Les entretiens de Konopicht. — Les dirigeants de la monarchie. — L'attentat de Serajevo. — Le mystère de Serajevo. — Effet produit en Europe. — Le comte Tisza. — Le secret de l'ultimatum. — Remise de l'ultimatum.

Oncle et neveu.

Au cours du printemps 1914, des informations alarmantes se répandent sur la santé du vieil empereur d'Autriche, François-Joseph. Ce n'était pas la première fois. Dans les rédactions des grands journaux, on tenait, depuis plusieurs années, tout préparé, l'article nécrologique, consacré au doyen des souverains européens. Cette fois cependant, les nouvelles paraissant plutôt mauvaises, chacun de tourner les yeux sur l'archiduc héritier : François-Ferdinand.

Dans les cercles de la cour, parmi les diplomates, les hauts fonctionnaires, les généraux, François-Ferdinand s'était attiré de vives inimitiés.

Autoritaire et brutal, prêt à tout briser au moindre caprice, il fait un tel abus de son pouvoir, les rares fois où le vieil empereur le charge provisoirement des nominations dans l'armée, qu'on est vite obligé de lui retirer « la signature ». François-Joseph ne l'aime guère, ce qui est un sentiment assez naturel et assez fréquent chez un souverain vis-à-vis de son héritier; il ne manque pas une occasion de lui marquer son antipathie. Pour la souligner davantage, il accable de prévenances l'héritier en second, l'archiduc Charles, époux de la princesse Zita, qui doit, théoriquement, monter sur le trône à la mort de François-Ferdinand, les enfants de ce dernier,

par suite du mariage morganatique de leur père, se trouvant exclus de la succession.

A peine François-Ferdinand, qui ne vit presque jamais à Vienne, est-il parti pour une de ses villégiatures lointaines : Saint-Moritz, Brioni, que l'empereur se fait remplacer dans les cérémonies officielles par son petit-neveu Charles, faveur qu'il n'accorde que très rarement à l'autre.

La maladie de François-Ferdinand.

Il court depuis quelque temps, parmi les personnes les mieux informées, d'étranges histoires sur l'archiduc héritier. Atteint, dit-on, d'une grave maladie, contractée pendant sa jeunesse, il serait pris, par moments, de crises violentes, pendant lesquelles il s'abandonnerait à la fureur et casserait tout autour de lui. La crise passée, il tomberait pour longtemps dans une sorte de prostration.

Il a, par ailleurs, presque entièrement disparu de la cour. Il vit à l'écart avec sa femme et ses enfants, dans son château de Konopicht en Bohême, à Miramar près de Trieste, ou dans la petite île de Brioni, non loin de Pola.

Au cours d'une croisière dans l'Adriatique, sur le yacht d'un de nos amis, nous nous arrêtâmes toute une semaine dans ce délicieux coin, très fréquenté par la meilleure société autrichienne et hongroise. Un hôtelier jovial et boute-en-train, excellent homme d'affaires, avait réussi, en peu de temps, à « lancer » Brioni, à en faire une station à la mode. François-Ferdinand y passait presque tous ses hivers, vivant très simplement avec sa famille et un ou deux aides de camp.

On nous raconta qu'il était pris de véritables accès de folie. Gens de l'hôtel et domestiques s'en entretenaient ouvertement.

A tout cela venait s'ajouter les graves inquiétudes, causées par le caractère ambitieux de sa femme qui, vraisemblablement, une fois son mari sur le trône, ne se résignerait pas à la position subalterne dans laquelle son mariage morganatique la plaçait.

Le roman de l'archiduc.

Roman ou drame, assez souvent les deux, c'est à quoi sont voués depuis longtemps les membres de cette famille tragique des Habsbourg. Le mariage du prince héritier avec une pauvre comtesse tchèque fut un roman, en effet. Venu en visite chez une archiduchesse qui désirait lui faire épouser

une de ses filles, François-Ferdinand s'éprend subitement de la jeune comtesse Chotek, simple demoiselle de compagnie. Il décide de l'épouser contre l'opposition de tous.

L'empereur, après une vive résistance, finit par donner son consentement. Mais François-Ferdinand doit reconnaître formellement que ses enfants seront à jamais exclus du trône.

Dès ce moment commence pour sa femme une longue et lente ascension, à travers les obstacles et les traverses de l'étiquette. Elle est faite princesse, puis duchesse de Hohenberg. Très adroite, elle profite des moindres occasions pour graver un à un tous les échelons. Le marquis de Reverseaux, longtemps ambassadeur de France à Vienne, nous racontait les discrètes démarches dont il avait été l'objet, afin de donner en l'honneur de la duchesse des dîners qui lui permettaient de se rencontrer, sur le terrain neutre d'une ambassade, avec des personnages qu'elle n'aurait pas pu connaître ailleurs.

Désireux de faire leur cour à l'archiduc, beaucoup favorisaient, comme on pense, des rencontres de ce genre. Guillaume II fut un des premiers à se servir de ce moyen. Il accabla d'honneurs et de prévenances la femme de François-Ferdinand, espérant de la sorte s'attacher étroitement son mari.

Ce dernier une fois souverain, sa femme n'essaierait-elle pas de s'asseoir sur le trône à ses côtés. On prévoyait de ce fait des complications et des difficultés sans fin.

Les entretiens de Konopicht.

Le 12 juin 1914, Guillaume II rend visite à l'archiduc dans son château de Konopicht. Il est accompagné de l'amiral Von Tirpitz, conseiller militaire et grand favori du souverain, ce qui souligne le caractère politique de l'entretien. Le comte Berchtold, ministre des Affaires Étrangères à Vienne, y est également invité.

A peine revenu de Konopicht à Vienne, Berchtold, dont cependant la paresse est le péché mignon, se met au travail. Il rédige un mémoire sur la situation de l'Autriche dans les Balkans. « Cette situation, dit-il, est en train de devenir insupportable. La Russie vise à créer une confédération balkanique, dirigée contre la monarchie des Habsbourg. C'est pour cela qu'elle cherche à gagner la Roumanie, dont les relations avec l'Autriche ont beaucoup empiré. »

La conclusion en est très sombre, presque menaçante contre la Russie.

Les dirigeants de la monarchie.

Très fatigué, très affaibli, le vieil empereur a cessé de gouverner. Il signe les papiers qu'on lui présente. C'est tout. On lui fait faire à peu près ce qu'on veut.

Le ministre des Affaires Étrangères est le comte Berchtold qui a succédé à d'Ærenthal. Grand seigneur, très riche, courant après ses plaisirs et cherchant avant tout à s'amuser, il rappelle un des personnages de *Reigen* (la Ronde), la pièce célèbre d'Arthur Schnitzler, qui contient, pris sur le vif, de très amusants croquis de types viennois.

Berchtold fréquente les petits théâtres, fait la cour aux actrices et s'amuse comme un étudiant en goguette. Léger, superficiel et vain, sans connaissances sérieuses, sans culture, il va se laisser inconsciemment entraîner dans le tourbillon.

L'homme qui mène le *Ballplatz* est le comte Forgash. C'est lui qui machina de toutes pièces, en 1909, le procès d'Agram, inventa une fausse conspiration, usa de documents fabriqués et finalement se couvrit de ridicule en même temps que d'infamie. Ce procès, où la diplomatie autrichienne était apparue en si mauvaise posture, n'avait nui d'aucune manière à son avancement.

Quant aux chefs militaires, le plus influent est le futur généralissime, le général von Hoetzendorff. Dans les souvenirs qu'il a publiés, il avoue avec une certaine candeur, qu'à peine nommé chef d'état-major, quelques années auparavant, il avait conseillé à l'empereur de déclarer la guerre à l'Italie : « Comme il faudra un jour ou l'autre, disait-il, se battre avec elle, le plus tôt serait le mieux ! »

L'attentat de Serajevo.

Au commencement de juin, les journaux annoncent de grandes manœuvres militaires en Bosnie, sous la direction de l'archiduc héritier qui, le dimanche 28 juin, fera son entrée solennelle dans Serajevo, la capitale. C'est l'anniversaire de la célèbre bataille de Kossovo, qui est pour tous les Serbes, ceux du royaume comme ceux de Bosnie, un jour de deuil national.

Le choix de ce jour est un avertissement très net aux Serbes, ainsi que les journaux officieux ne manquent pas de le souligner.

Le dimanche matin, vers neuf heures, l'archiduc et la

duchesse de Hohenberg sa femme, arrivent en automobile. Dès les premières maisons, une bombe est lancée sur eux. Le chauffeur accélérant l'allure, elle tombe sur la capote de la voiture d'où avec beaucoup de sang-froid, l'archiduc la rejette sur la chaussée. Comme on venait d'arrêter l'auteur de l'attentat : « Qu'on se dépêche de le pendre, s'écria François-Ferdinand, car sans cela Vienne va lui envoyer une décoration ! » Il arrive à l'Hôtel de Ville où il n'a pas la patience d'écouter la longue allocution du bourgmestre, qui vantait, avec peu d'opportunité, le loyalisme et la fidélité des habitants.

Au moment de repartir dans la même automobile, il veut renvoyer à son hôtel sa femme qui refuse obstinément : « Non, dit-elle, c'est au moment du danger que tu as besoin de moi ». (*Nein, gerade in der Gefahr brauchst du mich!*)

Après ce premier attentat, la prudence la plus élémentaire conseillait de prendre de très sévères précautions. On continue à n'en prendre aucune. Comme le comte Harrach, de la suite de l'archiduc, s'en montre étonné, le général Potiorek, gouverneur militaire, le rabroue vertement : « Pensez-vous, lui dit-il, que Serajevo est rempli d'assassins ? Ne savez-vous pas d'ailleurs qu'il n'y a jamais deux attentats dans la même journée¹ ». Sur cette affirmation, l'on part. Dans une des rues très étroites, au moment où l'automobile pour tourner à angle droit ralentit, un tout jeune homme, posté sur le trottoir, n'a qu'à étendre le bras pour décharger à bout portant deux coups d'un gros revolver sur l'archiduc et la duchesse. Quand l'automobile ayant précipité sa marche, arrive chez le gouverneur, elle ne contient que deux cadavres. François-Ferdinand et sa femme ont été tués sur le coup.

Le mystère de Serajevo.

Il plane un inquiétant mystère sur ce drame, cause d'une des plus effroyables guerres qui aient désolé l'humanité. Le meurtrier, arrêté presque sans difficulté, est un étudiant, Serbe de race, mais né en Bosnie, et donc sujet austro-hongrois, Gabrilo Prinzip. Comment l'a-t-on laissé se poster en cet endroit pour accomplir, tout à son aise, son forfait ? Pourquoi aucune mesure

1. Tous ces détails sont empruntés au récit d'un témoin oculaire, M. René Gourdiat, qui se trouvait à Serajevo comme correspondant du *Matin*. Sa brochure « Serajevo, 28 juin 1914 » est un des documents les plus intéressants et les plus précis, qui cependant n'a presque pas été utilisé.

de surveillance et de contrôle n'a-t-elle été prise, alors que tout commandait d'en prendre et des plus strictes?

Ce n'est pas la première fois que de hauts personnages ont visité officiellement la capitale bosniaque. En 1910, l'empereur François-Joseph y est reçu en grande pompe; en 1914, peu de temps avant, un autre archiduc, François Salvator, est venu le jour de la Fête-Dieu. Toutes les rues étaient barrées par des soldats et des agents de police. On avait, à la gare, pendant les journées précédentes, contrôlé soigneusement l'arrivée de tous les voyageurs. Pendant la procession, l'archiduc marchait entouré d'un épais cordon de soldats hongrois.

Cette fois, rien de tout cela ne fut fait. Aucun service d'ordre, aucune troupe pour former la haie.

Cette négligence fut-elle accidentelle, ou au contraire voulue? Toutes les suppositions, même les pires, sont permises.

Effet produit en Europe.

Guillaume II se trouvait à Kiel à bord de son yacht à voiles qui courait les régates. Affairé, agité, comme toujours, donnant des ordres, il voit tout d'un coup une vedette se diriger vers son bateau en essayant de l'aborder. Il lui fait, d'un geste péremptoire, signe de s'éloigner. La vedette se rapproche au contraire. L'amiral Muller, debout près du timonier, montre un papier qu'il tient à la main, le place dans son étui à cigarettes qu'il lance adroitement sur le pont. Guillaume ouvre l'étui, retire le télégramme lui annonçant l'assassinat de l'archiduc. Son visage pâlit. Il laisse tomber la dépêche et dit ces simples mots : *Tout est à recommencer.*

Les meurtriers de l'archiduc sont deux très jeunes étudiants bosniaques. Tout de suite le cabinet de Vienne prétend rattacher leur acte à l'organisation d'un vaste complot qui aurait été fomenté à Belgrade. D'un simple attentat, il arrive tout de suite à une conspiration politique mettant en cause un État voisin.

Toute à l'idée d'exploiter à fond l'occasion inespérée qui s'offre à elle, la diplomatie viennoise se met à l'œuvre aussitôt. Le 4 juillet, le comte Hoyos, chef de cabinet et homme de confiance de Berchtold, apporte à Berlin une lettre autographe de François-Joseph, déclarant nettement qu'il s'agit d'un complot ourdi à Belgrade.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin, Szogyeni, déjeune chez le Kaiser à Potsdam et lui remet la missive de

François-Joseph. Après le déjeuner se tient une réunion très importante où la guerre contre la Serbie, et éventuellement contre la Russie et la France, est au fond décidée.

L'ambassadeur autrichien, rendant compte de son entretien avec le Kaiser, écrit :

« D'après l'opinion de Guillaume II, il ne faut pas attendre longtemps pour agir contre la Serbie. L'attitude de la Russie serait certainement hostile; mais si la guerre éclate entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Allemagne, dans sa fidélité coutumière d'alliée, sera à nos côtés. »

Le prince Lichnowsky déclare dans ses Mémoires : « J'ai appris plus tard que, dans la discussion décisive du 5 juillet à Potsdam, la demande viennoise avait rencontré l'assentiment sans condition de toutes les personnes autorisées, et même avec cette addition qu'il ne serait pas mauvais non plus qu'une guerre avec la Russie dût en résulter.

Préparation de l'ultimatum.

Dès le retour du comte Hoyos à Vienne, le gouvernement austro-hongrois tient, le 7 juillet, un conseil des ministres très important.

Le livre rouge autrichien en a publié le procès-verbal.

« Il faut mettre dès maintenant, dit Berchtold, les Serbes hors d'état de nuire; le gouvernement allemand a promis tout son appui. S'il doit en résulter une guerre avec la Russie, il est préférable que ce soit maintenant que plus tard. »

Le comte Tisza, président du conseil et premier ministre hongrois, exprime une opinion différente. Il refuse son consentement à une attaque brusquée contre la Serbie, sans une action diplomatique préalable.

Le comte Tisza.

De haute taille, sec et décharné, une barbe mal taillée, négligé dans sa mise, brutal et volontiers cynique dans ses propos, Tisza mène la politique extérieure et intérieure, à coups de poing, quelquefois à coups de sabre.

S'il intervient ainsi, d'une manière au demeurant très relative, en faveur des Serbes, ce n'est certes pas par amour pour eux. Il a seulement une vision plus intelligente et plus large des complications de toutes sortes qui peuvent résulter d'une guerre avec la Serbie. C'est un esprit autrement puissant et vigoureux qu'un Berchtold.

Cependant, il n'est pas long, lui aussi, à se laisser convertir à une politique belliqueuse. Il collabore avec Berchtold à la rédaction de l'ultimatum. On s'arrange pour que son acceptation par la Serbie soit impossible.

Le secret de l'ultimatum.

L'essentiel est que le secret le plus absolu soit gardé, que personne, dans le camp des adversaires éventuels, Russie, France, Angleterre, ne se doute de ce qui va se passer. Comme tous les mauvais coups, celui-ci se prépare dans l'ombre. Les résultats obtenus à cet égard sont prodigieux. La note à la Serbie, dont aucun d'eux n'avait eu vent, du moins d'une façon suffisamment précise, surprit en plein désarroi les gouvernements de la Triple-Entente.

Ses ambassadeurs étaient tous partis en congé. M. Poincaré, président de la République, M. Viviani, président du conseil, s'embarquent pour leur visite officielle à Saint-Petersbourg, qui doit être suivie d'une autre visite dans les capitales scandinaves. Les dirigeants viennois, d'accord avec Berlin, retardent d'une heure la remise de l'ultimatum, afin que la nouvelle ne puisse pas être connue à Saint-Petersbourg, avant le départ des hôtes français.

Les financiers, selon l'habitude, sont mieux renseignés que les diplomates. Tandis que les chancelleries se laissent endormir dans un mol optimisme, dès le 10 juillet les Bourses de Vienne, de Budapest et de Berlin sont de plus en plus mauvaises. La baisse se précipite, chacun cherchant à vendre tout ce qu'il possède.

Mieux renseignés, les cabinets de Paris, de Londres, de Saint-Petersbourg auraient pu essayer d'intervenir, avant que la note ne fût envoyée à Belgrade et peut-être l'atténuer. N'ayant rien su, ils ne pouvaient rien faire et ils ne firent rien.

Remise de l'ultimatum.

Le 23 juillet, à six heures du soir, le ministre autrichien en Serbie remet l'ultimatum au remplaçant de M. Patchich, en ce moment absent. La note énumère tous les griefs de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. Elle exige un désaveu formel par le gouvernement serbe de sa propagande en Autriche-Hongrie, la dissolution des sociétés qui la fomentent, la destitution de tous les officiers et fonctionnaires coupables dont l'Autriche

remettra une liste, l'ouverture d'une enquête judiciaire contre les auteurs du complot, à laquelle participeront les autorités austro-hongroises; venant après toutes les autres, cette dernière clause notamment, consacrant l'ingérence d'agents étrangers dans une action judiciaire, était difficilement admissible pour aucun Etat indépendant.

Le délai fixé pour la réponse est des plus courts : quarante-huit heures.

Bibliographie. — Les différents livres : *jaune* (français), *bleu* (anglais), *orange* (russe), *vert* (italien), *bleu* (serbe), *gris* (belge), *blanc* (allemand), *rouge* (autrichien).

Karl Kautsky. *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*. Collection complète de documents officiels (trad. française, 4 vol., 1922) (ouvrage capital). — J. Reinach. *Histoire de douze jours* (1914). — J.-W. Headlam. *The History of twelve days* (1915); *Correspondance de Guillaume II et de Nicolas II* (1924). — R. Poincaré. *Les origines de la guerre* (1921). — W. James Gérard. *Mes quatre années en Allemagne*. — H. Morgenthau. *Vingt-six mois en Turquie* (1919). — A. Dumaine. *La dernière ambassade de France à Vienne* (1922). — M. Paléologue. *La Russie des tsars pendant la grande guerre* (1922). — Conrad von Hoetzendorf. *Aus Meiner Dienstzeit* (4 vol., 1922). — Giovanni Giolitti. *Mémoires de ma vie*. — E. Bourgeois et Pagès. *Les responsabilités de la guerre* (1921). — Renouvin. *Les origines immédiates de la guerre* (1923). — A. Gauvain. *L'Europe au jour le jour* (tomes VI à XIII). — V. Giraud. *Histoire de la grande guerre* (1918). — *J'accuse*, par un Allemand (1917). — *Le Crime* (3 vol.), par le même auteur. — *Les souvenirs*, de Lord Grey. — Wickam Steed. *Mes souvenirs*. (2 vol., 1926).

CHAPITRE XXI

LA DÉCADE TRAGIQUE

Impression dans les capitales. — Attitude de l'Allemagne. — Riposte de la Serbie. — Intervention allemande. — Mobilisation allemande. — Le nœud du drame. — Les déclarations de guerre.

Impression dans les capitales.

Par sa raideur cassante et inusitée, par la brièveté du délai, cette note prend le caractère d'un véritable ultimatum. C'est ainsi qu'on la considère partout. L'impression produite est des plus alarmantes.

Attitude de l'Allemagne.

Tout de suite une question se pose, qui domine toutes les autres : l'Allemagne soutient-elle ou non l'Autriche ? Si elle ne la soutient pas, tout peut aisément s'arranger. Dans le cas contraire, jamais la paix n'a été plus menacée. On eut dès le lendemain la réponse à cette question, quand le public apprit, à travers quelques réticences du Quai d'Orsay, la grave démarche accomplie par M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne à Paris, auprès de M. Bienvenu-Martin, chef par intérim du gouvernement français.

À la fin d'une longue note, dont il refusa de donner copie, mais qu'il relut par deux fois à son interlocuteur, l'ambassadeur d'Allemagne appela, en y insistant, l'attention de M. Bienvenu-Martin sur la phrase suivante :

« Le gouvernement allemand estime que la question actuelle est une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et que les puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux parties intéressées. Il désire

ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, *provoquer des conséquences incalculables.* »

Le 25 au matin, l'auteur de cet ouvrage eut l'occasion de voir longuement M. de Schoen, à l'ambassade d'Allemagne. Il emporta de son entretien une impression très pessimiste. Sur le point capital, il le trouva irréductible. « Il n'y a qu'à laisser l'Autriche et la Serbie, répétait-il obstinément, régler à elles deux leurs affaires. L'intervention d'un tiers amènerait les pires malheurs. »

Plus encore que ces paroles, revenant comme un leitmotiv, l'aspect de l'ambassade était des plus significatifs : dans les escaliers, les couloirs, les vestibules, les domestiques faisaient des paquets et clouaient des caisses. Tout l'hôtel paraissait en plein déménagement.

La thèse du gouvernement germanique peut dès lors se résumer ainsi :

1° Le gouvernement allemand déclare en toute occasion, par tous ses représentants, qu'il n'a pas connu le texte de la note autrichienne, que Vienne n'a pas pris la peine de le consulter. C'est une affirmation qui peut paraître extraordinaire, quand on sait la docilité, pour ne pas dire plus, de la diplomatie austro-hongroise vis à-vis de Berlin. Or, comme il arrive souvent à ceux qui mentent, une négligence de leur part fait éclater tout d'un coup leur mensonge. Tandis que les diplomates germaniques à Paris, à Londres, à Saint-Petersbourg, multiplient cette affirmation à laquelle personne ne croit, à Munich, le président du conseil bavarois mange le morceau et déclare le contraire à M. Alizé, notre ministre, qui en rend compte aussitôt à Paris : « ... Le président du conseil m'a dit aujourd'hui, écrit ce dernier, que la note autrichienne dont *il avait connaissance...* ».

Ce mensonge, le premier d'une longue série, établit ainsi en même temps que la préméditation de l'Allemagne, sa mauvaise foi. Il vicia par avance tous les arguments que pourront fournir plus tard les Allemands, lorsqu'ils essaieront de démontrer qu'ils ne sont pas responsables de la guerre.

2° N'ayant pas connu, prétendent-ils, la note autrichienne qu'ils approuvent cependant, qu'ils soutiennent de toutes leurs forces, les dirigeants de Berlin signifient à tous, à la Russie plus particulièrement intéressée et aussi à la France, que l'Autriche doit être laissée en tête à tête avec la Serbie, que l'affaire qu'elle se prépare à régler, de la manière forte, la

regarde elle *et elle seule*, que toute intervention de la Russie provoquerait automatiquement l'entrée en jeu de l'Allemagne, mettant ainsi le feu à l'Europe. C'est ce que la diplomatie germanique exprime d'une façon très suffisamment claire quand elle parle des « conséquences incalculables ».

Echafaudée sur un mensonge, cette prétention de l'Allemagne n'est soutenable ni en fait ni en droit.

Réponse de la Serbie.

La note autrichienne, remise à Belgrade le jeudi 23 à 6 heures du soir, n'est connue que le matin du vendredi 24 dans les diverses capitales. En France, le président de la République et le chef du gouvernement se trouvent à cette heure bien loin, dans la Baltique, sur le croiseur qui les ramène, de Kronstadt, où ils viennent de prendre congé du tsar, vers le Danemark. En Angleterre, ministres, diplomates, parlementaires s'appêtent à partir pour le sacramentel repos du *week-end*. La plupart des ambassadeurs sont en vacance, le chef d'état-major de l'armée serbe prend les eaux dans une station allemande.

Or, le délai laissé à la Serbie est des plus courts. Avant que les gouvernements intéressés aient à peine eu le temps de se consulter, ce délai va être expiré.

Sur le conseil de la France, de l'Angleterre, de la Russie, le gouvernement serbe remet à l'Autriche une réponse des plus conciliantes. Il accepte toutes les demandes austro-hongroises, à l'exception d'une : la participation des agents étrangers à l'enquête judiciaire, ouverte contre les prétendus complices de l'assassinat de Serajevo. Prenant prétexte de cette simple réserve, le ministre d'Autriche, Giesl, quitte Belgrade avec le personnel de la légation. Les relations diplomatiques sont rompues. Des manifestations belliqueuses se produisent à Budapest et à Vienne. Dès le lendemain, l'Autriche prend des mesures militaires très importantes : mobilisation d'un certain nombre de corps d'armée, suspension des libertés constitutionnelles, ajournement du parlement, etc.

A Paris, comme à Saint-Pétersbourg, on a le sentiment très net que seule une démarche énergique de l'Angleterre vis-à-vis de l'Allemagne pourrait retenir cette dernière et empêcher la catastrophe. Le malheur est que l'Angleterre à ce moment, étant donné l'état d'esprit de ses dirigeants, de son public, ses traditions, ses habitudes, ses routines, ne veut pas et au fond

ne peut pas accomplir cette démarche. Nous sommes en pleine tragédie.

La clé de l'attitude britannique est donnée par l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin qui, à une observation de Jules Cambon, affirmant que des paroles énergiques prononcées par l'Angleterre pourraient sauver la situation, répond : « Je pense comme vous, mais je ne suis pas autorisé à le dire ».

Sir Edward Grey qui, depuis de longues années, dirige la politique étrangère du cabinet radical, est un philanthrope, un pacifique, on peut même dire un pacifiste. Il y eut en lui, durant cette terrible semaine, deux hommes qui se combattaient : le diplomate qui, d'après les rapports de tous ses agents, ne peut pas ignorer qu'on marche à toute vitesse vers la guerre ; et l'idéaliste qui ne se décide pas à prononcer une parole, à accomplir une démarche ayant le caractère d'une menace, et pouvant avoir pour effet, croyait-il, de jeter l'Angleterre dans la guerre. Car il craint dès le début — cette crainte le paralyse — que, s'il montre clairement l'intention du gouvernement anglais d'intervenir, il pousse par cela même la France et surtout la Russie à prendre vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Autriche, une attitude trop peu conciliante.

Le mythe de la caverne.

Dans un de ses mythes les plus célèbres Platon représente des prisonniers enfermés dans une caverne, prenant pour les objets eux-mêmes ce qui n'en est que l'ombre, réflétée sur le rocher.

Il faut avoir présente à l'esprit cette comparaison, si l'on veut comprendre ce qui s'est passé dans cette semaine, si lourde d'événements, qui précéda la guerre.

L'apparence, l'ombre des objets projetée sur le mur de la caverne, ce sont les faits diplomatiques. Seuls les événements militaires, la mise en marche un peu partout de ce formidable organisme qui s'appelle la mobilisation, constituent la réalité. Tandis que ministres et ambassadeurs s'agitent vainement sur le devant de la scène, multiplient les démarches et les communications, font passer sur toutes les capitales un chassé-croisé de notes qui se mêlent et s'entremêlent, dès les premiers jours, les états-majors des puissances qu'on pourrait appeler « agressives », l'Autriche d'abord, bientôt après l'Allemagne, se mettent à l'ouvrage.

En attendant la mobilisation définitive, toutes les mesures sont prises qui forment le travail préparatoire de cette mobilisation, ou plutôt qui sont pratiquement la mobilisation elle-même. La Russie, directement visée, puisqu'elle risque d'avoir affaire à deux assaillants, très vite aussi la France, ne peuvent pas, sous peine de se suicider, ne pas riposter sans trop de retard par des mesures analogues. Ainsi, d'un pays à l'autre, la colossale machine est en branle. A mesure qu'elle tourne de plus en plus vite, il sera plus difficile à l'arrêter.

La mobilisation de l'Autriche, le commencement des opérations militaires contre la Serbie, le bombardement de Belgrade (29 juillet) qui provoque une grosse émotion à Pétersbourg, constituent le premier acte. La riposte de la Russie, riposte, partielle d'abord, bientôt générale, est le deuxième. La mise sur le pied de guerre de l'Allemagne, bientôt suivie d'un ultimatum à la Russie, est le troisième.

La mobilisation allemande et la riposte française.

Ce n'est point par de simples paroles, par des notes diplomatiques de plus en plus comminatoires, mais par des faits, que se marquent les intentions belliqueuses de l'Allemagne. Dès le samedi 25 et le dimanche 26, les régiments allemands en Alsace prennent la tenue de guerre. Les officiers en congé sont rappelés télégraphiquement, ce qui oblige le ministre de la guerre français à prendre une mesure analogue. Le lendemain 27, les armements allemands se multiplient et se précisent.

Le 28, rappel des réservistes allemands pour le recrutement frontière en Alsace, recensement des véhicules et des chevaux, mobilisation du personnel de l'aéronautique, familles des officiers allemands en garnison sur la frontière expédiées vers l'intérieur, etc..., etc... Mais voici qui est plus grave encore : M. Jules Cambon télégraphie qu'un avis préliminaire de mobilisation a été donné pour toute l'Allemagne.

Le 29 juillet, retour de M. Poincaré et de M. Viviani qui arrivent de Russie. Ils débarquent à la gare de l'Est. Sur tout leur passage, jusqu'à l'Elysée, des acclamations à la fois ardentes et graves saluent les chefs de l'Etat et du gouvernement. Dès ce jour, l'union sacrée se manifeste de la façon la plus émouvante.

Aussitôt l'arrivée des présidents, se tiennent deux conseils des ministres. Entre ces deux conseils se place la fameuse

visite de M. de Schoen à M. Viviani. L'ambassadeur allemand, sur un ton presque menaçant, parle au président du conseil *des mesures militaires que prend le gouvernement de la République*, en ajoutant que la France est libre d'agir ainsi, mais en Allemagne les préparatifs ne pouvant pas être tenus secrets, il ne faudrait pas que l'opinion française s'alarmât si l'Allemagne ripostait.

Jusqu'à présent, le gouvernement français n'avait rappelé aucun réserviste. Aucun transport de troupes n'avait eu lieu vers la frontière. Le général Joffre, chef d'état-major, demandait avec insistance que le dispositif de couverture fût exécuté immédiatement, tout retard pouvant avoir des conséquences désastreuses. Le conseil des ministres décide d'attendre encore un peu pour s'y résoudre.

Le 30 juillet, des troupes allemandes occupent sur la frontière leurs emplacements de combat et exécutent des travaux défensifs. Des concentrations sont signalées dans la région de Trèves. Le général Serré, attaché militaire à Berlin (qui fut tué en Alsace), télégraphie que l'Allemagne, soucieuse de débiter par un coup d'éclat, hâte fébrilement ses préparatifs. Au conseil des ministres, M. Messimy, ministre de la Guerre, fait part du désir du général Joffre qui demande immédiatement la mobilisation de toutes les régions frontières et de toutes les divisions de cavalerie.

Le gouvernement se trouve dans un très grand embarras. Les raisons militaires veulent évidemment qu'on accorde à Joffre ce qu'il exige. Des raisons diplomatiques tout aussi impérieuses commandent la plus grande prudence, la plus grande réserve. Après une longue délibération, le conseil décide d'autoriser la mise en place des troupes de couverture mais avec la réserve suivante : seules les unités pouvant faire mouvement par voie de terre seront dirigées sur leurs emplacements ; aucun homme de réserve ne sera encore appelé ; enfin, les troupes de couverture seront maintenues à *10 kilomètres de la frontière*, pour empêcher tout contact entre les patrouilles allemandes et les françaises.

Cette dernière mesure a valu au gouvernement les plus sévères critiques. Elle avait assurément, au point de vue militaire, quelques inconvénients qu'il ne faut d'ailleurs pas exagérer. Mais au point de vue diplomatique elle produisit partout, surtout en Angleterre, où nous avons tout intérêt à redoubler de précautions, une impression excellente. Elle précisait de la manière la plus nette, l'attitude de la France qui ne se décidait

à la guerre que parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement.

On arrive à cette journée critique du jeudi 30. Dès le matin, le gouvernement français est informé que des troupes allemandes barricadent les routes traversant la frontière, refoulent en France les piétons et les voitures et retiennent les automobiles. A 12 h. 30, une édition spéciale du *Lokal Anzeiger*, journal semi-officieux, publiée à Berlin la nouvelle de la mobilisation générale. Cette édition est saisie quelques instants après et Jagow, secrétaire général des affaires étrangères, téléphone à Jules Cambon que la nouvelle est fausse, avec prière d'en informer « d'urgence » son gouvernement.

Jules Cambon nous a raconté lui-même, plus d'une fois, qu'il n'attacha aucune créance à ce démenti. Il était convaincu que la mobilisation avait été décidée la veille, mais que, par suite de diverses influences : échange de télégrammes entre le Kaiser et le tsar, surtout déclaration de l'Angleterre, qui disait réserver sa complète liberté d'action, ces graves mesures avaient été suspendues.

Le nœud du drame.

Que se passait-il donc à Berlin ? Nous touchons au nœud du drame. Le Kaiser et les dirigeants germaniques s'étaient jetés dans cette affaire avec l'idée, d'abord que la Russie, par suite du mauvais état de son armée, céderait; ensuite que l'Angleterre resterait en dehors du conflit.

Or, cette opinion était en train de recevoir un double démenti. La Russie était visiblement décidée à aller jusqu'au bout. L'Angleterre faisait savoir qu'elle ne pourrait pas rester à l'écart. La veille de ce jour en effet, le 29 juillet, avait eu lieu à Potsdam, sous la présidence de l'empereur, le fameux conseil de guerre où l'état-major, avec une insistance grandissante, leva les dernières hésitations des civils et obtint que la mobilisation serait décidée pour le lendemain. De là, l'information du *Lokal Anzeiger*. Tout de suite après cette réunion, dans la nuit, Bethmann-Holweg rend visite à l'ambassadeur d'Angleterre. Il lui annonce, d'une manière à peine voilée, la catastrophe imminente. « Si l'Angleterre, dit-il, consent à rester à l'écart, le gouvernement impérial est prêt à lui donner toutes les assurances qu'en cas de victoire, il ne cherchera aucun agrandissement territorial aux dépens de la France continentale. Il se refuse toutefois à prendre les mêmes engagements pour les colonies françaises. Il est très réticent à l'égard de la

Belgique, les opérations que l'Allemagne croira devoir y entreprendre dépendant de ce que fera la France. »

Cette communication de l'Allemagne, sur la gravité de laquelle il est inutile d'insister, produit à Londres une très mauvaise impression.

Sir Edward Grey a prévenu déjà auparavant le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne, que celle-ci ne doit pas compter sur « la neutralité britannique, dans toutes les éventualités susceptibles de se présenter ».

Attitude très ferme de la Russie, attitude de l'Angleterre, il y a là de quoi faire réfléchir à la dernière minute les dirigeants civils de l'Allemagne. Sentant sur leurs épaules le poids de leur terrible responsabilité, ils ont à cet instant suprême un sursaut d'hésitation, un dernier scrupule. Ils essaient de se ressaisir, de suspendre le mouvement de la formidable machine qui commence à s'ébranler. Par là s'expliquent le contre-ordre donné à la mobilisation et le démenti de la nouvelle du *Lokal Anzeiger*. Mais les militaires reviennent à la charge avec plus de vigueur que jamais. Ils emportent rapidement les dernières résistances.

Le lendemain 31 juillet, Jagow annonce à Cambon qu'en présence de la mobilisation de l'armée russe, l'Allemagne se voit dans l'obligation de prendre des mesures de précaution. Son gouvernement vient de décider *l'état de danger de guerre*. D'autre part, et ceci est tout aussi grave, sinon plus, il adresse un ultimatum à Saint-Petersbourg. Il somme la Russie de suspendre dans les douze heures toute mesure de guerre, faut de quoi, l'Allemagne ordonnera la mobilisation générale.

Il demande en outre au gouvernement français de déclarer dans les dix-huit heures, si dans une guerre entre l'Allemagne et la Russie la France resterait neutre.

L'instruction qui prescrivait cette démarche à M. de Schoen se terminait par cette *clause secrète* :

« Si, ce qu'il n'y a pas lieu de supposer, le gouvernement français déclare qu'il restera neutre, je prie Votre Excellence de lui déclarer que nous devons exiger, comme gage de sa neutralité, *la remise des forteresses de Toul et de Verdun*, que nous occuperons et que nous restituerons après que la guerre sera terminée. La réponse à cette question doit être connue ici avant demain à 4 heures de l'après-midi. »

La déclaration de l'état de danger de guerre par l'Allemagne, qui est en fait la mobilisation, ainsi que la démarche de son ambassadeur à Paris, obligent le gouvernement français à

prendre les mesures militaires que réclame avec une insistance de plus en plus grande le général Joffre.

Le samedi 1^{er} août, ce dernier vient remettre à M. Messimy une note plus énergique que les précédentes, protestant contre tout retard ; il est entendu par le conseil des ministres.

L'Allemagne, par suite des facilités de sa législation, prenant ainsi sur la France une avance assez considérable, il est indispensable de répondre à toutes ces mesures par la mobilisation générale, faute de quoi Joffre déclare qu'il ne pourrait plus continuer à assumer la responsabilité écrasante de ses fonctions.

Le conseil des ministres décide de faire droit à cette demande. Toutefois, voulant jusqu'à la dernière minute tout tenter pour sauver la paix, il laisse à M. Messimy la faculté de garder par devers lui, l'ordre de mobilisation, quelques heures encore.

A 15 h. 30, le sous-chef d'état-major vient dans le cabinet du ministre chercher le document. A 15 h. 45, il est porté au bureau de poste de la rue de Grenelle. Deux simples lignes : « Mobilisation des armées de terre et de mer. Dimanche 2 août, premier jour de la mobilisation ». C'est tout. En deux ou trois heures, comme si on pressait sur un bouton électrique, la France tout entière va être ébranlée. Pas un village, pas un hameau, perdu au fin fond des campagnes, dans la Bretagne ou les Pyrénées, qui ne reçoive la nouvelle. Quand le télégraphe manque, il est remplacé par le tocsin.

Aussitôt, la France qui moralement était prête, se lève pour marcher au canon.

Le pouls de Paris.

Au plus fort de ces journées tragiques, un procès qui passionna la capitale, venait de se terminer. Du 20 au 29 juillet, M^{me} Caillaux, qui avait quelques mois auparavant (16 mars) assassiné, dans son bureau de la rue Drouot, Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, comparait devant la cour d'assises, présidée, avec une partialité évidente, par un magistrat acquis à l'accusée.

Le procès, où témoignèrent des hommes politiques, des écrivains connus, excita une émotion des plus vives. Les incidents qui se produisirent au Palais, la manière dont le débat était conduit, l'acquittallement, que beaucoup jugèrent scandaleux, tout contribuait à accroître la fièvre du public ; mais cette fièvre s'affaiblit vite dans l'immense rumeur de guerre qui montait de tous les coins de l'horizon.

Il en fut de même de l'assassinat de Jaurès, tué d'un coup de revolver, le 31 juillet, dans un restaurant près de la Bourse. Certains pouvaient craindre que cet assassinat ne provoquât des manifestations socialistes, ne vint troubler l'atmosphère d'union sacrée. Rien de pareil ne se produisit.

Un timide cortège essaie, des hauteurs de Montmartre, de se répandre sur les boulevards. Les cris des manifestants sont littéralement noyés dans la vague d'émotion, de grave enthousiasme qui soulève en ce moment la capitale.

Vers une heure du matin, les cafés venaient de fermer, les boulevards étaient encore pleins de monde, lorsqu'on entend au loin, vers la porte Saint-Martin, le trépignement sonore d'une troupe de cavaliers. Les sabots des chevaux résonnent sur le pavé. Une voix crie : « Les cuirassiers ». Une décharge électrique passe au travers de cette foule. A tous les étages des fenêtres s'ouvrent. Les gens grimpent sur les bancs, sur les tables des cafés. Précédés d'une bande d'enfants et de jeunes gens, les cavaliers paraissent en tenue de campagne, les casques recouverts de housses, gigantesques dans leurs amples manteaux. Une clameur formidable jaillit de toutes les bouches : « Vive la France ! Vive l'armée ! »

Les déclarations de guerre.

La mobilisation générale se fait, en Allemagne, à peu près à la même heure qu'en France. Ce jour-là, dès treize heures, le chancelier envoie à Pourtalès, son ambassadeur, le texte de la déclaration de guerre à la Russie qu'il doit remettre à Sazonof, ce même jour à dix-sept heures, au cas où la Russie n'accepterait pas l'ultimatum adressé la veille. La déclaration de guerre se termine par cette phrase mélodramatique : « Sa Majesté l'empereur, mon auguste souverain, au nom de l'empire, relève le défi et se considère en état de guerre avec la Russie ».

On se croirait au tournoi de Lohengrin !

Ayant déclaré la guerre à la Russie, qu'allait faire l'Allemagne vis-à-vis de la France ? La question ne laissa pas de l'embarrasser quelque peu. Le gouvernement germanique espérait qu'en présence des violations de sa frontière par les troupes allemandes, le gouvernement français prendrait l'initiative d'une déclaration de guerre, ce qui lui aurait permis d'en rejeter sur nous la responsabilité. Le cabinet de Paris se

garda avec soin de tomber dans ce piège. Même après que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris avait demandé ses passeports, Jules Cambon télégraphiait à son gouvernement de ne pas l'obliger à demander les siens : « Il faut, disait-il, me laisser mettre à la porte ».

Dès le dimanche 2 août, à l'aube, les troupes allemandes envahissent le grand-duché de Luxembourg. Le ministre de France a juste le temps de se sauver en automobile. Dans la nuit du 1^{er} au 2, des violations de la frontière se produisent en divers endroits, près de Cirey, à Longwy, Boron, Delle. Un caporal français, Peugeot, est tué à coups de revolver, sur notre territoire, par un lieutenant commandant une patrouille allemande.

Le gouvernement français se contente de protester diplomatiquement.

Se rendant compte que la France, quoi qu'on fasse, ne prendra pas l'initiative de déclarer la guerre, le gouvernement allemand se décide à la déclarer lui-même. Le lundi 3 août seulement, il télégraphie à Schoen de remettre à dix-huit heures cette déclaration.

Le gouvernement allemand prend prétexte de prétendues violations de la neutralité de la Belgique, survolée par des aviateurs français, de bombes jetées par les aviateurs dans la région de l'Eifel, à Carlsruhe et à Nuremberg, pour se déclarer en état de guerre.

Jamais autant de mensonges n'avaient été accumulés en si peu de mots. Cette déclaration restera fameuse dans l'histoire sous le nom des *bombes de Nuremberg*. Personne, à commencer par les Allemands eux-mêmes, ne pouvait croire à cette fable. Elle avait été démentie d'ailleurs par le propre ministre de Prusse en Bavière. Mais il fallait bien trouver un prétexte.

Au dernier moment, à défaut de tout autre, et comme le temps pressait, on recourut à celui-là.

L'attitude de l'Angleterre.

Au sein du cabinet britannique, dès les premières heures de la crise, l'opinion est très divisée et, dans l'ensemble, contraire à une intervention. Seuls, M. Asquith, Premier Ministre, Winston Churchill, et dans une certaine mesure sir Edward Grey, penchaient en faveur d'un secours à donner à la France. Tous les autres étaient contre. Winston Churchill, doué d'un tempérament très allant, prend de lui-même la décision de

maintenir mobilisée la flotte qui venait justement de terminer ses grandes manœuvres. C'était une résolution des plus importantes. Lorsque l'Angleterre, un peu tard, se décide à agir, elle a ainsi sous la main l'instrument naval prêt à frapper.

Lloyd George, alors chancelier de l'échiquier, est un des plus hésitants.

De caractère impressionnable et mobile, docile aux influences qui s'exercent sur lui, il reçut le 30 juillet une importante députation de grands financiers, venant lui déclarer que l'Angleterre ne devait, sous aucun prétexte, participer à la guerre. Pour peu qu'elle se prolonge, disent-ils, elle aura inévitablement pour effet de plonger le monde entier dans un cataclysme financier sans précédent. (Cette prédiction ne manquait pas d'une certaine justesse.) Le seul moyen de sauver l'univers est donc de maintenir leur pays en dehors de la bataille, afin qu'il puisse demeurer le grand marché, le régulateur économique du monde.

Très impressionné par cet argument, Lloyd George se déclare opposé à l'intervention, ce qui augmente d'autant l'indécision du cabinet. Les ministres se réunissent tous les jours, quelquefois deux fois par jour, sans arriver à prendre aucune résolution. Le jour du fameux conseil de Potsdam qui décida la guerre, après que Bethmann-Holweg, en échange de la neutralité britannique, eut proposé à l'ambassadeur d'Angleterre le plus infâme des marchés, Paul Cambon rend visite à sir Edward Grey : « Le gouvernement impérial aurait tort, lui dit en substance ce dernier, de croire que nous resterions en dehors du conflit dans le cas où les efforts tentés dans le but de préserver la paix échoueraient. Mais j'estime nécessaire, ajouta-t-il, de vous faire savoir, d'autre part, que notre opinion publique n'envisage pas la crise actuelle dans le même esprit que la crise marocaine, il y a quelques années. Il s'agissait alors d'une affaire qui nous intéressait au premier chef, qui avait fait le sujet d'un accord spécial entre nos deux pays. Aujourd'hui, on se trouve en présence d'une lutte de suprématie dans les Balkans entre Teutons et Slaves, qui ne nous regarde pas. »

« Voilà un *distinguo* bien subtil », répliqua Paul Cambon, qui exposa la situation de la France, ne pouvant matériellement, ni moralement donner à l'Allemagne l'assurance de sa neutralité, au cas où cette dernière attaquerait la Russie. Il revient à la charge les jours suivants.

Sir Edward Grey refusait de prendre aucun engagement. Il se

retranchait derrière l'état d'esprit du parlement et du public, qui n'étaient pas favorables à l'intervention.

Le samedi 1^{er} août, Paul Cambon revoit sir Edward, au moment où il sort du conseil des ministres. La cause de l'intervention n'a pas avancé d'un pas. Sir Edward Grey le charge de notifier à Paris cette absence de décision.

« Je me refuse à transmettre pareille nouvelle, réplique l'ambassadeur qui insiste, non sans une vive émotion, sur toutes les preuves données par la France de ses intentions pacifiques : résistance à l'état-major qui pressait le gouvernement de mobiliser, recul de 10 kilomètres des troupes sur la frontière. Il attire enfin son attention sur ce point capital : tout le littoral français, au Nord et à l'Ouest, Pas-de-Calais, Manche et Atlantique, est entièrement dégarni ; il peut être impunément insulté par les escadres allemandes. Par suite, en effet, de l'arrangement naval entre les deux pays, la France se charge de la garde en Méditerranée, tandis que l'Angleterre s'occupe de la mer du Nord. L'Angleterre va-t-elle manquer à cet engagement ? Laissera-t-elle, quand se prépare ouvertement la violation de la Belgique, les cuirassés allemands libres de bombarder Cherbourg et Brest ? Ce dernier argument semble impressionner sir Edward Grey.

« Ce furent là, nous racontait plus tard Paul Cambon, *les heures les plus sombres* de ma carrière. »

Le Président de la République venait d'écrire au roi d'Angleterre une lettre émouvante qu'un diplomate du Quai d'Orsay avait portée en personne à Londres. Le roi, bien qu'il fût lui-même d'un avis tout différent, se borna à répondre par une missive des plus vagues, dictée par son cabinet et dans laquelle il déclarait que le gouvernement britannique ne savait pas encore le parti qu'il choisirait.

Le dimanche matin 2 août, nouvelle réunion du cabinet. Un des plus grands financiers de la Cité, Lord X..., y avait été convoqué. Aucune décision n'est prise.

C'est seulement dans la soirée que sir Edward Grey apporte à Paul Cambon l'assurance qu'il attendait. Il vient lui déclarer que le gouvernement a résolu de prêter à la France le concours de sa flotte. Au cas où les escadres allemandes essaieraient de franchir le Pas-de-Calais, la flotte britannique les en empêcherait et l'Angleterre se considérerait en état de guerre avec l'Allemagne.

C'était quelque chose et c'était même beaucoup. Le chef du parti conservateur, après une importante réunion tenue chez

lord Lansdowne, fit une démarche officielle auprès du Premier Ministre pour lui annoncer que, au cas où le gouvernement déciderait d'intervenir aux côtés de la France, les conservateurs soutiendraient à fond cette politique. Cette démarche eut une très grosse influence sur la décision du cabinet.

Violation de la neutralité belge.

L'affaire belge vient juste à ce moment lever les dernières hésitations de l'Angleterre, la pousser à s'engager de toutes ses forces aux côtés de la France.

Dès le 31 juillet, le gouvernement français avait notifié à Bruxelles son intention de respecter la neutralité de la Belgique. Le 1^{er} août il renouvelle catégoriquement cette promesse. Le gouvernement allemand, lui, garde un silence qui commence à inquiéter les Belges et n'est pas sans préoccuper les Anglais. Le 2 août, on apprend à Bruxelles et à Londres la violation du grand-duché de Luxembourg.

A treize heures, ce jour-là, le ministre d'Allemagne à Bruxelles se rend au ministère des Affaires Etrangères, pour demander qu'on veuille bien faciliter le transport des réservistes allemands résidant en Belgique (Dieu sait s'il y en avait !) qui sont pressés de regagner en toute hâte leur pays.

A cela se borne sa communication. A quinze heures, le vice-consul belge de Cologne informe ses chefs que des trains militaires quittent, toutes les trois ou quatre minutes, la gare de Cologne se dirigeant non pas vers la France, mais vers Aix-la-Chapelle, du côté de la Belgique. Ce même jour, le ministre d'Allemagne, dans une interview publiée par le journal *Le Soir*, se porte garant des dispositions amicales de son pays envers la Belgique. « Peut-être, dit-il, le toit de votre voisin brûlera-t-il, mais votre maison sera sauve. »

Or, à dix-neuf heures, il demande une audience immédiate à M. Davignon, ministre des Affaires Etrangères. Il lui remet un ultimatum exigeant de la Belgique le libre passage des armées germaniques.

Avec la Belgique comme avec la France, la diplomatie germanique ne s'est même pas donné la peine de colorer d'un prétexte plausible son ultimatum.

C'est que les diplomates allemands sont de simples instruments entre les mains de l'état-major qui, lui, ne perd pas son temps à chercher de solides raisons. Ici encore, le livre révélé-

lateur de Kautsky apporte les éclaircissements les plus saisissants.

C'est le lendemain matin lundi, à sept heures, que la Belgique doit faire connaître sa réponse. Un conseil se tient dans la nuit, au Palais, sous la présidence du roi. Souverain et hommes d'Etat n'ont pas une minute d'hésitation. Ils décident que leur pays résistera de toutes ses forces aux injonctions germaniques. Le conseil prend fin vers minuit. A sept heures du matin, quelques minutes avant l'expiration du délai, le Baron de Gaiffier, secrétaire général du ministère des Affaires Etrangère, remet la réponse à la légation d'Allemagne.

Ultimatum de l'Angleterre.

L'ultimatum de l'Allemagne, la violation de la neutralité belge, produisent en Angleterre la plus vive émotion. Du coup, toutes les hésitations du gouvernement et de l'opinion publique sont balayées. Le 4 août, sir Edward Grey télégraphie à son ambassadeur à Berlin pour protester énergiquement contre la violation de la neutralité belge ; il exige avant minuit, ce jour-là, l'assurance que la demande faite à la Belgique ne sera pas suivie d'effet, faute de quoi l'ambassadeur réclamera immédiatement ses passeports.

Mais l'Allemagne est maintenant beaucoup trop avancée pour reculer. Sur ses dirigeants politiques, sur son souverain, la démarche comminatoire de l'Angleterre produit un mouvement de stupeur et bientôt après de fureur. Rien, plus que cet étonnement et cette colère n'éclairent la mentalité germanique. Quand on sait que la Belgique et sa neutralité sont la création directe de l'Angleterre, comment ne pas s'attendre à voir cette dernière intervenir, les armes à la main, pour défendre son œuvre ? Et cependant les hommes d'Etat allemands sont surpris et cette surprise n'est pas feinte. C'est qu'ils jugent les autres d'après eux-mêmes. Ils ne comprennent pas qu'un gouvernement attache tant d'importance à des engagements, à des signatures. Quand il reçoit pour la dernière fois l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, le chancelier Bethmann-Holweg lui déclare que les mesures prises par le gouvernement anglais sont « terribles au dernier point » ; juste pour un mot : « neutralité », pour un « chiffon de papier », « la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation qui lui est apparentée, et ne désire rien tant que de rester son amie ».

Il répète devant le Reichstag cet aveu et même il l'aggrave.

« Nous sommes obligés, dit-il avec candeur, de passer outre aux protestations justifiées du gouvernement luxembourgeois et belge. *L'injustice* — je parle ouvertement — *l'injustice que nous commettons de cette façon*, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint. A celui qui est menacé au point où nous le sommes et qui lutte pour son bien suprême, il n'est permis que de songer à percer son chemin. »

C'est la théorie devenue célèbre du chiffon de papier, de « nécessité fait loi ».

Plus tard, la diplomatie et la propagande germaniques, se rendant compte du désastreux effet qu'ont produit dans le monde entier cet aveu, ces paroles à la fois cyniques et imprudentes du chancelier, essaiera de les rattraper. Elle prendra prétexte de prétendus documents découverts à Bruxelles pour démontrer que le gouvernement belge était sorti déjà de la neutralité, avait aliéné sa liberté vis-à-vis de la France et de l'Angleterre.

Pour le moment, sûr qu'il est de la victoire, il ne songe pas une minute à de pareilles précautions.

L'Italie, liée par un traité formel à l'Allemagne et à l'Autriche, invoque une clause de ce traité, le fameux article 7, pour soutenir que l'action de l'Autriche contre la Serbie ayant un caractère agressif, le *casus foederis* ne joue pas. Elle signifie sa décision à Vienne et à Berlin. Quelles que soient les insistances de ses alliés, elle refuse de s'en départir. En vain le gouvernement allemand presse-t-il le cabinet de Vienne d'accorder des concessions à l'Italie, afin de la décider à joindre son sort à celui des empires centraux; tous ces efforts sont inutiles. Le 2 août, le conseil des ministres décide officiellement que l'Italie restera neutre. Guillaume II tente un effort suprême. Il expédie en toute hâte à Rome un de ses aides de camp, porteur pour le roi d'une lettre autographe du Kaiser. Cette démarche ne pouvait produire aucun effet.

Politiquement, diplomatiquement, pour l'Allemagne et pour l'Autriche, passée maintenant au second plan, l'affaire s'engage donc assez mal. Par suite de la violation de la neutralité belge, l'Angleterre se range, dès le début, aux côtés de la France et de la Russie. L'Italie proclame sa neutralité.

Mais au point de vue militaire, le seul qui compte après tout, les Allemands ont si bien préparé leur plan, ils ont avec un soin si minutieux combiné leur offensive, monté les rouages de leur formidable machine, qu'ils se croient certains du succès, et d'un succès foudroyant. Par là s'explique leur conduite.

Toutes les autres considérations disparaissent devant celle-là.

Leurs calculs à cet égard, il faut le reconnaître, n'étaient pas échafaudés à la légère, loin de là. L'organisme militaire que, depuis de longues années déjà, l'Allemagne avait mis sur pied était d'une terrible puissance. Il s'en fallut de peu, de bien peu, qu'il ne broyât devant lui toutes les résistances.

Bibliographie. — Voir la bibliographie du chapitre précédent.

Raymond Recouly. *Les heures tragiques d'avant-guerre* (récits recueillis par l'auteur, des principaux acteurs du drame : R. Poincaré, général Joffre, Viviani, Messimy, Paul et Jules Cambon, Camille Barrère, le baron de Caiffier, Take Jonesco, etc...) (1922). — Prince Lichnowski. *My mission to London* (Londres, 1919). — D.-J. Hill. *Impressions of the Kaiser* (New-York, 1918). — Hillferich. *Die Vorgeschichte des Kriegs* (Berlin, 1920). — Take Jonesco. *Les responsabilités de la guerre* (1921). — Von Tirpitz. *Mémoires* (1923).

CHAPITRE XXII

LA GRANDE GUERRE

L'Allemagne contre la France. — Solidification des fronts. — Changement du généralissime. — Les offensives de Ludendorff. — Le commandement unique : Foch.

L'Allemagne et l'Autriche d'un côté, soit un bloc compact, massif, d'environ cent millions d'habitants ; de l'autre la France, la Russie, l'Angleterre, la Belgique, la Serbie, ce conflit formidable met aux prises la plus grande partie de l'Europe. Un certain nombre de pays qui, dès le début, se tiennent à l'écart, n'attendent qu'une occasion pour se jeter dans la bataille : Turquie, Italie, Bulgarie, Roumanie. De l'Europe, elle s'étendra au monde entier. Le Japon d'abord, plus tard la Chine, le Brésil, l'Amérique enfin, viendront y participer.

Par le nombre, la puissance, la richesse des pays engagés, cette guerre dépasse de beaucoup toutes celles qui s'étaient livrées auparavant et qui sont peu de chose, en comparaison.

Pour la première fois aussi dans l'histoire, on verra ce qu'est vraiment une guerre nationale, dans laquelle non plus seulement une armée professionnelle, comme cela avait été plus ou moins le cas jusqu'alors, mais la nation tout entière, l'arrière comme l'avant, combattants et non-combattants sont également englobés. Toutes les ressources matérielles et morales du pays, toutes ses réserves accumulées pendant des siècles seront jetées dans la bataille et bientôt dévorées par elle. La guerre déterminera de ce fait une intensité de dépense et même de gaspillage, une fureur de destruction absolument inconnues jusque-là.

Si l'on tient compte de sa population, de sa richesse, le bloc des nations de l'Entente semble beaucoup plus fort que celui des empires centraux. Le malheur est qu'il n'est qu'en apparence un bloc. Sa situation géographique et aussi son état

politique le condamnent à combattre pendant longtemps en ordre dispersé. Entre la Russie, d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre, du jour où la Turquie se jette dans la guerre, il n'existe pas de communications faciles pratiques. Cet énorme empire russe plus qu'à demi asiatique qui aurait tant besoin d'être aidé moralement et matériellement par ses alliés occidentaux, qui n'est pas fait pour soutenir une guerre de longue durée, reste abandonné à lui-même. Ce sera là une des causes, la principale peut-être, de son effondrement.

Les empires centraux, eux, possèdent ce que les militaires appellent les lignes intérieures. L'Allemagne, par un jeu de navette très facile, peut transporter en quelques jours ses forces du front d'Orient au front d'Occident, et réciproquement. De plus, elle prend dès le début la direction diplomatique et surtout militaire de la coalition. Elle domine et elle dominera de plus en plus. L'unité de direction, de commandement que les alliés mettront tant de temps à réaliser, qu'ils ne réaliseront d'ailleurs que très imparfaitement, a été obtenue par elle dès les premiers jours.

L'Allemagne contre la France.

Voici ces deux puissants adversaires qui se sont si souvent affrontés sur les champs de bataille, en présence l'un de l'autre.

Par la valeur militaire des soldats, par les qualités guerrières de la race, on peut dire qu'ils se valent à peu près. La Prusse, « l'organe mâle de l'Allemagne », ainsi qu'on l'a justement appelée, a prussianisé, surtout au point de vue militaire, tout l'empire. Les corps bavarois, hessois, saxons, wurtembergeois sont aussi bons ou presque que les corps prussiens.

Les qualités guerrières étant à peu près les mêmes, ce qui amènera le déséquilibre, la victoire de l'un, la défaite de l'autre, c'est la préparation matérielle, l'entraînement, l'organisation de l'armée, surtout les mérites de l'état-major et du haut commandement.

Pour la préparation matérielle, l'Allemagne a un avantage marqué sur la France. Elle a consacré plus de soins, plus d'argent à son armée. Son régime, à cet égard, l'a grandement servie, le pouvoir de l'empereur, chef suprême de la guerre, n'étant pas limité par les droits, les résistances du parlement. En ce qui concerne le matériel, dont l'importance est de plus en plus grande dans la guerre moderne, la supériorité est, dans

l'ensemble, du côté de l'Allemagne. Son fusil est plus récent et meilleur que le nôtre. Notre soixante-quinze vaut mieux que son canon de campagne, mais elle a beaucoup plus de ces canons que nous. Elle a surtout une formidable artillerie lourde, composée des modèles les plus récents, les plus perfectionnés, alors qu'à cet égard nous n'avons que peu de chose à lui opposer. Par la faute de nos chefs civils, trop portés à rogner le budget de la guerre et plus encore de nos chefs militaires, chez qui le mieux est l'ennemi du bien, trop persuadés que le soixante-quinze, ce maître Jacques, peut suffire à tout, l'armée française part en campagne presque sans artillerie lourde. Elle se trouvera de ce fait dans un état d'infériorité, qui se fera vivement sentir dès les premiers combats.

Il y a, dans l'armée française, un seul canon de soixante-quinze pour six cent soixante-dix hommes, bien loin des quatre pièces pour mille hommes prescrites par Napoléon. Notre dotation en mitrailleuses est tout aussi insuffisante. Là encore les Allemands ont, beaucoup mieux que nous, profité des enseignements des guerres récentes, surtout de la guerre russo-japonaise. Ils connaissent mieux que nous également l'emploi des fils de fer, des tranchées improvisées, des fortifications de campagne. Toute cette partie de l'instruction a été terriblement négligée dans l'armée française.

Même supériorité du côté de l'Allemagne pour ce qui est du matériel accessoire : téléphone, télégraphe, outils de toutes sortes, explosifs, canons de tranchées, etc..., etc.... L'uniforme allemand est plus pratique, moins visible que le nôtre qui, en dépit de maints efforts, de maintes expériences, conserve encore cet anachronisme : le pantalon rouge. Si ce côté matériel avait été à tel point négligé dans notre armée, ce n'est pas uniquement par apathie et par laisser aller. L'influence des idées, des théories nouvelles, en matière de tactique, y a beaucoup contribué. En réaction contre la méthode, fort raisonnable et fort sage, préconisée par Bonnal et Foch, une jeune école, représentée par le colonel de Grandmaison, était parvenue à propager cette idée que l'offensive à outrance, l'engagement de toutes les forces dès le début sur un large front, suffit à tout. Il n'existe pas d'autre méthode, disait-on, que l'attaque immédiate et totale.

Ce sont des idées rudimentaires, fort imprudentes, relevant de Souvarof beaucoup plus que de Napoléon, ne tenant aucun compte de l'effet terriblement meurtrier des engins à tir automatique.

La proportion des réservistes, forcément moins bien entraînés, dans les corps allemands est sensiblement moindre que dans les corps français : trois cinquièmes en France dans les unités actives, deux cinquièmes en Allemagne.

Ces diverses causes d'infériorité, en même temps que des erreurs stratégiques commises au début, expliquent les résultats malheureux des premières batailles. Grâce à l'élasticité du tempérament français, aux qualités de débrouillage innées de la race, elles furent assez rapidement corrigées dans la mesure du possible. Quelques semaines de campagne firent des unités de réserve, très inférieures au début, l'équivalent ou à peu près des corps actifs. Enfin le haut commandement fut, après quelques fautes initiales, nettement supérieur du côté français.

Le plan de campagne.

L'état-major germanique ayant, depuis la conclusion de l'accord franco-russe, envisagé une guerre à conduire sur les deux fronts, avait, sous l'influence de von Schlieffen, chef d'état-major, depuis 1891, conçu un vaste plan de débordement, consistant à passer par la Belgique, en tournant ainsi les puissantes lignes de forteresses, qui protégeaient notre frontière de l'Est; tandis que quelques corps allemands, se tenant sur la défensive, essaieraient d'arrêter tant bien que mal l'offensive russe sur le front d'Orient, la masse principale des armées germaniques devait, en tournant les défenses françaises, en attaquant la France par le point où elle est le plus vulnérable et le plus dépourvue de fortifications, atteindre la capitale et nous mettre en quelques semaines hors de combat. C'est donc du côté du Nord, à travers la Belgique, que l'état-major germanique comptait porter son principal effort.

Ses intentions étaient connues. Un certain nombre de symptômes indiscutables, la construction de gares, de quais de débarquement dans l'Eiffel avertissaient l'état-major français de ce plan germanique. La faute commise par nous porta non point sur le principe du passage par la Belgique mais, ce qui était très important, sur ses modalités. L'état-major français demeurait convaincu que le mouvement enveloppant de l'Allemagne ne dépasserait pas la Meuse, qu'il ne s'étendrait pas à la rive gauche de ce fleuve.

Sur quoi reposait cette conviction? Sur un calcul établissant le nombre de divisions dont l'Allemagne pouvait dès le début disposer contre nous. Etant donné la quantité de terrain à

couvrir depuis l'Alsace, on en déduisait qu'elle n'aurait pas assez de troupes pour étendre son front sur la rive gauche de la Meuse. C'est le type de ces raisonnements d'état-major qui, partant de principes discutables et assez souvent faux, en déduisent avec une rigueur et une logique inflexibles des conséquences également fausses. Les Français, civils ou militaires, beaucoup plus encore les militaires que les civils, pour qui la logique mène les affaires de ce monde, sont assez portés, par tempérament et par nature, à des erreurs de ce genre. En réalité, l'Allemagne, grâce à la surabondance de ses effectifs, à l'entraînement de ses troupes, put mettre en ligne dès le début plus de divisions que son adversaire ne lui en supposait.

En regard de ce plan allemand, le plan français, tel que l'avait établi, en avril 1913, le conseil supérieur de la guerre comportait, aussitôt la concentration terminée, une double attaque contre les armées allemandes, à droite, en Lorraine; à gauche, au nord de la ligne Verdun-Metz.

Ce plan d'attaque ainsi que la disposition des armées, il était impossible que les manœuvres allemandes, à mesure qu'elles se développaient et se révélaient, n'eussent pas pour effet de les modifier. Après quelques hésitations et quelques retards, l'état-major français fut obligé de se rendre à l'évidence, de constater qu'une partie très considérable des forces allemandes traversaient la Belgique, se disposaient à nous attaquer par le Nord-Est: d'où une modification notable de la disposition des armées; liberté laissée au général Lanrezac, commandant notre armée de gauche, d'obliquer vers le Nord-Ouest.

À cela près, les plans de l'état-major français furent maintenus: attaque des première et deuxième armées en Alsace et en Lorraine, de la quatrième armée à travers le Luxembourg belge.

La bataille des frontières.

Toutes ces offensives échouent. Notre armée de gauche qui s'est avancée jusqu'en Belgique perd la bataille de Charleroi. Elle est obligée de se replier à vive allure, en même temps que les trois divisions du corps de débarquement anglais opérant en liaison avec elle.

La bataille dite des frontières est perdue.

Les causes de cette défaite sont pour une bonne part celles qui ont été énumérées plus haut: supériorité de préparation de l'armée allemande, beaucoup plus largement dotée que la nôtre en mitrailleuses; artillerie lourde; mauvais terrain choisi.

pour notre offensive, surtout celle de la quatrième armée ; nombreuses erreurs de tactique ; les troupes jetées follement en avant sans préparation suffisante ; absence de liaison entre les unités ; faiblesse manifeste d'un certain nombre de généraux.

La situation était gravement compromise. Il se trouva un chef, un très grand chef pour la rétablir.

Le général Joffre.

Par un de ces effets du hasard, ou de la Providence, comme on pourrait en citer un certain nombre aux heures les plus critiques de notre histoire, l'homme sur qui reposent alors les destinées de la France possède exactement les qualités qu'il faut, le tempérament, le caractère pour supporter sans fléchir cette charge écrasante.

Officier du génie, après une belle carrière coloniale, Joffre est parvenu au plus haut grade : il est chef d'état-major depuis trois ans. Ce Pyrénéen de Rivesaltes est un *méridional froid*, au teint blond, aux yeux clairs. Large d'épaules, solidement bâti, il donne avant tout une impression de vigueur robuste, de force massive.

Quelqu'un, qui n'était pas sans expérience en cette matière, Napoléon, dans la solitude de Sainte-Hélène, s'est posé cette question : « Quelles sont les qualités qui font un grand général ? » Il est bien rare, dit-il, de les trouver réunies chez le même homme. La première de toutes est l'équilibre entre l'intelligence et le caractère. Il faut, dit Napoléon, que les qualités de l'esprit et celles de la volonté se fassent harmonieusement contrepoids. Un général qui a plus d'intelligence que de caractère, ressemble à un navire qui aurait trop de voiles et pas assez de carène : au moindre coup de vent, il risque de chavirer. Si, par contre, il a trop de carène et pas assez de voiles, le navire n'avance pas.

Joffre possède cet harmonieux équilibre entre la faculté de comprendre et celle de vouloir. Son optimisme est imperturbable. Il repose non point sur une confiance béate, mais sur la conviction profondément ancrée en lui qu'un grand pays comme la France, pourvu qu'il ne s'abandonne pas, qu'il se raidisse au plus fort de la tourmente, ne peut pas et ne doit pas succomber. Telle est la foi qui l'anime et qu'il fait passer chez tous ses collaborateurs, chez tous les généraux, dans l'armée tout entière. Des fautes ont-elles été commises ? On va s'employer à les réparer. Des insuffisances se sont révélées dans

l'instruction, dans l'entraînement des troupes ? On va sans retard y pourvoir. Des généraux, beaucoup trop de généraux se sont montrés inférieurs à leur tâche ; ils seront du jour au lendemain remplacés. Joffre s'applique à cette partie essentielle de sa tâche. Il n'en est pas qui exige de sa part plus de courage. Beaucoup de ces chefs qui vont être sacrifiés, limogés comme on dit, sont ses camarades, ses amis. Beaucoup ont derrière eux les protecteurs les plus puissants qui, après les avoir fait nommer, ne se résigneront pas aisément à les voir frapper de la sorte. Il n'importe. Toutes ces considérations ne pèsent d'aucun poids. Une seule préoccupation domine Joffre : l'intérêt du pays, la nécessité de choisir les hommes les plus capables de mener leurs troupes à la victoire. Il fait preuve à cet égard d'un jugement infaillible. Tous ceux qui devaient par la suite s'illustrer dans la guerre furent désignés par lui dès les premiers jours : Foch, Pétain, Franchet d'Esperey, Mangin, Humbert, Maud'huy, etc..., etc.... Des dizaines et des dizaines de généraux furent ainsi remplacés sur-le-champ. Ceux qui prirent leur place se révélèrent excellents.

La bataille de la Marne fut gagnée avant tout parce que, contrairement à ce qui se produisit en 1870, où les chefs français, trop souvent, ne se portèrent aucun secours, il y eut, d'un bout à l'autre de cet immense front, une entente, une collaboration parfaite entre tous les exécutants.

La retraite de la Marne.

En présence des défaites du début, de la rapidité foudroyante avec laquelle s'avancent vers la capitale les armées allemandes de l'aile enveloppante, un regroupement des forces françaises s'impose. Il faut gagner du temps, prendre du champ.

Tandis que son aile droite accrochée à Nancy et à Verdun tient bon, Joffre replie toute sa gauche. Il profite de ce repli pour remettre de l'ordre dans les unités, reprendre en mains les troupes, perfectionner leur entraînement et leur préparation.

Alors commence cette mémorable retraite d'une immense armée, cédant chaque jour un nouveau morceau du territoire, mais gardant intacts son moral, sa confiance, sa volonté de vaincre. On recule parce que le généralissime en a décidé ainsi, non point parce que les Allemands paraissent victorieux. Chaque fois qu'arrive l'ordre de se mesurer avec eux, instantanément les troupes qui retraitsaient se retournent, font tête à l'adversaire et très souvent le battent. C'est ce qui arrive pour l'armée

Lanrezac à Guise, pour la belle division du Maroc à La Fosse-à-l'Eau. On pourrait en citer bien d'autres exemples.

C'est un point sur lequel on ne saurait trop insister, parce que, sans cela, la victoire de la Marne apparaît comme un événement surnaturel, inexplicable.

Par l'instruction générale du 28 août, Joffre prescrit la formation dans le camp retranché de Paris, d'une forte armée, sous les ordres du général Maunoury ; la formation au centre, entre les quatrième et cinquième armées, d'une armée qui va être commandée par Foch rappelé en toute hâte de Lorraine.

Constitution de l'armée Maunoury à l'extrême gauche, de l'armée Foch au centre, telles sont les deux décisions dont la victoire de la Marne devait sortir. Ce sont les germes qui produisirent le fruit.

La bataille de la Marne.

Tandis que Joffre parcourt inlassablement la plus grande partie du front, visite ses commandants d'armée, se tient en contact étroit avec chacun d'eux, change, avant la bataille, deux d'entre eux : Lanrezac et Ruffey, le généralissime allemand Moltke demeure à son quartier général de Luxembourg, à plusieurs centaines de kilomètres du front, laissant le plan qu'il a conçu se dérouler selon le rythme, d'après le mouvement prévu, s'en remettant pour l'exécution, à chacun de ses lieutenants.

Le Germain est porté, par tempérament, à croire qu'un plan, une organisation quelconques, valent uniquement en eux-mêmes. Rien n'est plus faux. Les plans stratégiques valent beaucoup moins par la manière dont ils sont conçus que par celle dont ils sont exécutés. Napoléon, qui se tenait sur place, qui dirigeait tout par lui-même, était si peu l'esclave de son plan qu'il lui arriva, la veille d'une grande bataille, de le changer du tout au tout. C'est ce qu'il fit à Iéna.

Déjà en 1870, Moltke renonçant à diriger lui-même, avait laissé chacun de ses généraux se débrouiller comme il le pouvait. Foch, dans son livre : *La conduite de la guerre*, l'a établi, preuves en mains, d'une façon indiscutable. La guerre fut gagnée par les Allemands uniquement parce qu'ils trouvèrent devant eux des généraux français pour la plupart incapables. En 1914, les mêmes erreurs recommencent de la part du haut commandement germanique. Elles sont cette fois beaucoup plus graves parce que le front est autrement étendu, les forces à diriger autrement considérables. Or, ce commandement

médiocre a devant lui un commandement français qui sait son métier. Par là s'explique, pour une bonne part, la différence des résultats.

Suivant l'exemple de son oncle, Moltke, le neveu, a monté la machine une fois pour toutes. Il n'y a qu'à la laisser marcher sans tenir compte de tous les obstacles, de tous les accidents qui peuvent survenir.

Les commandants d'armée, recevant de leur chef des directives très vagues, en prennent à leur aise avec ses instructions. Il est curieux de voir l'attitude de Moltke chaque fois qu'ils lui désobéissent. Au lieu de les relever vertement, il couvre de son silence ces désobéissances, persuadé qu'aujourd'hui comme en 1870, le dénouement sera malgré tout très heureux.

Par suite de cet effacement les désobéissances ne font que s'accroître, surtout chez von Kluck, à qui est dévolu le rôle essentiel, tourner l'armée adverse.

Von Kluck est à l'aile marchante et l'on peut vraiment dire qu'elle marche, d'une allure endiablée. Quand on suit son mouvement jour par jour, à travers la Belgique et le nord de la France, on est émerveillé, stupéfait de sa rapidité. C'est un torrent qu'il n'est pas facile de contenir ni de régler. Les ordres du grand quartier général lui courent après sans le rattraper. Quand ils lui parviennent, la situation est souvent toute différente de celles qui avait été prévue.

Le 3 septembre, trois corps d'armée de von Kluck sur cinq ont déjà franchi la Marne. C'est alors que lui parvient l'ordre de s'échelonner en profondeur à l'arrière de la deuxième armée, commandée par von Bulow. Un pareil ordre prouve clairement que le grand quartier général n'a pas la moindre idée de la situation exacte où se trouvent en ce moment les corps d'armée de von Kluck. Il les croit beaucoup moins avancés vers le sud qu'ils ne le sont en réalité. Il est, comme en 1870, dans un épais brouillard touchant les mouvements de ses armées.

Quand il apprend le 3 septembre au soir, le glissement de von Kluck vers le sud, Gallieni communiquant aussitôt avec Joffre, suggère l'attaque dans le flanc de cette armée allemande, par l'armée Maunoury. Joffre décide l'arrêt de la retraite, l'offensive générale; il lance, le 5 septembre, son fameux ordre du jour qui contient cette phrase : ... « Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. »

Matériellement et moralement, ce brusque demi-tour des

Français, ce passage subit de la marche en arrière à la marche en avant, produit sur les armées allemandes un violent effet de surprise. Mauvais psychologues, portés d'instinct à mésestimer leur adversaire, dont ils ne connaissent ni le tempérament, ni les qualités, les Allemands, enivrés par deux semaines de marche triomphale, croient leur ennemi hors d'état de se retourner, de se mesurer avec eux.

L'offensive de Maunoury tombe sur von Kluck comme mars en carême. Attaqué en même temps sur sa droite et sur son centre, von Kluck est obligé de faire remonter ses corps d'armée à vive allure. Certains d'entre eux viennent se jeter dans les communications de l'armée voisine. Il en résulte un grand désordre. « Le neuvième corps de von Kluck, écrit von Bulow, masquait l'aile droite de la deuxième armée, de sorte qu'un de nos corps, le septième, se trouvait complètement paralysé dans ses mouvements, le 6 septembre. » Il en résulte ainsi que la remontée subite vers le Nord de l'armée Kluck creuse un vide énorme entre cette armée et l'armée voisine qui, poussée par les divisions anglaises et l'armée Franchet d'Esperey, se trouve dans une situation de plus en plus critique. Von Kluck essaie vainement de tourner l'armée Maunoury. Au centre von Bulow et von Hausen tentent d'enfoncer coûte que coûte l'armée Foch aux Marais de Saint-Gond et à Fère-Champenoise. Car le généralissime allemand avait changé son plan. Sentant qu'il n'obtiendrait pas la décision à l'aile droite, par suite de la résistance acharnée que rencontrait devant elle l'armée Kluck, il essaya de l'obtenir au centre en enfonçant le front ennemi des deux côtés de Fère-Champenoise, où se trouvait l'armée Foch. Tous ses efforts sont vains. Les Français tiennent partout. Insuccès au centre, situation de plus en plus critique à droite par suite du vide grandissant entre les armées Kluck et Bulow. Le généralissime allemand ne bougeant pas de son quartier général, situé à une énorme distance, s'obstinant à ne rien diriger, se fait représenter par un simple lieutenant-colonel, Hentsch. C'est ce dernier qui donne de sa part, l'ordre de retraite s'étendant à la plus grande partie du front.

Voilà en gros l'explication de la bataille de la Marne, dont on peut dire qu'elle a été autant, sinon plus, perdue par les Allemands que gagnée par les Français; il en est d'ailleurs ainsi de la plupart des batailles. Ce qu'on appelle la victoire est presque toujours remporté avec des résidus, des restes. Les plateaux de la balance se tiennent longtemps en équilibre. Il

suffit du moindre poids supplémentaire pour faire pencher l'un des deux.

Cela ne diminue en rien, tout au contraire, le courage, l'endurance, l'héroïsme des soldats, le mérite de leurs chefs, et en premier lieu du général Joffre.

La médiocrité du haut commandement germanique ne se manifesta pas seulement par cette absence de direction. Il commit quelque temps avant la Marne une autre erreur des plus graves, qui contribua elle aussi pour une assez large part à sa défaite.

Les Russes avaient pris dans la Prusse orientale une offensive vigoureuse, refoulé les forces allemandes bien inférieures en nombre, pénétré sur le territoire de l'empire. Leurs succès causèrent à Berlin une alarme d'autant plus vive que les grands propriétaires possèdent, pour la plupart, leurs biens familiaux dans cette province. Leur influence se fit sentir en haut lieu. Le gouvernement décida qu'il convenait, coûte que coûte, d'arrêter cette offensive ennemie. On rappela du front d'occident deux corps d'armée qui furent expédiés en toute hâte dans la Prusse orientale. Hindenburg, rappelé de la retraite, secondé par Ludendorf, reçut le commandement de ces forces regroupées et renforcées. Il remporta sur les Russes, surpris en pleine avance, dont les deux armées, bien qu'opérant dans un terrain très difficile, n'avaient entre elles presque aucune liaison, l'éclatante victoire de Tannenberg (25 août 1914).

La Prusse orientale était sauvée, mais l'Allemagne perdait la bataille de la Marne et du même coup la guerre ; ces deux corps d'armée, prélevés justement à l'aile droite, là où le haut commandement en avait le plus besoin, firent gravement défaut dans la bataille. S'ils avaient été là, peut-être le résultat aurait-il été changé.

On saisit ici l'influence des considérations politiques et d'ordre sentimental sur les nécessités purement militaires qui, dans une guerre vigoureusement et intelligemment conduite, doivent toujours passer au premier plan.

Solidification des fronts. Guerre de tranchées.

Quelques jours après la Marne, le front, jusque-là mouvant, se solidifie. L'armée allemande, connaissant mieux que la nôtre l'emploi judicieux des tranchées, des réseaux de fils de fer que quelques mitrailleuses bien placées suffisent à défendre, creusa le sol, s'enterra dans des fortifications de jour en jour plus per-

fectionnées, où elle n'eut pas de peine à arrêter les armées poursuivantes. Qu'une ligne ininterrompue de fortifications rapidement édifiées, s'étendant sur des centaines de kilomètres, se prolongeant bientôt jusqu'à la mer du Nord, pût ainsi résister à toutes les attaques, contenir l'élan de l'adversaire, ce fut pour beaucoup une violente surprise, une véritable révélation.

Un des chefs les plus allants de notre armée près de qui l'auteur de ces lignes se trouvait, avait donné l'ordre, le 13 septembre, de pousser sa division, avant la nuit, de l'autre côté de Reims. Vers 10 heures du matin, comme on était arrêté depuis deux heures déjà, son officier d'ordonnance vint timidement lui dire : « Mon Général, dois-je commander ici le déjeuner ? » Il se fit rabrouer d'importance : « Vous êtes fou, répondit l'autre, nous allons déjeuner à Fismes ; quelques misérables fils de fer pourraient-ils nous en empêcher ? » Or, pour arriver à Fismes, il fallut plus de quatre années.

Une nouvelle forme de guerre commence, la guerre de tranchées, qu'on a souvent opposée à la guerre de mouvement. Cette opposition n'est qu'apparente ; elle dérive d'une vision superficielle des choses. En réalité, la solidification du front, la guerre de tranchées ne sont, de part et d'autre, qu'une manifestation d'impuissance.

L'art de la guerre consiste avant tout à rechercher un équilibre, aussi parfait que possible, entre ces trois facteurs : le matériel, le moral et l'entraînement des troupes, l'intelligence et la valeur du commandement. Si l'un de ces facteurs manque ou se fait insuffisamment sentir, l'équilibre est rompu. Il est impossible d'arriver à aucune décision.

Tout de suite après la Marne, le matériel fait gravement défaut. Les deux adversaires, la France beaucoup plus encore que l'Allemagne, passent par une crise terrible des munitions.

Chacun des belligérants essaie de combler ce vide. C'est entre eux une course, où chacun met en œuvre toutes ses ressources, toute son ingéniosité.

Ce n'est pas le matériel seul qui est insuffisant, mais aussi la manière de s'en servir.

Il s'agit de trouver, pour cette forme de guerre toute différente, de nouvelles méthodes stratégiques et tactiques. La solidification des fronts, leur étendue qui ne laisse aucune place pour les manœuvres d'enveloppement, posent au commandement un problème très difficile.

La solution qui se présente à l'esprit tout d'abord, la fameuse

percée, sur laquelle Français et Allemands s'hypnotisèrent pendant si longtemps, n'est qu'une apparence, un trompe-l'œil. Cette percée ne se réalise jamais, tant qu'il reste à l'arrière des réserves suffisantes pour boucher le trou. On arrive à crever la croûte ; mais elle se referme presque aussitôt. Tous les efforts accomplis dans ce sens, le sont en pure perte. Ce fut le cas pour l'offensive française de Champagne en 1915, pour celle des Allemands, l'année suivante à Verdun. L'état-major germanique fait intervenir cette fois, un élément de *surprise*, dont il essaiera de se servir de plus en plus au cours de ses offensives ultérieures, et qu'il arrivera à manier avec une véritable maîtrise. Mais ce facteur-là n'est pas suffisant pour assurer le succès. L'offensive de Verdun s'opère sur un front trop peu étendu. Les Allemands, au cours de la bataille, essaient de l'étendre en faisant porter leurs efforts sur la rive gauche de la Meuse.

Il est trop tard. L'armée française dispose de réserves trop importantes pour qu'elle ne soit pas en état de venir à la parade. Toutes les divisions de cette armée, comme la chaîne d'une noria, sont jetées l'une après l'autre, dans la bataille. On les y laisse un certain temps, jusqu'à ce qu'elles aient subi un chiffre déterminé de pertes, atteint un certain degré d'usure, après quoi on les retire pour les remplacer par d'autres.

Le problème à résoudre, somme toute, ce dont de part et d'autre on met longtemps à s'apercevoir, n'est pas de percer le front, mais bien d'user suffisamment les réserves de l'adversaire, pour qu'il n'ait plus rien à vous opposer.

L'offensive française sur la Somme, durant l'été de 1916, représente, dans ce sens, un très sérieux progrès. Elle se fait sur un front beaucoup plus étendu. Le matériel qu'elle met en œuvre est déjà formidable. Elle n'est pas loin d'atteindre le but recherché : l'usure des réserves ennemies.

L'Allemagne, comme conséquence de cette bataille, souffre d'une *crise d'effectifs*, infiniment plus grave que celle des munitions, parce qu'elle est plus difficilement remédiable. Si l'état-major français avait poursuivi ses efforts, il pouvait, à la fin de cette année ou au commencement de l'année suivante, arriver à des résultats décisifs.

Il fallait pour cela faire suivre l'offensive de la Somme d'une autre, exécutée le plus rapidement possible, en raccourcissant la durée de l'entr'acte, de manière à ne pas laisser à l'Allemagne le temps de constituer d'autres réserves.

L'état-major germanique, à court d'hommes, fit flèche de

tout bois. Il enrôla tout ce qui pouvait être enrôlé. Il songea dès lors à raccourcir sensiblement son front occidental de manière à le tenir avec moins de divisions.

C'est la meilleure preuve que le dernier coup franco-britannique avait porté.

Malheureusement, des influences politiques vinrent, à ce moment, se jeter au travers des plans militaires. Elles en dérangèrent l'exécution. Elles en compromirent le succès.

Durant la première période de la guerre, le parlement avait à peu près laissé les mains libres au haut commandement. Au moment de la marche des Allemands sur la capitale, gouvernement et Chambres s'étaient transportés à Bordeaux. Ils y restèrent assez longtemps. Ils en revinrent petit à petit; mais à mesure que le front se solidifiait, que le danger paraissait moins imminent, la participation du parlement à la conduite de la guerre se fit de plus en plus sentir.

Elle produisit quelques heureux effets en ce qui concerne, par exemple, les munitions et le matériel.

Plus la guerre s'éternisait, plus *l'union sacrée*, telle qu'elle s'était manifestée au début, était difficile à maintenir. Les ambitions, les intrigues parlementaires, les rivalités de groupes recommençaient fatalement.

Joffre, le vainqueur de la Marne, était de plus en plus critiqué. Une campagne, d'origine parlementaire, se dessinait contre lui. Elle aboutit vers la fin de 1916 à son remplacement.

Changement du généralissime.

Par qui serait-il remplacé? S'il n'avait été tenu compte que des raisons militaires, les seules qui dans la conduite de la guerre devraient intervenir, Foch, de toute évidence et en toute justice, aurait dû prendre sa place. Il avait été son second, un très brillant second, quand tout de suite après la Marne, il fallut, en collaboration avec l'armée britannique, contenir dans le nord, la poussée des Allemands vers Calais.

Il avait fait ses preuves sur la Somme. Il possédait, ce qui est un point essentiel, la pleine confiance des Anglais avec qui il s'entendait à merveille.

Des raisons purement politiques le firent écarter. On le trouvait trop religieux, trop catholique,

« C'est un mystique », dit un jour de lui un président du conseil à l'auteur de ces lignes; sans prendre d'ailleurs, et pour cause, la peine d'expliquer en quoi se marquait ce mysticisme.

Si l'on écartait Foch, il restait Pétain qui venait de diriger brillamment la bataille de Verdun. Les hommes politiques ne le trouvaient pas assez souple.

On choisit Nivelle qui était, certes, un excellent commandant d'armée, mais qui très certainement ne possédait pas, à l'égal de Foch et de Pétain, l'ensemble des hautes et rares qualités indispensables à un généralissime.

La nomination d'un nouveau généralissime, faite à ce moment-là, exerça sur la suite de la guerre une influence désastreuse. « On ne change pas les chevaux au milieu du gué » ; jamais la vérité de ce proverbe n'apparut plus éclatante.

Joffre avait préparé, en profitant de tous les enseignements de la Somme, une offensive franco-britannique, beaucoup plus importante, qui devait se déclencher dès le début de février 1917 et porter sur les deux branches du saillant très accentué que formaient les lignes germaniques dans la direction de Noyon. Or, c'est justement ce saillant que Ludendorff se préparait à évacuer, parce qu'il était très difficile à défendre. La date prévue pour ce vaste repli était précisément les premières semaines de février. L'offensive des alliés serait donc tombée sur les Allemands, au moment où ils évacuaient leur position ou se préparaient à l'évacuer, ce qui est une opération très délicate, plus particulièrement dans la guerre de tranchées, nécessitant l'emploi d'un matériel énorme, très difficile à déménager.

Toutes les conditions les plus favorables se trouvaient ainsi réunies pour que cette attaque des alliés, entreprise sur un large front, avec des moyens et des effectifs considérables, pût obtenir un très grand succès.

Le changement du généralissime produisit un premier résultat aussi mauvais que possible : il fit reculer la date de cette offensive, ce qui donna à l'état-major allemand le temps d'effectuer son repli en toute tranquillité, sans être inquiété, sans perte d'hommes, ni de matériel.

Ce vaste repli effectué, grand succès pour les Allemands, le problème pour le commandement français se posait d'une façon toute différente et dans des conditions incontestablement moins bonnes.

Il fallait modifier le plan d'offensive. C'est une nécessité dont le général Nivelle ne se pénétra pas suffisamment. Les modifications qu'il y apporta étaient loin d'être suffisantes. Le projet auquel finalement il s'arrêta présentait de multiples défauts. Il était trop simple, trop rudimentaire, pas assez

étudié, dans l'ensemble comme dans les détails. Il avait le tort de préparer le deuxième acte plus que le premier, l'exploitation de la victoire plus que la victoire elle-même. Il s'attachait à la partie la plus difficile, la plus dure des positions allemandes. Il prenait, si l'on peut dire, le taureau par les cornes, ce qui est souvent une mauvaise manière de le prendre. Enfin, il n'inspirait pas confiance — c'est là un défaut des plus graves — à certains de ceux qui avaient la charge de l'exécuter.

Cette offensive se fit malgré tout, non sans avoir provoqué entre le gouvernement et le commandement, entre ce dernier et les exécutants, des tiraillements fâcheux qui amenèrent le général Nivelle à donner, puis à reprendre sa démission.

Mauvais prélude à coup sûr pour une opération de cette envergure.

Son échec, qui fut indiscutable, amena le changement du généralissime, son remplacement par Pétain ; il provoqua dans l'armée une crise de confiance grave qui, survenant à ce moment, pouvait déterminer une catastrophe. Des mutineries éclatèrent parmi les troupes, moins d'ailleurs parmi les unités combattantes que dans certains régiments au repos, contaminés de l'arrière par une propagande défaitiste, insuffisamment surveillée par la police et le ministère de l'Intérieur, dont c'était cependant le devoir essentiel.

Le général Pétain eut à reprendre en mains, à reconstituer moralement une armée qui venait de subir un échec, dont la confiance se trouvait ébranlée.

Ici encore, comme avant la Marne, la France eut la chance inespérée de trouver le chef qui convenait le mieux à cette tâche.

De belle prestance et de haute taille, froid d'apparence et quelque peu distant, élégant dans ses manières, attentif, mesuré, parcimonieux dans ses propos, Pétain, sous des dehors marmoreux, sous des traits volontiers ironiques, cache une sensibilité des plus vives, mêlée peut-être d'un peu de timidité.

Joffre et Foch, les deux autres grands chefs de la guerre, sont des méridionaux. Celui-ci, au contraire, est un homme du Nord ; il y a en lui quelque chose de Turenne.

La spontanéité, l'élan, à plus forte raison l'impétuosité sont contenus, disciplinés et même refoulés. Une intelligence large, méthodique, le sens inné de l'ordre, un cerveau d'une clarté, d'une lucidité exceptionnelles, une tête à *compartiments*, où chaque objet se trouve d'emblée étiqueté et classé. Il s'attela

dès le premier jour à cette tâche : la réorganisation matérielle et morale de l'armée. Il parcourut le front d'un bout à l'autre, inspecta divisions par divisions, régiments par régiments, convoquant les officiers, s'entretenant avec eux, leur expliquant d'une façon simple et claire, les points capitaux de leur mission, attentif au bien-être, au confort, à la santé des troupes. En quelques semaines, l'armée s'était reprise, preuve que le fond était demeuré excellent.

Malheureusement, il ne pouvait plus être question d'entreprendre de longtemps une offensive de grande envergure, d'autant que, juste à cette époque, survenait un événement d'une portée incalculable : l'effondrement à peu près complet du front russe, par suite de la révolution de mars 1917, la chute du régime tsariste, la débandade des armées (juillet, août) puis le coup d'Etat bolchevique (octobre), amenant au pouvoir Lénine et ses acolytes, prêts — et ils ne s'en cachaient pas — à abandonner en pleine guerre leurs alliés, en concluant avec l'Allemagne, à n'importe quelles conditions, une paix séparée.

Voilà donc l'Allemagne et l'Autriche libérées désormais de toutes inquiétudes sur le front oriental, maîtresses de tourner tous leurs efforts contre leurs ennemis de l'occident.

Un premier coup très violent, qui obtint immédiatement les résultats les plus grands, fut porté contre les Italiens.

L'état-major germanique put envoyer sur ce front un petit nombre de divisions qui, s'ajoutant aux forces autrichiennes, tombèrent sur les troupes italiennes insuffisamment commandées, minées elles aussi par une propagande défaitiste, leur infligèrent la défaite de Caporetto, une des plus retentissantes de la guerre. Tout le front italien se trouva ébranlé. Il fallut rapidement, sous peine de le voir s'écrouler lui aussi, que Français et Anglais vinsent à la rescousse. Des divisions françaises et britanniques furent envoyées d'urgence en Italie. Elles arrivèrent à contenir la poussée austro-allemande.

Cette année 1917 finissait mal pour les alliés. Elle ne leur apportait que des déboires, au lieu de la victoire, que, sans leurs fautes, ils auraient pu et dû obtenir. Car la victoire — c'est un point sur lequel on ne saurait trop insister — aurait pu être gagnée par eux, dès 1917. Ce qui l'empêcha ce furent des erreurs militaires, ayant à leur origine des erreurs politiques, par-dessus tout le changement du haut commandement.

La guerre gagnée en 1917, c'est-à-dire une année plus tôt, c'était pour les alliés, surtout la France, un ensemble d'avan-

tages matériels et moraux sur l'importance desquels il est inutile d'insister.

A mesure que se prolongeaient les hostilités, les dépenses en vies humaines et en argent suivaient une proportion géométrique ; elles saignaient à blanc notre peuple, déjà si pauvre en hommes. Elles désorganisaient notre territoire. Elles désorganisaient pour longtemps nos finances.

On peut dire que, de ce fait, l'année 1918 fut, à elle seule, aussi ruineuse que les trois années précédentes.

Les offensives de Ludendorf.

Après la paix sur le front d'orient, Français et Anglais devaient s'attendre à voir leur ennemi, libre désormais de transporter la plus grande partie de ses forces sur le front d'occident, redoubler d'efforts et essayer d'en finir par une série d'attaques décisives.

Toute sorte de raisons poussaient l'Allemagne, elle aussi, à terminer la guerre le plus rapidement possible : sa situation économique qui ne cessait de s'aggraver ; le manque de matières premières ; la détresse matérielle et morale de son peuple ; la défaillance, toujours possible, de son alliée : l'Autriche, qu'elle soutenait à bras tendus.

L'Allemagne, pressée d'en finir, devait donc tenter ses suprêmes efforts : sur mer, la guerre sous-marine à outrance qui, espère-t-elle, obligera en quelques mois, l'Angleterre à capituler ; sur terre, de puissantes offensives qui enfonceront le front franco-britannique.

Ces offensives-là, 21 mars, dans la direction d'Amiens, à la soudure des forces françaises et anglaises ; 9 avril 1918, Flandres ; 27 mai, Chemin des Dames ; 15 juillet, Champagne, furent, du point de vue tactique, admirablement, supérieurement conduites.

Le facteur de la surprise y joua, surtout dans les trois premières, un rôle prépondérant. Grâce à des prodiges de précaution : en faisant marcher ses troupes la nuit, en réduisant au minimum la préparation de l'artillerie, l'état-major allemand réussit à masser, à l'insu de son adversaire, ses divisions d'assaut qui enfoncèrent les lignes ennemies. Mais ici apparaît, une fois encore, cette vérité dont nous avons parlé plus haut : la percée d'un front ne sert finalement à rien, tant qu'il se trouve, à l'arrière, des réserves suffisantes pour boucher le trou.

La première de ces attaques met en pièces, pulvérise litté-

ralement toute une armée britannique et cela au point le plus critique, à la soudure du front anglais et français.

Le commandement unique : Foch.

Voici que les événements eux-mêmes, le risque d'une catastrophe, posent plus impérieusement que jamais ce problème que Français et Anglais ont mis, pour leur malheur, si longtemps à résoudre : celui du commandement unique.

Il est enfin résolu dans la réunion de Doullens, mars 1918. Foch reçoit des deux gouvernements la mission de « coordonner » les efforts militaires des Anglais et des Français. C'est une première et importante étape vers la constitution du commandement unique.

Cette mission se trouve forcément, pendant les semaines qui suivent, élargie et précisée. Foch devient le commandant en chef des troupes alliées.

Pyrénéen comme Joffre, né à Tarbes, méridional froid comme lui, Foch, jeune encore, alors qu'il était lieutenant-colonel et colonel, se fit connaître par son cours célèbre à l'Ecole de Guerre dont il a réuni les leçons dans ses deux livres : *Les principes de la guerre* ; *La conduite de la guerre*.

Toutes ses idées, sa doctrine s'y trouvent exposées. Après les avoir formulées et condensées dans son premier ouvrage, Foch en fait l'application dans le second, qui est une étude lumineuse et profonde de la guerre de 1870.

Ni grand ni petit, ni gros ni maigre, robuste sans lourdeur, en même temps vigoureux et fin, ce qui frappe chez lui ce sont les yeux, tantôt voilés et profonds, tantôt d'une vivacité singulière, dardant entre les paupières un peu lourdes un regard pénétrant et acéré. Le débit est saccadé et quelque peu abrupt. La voix a je ne sais quoi de bourru. L'impression dominante est celle de la franchise, de la loyauté, de la clarté ; car si l'on avait à choisir pour le maréchal une devise, celle-ci lui conviendrait à merveille : *Voir clair*.

Il est l'homme qui se campe bien en face, tout droit devant les réalités, qui en saisit à la fois l'ensemble et les détails, rien ne s'interposant entre les choses et lui. Aucune idée préconçue ne vient fausser sa vision, altérer son jugement. Il pèse à leur juste valeur les forces ennemies et ses résolutions sont prises en conséquence. L'extrême vivacité de ses impressions, une imagination prompte, qu'il tient de ses origines méridionales, sont

tempérées, maîtrisées par un bon sens imperturbable, un jugement calme et froid, accoutumé à observer longuement, à peser avec soin les avantages et les inconvénients, à ne se décider qu'à bon escient, mais une fois cette décision prise, à la conduire jusqu'au bout, attentif à l'exécution, sans qu'aucun obstacle puisse l'arrêter. Ces qualités-là semblent contradictoires. De fait, chez les neuf dixièmes des hommes, elles s'excluent. Chez Foch, elles s'accordent, s'harmonisent. C'est de leur accord que dérive ce qu'on peut appeler son génie.

« De quoi s'agit-il ? » telle est la formule dont il se sert le plus volontiers.

Le problème qui, dès ce moment, se pose à lui, consiste avant tout à empêcher, à tout prix, cette rupture recherchée par Ludendorff entre le front français et le front anglais.

Lors d'un conseil de guerre, alors que les circonstances étaient des plus critiques, le général anglais Wilson jette, à brûle-pourpoint, cette question à Foch : « Si vous étiez obligé de sacrifier Paris ou les ports du détroit, lequel choisiriez-vous ? »

Foch répond, sans une minute d'hésitation : « Je défendrais les deux ».

Cette réponse peint l'homme tout entier. Il réussit, en effet, à défendre les deux par un prodige d'équilibre, en dépensant sans compter son intelligence et son énergie. Un usage judicieux de ses réserves, la confiance de plus en plus grande que les Anglais, bientôt les Américains, ont en lui, lui permettent de trouver toujours, quoi qu'il arrive, les divisions suffisantes pour contenir la poussée germanique.

Durant toute cette guerre, la stratégie des Allemands resta nettement inférieure à leur tactique. Le point de la première attaque avait été, par Ludendorff, admirablement choisi. On ne saurait en dire autant de celles qui suivirent. Ludendorff commit la lourde faute de prolonger trop longtemps chacune de ses offensives, alors que visiblement leur rendement diminuait, à mesure que la poche creusée dans le front adverse devenait plus profonde.

Les résultats étaient très bons les premiers jours et l'avance foudroyante. Au Chemin des Dames par exemple, certaines divisions avançaient de 50 kilomètres en quatre jours, ce qui revient, en somme, à recommencer la guerre de mouvement. Mais cette avance-là, petit à petit s'essouffle ; elle diminue progressivement et vers le dixième jour, généralement, elle s'arrête.

Un généralissime très intelligent s'en serait rendu compte ;

plutôt que de s'obstiner dans un effort et des sacrifices inutiles, il aurait transporté ailleurs son chantier, déclenché sur une autre partie du front une nouvelle offensive.

C'est ce que fit Foch, quelques mois plus tard.

Ludendorff commit une seconde erreur, tout aussi grave et qui d'ailleurs découle de la première. Dépensant toutes ses forces dans chacune de ses attaques, il fut ainsi obligé de prolonger les entr'actes pour avoir le temps de reconstituer ses divisions de choc.

Or, cette prolongation des entr'actes donnait à son adversaire un avantage inestimable, elle lui permettait de se ressaisir, de préparer et d'augmenter ses réserves.

À ce moment, comme au début de la guerre, ce qui est d'ailleurs conforme à leur caractère et à leur tempérament, les Allemands s'imaginent que, leur plan une fois minutieusement construit, il n'y a qu'à l'appliquer, en chaque occasion, pour être sûr d'obtenir les mêmes résultats. Or, le facteur de la surprise, une des principales raisons de leur succès, devait fatalement s'éteindre à la longue.

Après les trois premières offensives, Français et Anglais ont percé à jour le secret de leur adversaire ; ils cherchent et trouvent la parade, qui consiste à dégarnir les premières lignes, de manière que le coup de massue tombe pour ainsi dire dans le vide, à reporter le gros de la défense sur les deuxième positions.

Le système, combiné par eux, fonctionne à merveille ; le 15 juillet, il arrête, il paralyse la quatrième offensive allemande, qui devait être la dernière.

Dès ce moment Foch, qui ne laisse jamais perdre une occasion, saisit l'initiative et ne l'abandonne plus.

Chacune des poches profondes et étroites, creusées dans les lignes françaises par les offensives de Ludendorff, se prête admirablement à des attaques de flanc. Obligé de se tenir sur la défensive, Foch, même au moment le plus critique, après le Chemin des Dames, songeait à l'offensive. Car il n'est pas dans son tempérament de recevoir des coups sans les rendre. Celle qu'il avait préparée, avec le plus grand soin et en secret, prévoyait une vigoureuse attaque de deux armées, Mangin, Desgouttes dans le flanc des armées allemandes à l'est de Villers-Cotterets. Elle se déclencha le 18 juillet, trois jours seulement après la dernière attaque de Ludendorff. Elle obtint un éclatant succès. L'avance réalisée par nos troupes fut considérable, le nombre des prisonniers très important.

Foch venait de tâter son adversaire ; il eut dès ce moment l'intuition, à quoi se reconnaît le véritable homme de guerre, que sa solidité, sa capacité de résistance étaient fortement ébranlées. Il fallait donc, le plus tôt possible, l'attaquer de nouveau.

Cette nouvelle attaque, montée avec le même soin, la même prudence, s'exécute, le 8 août, sur l'un des côtés de l'autre poche creusée dans le front français par l'avance allemande du 21 mars dernier. Le succès qu'il obtint fut plus grand encore. Les divisions anglo-françaises balayèrent littéralement l'ennemi devant elles. Une division tout entière allemande lâcha pied.

L'impression de Foch sur l'usure de l'armée allemande se précisait. L'art de la guerre est fait, avant tout, du sens de l'opportunité ; Foch comprend dès ce moment qu'il y a quelque chose de cassé dans la mécanique allemande ; il décide en conséquence de redoubler de vigueur, de multiplier ses coups. Il a dès lors le sentiment, il l'a plus d'une fois, depuis, confié à l'auteur de ces lignes, que l'usure de l'armée allemande irait en se précipitant, que la guerre pourrait finir cette année-là ; il est d'ailleurs presque le seul à avoir cette opinion.

Sa méthode, opposée à celle de Ludendorf, autrement intelligente, posant le problème comme il doit l'être, consiste à attendre le succès non point d'une seule offensive, quelque encourageants qu'en soient d'abord les résultats, mais d'une combinaison d'attaques ingénieusement agencées, s'emboîtant les unes dans les autres, de manière à provoquer, le plus rapidement possible, l'usure des réserves ennemies.

C'est à quoi il applique toute son intelligence, toute son énergie. Il s'agit, après les *objectifs immédiats* atteints par les deux attaques du 18 juillet et du 8 août, de fixer les *objectifs lointains*.

Deux puissants mouvements d'offensive sont prévus : l'un dans la direction de Mézières du sud au nord, l'autre de l'ouest à l'est dans la direction de Sarrebourg.

Il faut aussi, et ce n'est pas la partie la moins difficile, une fois ce vaste plan conçu, savoir inspirer à tous les exécutants la confiance, la volonté de le réaliser. C'est dans ce rôle d'*animateur* que Foch se montre incomparable. Français, Anglais, Américains, Belges, Portugais, Italiens, il dirige d'une main ferme cet assemblage hétéroclite.

Comme les résultats sont de plus en plus encourageants, Foch, sûr maintenant d'obtenir la victoire, dès cette année,

prescrit l'offensive générale de tous les alliés, la marche concentrique vers les Ardennes. L'ennemi fléchissant de plus en plus, il importe de profiter de cette usure, de précipiter le rythme des attaques.

A l'un de ses vieux camarades, commandant un groupe d'armées, qui, après chacune des offensives, lui disait : « Nous allons maintenant pouvoir souffler un peu. — « Mais non, mon vieux ! répliquait Foch avec sa sécheresse affectueuse, tu n'y es pas du tout : il ne s'agit pas de souffler, mais de repartir en avant. »

C'est exactement ce qu'on faisait. Dès les premiers jours d'octobre, Foch se préoccupe des conditions de l'armistice, que Ludendorff, il en est sûr, ne tardera pas à demander. Sachant à quel point les questions politiques sont étroitement liées aux questions militaires, il écrit à Clemenceau, vers le milieu de ce mois, pour lui demander de préciser, dès maintenant, la politique de la France, en ce qui concerne cette question capitale : la rive gauche du Rhin.

Clemenceau, malheureusement trop imbu de la doctrine révolutionnaire, jaloux de conserver sur les chefs militaires toutes les prérogatives des chefs civils, prie Foch de s'en tenir strictement au commandement des armées.

« Je fais la guerre », ce mot célèbre de Clemenceau était excellent, tant que la paix demeurait lointaine. Il était beaucoup moins bon, dès que la fin de la guerre approchait. Car la conclusion naturelle de la guerre c'est la paix, tout aussi difficile à préparer et à conduire que la guerre elle-même, sinon plus.

Or, c'est cette préparation diplomatique, économique, financière de la paix qui fit défaut. Elaborée avec plus de soin, elle aurait dû inscrire dans l'armistice, germe d'où le traité de paix doit sortir, en même temps que des clauses militaires, des clauses politiques, économiques, financières.

Foch, obligé par la volonté de Clemenceau, de se borner strictement au côté militaire, eut une lutte assez vive, bien que des plus courtoises, à soutenir contre les Anglais, gouvernement et haut commandement, pour que les conditions imposées aux Allemands fussent très sévères, prévoyant non seulement l'évacuation de la Belgique et de la France y compris l'Alsace-Lorraine, ce dont voulaient se contenter les Anglais, mais, ce qui était essentiel, l'occupation de la rive gauche du Rhin et des têtes de pont.

Sir Douglas Haig, beaucoup moins confiant que Foch, parce

qu'il n'avait pas comme lui la vision de l'ensemble, ne se rendant pas compte du véritable état des armées germaniques, alarmé par l'usure grandissante de ses troupes, était d'avis qu'on ne poussât pas l'Allemagne à bout par des exigences excessives.

C'est la volonté de Foch qui prévalut : le 11 novembre, dans la forêt de Compiègne, les délégués allemands, après avoir essayé de résister, furent obligés d'accepter toutes les conditions des alliés.

L'armée allemande était littéralement à bout.

Elle était incapable, ses chefs ne l'ignoraient pas, de parer les nouvelles attaques préparées par les alliés, notamment celle qui allait être exécutée en Lorraine dans la direction de la Sarre.

L'Allemagne, après une longue résistance qui avait tendu jusqu'au maximum toutes les forces matérielles et morales du pays, fléchissait tout d'un coup. Elle était à deux doigts de s'écrouler.

À l'arrière comme à l'avant, toute capacité de résistance était détruite. Une révolution éclatait dans la capitale ; l'empereur, le prince héritier, pris de peur, quittaient leur quartier général et s'enfuyaient en Hollande.

L'armistice a été sévèrement critiqué. La paix n'ayant donné à la France que d'une manière très insuffisante ces deux choses pourtant indispensables, les réparations et la sécurité, c'est l'armistice lui-même qui en a été rendu responsable.

Or, un armistice est une cessation momentanée des hostilités permettant au vainqueur d'imposer au vaincu ses conditions : il est en même temps l'amorce du traité de paix. Il a donc, ou plutôt il doit avoir, un côté militaire et un côté politique.

Au point de vue militaire, le seul dont Foch avait à s'occuper, l'armistice, amenant les alliés sur le Rhin, leur donnant en outre de solides têtes de pont sur la rive droite, les mettait en mesure d'obtenir de l'Allemagne, sans aucune résistance possible, absolument tout ce qu'ils voulaient.

Au cas où cette dernière ne se serait pas inclinée, ils pouvaient en quelques jours, presque sans coup férir, occuper la majeure partie de son territoire ; à cet égard donc, il remplissait son objet essentiel.

Quelques victoires de plus, remportées par les alliés, quelques dizaines ou centaines de mille prisonniers, des milliers de canons capturés, n'auraient nullement amélioré leur position.

Au point de vue politique et économique, par contre, il est

certain que l'armistice aurait pu et dû contenir certaines conditions amorçant le traité de paix, prévoyant, par exemple, le paiement immédiat d'une grosse indemnité de guerre, que l'Allemagne, à ce moment-là, était en mesure d'acquitter, des livraisons en nature, en plus des locomotives et des wagons qui lui furent demandés, peut-être un statut spécial pour la rive gauche du Rhin.

Bibliographie. — *Histoire des opérations* par le Service historique de l'état-major français; deux volumes parus :

Tome I (2^e volume, seul paru : *La manœuvre en retraite et les préliminaires de la bataille de la Marne*, 24 août-5 septembre 1914).

Tome VII (1^{er} volume : *Les offensives de dégagement*, 8 juillet 1918-21 septembre 1918).

L'état-major allemand a entrepris un *Historique des opérations* qui est en cours de publication.

G. Hanotaux. *Histoire illustrée de la guerre de 1914*. — Général Palat. *La guerre sur le front occidental* (1917). — Mémoires de Ludendorff (1919). — Souvenirs d'Hindenburg (1920); de Conrad von Hoetzendorf (4 vol., 1922-23), de Liman von Sanders, von Morgen, des généraux Dubail, Dubois, von Tirpitz, Erich von Falkenhayn. — Général A. von Cramon. *Quatre ans au quartier général austro-hongrois* (1922). — Jean Léry (Raymond Recouly). *La bataille dans la forêt d'Argonne* (1916). — *Mémoires du Kronprinz Wilhelm* (traduction française, 1923). — H. Corda. *La guerre mondiale*. — V. Giraud. *Histoire de la grande guerre* (1918). — Général Buat. *Hindenburg et Ludendorff stratèges* (1923). — Raymond Recouly. *General Joffre and his battles* (New-York, 1916); *Foch le vainqueur* (1918); *la bataille de Foch* (1919). — Général Mangin. *Comment finit la guerre* (1920). — Joseph Bedier. *L'effort français* (1919). — Général Gallieni. *Mémoires* (1920). — Général Canonge. *La bataille de la Marne* (1918). — Général von Bülow. *Mon rapport sur la bataille de la Marne* (1923). — Von Hausen. *Souvenirs de la campagne de la Marne* (1922). — Von Kluck. *La marche sur Paris* (1922). — Reginald Kann. *Le plan de campagne allemand de 1914 et son exécution* (1923). — Louis Madelin. *La mêlée des Flandres* (1917). — Général Berthaut. *De la Marne à la mer du Nord* (1920). — Colonel Normand. *L'évolution de la fortification de campagne en France et en Allemagne, 1914-1918* (1921). — Lieutenant-colonel Pellegrin. *La vie d'une armée pendant la guerre* (1922). — Colonel Dutil. *Les chars d'assaut* (1919). — Louis Gillet. *La bataille de Verdun* (1920). — Lieutenant-colonel de Thomasson. *Les préliminaires de Verdun* (1921). — Henri Bordeaux. *Les derniers jours du fort de Vaux* (1916); *Les captifs délivrés* (1917); *la bataille devant Souville* (1920); *la victoire de Verdun*. — P. Heuzé. *La voie sacrée* (1919). — De Pierrefeu. *L'offensive du 6 avril* (1918). — Commandant de Civrieux. *L'offensive de 1917* (1919). — Painlevé. *Comment j'ai nommé Foch et Pétain* (1923). — Louis Madelin. *La bataille de France* (1920). — De Pierrefeu. *La deuxième bataille de la Marne* (1920).

CHAPITRE XXIII

LA GUERRE ET LES ALLIANCES

Triple-Entente contre empires centraux. — Entrée en guerre de l'Italie. — Bulgarie et Grèce. — La Roumanie. — La révolution russe. — Intervention de l'Amérique.

La guerre mettant aux prises, dès les premiers jours où elle éclata, les nations les plus puissantes de l'Europe, devait attirer, happer, la plupart des nations voisines, celles dont les intérêts vitaux se trouvaient, plus ou moins affectés, par le conflit.

« Dans cette guerre, il n'y a pas de neutres. »

Cette phrase, qu'on entendit très souvent de 1914 à 1918, n'était pas loin d'énoncer une vérité.

Il resta, en effet, très peu de neutres ; de petits Etats, la Suisse, la Hollande, les nations scandinaves, une nation comme l'Espagne, que sa situation géographique tenait à l'écart du conflit.

Encore, cette dernière fut-elle à plusieurs reprises à deux doigts d'une intervention.

Triple-Entente contre empires centraux.

Chacun de ces deux groupements va, dès le début, essayer par tous les moyens : promesses, parfois entremêlées de menaces, pressions de toutes sortes, de recruter de nouveaux alliés.

Les Allemands sont les premiers à marquer un point : ils réussissent à enrôler dans leur camp la Turquie.

Beaucoup plus que la Triple-Entente, dont les représentants à Constantinople accumulaient les faiblesses et les erreurs, la diplomatie germanique savait comment faire marcher les Jeunes-Turcs.

Elle s'empressa de mettre, avec tous les moyens appropriés,

la main sur le petit groupe d'hommes qui menait, à la matraque, tout le pays, surtout les deux chefs, deux aventuriers, Enver et Talaat, autoritaires, violents, hommes d'énergie et d'audace, ne reculant devant rien, y compris le crime, pour arriver à leur fin. Dès l'instant qu'elle pouvait compter sur eux, l'Allemagne avait partie gagnée.

Le gouvernement turc, cependant, se rendant compte malgré tout des risques très grands que comportait une guerre contre ces trois puissants pays, l'Angleterre, la Russie et la France, hésitait.

Comme il arrive souvent dans les affaires humaines, un incident dont, au premier abord l'importance paraissait minime, fit définitivement pencher en faveur de l'Allemagne un des plateaux de la balance.

Ce fut, tout au début de la guerre, l'arrivée dans le Bosphore du *Goeben* et du *Breslau*, les deux puissants croiseurs de bataille allemands.

La randonnée de ces deux navires à travers toute la Méditerranée, sillonnée par les fortes escadres françaises et anglaises, passant à travers les mailles de ce réseau, qu'ils n'auraient jamais dû percer, parvenant à gagner, sans avoir reçu un seul obus, les Dardanelles, est un des épisodes les plus dramatiques de la guerre. Il eut des conséquences incalculables.

Energie, audace, intelligence des chefs allemands, marins et diplomates, faiblesse des marins anglais et français, sans parler d'un élément de chance qui joua, comme il arrive souvent, en faveur du plus audacieux : voilà toute l'explication.

Ces deux navires, une fois dans le Bosphore, où ils demeurèrent armés, en violation de toutes les règles, il n'y avait pour l'Entente qu'un moyen de rétablir sa situation. C'était de frapper un coup analogue : de faire pénétrer de gré ou de force ses navires dans les Dardanelles.

Au lieu de parler net à Constantinople et au besoin d'agir, les cabinets de Londres, de Paris, de Saint-Pétersbourg, mal renseignés par leurs représentants locaux, décidèrent d'employer la manière douce qui, avec les Turcs, n'a jamais réussi.

La même faute fut d'ailleurs commise par l'Entente l'année suivante avec les Bulgares ; elle produisit exactement les mêmes résultats.

Les Turcs, de toute évidence, il fallait être aveugle pour ne pas le voir, avaient déjà partie liée avec l'Allemagne. A la barbe des ambassadeurs anglais, français, russe, qui se laissèrent berner, intimider, ils préparaient ouvertement leur intervention.

Quand tout fut prêt, ils jetèrent le masque (octobre 1914) ; les croiseurs allemands allèrent bombarder les ports russes de la Mer Noire ; la Turquie entra en guerre contre l'Entente.

Du coup, la seule communication pratique entre l'Angleterre, la France et la Russie se trouvait coupée. C'était un événement des plus graves qui exerça sur la suite de la guerre une influence prépondérante. La Russie, qui avait tant besoin, moralement et matériellement, d'être soutenue par ses alliés, était abandonnée à elle-même. On devait bientôt en voir les résultats.

En vain Français et Anglais, voulant tardivement réparer leur erreur, essaient-ils de forcer les Dardanelles. Une action navale, entreprise sans une préparation suffisante, sans l'appui d'un corps de débarquement, échoue ; il en est de même d'une expédition militaire tentée par les troupes franco-britanniques.

Entrée en guerre de l'Italie.

C'est au tour de l'Entente de marquer un point. En mai 1915, elle parvient, après de longues et laborieuses négociations, à déclencher l'intervention italienne.

Le gouvernement italien avait, dès le début de la guerre, proclamé sa neutralité ; ce n'était, tout le monde le savait, qu'un premier acte. La guerre, quelle qu'en fût l'issue, à supposer que l'Italie n'y participât point, rendrait très difficile la position de cette dernière.

Un homme d'Etat italien avait parlé dans une formule saisissante de « l'égoïsme sacré ». Chacun des deux belligérants va essayer d'exploiter cet égoïsme, d'attirer de son côté l'Italie. L'Allemagne dépêche à Rome son meilleur diplomate, le prince de Bulow qui, par son mariage avec une Italienne, son entregent, se croit en mesure d'influencer les décisions prochaines ; il trouve en Barrère, le représentant de la France, un rude concurrent.

Une double négociation s'engage de la part de l'Italie avec l'un et l'autre des groupements. L'Allemagne pèse de toutes ses forces sur l'Autriche pour l'amener à satisfaire, à ses dépens, les revendications italiennes, concernant le Trentin et Trieste.

Les dirigeants viennois, toujours en retard d'une année et d'une idée, se font tirer l'oreille, ne se décident à ce sacrifice qu'avec toutes sortes de résistances et de réserves.

La partie adverse a, en cette affaire, un avantage considérable : elle peut offrir à l'Italie des territoires d'autant plus étendus qu'ils ne lui appartiennent pas.

Il vient s'ajouter les impondérables qui s'exercent en faveur de l'Entente et dont l'influence est déterminante. C'est d'Annunzio, prince des lettres, qui, en des journées mémorables, interprète les sentiments profonds du pays.

L'Italie unit son sort à celui de l'Angleterre et de la France. Son armée entame une offensive, assez vite arrêtée mais qui compense, dans une certaine mesure, l'échec des Russes et le vaste mouvement de repli exécuté par leurs armées en Galicie.

Bulgarie et Grèce.

Le souverain bulgare Ferdinand, le plus astucieux, le plus intrigant des hommes, devait naturellement se porter du côté où il y aurait, croyait-il, le plus à gagner. Après avoir longuement observé, réfléchi, calculé, pesé le pour et le contre, il mita sur la carte allemande et il perdit.

Des influences dynastiques très fortes, peut-être des questions d'argent (on a dit non sans vraisemblance que Ferdinand, toujours besogneux, aurait reçu une grosse somme de l'Allemagne) intervinrent dans sa décision et tout autant sinon plus, le spectacle des faiblesses de l'Entente, le décousu de son action politique et diplomatique dans les Balkans, envers la Turquie d'abord, puis la Grèce.

Dans ce dernier pays, la majorité du public était nettement en faveur de l'Entente; le souverain, pour des raisons dynastiques, penchait du côté de l'Allemagne.

France, Angleterre, Russie, les trois « Puissances protectrices », à qui la Grèce devait son existence, pouvaient parler haut et ferme, d'autant plus aisément que, maîtresses incontestées de la mer, elles tenaient le pays à leur merci. Elles avaient le droit d'exiger le maintien d'un régime constitutionnel que Constantin violait ouvertement, se comportant en véritable souverain autocrate et de droit divin, renvoyant Venizelos, dissolvant le parlement.

Elles n'en firent rien. Très longtemps, trop longtemps même, Constantin put se jouer d'elles impunément. Manque de cohésion des alliés, influence agissante des cours d'Angleterre et de Russie en faveur de Constantin, intérêt particulier de l'Italie qui ne voyait pas sans déplaisir une Grèce vénizéliste, intervenir dans la guerre, obtenir des avantages marqués, dans le bassin méditerranéen : voilà quelques-unes des raisons qui expliquent cette politique.

Sans l'appui de la Grèce, le corps de débarquement anglo-

français à Salonique se trouvait dans une position difficile ; il était incapable d'accomplir sa mission.

Il fallut attendre jusqu'au printemps 1917, bien après le massacre des marins français au Zappeion, pour que, sur l'initiative de la France, l'Entente se décidât enfin à agir.

Un homme d'Etat français, Jonnart, ancien gouverneur général de l'Algérie, où, pendant plus de dix années, il avait exercé une action des plus fécondes, s'acquitta à merveille de cette tâche, difficile et délicate entre toutes.

En dépit d'instructions insuffisantes, malgré les tiraillements des alliés, grâce à son énergie, à sa décision, à sa prudence, il exigea et il obtint, sans coup férir, l'abdication, le départ de Constantin et du prince héritier. Désormais, la Grèce, libérée de ses entraves, se rangeait nettement du côté des alliés.

La Roumanie.

Ici, plus qu'en tout autre pays, en même temps que des raisons matérielles, les « impondérables » s'exercent en faveur de l'Entente et surtout de la France.

Une longue négociation diplomatique assurait à la Roumanie la satisfaction de ses revendications nationales sur la Transylvanie, la Bukovine, le Banat. En août 1916 les Roumains entraient en guerre.

Insuffisamment préparée au point de vue militaire, mal secondée par les Russes, leur intervention aboutit à une défaite. La Roumanie est envahie par les armées austro-allemandes et leur capitale Bucarest occupée.

La révolution russe.

Par son régime, sa structure sociale, son organisation économique, la Russie n'était pas faite pour soutenir une guerre de longue durée. Déjà, dix ans plus tôt, la guerre russo-japonaise, bien qu'elle se livrât au fin fond de l'Asie, l'avait ébranlée jusque dans ses fondements. A plus forte raison devait-il en être ainsi lorsque la guerre se faisait sur son propre territoire.

Un souverain animé d'intentions excellentes mais d'une faiblesse incurable, soumis à l'influence toute-puissante de l'impératrice, une malade, une neurasthénique, avide de domination, s'abandonnant de plus en plus à l'emprise d'un aventurier, sorte de moine thaumaturge, moujik à demi lettré, Raspoutine.

Aucun contact entre l'empereur et son peuple ; les classes dirigeantes peu nombreuses, dépourvues de toute action ; les grands-ducs qui auraient pu intervenir (ils l'ont fait en d'autres époques (assassinat de Paul I^{er}), divisés entre eux, médiocres pour la plupart, à l'exception de Nicolas-Nicolaïevitch, l'ancien généralissime qui avait été envoyé, presque exilé, par le tsar sur le front du Caucase.

Vers la fin de l'année 1916, au début de 1917, le tsar manifestait de plus en plus sa faiblesse, son asservissement à l'impératrice qui, entièrement dominée elle-même par Raspoutine, intervenait à tout instant dans le gouvernement, faisait et défaisait les ministres. Certains des grands-ducs songèrent à déposer Nicolas II. Ce furent, ainsi qu'il arrive souvent chez les Russes, de simples velléités.

Les choses continuèrent à aller de mal en pis. La désorganisation s'aggravait. L'opinion publique était de plus en plus mécontente. Le ministère de l'Intérieur était aux mains d'un demi-fou, Protopopof, maintenu malgré tout par l'impératrice.

Une grève assez violente, organisée dans la capitale par les comités socialistes et révolutionnaires, se transforma, dans l'espace de quarante huit heures et le plus aisément du monde, en une véritable révolution, aussitôt que les régiments de la garnison, les uns après les autres, comme une boule de neige, furent passés du côté des émeutiers.

Une propagande active avait été poursuivie, depuis quelque temps, dans ces régiments qui comprenaient des milliers d'hommes et manquaient de tout cadre sérieux (la disette des officiers sévissant à l'état aigu). Le tsar, qui se trouvait au quartier général, fut contraint d'abdiquer. La révolution était triomphante. Qui allait en prendre la direction ?

La Douma, les milieux parlementaires s'essayèrent à ce rôle ; ils le firent timidement, sans énergie. Leur tâche n'était pas facile, car ils ne trouvaient aucun point d'appui. La direction, le pouvoir, passèrent de plus en plus entre les mains des Soviets, les comités élus des ouvriers et des soldats, où comme toujours, les plus avancés, les plus violents imposèrent la loi aux modérés.

Avec une rapidité prodigieuse, le désordre, la confusion, l'anarchie s'introduisirent partout, dans les administrations, les chemins de fer, bientôt dans l'armée, où l'arrière eut vite fait de contaminer l'avant. En l'espace de quelques mois la Russie comme force constituée, disciplinée, capable de jouer un rôle dans le conflit, n'existait plus.

Le coup d'Etat bolcheviste en octobre 1917, la paix séparée de Brest-Litowsk mirent le point final à cette situation.

Intervention de l'Amérique.

C'était, pour les alliés, un coup des plus rudes, sous lequel ils risquaient de succomber. Ils eurent la chance, que juste à ce moment, provoquée par les excès de la politique sous-marine des Allemands, l'Amérique entrât en guerre à leur côté. Son intervention ne devait pas tarder à compenser largement la défection de la Russie. C'est grâce à elle que l'Entente put gagner la guerre.

L'état-major germanique, de même qu'il obligea finalement son gouvernement à déclarer la guerre en 1914, le contraignit à se jeter dans la guerre sous-marine à outrance, ce qui devait avoir fatalement pour effet, en dépit des hésitations et des réserves du président Wilson, de ranger les États-Unis au côté des alliés.

Amiraux et généraux pesèrent de toutes leurs forces sur les dirigeants civils pour les convertir à la nécessité d'une guerre sous-marine, conduite sans aucun ménagement. Au conseil du 9 janvier 1917, qui se tint sous la présidence du Kaiser, le chancelier Bethman-Holweg, bien qu'il se rendit compte des dangers de toutes sortes auxquels cette politique d'aventures risquait de conduire, finit par y donner son consentement. Le 31 janvier, une note adressée aux neutres faisait savoir que tout trafic maritime leur était interdit désormais, dans une vaste zone englobant les mers britanniques, françaises et italiennes.

La riposte américaine ne tarda pas. Le président Wilson, piqué au vif, dès le matin du 3 février, convoque au Capitole les deux Chambres et la Cour suprême, leur lit la déclaration de rupture des États-Unis avec l'Allemagne et fait remettre ses passeports au comte Bernstorff.

Vainement, comme en 1914, une fois leur coup de tête accompli, les dirigeants germaniques essaient-ils, par des pourparlers sinueux, par toutes sortes de manœuvres, d'en pallier les conséquences. Le président Wilson s'est maintenant trop avancé pour reculer. Il convoque le Congrès pour le 2 avril, déclare la guerre à l'Allemagne. Les États-Unis viennent, avec toutes leurs forces, au secours des alliés, à un des moments les plus critiques de la guerre, alors que les réserves de ces derniers, militaires, navales, financières, commencent à s'épuiser.

Les conséquences matérielles et morales de cette intervention sont des plus considérables. On peut dire qu'elle est à ce moment un des facteurs décisifs.

En France, en Angleterre, en Italie, les volontés qui risquaient de fléchir se trouvent du coup ranimées. Grâce à ses soldats, ses escadres, sa flotte de commerce, ses approvisionnements, ses crédits, l'Amérique donne aux alliés un appui pour ainsi dire illimité. Ceux-ci possèdent maintenant la certitude que plus la guerre se prolonge et plus les ressources incessamment renouvelables de l'Amérique feront sentir leur action. Ils peuvent donc envisager sans trop de crainte la prolongation des hostilités. Les empires centraux, dont la capacité combattante s'épuise, sont obligés d'attaquer et de vaincre rapidement. Les alliés, au contraire, ont tout le temps devant eux.

Bibliographie. — *Livres rouges austro-hongrois* sur les négociations avec la Roumanie et avec l'Italie. — *Livre vert italien.* — *Livre blanc grec.* — Raymond Recouly. *Les heures tragiques d'avant-guerre* (documents inédits sur l'entrée en guerre de la Roumanie). — Take Jonesco *Souvenirs.* — Venizelos. *Cinq ans d'histoire grecque, 1912-1917.* — G. Deville. *L'entente, la Grèce et la Bulgarie* (1919). — B. Auerbach. *L'Autriche et la Hongrie pendant la guerre* (1925). — Lémonon *L'Italie d'après guerre* (1922). — A. Gorski. *La Pologne et la guerre* (1922). — Raymond Recouly. *M Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin* (1918). — Prince Sixte de Bourbon. *L'offre de paix séparée de l'Autriche* (1924). — A. Demblin. *Czernin und die Sixtus-Affaire* (1920). — G. Alphaud. *Les Etats-Unis contre l'Allemagne* (1917). — Président Wilson. *Messages et discours* (trad. française, 1919). — Comte Bernstorff. *Mes trois années en Amérique.* — Ed. Delage. *Les dessous politiques de la guerre sous-marine allemande.* — Amiral Scheer. *Mémoires.* — *Mémoires d'Hindenburg et de Ludendorff.* — *Lettres de l'Impératrice au Tsar Nicolas II* (Ouvrage capital pour l'intelligence de ce qui s'est passé en Russie), le texte original des lettres, écrites en anglais, a été publié par les soins du gouvernement soviétique, avec une traduction russe et des notes explicatives, en deux volumes, à Berlin (1922) (traduction française, 1924). — *Journal intime de Nicolas II* (1925). — *Lettres des grands-ducs à Nicolas II* (1926). — Raymond Recouly. *Le printemps rouge* (1925). — M. Paléologue. *La Russie des tsars pendant la guerre* (1922). — Sir George Buchanan. *Mémoires* (1925). — Claude Anet. *La révolution russe* (2 vol.) (1917-1918). — Dr Lorris Melikoff. *La révolution russe et la nouvelle république transcaucasienne.* — Pierre Gilliard, précepteur de la famille impériale. *Le tragique destin de Nicolas II et de sa famille* (1924). — Jacques Sadoul. *Notes sur la révolution bolchevique* (1919). — Emile Vandervelde. *Après la révolution russe* (1918).

CHAPITRE XXIV

LE TRAITÉ DE PAIX

Difficultés des négociations. — Le Congrès de Paris. — Les « Cinq ».
La sécurité. — Les réparations.

Difficultés des négociations.

Au sortir d'une guerre de cinquante-deux mois durant lesquels il ne se passa pas un jour qu'on ne se battit, une des plus meurtrières, des plus ruineuses de son histoire, la France avait à obtenir :

1° La réparation des dommages formidables qu'elle avait subis;

2° La certitude qu'elle n'aurait pas pour longtemps, sinon pour toujours, une nouvelle agression à redouter de l'Allemagne.

Réparation et sécurité, tels étaient les deux points essentiels de ses revendications.

Rarement difficultés plus grandes se présentèrent à des négociateurs français ; matériellement, les ravages causés par la guerre atteignaient un chiffre tel qu'on pouvait se demander si l'Allemagne serait jamais en état d'en acquitter intégralement le montant. La France, bien qu'elle fût la principale victime, n'était pas, loin de là, la seule. La solidarité des alliés, si difficile à établir, au cours même des hostilités, alors que la crainte du péril commun l'imposait, devait être bien plus difficile à maintenir, le jour où ce péril avait disparu.

L'Angleterre voyant l'Allemagne abattue, ses dynasties effondrées, sous la double menace de la révolution et du bolchevisme, devait fatalement revenir à sa politique traditionnelle qui consiste à ne pas laisser une autre nation, la France, prendre à sa place en Europe une prédominance trop marquée. Elle était donc amenée d'instinct à essayer par tous les moyens de limiter les conséquences de notre victoire.

Les Etats-Unis avaient joué dans la dernière partie de la guerre un rôle prépondérant. Par le nombre de leurs soldats, envoyés sans compter de l'autre côté de l'Océan, par le secours économique et financier qu'ils accordèrent sans marchander aux alliés, ils leur permirent de remporter la victoire, beaucoup plus vite qu'on ne pouvait l'espérer. La part considérable qu'ils y avaient prise leur donnait le droit d'intervenir activement dans les négociations du traité, de proposer sinon d'imposer leurs solutions.

Le président Wilson est un idéaliste, par certains côtés un idéologue chez qui le professeur explique et souvent domine l'homme d'Etat. Il connaît les questions européennes uniquement par les livres et les rapports, ce qui n'est pas la meilleure manière de les connaître.

Sa grande idée, qu'il eut tout le temps de mûrir, est de profiter du traité pour rendre désormais impossible, par un vaste projet de réglementation internationale, les guerres futures. Ce projet consiste dans la création d'une *Société des Nations*, fondée par les Etats victorieux, à laquelle adhéreront les neutres, plus tard les vaincus eux-mêmes.

Cette idée-là n'est pas nouvelle. Elle a hanté depuis longtemps l'esprit de certains hommes d'Etat et philosophes.

En dehors des difficultés d'ordre pratique que présente une vaste construction de ce genre, le seul fait de vouloir l'incorporer dans un traité, déjà très compliqué par lui-même, puisqu'il doit constituer une Europe nouvelle, ajoute une difficulté de plus. Le président Wilson tenait obstinément à son projet. Il fallut donc faire marcher de front la création de la Ligue et la conclusion de la paix. Les Anglais soucieux d'avoir Wilson avec eux, dès la première heure, adhérèrent à son projet. Ils demandèrent en échange pleine satisfaction sur leurs deux revendications essentielles, destruction de la flotte de guerre allemande et confiscation de la flotte commerciale, confiscation des colonies germaniques. Ces demandes qui, en elles-mêmes, étaient énormes, la dernière surtout, furent cependant acceptées sans objection.

C'est que la nation britannique tout entière et aussi tout l'Empire, l'ensemble des *Dominions* que le Gouvernement avait sagement associés à son programme, fit bloc derrière lui. Le président Wilson d'autre part, sûr d'obtenir l'appui de l'Angleterre pour la réalisation de son programme, ne marqua aucune opposition.

La France avait intérêt à suivre une tactique analogue, à

soutenir les aspirations wilsoniennes, quitte à faire connaître tout de suite, elle aussi, en jouant cartes sur table, ses deux revendications capitales : les réparations et la sécurité.

Telle ne fut pas la méthode suivie. L'homme qui menait tout, Clemenceau, était mieux fait, par son esprit, son caractère, son tempérament, pour conduire jusqu'au bout la guerre que pour discuter la paix. C'était un lutteur plus qu'un négociateur.

Parmi les hommes d'Etat de la Troisième République, il n'est pas de physionomie plus marquante, plus vigoureuse. Ce « rouge » de Vendée, qui se jeta, dès le début de sa vie, dans la bataille politique, maire de Montmartre sous la Commune, à vingt-cinq ans, sort en ligne droite des hommes de la Révolution. Amour de la lutte, mépris des coups, la brusquerie des manières recouvrant un fond de bonté et de tendresse humaine, croyance au progrès, puisée chez les philosophes du XVIII^e siècle, pères spirituels de la Révolution, Clemenceau fut admirable d'énergie, d'obstination, de vaillance aux heures les plus sombres de 1917 et de 1918. Quand il prit le pouvoir il sentit d'instinct que, faute d'être mené à la manière forte, celle des Jacobins, le pays, épuisé par trois années d'hostilités, risquait de s'affaïsser. Il tendit jusqu'à l'extrême les énergies nationales. Les revers les plus graves, celui du Chemin des Dames, par exemple, n'abattirent pas un instant sa confiance.

Si la guerre fut gagnée c'est à Foch et à lui qu'on le doit.

Le prestige incomparable que lui valaient la victoire, ses immenses services, faisait de lui le maître de la France. Quand il parlait, quand il décidait, personne ne pouvait lui tenir tête, et personne, au fond, ne l'essayait.

Le Congrès de Paris.

Il existe du Congrès de Berlin, qui, en 1878, régla les affaires balkaniques, après la guerre russo-turque, un tableau célèbre, dont on trouve des reproductions accrochées aux murs des ambassades et des chancelleries. On voit, au centre, le prince de Bismarck, présidant avec un mélange d'autorité brutale et de bonhomie, près de lui, son rival, l'autre ténor, le chancelier russe Gortchakoff, le délégué anglais Beaconsfield, le Français Waddington avec ses favoris, relégué au bout de la table, le Turc en costume national. Une vingtaine de personnes au plus composent cet ensemble, placées dans un ordre parfait, selon toutes les règles du protocole et de l'étiquette.

En regard de ce groupe si harmonieux, supposez qu'un

peintre ait essayé de reproduire une séance plénière de la Conférence de Paris en 1919. Au lieu d'une vingtaine d'assistants, c'est plusieurs centaines qu'il aurait dû faire figurer, et à côté des centaines de délégués, plusieurs centaines de journalistes, pressés les uns contre les autres, écoutant, écrivant, dessinant, discutant, critiquant. Au lieu de cette belle ordonnance, c'est le grouillement, la cohue.

Par le nombre des puissances représentées, l'importance des intérêts débattus, ce Congrès dépasse de beaucoup tous ceux qui se sont tenus au cours des siècles précédents, même celui de Vienne, en 1815, après l'ère napoléonienne.

Toute la carte de l'Europe est à refaire, par suite de l'écroulement de trois puissants empires : Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie. Après l'Europe, l'Asie pour les dépouilles ottomanes, Syrie, Palestine, Arabie, etc., puis l'Afrique, pour les colonies allemandes, etc..., etc... L'Amérique, par la voix des Etats-Unis, du Brésil, intervient dans les négociations.

Dans une affaire aussi vaste, aussi embrouillée, touchant à des intérêts énormes et multiples, le choix de la méthode prend une importance considérable.

La Conférence employa les premières semaines et même les premiers mois à faire en quelque sorte l'école buissonnière. On la vit, comme un parlement, à qui elle ressemblait, sauter d'un problème à l'autre, abandonnant ce qu'elle avait sur le chantier, pour s'attacher subitement à une besogne différente.

Les « Cinq ».

Le grand nombre des délégués paraissant un obstacle à la bonne marche des travaux, les cinq grandes puissances : Angleterre, Etats-Unis, France, Italie, Japon, décidèrent que les chefs de leurs délégations se réuniraient entre eux pour trancher les questions essentielles. Ce furent les « big five, les cinq gros pays », comme les appelaient les journalistes anglo-saxons, qui s'étaient abattus par centaines, pour ne pas dire par milliers, sur notre capitale. Les représentants des puissances secondaires marquèrent, comme on pouvait s'y attendre, quelque mécontentement de cette pratique qui avait pour nous de graves inconvénients. Car parmi les membres de cet aréopage, Japon et Amérique ne possédaient aucun intérêt européen ; l'Angleterre est une puissance plus maritime que continentale, s'intéressant moins aux affaires de l'Europe qu'à celles de son Empire. La France avait tout avantage à ne pas laisser à la porte les nations

secondaires de l'Europe, sur qui sa politique traditionnelle, vieille de plusieurs siècles, lui commande de s'appuyer; d'autant que la plupart de ces nations : Tchéco-Slovaquie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie, lui devaient, pour une bonne part, leur existence, leur résurrection ou leur agrandissement. C'était donc une faute et une faiblesse de se priver de leur appui.

La sécurité.

Des deux grandes questions à régler, celle-là était la plus importante.

Au cours des cent dernières années, la France a vu son territoire quatre fois envahi : 1814, 1815, 1870, 1914, ses provinces les plus riches, occupées par l'envahisseur, sa capitale prise ou sur le point de l'être. La dernière guerre et la dernière invasion ont été pour elle particulièrement désastreuses, par les destructions matérielles sans précédent, la terrible saignée infligée à son peuple, un des moins prolifiques de l'Europe.

Toute nouvelle invasion, toute nouvelle guerre, dans dix, vingt, trente ans, risquent de lui porter le coup de grâce. Son intérêt vital est donc de l'empêcher à tout prix, de sacrifier au besoin tout le reste de cet objet.

Quelle est la meilleure manière d'obtenir cette sécurité dont elle a un besoin si pressant ? Pour vous mettre à l'abri des coups de votre adversaire, il n'existe que deux moyens : diminuer sa puissance d'attaque, augmenter votre force de résistance. Ces deux moyens-là peuvent d'ailleurs se combiner.

Comment diminuer la puissance militaire de l'Allemagne qui, en dépit de ses pertes territoriales : Alsace-Lorraine, Posnanie, Sleswig, n'en garde pas moins une population supérieure de plus d'un tiers à celle de la France ? Morceler l'Allemagne ? Il n'y faut pas songer. On ne remonte pas le cours du temps. Il n'est pas de force au monde capable de contraindre à vivre séparés des gens de même race et de même langue qui, pendant plus d'un demi siècle, ont été fondus dans le même Etat.

Peut-on, d'autre part, d'une manière vraiment efficace, la désarmer ? S'il s'agit d'un désarmement provisoire ? Oui. Si l'on cherche au contraire un désarmement durable, le bon sens, la raison commandent de répondre : Non. Un grand pays comme l'Allemagne, possédant de fortes traditions militaires, réussit toujours, en dépit des liens par lesquels vous prétendez le ligotter, à se donner l'armée qui répond à ses moyens et à ses besoins. Il

est donc raisonnable de n'attendre de toute mesure de désarmement que des résultats strictement limités.

Il reste donc à la France d'augmenter le plus possible sa force de défense, et pour cela d'avoir une frontière très solide, presque inviolable : le Rhin. Tant que cette frontière est solidement tenue, aucune attaque de l'Allemagne n'est à craindre. Elle n'exige d'ailleurs que des effectifs peu considérables, une bonne frontière étant beaucoup plus facile à protéger qu'une mauvaise.

C'est la thèse que développe le maréchal Foch dans ses trois Mémoires, où avec une précision, une vigueur impressionnante, une extraordinaire abondance d'arguments, il démontrait que la vraie sécurité de la France est là, rien que là.

Foch, soucieux de ne pas déborder son domaine, s'en tient résolument au côté militaire : la barrière du Rhin ; mais il est facile de transposer cette thèse du domaine militaire dans le domaine politique et économique, d'envisager une certaine autonomie de la Rhénanie, sous le contrôle des alliés. Les raisons les plus solides ne manquent pas.

Ce n'est pas la première fois que le problème de la sécurité se pose, à la fin d'une guerre très longue, très coûteuse, où les vainqueurs sont naturellement désireux, après les lourds sacrifices consentis, de mettre leur victoire à l'abri de toute surprise. Au ^{xviii}^e siècle, les Pays-Bas ont eu les mêmes précautions à prendre vis-à-vis de la France. Après les guerres napoléoniennes, l'Angleterre et la Prusse ont voulu rendre impossible toute violation par la France des nouvelles frontières. Dans chacun de ces cas, le remède a toujours été le même : création d'une forte barrière défensive, capable, beaucoup plus que les arrangements diplomatiques, les parchemins, de garantir efficacement la paix. Après 1815, des précautions politiques sont venues doubler ces précautions militaires : la Belgique a été inventée, fabriquée de toutes pièces par l'Angleterre, désireuse de ne pas voir la France s'étendre de ce côté, de ne pas avoir, tous les dix ou quinze ans, une guerre sanglante à soutenir dans les Flandres.

Ce qui s'était fait en 1815 pour la Belgique, on pouvait essayer de le faire en 1919 pour la Rhénanie.

Le gouvernement français adopta d'abord la thèse du maréchal ; il essaya de la faire accepter à ses alliés. Une violente résistance se manifesta de la part des Américains et surtout des Anglais, Lloyd George ne voulant à aucun prix d'une occupation permanente de la Rhénanie.

La France, assurément, était obligée de tenir compte, dans une large mesure, de ces objections. Cependant, sur une question vitale pour elle, la sauvegarde de ses frontières, elle pouvait et elle devait mettre tout en œuvre pour faire prévaloir sa solution. L'Angleterre avait donné l'exemple, en ce qui concerne la flotte et les colonies allemandes. Elle avait du premier coup produit au grand jour ses demandes et obtenu satisfaction. La France pouvait faire de même. Mais il fallait, précisément parce que la partie était difficile, se servir de tous nos atouts, s'appuyer sur le maréchal Foch, dont le prestige était immense auprès des alliés, sur l'opinion publique, sur le pays tout entier. Ces moyens-là ne furent pas suffisamment mis en œuvre. Assez vite, les représentants de la France mollirent, se replièrent sur une position en arrière. Ils se laissèrent prendre à une suggestion britannique, offrant, au lieu de la frontière définitive du Rhin, obstinément réclamée par Foch, un traité de garantie qui promettait le secours de l'Angleterre et de l'Amérique, en cas d'agression germanique.

C'était lâcher la proie pour l'ombre, abandonner une réalité solide contre une « promesse » diplomatique, dont les événements ne devaient pas tarder à montrer la fragilité.

Car l'Angleterre, ayant adroitement subordonné sa garantie à la ratification du traité par l'Amérique, tout maintenant dépendait de cette dernière. Or, nul n'ignore que l'opinion américaine éprouve une répugnance instinctive pour toute immixtion (*entanglement*) dans les affaires européennes; une clause de la Constitution oblige le gouvernement à faire ratifier par les deux tiers du Sénat, majorité très difficile et souvent impossible à obtenir, tout traité signé avec une puissance extérieure. Le gouvernement français acceptait donc, avec une confiance bien imprudente, un chèque qui risquait de ne pas être payé.

Il se contentait de la signature du président Wilson, alors que, de par la Constitution, cette signature devait être avalisée par le Sénat. Si elle ne l'était pas (en des matières aussi importantes, il est sage de prévoir le pire), tout devait s'effondrer. C'est exactement ce qui arriva à Wilson, en dépit de tous ses efforts, ne parvint pas à faire ratifier par le Sénat, ni le traité de garantie, ni le pacte de la Société des Nations. La garantie donnée par l'Angleterre s'évanouit automatiquement, de sorte que la France se trouva finalement n'avoir rien reçu, en échange de la concession capitale qu'elle avait faite.

L'occupation de la Rhénanie pour quinze ans, avec retraits

successifs tous les cinq ans, remédiait, dans une certaine mesure, à ce grave inconvénient. Mais quinze années, dans la vie d'un peuple, forment une période assez courte. Au lieu d'une *solution définitive* à laquelle la France était en droit de prétendre, elle n'obtenait qu'une *solution provisoire* et précaire.

Les réparations.

La même légèreté, le même défaut d'esprit réaliste se manifestaient en ce qui concerne les réparations. Faire payer par l'Allemagne le maximum de ce qu'elle pouvait, rien n'était plus souhaitable et plus juste. Mais étant donné l'énormité de la note présentée par chacun des belligérants, le bon sens indiquait que cette note ne pourrait être acquittée intégralement. Il fallait prendre garde de ne pas l'enfler outre mesure, sans tenir compte des réalités, et aussi chercher avant tout un moyen pratique, commode pour toucher *aussitôt que possible* le plus d'argent.

La France avait été le champ de bataille de tous les alliés. Les destructions terribles commises sur son territoire l'avaient été pour la majeure part, sans doute, par les ennemis, mais aussi, dans une certaine proportion, par les alliés eux-mêmes. C'était là un fait incontestable, dont elle pouvait se servir pour réclamer un droit formel de *priorité* en faveur de la reconstruction des régions dévastées. Cette thèse, cependant des plus fortes, ne fut pas soutenue par les délégués français avec toute la vigueur, la précision, la décision désirables.

Ce fut une faute grave dont les conséquences devaient peser lourdement sur les finances françaises. Une vague d'optimisme, d'insouciance, de laisser-aller, assez explicable d'ailleurs par des raisons psychologiques, la détente brusque après un effort trop prolongé, s'abattit sur l'Europe au lendemain de la guerre. Au lieu de régler les difficultés, on trouva plus simple de les reporter ; au lieu de fixer une fois pour toutes, ce qui était conforme au sens commun, la dette à payer par l'Allemagne, en la maintenant dans des limites raisonnables, on imagina d'en laisser le montant *indéterminé*. Les alliés instituèrent une *Commission des Réparations*, dont une des principales charges était d'établir périodiquement les annuités que verserait l'Allemagne. Il n'y a guère d'exemple qu'un débiteur mette grand empressement à satisfaire son créancier, lorsque ce dernier commet l'imprudence de lui laisser ignorer ce qu'il lui doit exactement.

Cette première erreur s'accompagna d'une seconde : la somme qu'on espérait tirer de l'Allemagne était manifestement trop élevée, hors de proportion avec les réalités. Il se produisit ce qu'il était assez facile de prévoir : l'Allemagne, minée par le socialisme qui, là comme ailleurs, déséquilibrait son budget, augmentait prodigieusement les dépenses, sans accroître en proportion les recettes, vit son déficit grandir d'année en année. Elle en vint rapidement à se dire qu'elle avait, après tout, plus d'intérêt à faire faillite qu'à acquitter les formidables annuités que ses vainqueurs attendaient.

*
* *

Tel qu'il est, avec ses mérites et ses défauts, le traité de Versailles et les autres traités annexes : Trianon, Saint-Germain, Reuilly, constituaient la chartre de l'Europe nouvelle.

La France recouvrait l'Alsace-Lorraine, où ses armées, au lendemain de l'armistice, firent une entrée triomphale, où l'enthousiasme des populations mesurait la profondeur et la ténacité de leur attachement à la mère-patrie. Un régime spécial était institué pour la Sarre qui devait, après une période de quinze ans, décider par un plébiscite, si elle serait incorporée à la France ou à l'Allemagne.

Après une éclipse de plus d'un siècle, la Pologne était rendue à l'existence. Elle recouvrait tous ses territoires que les empires voisins s'étaient cyniquement partagés et dont deux sur trois venaient de s'écrouler.

La Bohême, depuis des siècles annexée à l'Autriche, retrouvait son indépendance, augmentée de la Slovaquie prise sur les Magyars. La Roumanie, la Yougoslavie, l'Italie, recevaient des agrandissements territoriaux très considérables, presque entièrement réalisés aux dépens de l'Autriche-Hongrie.

La carte de l'Europe se trouvait ainsi modifiée, et même bouleversée, beaucoup plus encore qu'après le Congrès de Vienne, quelque cent ans auparavant.

Que valent ces constructions nouvelles édifiées à la place ou aux dépens des vieux empires existants ? On entend souvent exprimer des craintes sur la solidité de certaines d'entre elles, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie.

Polonais et Tchèques, pour ne parler que de ceux-là, ont cependant en eux tout ce qu'il faut, les qualités morales aussi bien que la force matérielle, pour constituer des nations capables de vivre et de se développer. Des dangers extérieurs

les menacent, les Polonais surtout, que la géographie a dangereusement situés — de là leur éclipse passagère — entre l'Allemagne et la Moscovie. Mais ils ne sont pas les seuls dans ce cas.

Il faut compter aussi que la plupart des nations européennes, épuisées par une guerre de plus de quatre ans, seraient, pendant assez longtemps, hors d'état de recommencer à se battre, même si elles en avaient le désir. Cette période peut être mise à profit par ces jeunes nations pour s'affermir et se développer.

Si, d'autre part, les vaincus ont le désir naturel de réparer à leur profit les conséquences de leur défaite, rien n'empêche les vainqueurs de chercher à se prémunir contre cet esprit de revanche. Pour peu qu'ils s'entendent entre eux (le danger commun les y pousse), il leur est possible d'empêcher toute agression.

Bibliographie. — C. House. *Ce qui s'est passé à Paris pendant la Conférence de la paix* (1925). — R. Lansing. *The peace negotiations* (1920). — R. Stannard Baker. *Wilson and world settlement* (3 vol., traduction abrégée en français, 1924). — G. Clemenceau. *La France devant l'Allemagne*. — H.-W. Temperley. *An history of the peace, Conference of Paris* (3 vol., 1920). — Léon Bourgeois. *Le traité de paix de Versailles* (1919). — Louis Barthou. *Le traité de paix de Versailles* (1919) (rapports présentés au Sénat et à la Chambre). — G. Hanotaux. *Le traité de Versailles du 28 juin 1919* (1919). — Victor Bérard. *La paix française* (1919). — F. Nitti. *La Paix* (1925). — J.-M. Keynes. *Les conséquences économiques de la paix* (trad. française, 1920); *Nouvelles considérations sur les conséquences de la paix* (1922).

CHAPITRE XXV

LES MOËURS ET LES TRANSFORMATIONS DE LA VIE

Le coût de la vie. — L'aviation. — L'aspect de Paris.

Durant le demi-siècle qui suit la guerre de 1870, les vingt-cinq dernières années notamment, l'extraordinaire amélioration des moyens de transport, l'automobile et l'aviation, l'électricité, le téléphone apportent aux conditions de l'existence une modification beaucoup plus grande qu'au cours des deux ou trois siècles précédents.

L'automobile est un des principaux agents de cette transformation. Bien que les voies ferrées se soient multipliées dans des proportions considérables : 51 000 kilomètres en 1912 contre 9 600 en 1860, soit près de six fois plus, cette augmentation s'est opérée graduellement. L'accroissement des transports automobiles au contraire se fait sur un rythme beaucoup plus rapide. Les changements qu'il introduit sont plus étendus et plus marqués.

Le chemin de fer laissait en dehors de lui certaines régions écartées, des bourgs, des villages dont l'aspect, la vie quotidienne n'étaient pas sensiblement différents de ce qu'ils étaient il y a cent ans. Avec l'automobile, par suite de la grande richesse de notre réseau routier, il n'est plus de contrée, plus de village et même de hameau, si reculé soit-il, qui ne soit atteint. Le chemin de fer avait fait abandonner les routes et les auberges qui les jalonnaient ; elles ne servaient guère plus que pour les besoins locaux. Voici que l'automobile, d'un coup de baguette magique, leur rend l'animation et la vie. L'aspect de la province tout entière, le rythme de son existence en sont transformés.

Dès son apparition, vers les dernières années du siècle, dès

l'application du moteur à explosion et des bandages pneumatiques, le nombre des voitures ne cesse d'augmenter.

La guerre interrompt cet essor. A peine terminée, il reprend de plus belle.

En 1913, il y a en France 100 000 automobiles ; le double en 1920 ; le triple en 1922 ; 445 000 en 1923 ; 578 000 en 1924 ; 720 000 en 1925. On approche à grands pas du million.

Les Etats-Unis, où il n'est presque aucune famille, si pauvre soit-elle, ne possédant sa voiture, marquent le sens et la portée de cette évolution. Par le rapprochement entre les campagnes et les villes, elle est en train de modifier les rapports qui existent entre elles. Les grandes agglomérations où la vie devient difficile : rareté et cherté des logements, encombrement croissant des rues, tenderont à déborder sur les campagnes voisines, à agrandir démesurément leurs banlieues. Le chemin de fer fut une des causes, avec beaucoup d'autres, de la dépopulation des campagnes. Il fit affluer un certain nombre de ses habitants vers les centres urbains. Il se peut que, dans un pays comme la France où les distances ne sont pas très grandes, l'automobile produise une conséquence inverse, qu'elle ramène vers les campagnes, vers les bourgs et les petites villes, sinon vers les villages, quelques-uns de ceux qui les avaient quittés. Elle pourrait ainsi, dans une certaine mesure, remédier à la diminution désastreuse du peuplement rural.

L'émigration des villages vers les villes, surtout les plus grandes, s'est manifestée pendant tout le cours du xix^e siècle et particulièrement de 1870 à nos jours. Elle a été un des facteurs de la dépopulation. Elle s'explique par des raisons multiples, à la fois matérielles et morales. Non seulement la vie était demeurée dure et même très dure, dans la plupart des campagnes, où le confort, l'agrément ne s'étaient guère améliorés depuis un siècle. Cette existence en outre paraissait morne, et sans attrait à beaucoup de ceux, surtout les jeunes, qui pouvaient faire la comparaison avec l'existence des citadins. D'où la rupture d'équilibre.

La condition des travailleurs agricoles, ouvriers, fermiers, petits cultivateurs, n'avait fait que peu de progrès. Le prix de certains produits agricoles, au lieu d'augmenter, avait plutôt tendance à baisser, alors que cependant la valeur de l'argent diminuait.

Le froment, qui valait un peu plus de 32 francs les 100 kilogrammes en 1860, après avoir baissé à 19 francs en 1881, à 13 francs en 1895, était à 15 fr. 50 en 1903. Le beurre qui

valait 2 fr. 90 le kilogramme en 1860 ne se vendait pas plus cher en 1913. Le vin, ayant monté après la terrible crise du phylloxera, ne tardait pas à baisser. Il tombait à un moment au-dessous de 10 centimes le litre, en 1907. Ce fut une des causes des désordres graves qui se produisirent dans le Midi : Confédération générale des vignerons, meetings, émeutes à Narbonne, à Béziers ; défection d'un régiment, le 17^e.

Ici comme ailleurs, la guerre apporta de très grands changements. Les produits agricoles se vendent beaucoup plus cher. La prospérité, le bien-être des populations rurales s'accroissent. Beaucoup de villages ont maintenant l'électricité, le téléphone, le cinéma. Le jour n'est plus éloigné où tout possesseur de quelques hectares aura son automobile, lui permettant de se rendre à la ville, quand il lui plaît, de jouir ainsi d'une bonne partie de ses avantages, sans aucun de ses inconvénients.

Le coût de la vie.

Un personnage de Balzac aux environs de 1830, désireux de s'offrir un succulent déjeuner, entre chez le meilleur traiteur du Palais-Royal, compose un excellent menu et s'en tire avec une addition de 14 francs.

Quelques mois avant la guerre, en 1914, on pouvait avoir pour cette somme, au Café Anglais, alors qu'il existait encore, chez Larue, un déjeuner, sinon succulent et composé des mets les plus rares, du moins très bon. C'est la preuve que, même dans la capitale, devenue déjà cependant par l'affluence des étrangers, une sorte de ville d'eaux, les prix n'avaient pas, durant le cours du siècle, très sensiblement monté. A plus forte raison en province.

Un étudiant vivait sans trop de privations au Quartier-Latin pour 150 francs par mois. Pour 200 son existence était large. Il trouvait une pension suffisante pour 80 ou 90 francs, une chambre pour 30 ou 40. Certains produits agricoles, nous l'avons vu plus haut, se vendaient moins cher qu'il y a cinquante ans. Il en était ainsi du sucre, de maints produits étrangers : thé, café, etc...

Quand on parle aujourd'hui, non sans quelque regret mélancolique, de la douceur de vivre qui marqua les années d'avant-guerre, c'est à cette facilité, à ce bon marché de l'existence qu'on pense le plus souvent. Cette douceur et cette facilité paraissent beaucoup plus grandes quand on les compare aux dures conditions du présent.

La France, remarquablement équilibrée, où l'agriculture et l'industrie se balancent, donnait à ses habitants et à ses visiteurs le moyen de mener, avec le minimum de frais, une existence plus agréable qu'ailleurs.

La guerre de 1870, la Commune n'avaient fait qu'égratigner à peine, si l'on peut dire, les immenses réserves du pays. La tranquillité revenue, la nation s'était remise au travail et à l'épargne qui sont ses qualités dominantes. L'argent, les capitaux étaient en abondance. Faute de s'employer dans la métropole, ils étaient largement investis au dehors. Ils rapportaient des revenus importants qui venaient s'ajouter à la masse des richesses incessamment accrues.

L'aviation.

Ce que l'automobile a fait pour les habitants d'un même pays, l'aviation est en train de l'accomplir entre les différents peuples de l'univers. Ici encore, la marge du progrès est quasi illimitée.

Préparé par les vols d'essais des frères Wright, l'aéroplane se produisit, devant le grand public, lors du fameux meeting de Reims, dans l'été de 1908. Ce furent des journées magnifiques, triomphales. Tous ceux de nous qui les vécurent eurent le sentiment qu'un pas immense venait d'être accompli. Aux portes de cette cité merveilleuse qu'était Reims d'avant-guerre, les spectateurs des tribunes virent, à l'extrémité de la piste, un, deux, trois, quatre, cinq, six avions se lever du sol, survoler plusieurs fois le champ de courses et se poser à nouveau aussiaisément, aussidoucement qu'ils s'étaient envolés. L'homme venait de conquérir un nouvel élément et le champ de cette conquête n'a pas cessé de s'étendre. A pas de géant, l'emploi de l'aéroplane s'est répandu. Des lignes aériennes régulières rejoignent entre elles les diverses capitales. On va en une journée de Paris à Casablanca, soit un gain de trois jours sur les voies les plus rapides. Cette rapidité s'accroît sans relâche. Des aviateurs, pour la plupart français, ont accompli d'une seule traite des vols prodigieux atteignant ou dépassant 6 000 kilomètres : Paris-Omsk au milieu de la Sibérie ; Paris-Karatchi, sur le Golfe Persique. Survolé à des vitesses pareilles, l'univers qui paraissait immense à nos pères, nous semble tout d'un coup très petit. En guère plus d'une semaine, il serait possible d'en faire le tour.

L'aspect de Paris.

Jusqu'à l'apparition de l'automobile, aux premières années de ce siècle, l'aspect de la rue parisienne change assez peu. Les véhicules à chevaux, camions, fiacres, omnibus, équipages de maîtres laissent aux piétons, même dans les endroits les plus encombrés, le moyen de se faufiler au travers, aisément et sans danger. Le rythme de la circulation s'opère au ralenti. Quand les tramways font leur apparition, d'abord assez timide, beaucoup d'entre eux sont trainés par des chevaux et ne vont pas plus vite que les voitures. Le chemin de fer souterrain, le métropolitain qui reste longtemps à l'étude, sur qui les chansonniers du café-concert exercent leur verve, comme s'il ne devait jamais être achevé, le fut cependant et les premières lignes ouvertes au public, lors de l'exposition de 1900.

Ceux qui n'ont pas connu ce Paris de la fin du siècle dernier ne peuvent guère s'imaginer à quel point les promenades y étaient faciles et délicieuses.

L'automobile a changé bien vite tout cela. En accroissant dans des proportions considérables la vitesse des véhicules, elle interdit à peu près aux piétons l'usage de la chaussée. Traverser une rue devient un problème difficile et plein de dangers. Fort heureusement, Haussmann, injustement critiqué, avait vu, pour son époque, très juste et très grand. Grâce aux larges artères qu'il fit percer, la circulation reste encore possible dans les principales avenues. Elle ne le restera plus très longtemps. Le nombre des voitures augmentant sans cesse, et d'une progression ininterrompue, il faudra se décider d'ici peu, ou à élargir les rues, ce qui coûterait fort cher, ou à prendre des mesures très sévères : interdiction des véhicules à chevaux, défense de laisser stationner les voitures, suppression des tramways, etc...

CHAPITRE XXVI

L'ESPRIT PUBLIC ET LE MOUVEMENT DES IDÉES

L'évolution politique. Les nouveaux dirigeants. — La presse. — Le mouvement philosophique. Taine et Renan. — Bergson. — Littérature et politique. — Le rayonnement de la pensée française.

L'évolution politique. Les nouveaux dirigeants.

Si l'on suit la courbe de l'évolution politique, depuis 1870, on constate un mouvement marqué vers la gauche et les partis avancés. La guerre avait paru l'interrompre, disloquer les anciens partis, en amener un nouveau. Ce n'était qu'une apparence. Après un court entr'acte, l'évolution s'est poursuivie. Les divisions au sein des modérés, leur manque d'esprit politique, l'insuffisante attention accordée par eux aux batailles électorales qui, comme toutes les autres, se gagnent à la condition de bien les préparer, expliquent ce glissement.

A mesure que cette évolution vers les partis de gauche se précise, la qualité, le rang social des élus subissent une modification correspondante. Certains départements de l'Ouest, où les influences conservatrices continuent à prévaloir, nomment des aristocrates, grands propriétaires terriens pour la plupart. Presque partout ailleurs, sauf de rares exceptions, ces catégories sociales, encore nombreuses durant les années qui suivent 1870, sont de plus en plus éliminées. C'est presque exclusivement dans la bourgeoisie, de plus en plus la moyenne et la petite, dans le peuple même, pour les socialistes, que se recrutent les parlementaires : professions libérales, avocats, médecins, professeurs, petits propriétaires ruraux.

Les avocats dominent de beaucoup. Leur clientèle, les ramifications nombreuses que, grâce à elle, ils étendent dans les circonscriptions, leur habitude de la parole qui leur permet de

dominer aisément les réunions publiques, tout les arme pour la lutte électorale. La Chambre et les ministères qui en émanent sont en majorité composés d'avocats. Ils apportent dans le travail gouvernemental et parlementaire, leurs habitudes, leurs méthodes, leur pli professionnel : facilité, rapidité d'assimilation, talent d'exposition, mais souvent aussi légèreté de la documentation, vues superficielles, aisément déguisées sous un flot de paroles, surtout impuissance à réaliser et à conclure, l'avocat étant assez porté à croire qu'il a achevé sa besogne, lorsqu'il a prononcé sa plaidoirie.

La presse.

Les journaux, par suite de leur développement prodigieux, devraient jouer un rôle considérable dans la formation de l'esprit public. Peut-être cependant ce rôle n'est-il pas aussi grand qu'on pourrait de prime abord l'imaginer.

La presse, muselée sous l'Empire, recouvre, tout de suite après le 4 septembre, une entière liberté. Les journaux se fondent à leur guise. Leurs rédacteurs, à condition que le directeur le permette, ce qui n'est pas toujours le cas, écrivent ce qui leur plaît. Seuls les délits d'outrage ou de diffamation relèvent des tribunaux. Avec le bon marché du papier, l'invention de la presse rotative, permettant d'imprimer en quelques heures des centaines de mille exemplaires, la presse à grand tirage fait son apparition : *Le Petit Journal* d'abord, puis *le Petit Parisien*, *le Matin*, *le Journal*, etc... Par sa richesse, la puissance matérielle dont il dispose, le journal dit *d'information* prend en ce qui concerne la diffusion le pas sur le journal *de doctrine*. Telle de ces feuilles n'est pas loin d'atteindre quotidiennement le chiffre colossal de deux millions d'exemplaires. Les autres se tiennent aux alentours du million. Ces tirages auraient paru invraisemblables il y a un demi-siècle, comme aussi la modicité du prix de vente : un sou (c'était le tarif courant d'avant-guerre et encore l'administration en abandonnait-elle une partie aux revendeurs). Comment pour ce prix-là parvient-on à fournir aux lecteurs six ou huit pages, comprenant les nouvelles les plus récentes, des articles variés, des contes, un ou deux romans-feuilletons, etc... ?

Cette vente semble s'opérer à perte. Le journal est dans la situation d'un commerçant qui vendrait un sou ce qui lui revient à un sou et demi. La publicité seule lui donne le moyen de compenser cette perte. Son produit s'accroît en proportion du

tirage. C'est sûr elle que repose maintenant l'entreprise tout entière. L'agent de publicité, qui existait à peine naguère, est devenu un roi tout-puissant. Supprimez ou réduisez son domaine, et le journal ferait faillite aussitôt. Il résulte de ce fait essentiel toutes sortes de conséquences très importantes.

Obligé, par le moyen des annonces, de conserver de très gros tirages, source presque unique de son bénéfice, le grand journal d'information est de plus en plus condamné, afin de ne pas mécontenter telle ou telle catégorie de sa large clientèle, à s'interdire, surtout en matière politique, où les susceptibilités sont vite éveillées, toute opinion nette, tout jugement catégorique. Il s'en tient à une neutralité commode qui lui permet de soutenir, sans trop de zèle au demeurant, les gouvernements qui se succèdent, si différents, si opposés soient-ils. Il s'abstient de prendre position dans la lutte des partis. Qu'il s'agisse de politique intérieure ou même extérieure, il expose les faits en se gardant de conclure.

Toujours pour les mêmes raisons, il remplace dans le menu quotidien servi à sa clientèle, les nourritures solides et substantielles, par des mets plus légers : les pâtisseries sont préférées aux viandes. Les articles sérieux, documentés, cèdent la place et la première page aux faits divers, rédigés sous la forme la plus alléchante, afin de piquer la curiosité du lecteur. L'art du journaliste devient avant tout une affaire de présentation. La manière a beau se varier, les premières pages, souvent les deuxièmes des journaux à grand tirage sont plus ou moins pareilles chez tous. Quand on en a lu ou parcouru un, on pourrait à la rigueur se dispenser de lire les autres.

Cet abus de la neutralité politique, cette absence de jugements et de doctrine a été poussée si loin, qu'elle a fini par provoquer une réaction. Les grands journaux d'opinion, *le Temps*, le *Journal des Débats* pour ne citer que ceux-là, ont vu, par cela même, s'accroître considérablement leur tirage. De nouveaux journaux de doctrine, représentant tel ou tel parti, se sont créés. Certains d'entre eux ont obtenu dès les premiers jours un succès considérable : preuve que leur publication répondait à un besoin.

Par suite de cette évolution, on ne saurait dire que la presse, dans son ensemble, malgré sa grande extension, l'augmentation de sa puissance, de sa prospérité matérielle, tiennne, dans la formation et le développement de l'esprit public, une place plus importante qu'au début de la Troisième République. Il n'y aurait même aucun paradoxe à affirmer le contraire. Du temps

où les journaux étaient moins nombreux et d'un tirage plus faible, un article signé d'un nom connu, paraissant au moment opportun, avait un retentissement, une portée qui se retrouveraient difficilement aujourd'hui.

Ces millions de lecteurs des grands journaux sont pareils aux spectateurs du cinéma, devant qui défilent, à toute allure, les visions les plus diverses, les plus incohérentes, l'une chassant l'autre, aucune, par suite de cette rapidité, ne parvenant à laisser de traces durables. Un des maîtres du journalisme contemporain, Adrien Hébrard, avait coutume de dire : « Le journal est chose qui naît le matin, et meurt le soir ». Il ajoutait d'un air narquois : « quelquefois même à midi ».

De même, l'influence individuelle des journalistes sur la politique et l'esprit public a, dans l'ensemble, plutôt diminué que grandi. Leur situation matérielle qui, de plus en plus, dans notre société, mesure l'importance et le crédit, serait plutôt en voie de régression. Elle est loin d'avoir suivi l'augmentation du coût de la vie. Le journaliste a cela de commun d'ailleurs avec les hommes de lettres, artistes, et une partie des professions libérales.

Le mouvement philosophique. Taine et Renan.

Il ne saurait être question, faute de place, d'esquisser ici, même très rapidement, l'évolution de la littérature, pendant les cinquante dernières années. Nous devons nous borner, laissant résolument de côté le reste, à marquer de quelques traits essentiels les rapports existant entre le mouvement des idées d'une part, la politique et l'esprit public de l'autre.

Au lendemain de 1870, Taine et Renan, qui sont au plus haut de leur gloire, apparaissent comme les deux sommets de la pensée française.

Chez l'un et l'autre, la guerre qu'ils n'avaient point prévue, provoque un terrible ébranlement, dissipe d'un coup les nuages, fait paraître à leurs yeux une Allemagne aussi féroce qu'insoupçonnée. Le pays des savants, des philosophes, des professeurs, leur seconde patrie intellectuelle, se montre subitement sous son jour véritable : le casque à pointe prussien dominant, écrasant tout le reste, ou plutôt, ce qui est plus grave encore, penseurs, philosophes et professeurs suivant docilement, allègrement le casque à pointe.

Chez Taine, le déchirement est profond, presque tragique. Tout ce à quoi il croyait s'effondre sous ses yeux. Il vit dans

un immense cimetière, celui de ses illusions jonchant le sol autour de lui. De là son sentiment de détresse. Il écrit, parlant des Allemands, à un de ses amis, Emile Planat, le 7 février 1871 : « La guerre a mis au jour le vilain, le mauvais côté de leur caractère, que recouvrait une écorce de civilisation. L'animal germanique est au fond brutal, dur, despotique, barbare.... Tout cela vient d'apparaître à la lumière et fait horreur. »

Ses théories, ses rêves lui avaient caché l'âme germanique telle que la Prusse, l'« organe mâle de l'Allemagne », comme on l'a justement appelée, depuis plus d'un siècle, l'avait façonnée.

Renan ne l'avait pas mieux comprise. L'Allemagne cependant leur était familière. Taine y faisait un voyage quelques semaines seulement avant la guerre.

Un qui n'a rien vu, rien soupçonné lui aussi, c'est Flaubert. Il écrivait l'année d'après Sadowa : « Voici qu'on parle de la guerre. Je n'y crois pas. Avec qui ? La Prusse ? La Prusse n'est pas si bête ! »

Flaubert n'est qu'un homme de lettres, se défendant d'être autre chose, enfermé dans sa tour d'ivoire. Mais Renan, Taine sont des philosophes, des historiens. La déception qu'ils éprouvent, pareille à un coup de massue, les étourdit sur le moment. Taine, pendant quelques semaines, se déclare incapable de tout travail. Il est obligé de faire un vigoureux effort sur lui-même pour continuer son cours à l'école des Beaux-Arts. La guerre, la défaite, la Commune, les réactions si douloureuses qu'elles provoquent en lui détermineront désormais son évolution morale, ses jugements historiques, politiques et aussi le déroulement de son activité. Ses principaux ouvrages, philosophiques et littéraires, sont antérieurs à la guerre. Maintenant c'est l'histoire qui l'attire, une histoire récente, dans ses rapports avec la politique. Ce qui est aujourd'hui étant, d'après sa doctrine, le résultat direct et fatal de ce qui a été hier, comment la France du xix^e siècle est-elle sortie du xviii^e, comment la Révolution découle-t-elle de l'ancien régime, la France contemporaine, de la Révolution ?

Tandis qu'il seconde de toutes ses forces son jeune ami Boutmy, l'aide à fonder l'école des Sciences politiques, sous l'empire des mêmes préoccupations, il s'attelle, en bénédictin, à son grand ouvrage *les Origines de la France contemporaine*. Il s'enferme des journées durant à la Bibliothèque Nationale, aux Archives, fouillant des montagnes de vieux papiers, sou-

cieux d'en extraire la masse des petits faits représentatifs, typiques, qui animent et expliquent le passé. Sa grande idée philosophique demeure le fil conducteur de ses recherches. Elle dérive tout entière de la phrase fameuse de Spinoza : « L'homme n'est pas dans l'univers comme un empire dans un empire, mais comme une partie dans un tout. » Si l'animal humain n'est ainsi qu'une résultante des forces naturelles : climat, milieu, moment, auxquelles il ne saurait, dans la plus faible mesure, se soustraire, quelles sont ces forces, comment se sont-elles exercées ? Quels résultats devaient-elles produire ?

L'histoire devient une vaste construction, dont une pensée générale règle l'ordonnance, où les mille faits particuliers, fournis par une documentation copieuse, communiquent le mouvement et la vie. C'est l'ancien régime avec sa grandeur apparente, sa belle façade extérieure, mais toutes les faiblesses, toutes les tares du dedans, qui s'aggravent de jour en jour jusqu'à ce que se produise l'explosion qui fera tout sauter. La Révolution découle de l'ancien régime, comme un fleuve sort de sa source ; les forces qui la mènent sont aveugles, désordonnées, chaotiques. Elles lâchent la bride aux pires instincts de l'être humain qui s'y montre comme un « gorille déchaîné ». Et voici que le Titan auquel cette Révolution aboutit, sorte de condottiere audacieux, n'aimant rien tant que le risque, vivant intensément dans la minute présente et uniquement en elle, insoucieux de l'avenir, fabrique artificiellement une France à son image, où le lycée n'est que la préparation de la caserne, un pays centralisé à l'excès, caporalisé, fait non pour se gouverner lui-même, mais pour obéir à l'impulsion d'un seul.

Un sentiment d'amertume, de pessimisme, émane de tout cet ouvrage. Tout serait donc mauvais dans cette France contemporaine ? L'édifice en entier serait à rebâtir pierre par pierre. Mais qui se chargerait de cette reconstruction ?

Le souci, la tristesse du temps présent expliquent, pour une bonne part, ce pessimisme. Nul écrivain, si cuirassé soit-il, ne saurait échapper aux préoccupations, aux angoisses qui, de toutes parts, l'assaillent. Les douleurs de l'Année terrible ont noirci les couleurs de sa palette. Taine, d'autre part, grand connaisseur et grand admirateur de l'Angleterre, est obsédé sans cesse dans ses jugements sur la France, par la comparaison avec l'histoire et la politique britanniques.

Autant il est sombre quand il s'agit de son pays, autant le pays voisin se présente sous des couleurs riantes. Ces deux appréciations sont également excessives. Le goût de l'abstrac-

tion, l'esprit de système vient assez souvent déformer la vision et fausser le jugement.

Son histoire n'en demeure pas moins, par la beauté de l'ensemble, la profusion animée, colorée des détails, une œuvre magnifique dont le rayonnement et l'influence furent considérables. Les éloges et les critiques qui l'accueillirent, les polémiques, le mouvement d'opinion qu'elle suscita attirèrent, sur les questions traitées, l'attention, la curiosité du public et même du grand public.

Renan, lui aussi, chez qui les illusions sur l'Allemagne s'effondrent de très haut, continue, après la guerre, ses *Origines du Christianisme*. *L'Antéchrist* est de 1873; les *Évangiles*, de 1877; *Marc-Aurèle*, de 1881. Il entreprend, de 1888 à 1894, *l'Histoire du Peuple d'Israël*. Les *Dialogues philosophiques* sont de 1876; les *Drames philosophiques*, de 1878 à 1886.

Au lendemain de 1870, dans sa *Réforme intellectuelle et morale*, qui paraît à beaucoup d'égards en contradiction avec le restant de son œuvre, il prônait la reconstruction de la France sur le modèle militaire et politique, c'est-à-dire autocratique de la Prusse, son vainqueur. La leçon brutale des faits l'amenaît à jeter ainsi par-dessus bord quelques-unes de ses idées. Il se remit à sa grande œuvre historique, la poursuivant d'un effort régulier, ajoutant une pierre après l'autre. De temps à autre, il s'échappe de ce travail d'érudition, dont les grâces de son talent ne parviennent pas toujours à parer l'austérité. Le goût des idées, de la discussion en elle-même, pour le simple plaisir que cette gymnastique procure à l'esprit, le doute philosophique s'épanchent dans ses *Dialogues*, dans ses *Drames* où éclatent, plus que partout ailleurs, les séductions de son esprit, de son style prestigieux.

Républicains et anticléricaux, sans qu'il les y ait le moins du monde autorisés, le tirent à lui, se servent de quelques-unes de ses conclusions, dans leur lutte contre le clergé. En cela, il exerce une influence sur la politique. Ce qu'on a appelé l'esprit renanien d'autre part, son doute qui, parfois, n'est pas loin de ressembler à du dilettantisme, se font sentir jusque vers la fin du siècle.

Chez Taine comme chez Renan, les opinions et les doctrines cadrent mal avec les besoins, les aspirations d'un pays, désireux de reprendre sa place, une des premières, en Europe et dans le monde, de reconstruire matériellement et moralement la puissance française. Il y a, à bien des égards, un désaccord

entre la pensée et l'action. Beaucoup, surtout parmi les jeunes, tendent à s'échapper de ce cercle un peu froid, où leurs dirigeants intellectuels les enferment.

Bergson. Sa doctrine.

Voici que Bergson, un des maîtres de la pensée contemporaine, vient leur ouvrir toute grande cette issue.

Son premier livre, *l'Essai sur les données immédiates de la conscience* (1888), provoque un vif mouvement d'intérêt; son influence est, par ailleurs, des plus grandes, par son cours au lycée Henri IV, à l'Ecole Normale, au Collège de France. Toute une génération d'étudiants, de professeurs, d'écrivains, subit profondément son empreinte.

Qu'y a-t-il au fond de cette philosophie qui, bien mieux que la précédente, convient à l'esprit et aux tendances de la France nouvelle? Ainsi qu'il arrive à tout système, dont la portée et la vogue sont des plus grandes, on en tire dans tous les domaines, philosophique, intellectuel, artistique, des développements et des conclusions auxquels son auteur n'avait nullement songé.

A l'origine, un fait d'expérience et d'observation intérieure : le temps, tel que le définissent les philosophes (de là les contradictions, les antinomies auxquelles ils aboutissent), n'a aucun rapport avec la véritable durée, *donnée immédiate de la conscience*, telle qu'elle est perçue par nous. Dans cette durée, la vraie, la seule, les états d'âme se succèdent d'une manière ininterrompue, s'enchevêtrent, sans qu'il y ait jamais solution de continuité. Leur déroulement est pareil au cours d'un fleuve dont les eaux ne s'arrêtent jamais. Cette durée, telle que l'observation intérieure la fournit, n'a aucun rapport avec le temps, comme le conçoivent les philosophes, ce dernier par cela même qu'il est soumis à la mesure, n'étant en réalité *que de l'espace*.

Lorsqu'un de nous s'écrie : « Cette minute m'a paru longue comme un siècle », il ne fait que traduire, à sa manière, le principe fondamental, essentiel, de la doctrine bergsonienne. La minute qu'il a vécue peut, par l'intensité de ses états d'âme, la rapidité avec laquelle ils se déroulent, être, en effet, plus longue que celles qui l'ont précédée ou suivie. Cela revient à dire qu'elle ne saurait être mesurée par le mouvement d'une aiguille se déplaçant sur le cadran d'une montre.

Le noyé qui, au moment de perdre connaissance, revit en

quelques moments les épisodes principaux de sa vie, n'est pas victime d'une simple illusion. De même Dostoiewsky, lorsque, après la conspiration des Décembristes, conduit sur le terrain d'exécution et s'attendant à être pendu dans quelques instants, il put, assure-t-il, dérouler en deux ou trois minutes de longs épisodes de son existence.

De ce fait initial découlent les conséquences les plus importantes. Si le problème capital de la liberté, par exemple, paraît insoluble aux philosophes, c'est qu'ils ont commencé par le fausser, en confondant la durée véritable de l'âme avec sa durée apparente. Celle-ci n'étant que la projection extérieure et souvent inexacte de celle-là, semble ne pas pouvoir échapper au déterminisme rigoureux, régissant tout ce qui est du domaine de l'étendue. Mais il n'en est nullement ainsi de la première.

Dans *Matière et Mémoire*, son second ouvrage, Bergson, poursuivant le développement de son système, étudie la grande question des rapports de l'âme et du corps. *L'Evolution créatrice*, l'aboutissement de ses recherches, élargit le problème, l'applique à l'ensemble de l'univers, montre les relations entre la matière inanimée d'une part, de l'autre le principe créateur de la vie.

Un style d'une précision, d'une netteté et en même temps d'une fluidité merveilleuse, où les nuances les plus subtiles trouvent toujours leur expression, où la pensée s'extériorise sous ses formes les plus concrètes, les plus imagées, comme par l'effet d'un jaillissement ininterrompu, facilitait grandement la diffusion de cette doctrine. Il faut avoir suivi les cours du maître pour se faire une idée de la ferveur, de l'enthousiasme avec lesquels cet enseignement était reçu. Les jeunes gens qui l'écoutaient auraient pu dire de lui ce qu'Alcibiade disait de Socrate : « Quand je l'entends, le cœur me bondit plus fort que celui des corybantes ! »

Connues d'abord de ses seuls disciples qui les répandirent, les propagèrent à la manière d'un évangile, ces idées bergsonniennes eurent vite fait de se répandre dans le public. Brusquement, la mode s'en empara. Car les choses de l'intelligence, elles aussi, n'échappent pas à son empire. Du jour au lendemain Bergson devint célèbre. La popularité de sa doctrine marque, dans le développement des idées, une cassure très nette entre la génération qui a connu la guerre de 1870 et celles qui parvenaient à l'âge d'homme vers la fin du siècle. Taine, Renan non plus que Kant, Cousin et ses succédanés universitaires, n'agissent aucunement sur celles-ci.

Littérature et politique.

En littérature, les temps du naturalisme, aussi bien que ceux de la poésie parnassienne, sont finis, bien finis. Il faut à cette nouvelle génération des formes de pensée et d'art moins figées, plus vivantes, plus spontanées.

Ce qui frappe dans ce mouvement littéraire c'est d'abord l'abondance et la variété de la production. La diffusion, le bon marché du livre ont multiplié dans des proportions considérables et le nombre de lecteurs et celui des auteurs. La profession d'homme de lettres, vivant de sa plume, est devenue de plus en plus répandue. La guerre n'a fait qu'accroître ce besoin de lecture et augmenté cette production.

La littérature et la politique ont entre elles des points de contact de plus en plus nombreux. Qu'une grande crise, l'affaire Dreyfus, vienne passionner, secouer la nation, les littérateurs, les intellectuels, les savants se mêleront à la bataille.

Si l'on essaie, pendant le demi-siècle qui suit 1870, de dégager quelques tendances générales, on constate que le mouvement littéraire, dans son ensemble, a suivi à peu près la courbe du mouvement philosophique, l'évolution des opinions et des idées.

Après le roman naturaliste dont la formule était par trop desséchée, une réaction très vive se produit. Les générations nouvelles brûlent avec ardeur ce que les précédentes avaient adoré. Pour celles qui arrivaient à l'âge d'homme un peu avant la guerre, Zola apparaît déjà terriblement lointain. Il se produit une cassure très nette, la même exactement que nous avons constatée dans l'évolution philosophique lorsque les idées de Bergson prennent la place de celles de Taine et de Renan.

Renouveau du spiritualisme, du sentiment religieux, exaltation des forces morales, sentiment de confiance dans la force et les destinées de la France, tout cela qui se manifesta avec éclat lors de la grande épreuve que fut la guerre, procède des mêmes causes.

Le rayonnement de la pensée française.

Notre littérature et notre langue continuent à rayonner dans le monde. Mais elles trouvent devant elles des concurrents de plus en plus nombreux, de plus en plus forts. La primauté

qu'elles exerçaient au XVIII^e siècle leur est maintenant contestée. Non point que leur puissance de diffusion ait diminué, mais simplement parce que d'autres ont grandi.

Les pays de langue française, France, Belgique, Suisse, arrivent à peine au chiffre de cinquante millions d'habitants.

Ceux de langue anglaise : Amérique, Angleterre, colonies, Extrême-Orient, ne sont pas loin d'atteindre deux cents millions, c'est-à-dire quatre fois plus.

Ceux de langue allemande : Allemagne-Autriche réunies, une partie de la Tchéco-Slovaquie, de la Hongrie, dépassent soixante-dix millions.

L'espagnol, parlé dans toute l'Amérique du Sud, au Mexique, vient **numériquement avant le français**.

L'italien le serre de très près.

Nous ne sommes plus ainsi, si l'on tient compte uniquement du nombre, qu'au quatrième rang.

Il faut remarquer toutefois, — c'est là un facteur important, — que, parmi les étrangers, surtout dans les nations latines : Espagne, Italie, presque toutes les personnes cultivées parlent français ou en tout cas savent suffisamment notre langue pour lire nos journaux, nos revues et nos livres. Notre rayonnement intellectuel se trouve ainsi considérablement accru. Nous devons veiller avec soin à ce qu'il ne diminue pas. C'est un des éléments principaux de notre situation morale dans le monde. Dans tout l'Orient, la France, pendant les vingt-cinq dernières années, a gagné du terrain. Il en est de même en Amérique latine. Les progrès sont moins marqués aux Etats-Unis, à cause des difficultés très grandes que rencontre la diffusion de notre langue, dans un pays formé de toutes les races, où l'élite, les anciennes classes dirigeantes sont submergées par les nouveaux arrivants.

CONCLUSION

La France est sortie de la guerre agrandie territorialement et moralement, ayant donné au monde la preuve de son énergie et de son endurance. Mais la fleur de sa jeunesse, quinze cent mille hommes, sans parler des mutilés et des infirmes, ont été fauchés sur les champs de bataille. C'est une terrible perte dont les effets risquent, pendant longtemps, sinon toujours, de se faire sentir. Les dommages matériels sont à la même échelle. Plusieurs années d'hostilités, les dépenses sans compter auxquelles il fallut s'astreindre, sous peine de périr, la perte d'un grand nombre de capitaux placés à l'étranger : Russie, Autriche-Hongrie, Turquie, etc., creusèrent un trou énorme dans les richesses de la nation.

Pour se procurer tout cet argent, dépensé sans parcimonie, souvent même gaspillé, force fut de recourir au crédit : emprunts intérieurs et extérieurs. La dette publique s'accrut ainsi d'année en année, dans d'effrayantes proportions. Les dettes extérieures auraient pu, semble-t-il, être réglées, lors du traité de paix, comme contre-partie des créances alliées sur l'Allemagne. Il n'en fut rien et c'est là une charge nouvelle.

Dettes intérieures et extérieures, sous ce double poids il est naturel que le pays se soit un peu affaîssi. Quatre années de guerre pendant lesquelles les conditions économiques étaient faussées, donnèrent à l'Etat comme aux individus de mauvaises habitudes, qui devaient difficilement disparaître aussitôt après la fin des hostilités. L'Etat n'ayant vécu, pendant tout ce temps, que par le crédit et l'emprunt, ne renonça pas tout de suite à ces pratiques. Les budgets d'après guerre présentaient tous des déficits. L'Allemagne, d'autre part, ne payant pas ce qu'elle aurait dû payer, l'Etat français se substituait à elle pour la reconstruction des régions dévastées. A côté du budget véritable, il s'en formait un autre, dit des dépenses recouvrables, où les milliards venaient s'engloutir.

Déficit, abus des emprunts qui, à mesure qu'ils se multi-

pliaient, devenaient d'un placement plus difficile, accroissement de la circulation fiduciaire, toutes ces causes devaient amener une dépréciation rapide du franc. Ainsi que dans tous les pays où cet avilissement de la monnaie s'est produit, les classes moyennes en ont le plus gravement souffert.

Il s'est produit, dans la répartition des richesses et du bien-être, une transformation, un bouleversement profonds, beaucoup plus grands encore que ceux qui suivirent la Révolution de 1789 et la vente des biens nationaux. Un tribunal de province ayant à juger récemment un procès engagé par un ouvrier fromager contre son patron, le président du tribunal demanda à l'ouvrier : « Quel est le montant de votre salaire annuel ? ». Ce dernier, *vêtu d'une blouse*, de lui répondre : « Vingt mille francs ». Sur quoi le président très surpris : « Vous gagnez donc, dit-il, sensiblement plus que moi ».

Cet exemple caractéristique mesure l'importance des changements accomplis.

La crise financière et sociale, d'autre part, se double d'une crise politique.

Pour que le pays prospère, pour qu'il supporte ses terribles charges, il faut remettre de l'ordre là où la guerre et l'après-guerre ont introduit le désordre; réorganiser les administrations, instaurer un système d'impôts bien ordonnés.

C'est une tâche formidable. Le problème financier à lui seul a de quoi faire reculer les plus intrépides. Comment trouver, tout en assurant à l'Etat les ressources indispensables pour le fonctionnement des services, l'argent nécessaire pour amortir l'énorme dette intérieure et extérieure?

Il faut pour tout cela un gouvernement fort, sûr du lendemain, possédant une continuité de desseins, libre, après avoir conçu un programme de vaste envergure, d'en poursuivre longuement l'application. Or, le système parlementaire, tel qu'il fonctionne *habituellement* chez nous, rend difficile, sinon impossible, un gouvernement de cette nature.

Ce système est acceptable dans les périodes normales, alors que de longues années de paix ont créé dans le pays une surabondance de richesses, quand les impôts sont légers, quand le budget s'équilibre aisément.

Survienne une crise violente, le système ne fonctionne pas. Il faut le changer, sinon en droit, du moins en fait. Pendant la première partie de la guerre, le parlement fut mis en quelque sorte sous clé. Le pouvoir exécutif, doublé du généralisme, était le seul maître et prenait toutes les décisions. Passé

cette période, des ministères d'union nationale se constituèrent pour imposer une trêve à la lutte des partis.

Les difficultés d'après-guerre n'étant pas moins grandes que celles de la guerre, force est de recourir à des mesures plus ou moins analogues.

Ces obstacles, si grands soient-ils, ne sont pas tels cependant que la France, bien équilibrée, avec les richesses de son sol, l'industrie et le travail de ses habitants, ses vastes et florissantes colonies, ne parvienne à les surmonter.

Il faut compter, et ceci autorise toutes les espérances, avec l'élasticité de la race qui lui permet, dans les périodes les plus critiques, de se redresser, de se ressaisir, alors qu'elle était arrivée au bord de l'abîme. C'est ce qu'on a appelé le *miracle français*. Il s'est manifesté avec éclat à divers moments de notre histoire.

Si l'on veut porter un jugement d'ensemble sur la Troisième République, sur son œuvre intérieure et extérieure, la méthode plus juste consiste à la considérer d'une guerre à l'autre, du point de départ au point d'arrivée.

Les fautes du gouvernement impérial laissent au régime qui lui succède un terrible héritage : la guerre, l'invasion, la perte, en plus d'une indemnité de cinq milliards, énorme pour l'époque, de deux belles provinces, la Commune, conséquence directe de la guerre, bref une France matériellement et moralement très amoindrie.

Un demi-siècle plus tard, ce même pays peut, sans fléchir, supporter pendant quatre années la guerre la plus meurtrière de son histoire, contre un adversaire beaucoup plus fort qu'aucun de ceux : Charles-Quint, Philippe II, maison d'Autriche, Angleterre, avec qui il ait eu jamais à se mesurer.

Par ses efforts dans tous les domaines, militaire, économique, grâce à l'habileté de ses chefs, à l'héroïsme de ses soldats, grâce aussi aux alliances qu'il a su préparer, il sortit triomphalement de cette épreuve où il risquait simplement de périr. Un régime n'est pas si mauvais qui, parti d'une retentissante défaite, aboutit à une non moins retentissante victoire.

Ce régime a eu d'abord pour lui, ce à quoi se mesurent avant tout la force et la qualité de toute entreprise humaine : *la durée*.

Comparé à ceux qui l'ont précédé, depuis la Révolution, sa supériorité à cet égard est indiscutable. Le Premier Empire a duré dix ans (mai 1804-avril 1814) ; le Second, dix-huit ; la Restauration (Louis XVIII et Charles X), quinze ; Louis-Philippe,

dix-huit. La Troisième République en est à sa cinquante-cinquième année, et elle paraît se porter assez bien.

À l'intérieur, elle a, d'une guerre à l'autre (la Commune exceptée, dont il serait injuste de la rendre responsable), assuré la tranquillité et la prospérité. Même aux périodes les plus critiques du boulangisme, du Panama, de l'affaire Dreyfus, l'ordre ne fut jamais troublé. Ces crises semblent peu de chose en comparaison de l'interminable série de soulèvements, d'émeutes qui se produisirent par exemple durant la monarchie de Juillet. Les gouvernements napoléoniens sans doute s'entendaient à maintenir l'ordre dans la rue, mais uniquement grâce à la manière forte, dont la contre-partie inévitable est la confiscation des libertés publiques.

Or, la France, éprise de liberté, s'habitue mal à cette privation. Il est indispensable alors de lui donner des dérivatifs au dehors, d'où toute une série de guerres qui, à la longue, finissent par une catastrophe.

Grâce à cette tranquillité, à une paix de près d'un demi-siècle, le pays, développant ses qualités traditionnelles de travail, d'industrie, d'épargne, accumulait sans cesse de nouvelles richesses. Quand on parle de la douceur, de la facilité de vivre qui existaient vers la fin du Second Empire, il faut bien dire que la douceur, la facilité étaient tout aussi grandes, durant les années qui précédèrent la grande guerre. L'aisance et le bien-être étaient plus répandus. L'évolution démocratique, l'avènement de nouvelles classes dirigeantes, la montée lente et ininterrompue des nouvelles couches sociales s'opéraient sans heurt ni cahot. Le régime, malléable et souple, s'accommodait de cette évolution. La poussée socialiste elle-même (dont il faut tenir le plus grand compte) n'arrivait pas à rompre cet équilibre.

Si du dedans on passe au dehors, les résultats sont plus remarquables encore. En 1870, la diplomatie impériale avait laissé la France sans aucun allié. Bismarck put nous dépouiller, nous rançonner à sa guise, sans que personne en Europe levât le doigt.

En 1914, dès la première heure du conflit, l'Angleterre est à nos côtés et aussi la Belgique. L'Italie, bien que faisant partie de la Triple-Alliance, se déclare neutre aussitôt, en attendant le jour prochain où elle viendra se joindre à nous. Il en est de même de la Roumanie. La situation est complètement renversée. C'est l'Allemagne et non la France qui, du point de vue diplomatique, se trouve dans une mauvaise posture.

Ces alliances, ces amitiés dont la France bénéficie, furent le résultat d'une politique étrangère raisonnable, prudente, poursuivie, pendant de longues années, avec une continuité de desseins que bien des monarchies pourraient à juste titre envier à la République. Un des hommes d'Etat les plus intelligents, Také Jonesco, nous racontait un jour un curieux entretien qu'il eut, environ l'année 1909, avec le ministre des Affaires étrangères autrichien, d'Ærenthal. Comme on parlait de politique européenne : « Ce qui s'est passé en France depuis vingt ans, lui dit à brûle-pourpoint d'Ærenthal, a bouleversé toute mes idées sur la diplomatie républicaine. J'avais toujours pensé, et je n'étais pas le seul, qu'une république ne pouvait pas avoir de politique étrangère, digne de ce nom. Or, la France est en train de donner à cette opinion le démenti le plus éclatant. »

Préparation, conclusion et maintien de l'alliance avec la Russie qui, étant donnée l'opposition absolue des régimes, paraissait un tour de force, une véritable impossibilité.

Conclusion de l'entente avec l'Angleterre, qui, elle aussi, présentait des difficultés en apparence insurmontables. Toutes les fois que, dans le cours de notre histoire, au ^{xvii}^e, au ^{xviii}^e siècle, la France, grande puissance maritime, avait voulu se donner un empire colonial, elle avait trouvé sur sa route l'Angleterre. Il en était résulté un conflit où cette dernière, plus libérée que nous des nécessités continentales, avait inexorablement le dessus. D'où la perte de presque toutes nos colonies.

Or, la Troisième République conquiert, dans toutes les parties du monde, en Afrique, en Asie, un empire immense, en comparaison duquel nos acquisitions coloniales des siècles précédents sont vraiment fort peu de chose. L'Angleterre, certes, ne saurait le voir d'un bon œil. Mais, en dépit d'un antagonisme instinctif, la rupture est évitée. La France, mal engagée à Fachoda, a la sagesse de se dégager. Quelques années plus tard, dirigée par des chefs remarquables, qu'elle eut le bon esprit de maintenir au pouvoir : Deleassé (sept ans ministre des Affaires Etrangères), les deux Cambon, Barrère, elle arrive à s'entendre avec son vieil ennemi héréditaire, à régler, sans sacrifier aucun de ses intérêts essentiels, tous les litiges coloniaux.

Cette entente, fait unique dans son histoire, débordé rapidement son cadre initial. Elle passe du plan de la politique coloniale dans celui de la politique européenne. Elle prépare la communion d'armes de 1914.

La Troisième République ayant su de la sorte conquérir à la

France un vaste et florissant empire : la Tunisie et le Maroc, bastions indispensables de notre vieille possession algérienne, l'Afrique occidentale et l'Afrique équatoriale, Madagascar, l'Indo-Chine, en tout beaucoup plus d'habitants que n'en compte la mère patrie, et cela sans se brouiller, tout au contraire, avec les pays qui pouvaient prendre ombrage de ses agrandissements, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne, sans, d'autre part, sacrifier aucune des nécessités de sa politique européenne, a résolu ainsi un problème, surmonté une difficulté que les gouvernements de l'ancien régime furent impuissants à vaincre. Jamais à cette époque l'équilibre ne put être réalisé entre notre politique continentale et notre politique coloniale, celle-ci étant toujours délibérément sacrifiée à celle-là.

On a reproché à la République les insuffisances de la préparation militaire, en vue du conflit avec l'Allemagne qui, depuis l'affaire d'Agadir, devait paraître inévitable à tout observateur attentif. Ces critiques ne sont pas dénuées de fondement. La préparation matérielle, surtout en ce qui concerne l'artillerie lourde, présentait à coup sûr de regrettables lacunes. Mais il serait excessif et injuste d'en exagérer la portée. Dans l'ensemble, — les résultats le prouvent, — l'armée, telle que le régime l'avait préparée, se montra à la hauteur de sa tâche.

Plus justifiés sont les reproches concernant l'instabilité gouvernementale, avec ses conséquences de toutes sortes : mauvaise administration, mauvais emploi des fonds publics, etc., etc... Pendant les périodes critiques, ces défauts-là apparaissent au grand jour. Mais, ici comme ailleurs, la faculté de redressement fait que, de l'excès du mal, sort presque toujours le remède. La situation vient-elle à s'aggraver ? La politique, avec tous les abus qu'elle entraîne, est mise pour un certain temps de côté.

Le régime est, somme toute, susceptible d'amélioration. Ayant pu s'adapter, sans trop d'inconvénients, aux difficultés de la guerre, pourquoi ne s'adapterait-il pas à celles de l'après-guerre ?

Il est à certains égards très malléable. C'est peut-être là son principal mérite. Comme nous n'avons rien d'autre, en tout cas, à mettre à sa place, c'est à réaliser ces améliorations que chacun de nous doit énergiquement travailler.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.	L'effondrement d'un trône	1
— II.	La guerre à Paris et en Province. — L'Assemblée Nationale et le traité de Francfort.	11
— III.	La Commune et ses conséquences.	25
— IV.	Le gouvernement de Thiers. — L'échec de la restauration monarchique.	41
— V.	Le septennat. — Les lois constitutionnelles.	59
— VI.	Le seize mai. — Consolidation de la République.	78
— VII.	Les crises et les hommes.	94
— VIII.	Rapports franco-allemands. — Alerte de 1875	98
— IX.	Congrès de Berlin. — Triple alliance. — Alliance franco-russe. — La question d'Egypte.	105
— X.	L'Expansion coloniale.	120
— XI.	Le Boulangisme	157
— XII.	Le scandale de Panama.	169
— XIII.	L'Affaire Dreyfus	176
— XIV.	La politique religieuse	185
— XV.	Le gouvernement des radicaux et les progrès du socialisme.	192
— XVI.	L'Entente cordiale	199
— XVII.	Le Maroc et la politique européenne.	207
— XVIII.	L'orage dans les Balkans.	218
— XIX.	France, Allemagne et Balkans.	229
— XX.	Les causes de la Grande Guerre	245
— XXI.	La décade tragique.	254
— XXII.	La Grande Guerre	271

TABLE DES MATIÈRES

337

CHAPITRE XXIII. La guerre et les alliances	296
— XXIV. Le traité de paix	304
— XXV. Les mœurs et les transformations de la vie	314
— XXVI. L'esprit public et le mouvement des idées	319
CONCLUSION.	330

